

Hamed Abdel-Samad

**LE FASCISME
ISLAMIQUE**

Une analyse

Grasset

HAMED ABDEL-SAMAD

LE FASCISME ISLAMIQUE

Une analyse

Traduit de l'allemand
par GABRIELLE GARNIER

BERNARD GRASSET
PARIS

À ma chère mère. Elle m'a demandé de ne pas publier ce livre tout en sachant que je ne pouvais accéder à sa prière.

AVANT-PROPOS

« *Wanted Dead* »

Un jour, sur Facebook, je vis une photo retouchée avec Photoshop. Un homme barbu au regard mauvais brandissait une affiche sur laquelle on pouvait lire : « Décapitez tous ceux qui prétendent que l'islam est la religion de la violence. » Je ris de bon cœur devant cette description aussi élégante que pertinente de l'amère réalité. Cependant mon rire se coinça dans ma gorge lorsque je découvris soudain mon propre portrait sur Facebook, accompagné de l'inscription « Wanted Dead ».

Cet appel au meurtre faisait suite à une conférence que j'avais tenue au Caire le 4 juin 2013. Son sujet : le fascisme religieux en Égypte. J'y défendais la thèse que l'idéologie fascisante ne s'est pas introduite dans l'islam avec la montée en puissance des Frères musulmans, mais qu'elle est ancrée dans les origines historiques mêmes de l'islam. J'argumentais en expliquant que l'islam avait mis fin à la diversité religieuse sur la péninsule Arabique, exigeait de ses fidèles une obéissance inconditionnelle, ne tolérait aucune divergence d'opinion et aspirait à dominer le monde. Cet état d'esprit occupant une place prépondérante dans l'islam par rapport à d'autres aspects de cette religion, je déclarais qu'on pouvait donc parler d'« islamo-fascisme ».

Une vidéo compilant les thèses provocantes de ma conférence fut diffusée sur la Toile, où elle donna lieu à des discussions controversées. Peu après, un groupe de théologiens islamiques se réunit pour réfuter mes arguments en direct à la télévision. Après avoir cité de nombreux exemples tirés de la biographie du Prophète et du Coran dans l'intention de prouver que l'islam accepte la diversité, y compris celle des opinions, ils débattirent de la façon dont je devrais être puni pour avoir diffamé l'islam. Le verdict unanime ne tarda pas à tomber : on devait m'exécuter ! Il y eut toutefois des désaccords quant à savoir comment procéder et qui devait décréter ma mort. L'un d'eux suggéra qu'on m'octroie la possibilité de me repentir et de revenir à l'islam. Si je refusais, alors il faudrait m'exécuter. Un professeur de la prestigieuse université Al-Azhar et le chef de file du mouvement terroriste Al-Gama'a al-Islamiya réclamèrent mon exécution immédiate ; comme j'avais aussi insulté le Prophète, non seulement mon repentir ne changerait rien, mais il n'était pas non plus nécessaire de charger quelqu'un d'annoncer officiellement que j'étais un homme à abattre. Pour appuyer ces propos, l'universitaire relata un épisode de la vie de Mahomet : un jour, le Prophète découvrit une femme assassinée devant sa mosquée. Il demanda aux fidèles qui priaient lequel d'entre eux l'avait tuée. Un aveugle se leva

et dit : « Je l'ai tuée, Prophète de Dieu. C'est mon esclave, et j'ai d'elle deux petits enfants qui ressemblent à deux perles. Mais hier, Prophète de Dieu, elle t'a insulté. Je l'ai sommée de ne plus t'offenser, pourtant elle a répété ses paroles. Je ne pouvais le supporter alors je l'ai tuée. » Ce à quoi Mahomet répondit : « Vous êtes mes témoins, le sang de cette femme a coulé à raison ! »

Cette histoire revient à chaque fois que les islamistes ont besoin de justifier pourquoi il est à leurs yeux légitime de condamner à la mort immédiate, sans procès ni droit de se défendre, quelqu'un qui a offensé le Prophète.

Il n'aura pas fallu attendre longtemps pour que l'influent salafiste égyptien Abou Ishaq al-Houwayni s'exprime lui aussi sur mon cas à la télévision. Al-Houwayni séjourne fréquemment en Allemagne pour y former des salafistes. Un de ses premiers disciples est le converti Pierre Vogel. Al-Houwayni proclama une vendetta entre nous, qui serait valable jusqu'à la fin des temps.

Tous ces experts évoluent dans un cercle idéologique si fermé qu'ils ne se rendirent compte à aucun moment que leur verdict ne faisait que servir mes arguments. Ils vouent un tel culte à leur « führer » Mahomet qu'ils veulent tuer tous ceux qui l'attaquent, ne serait-ce que verbalement. Ils croient pouvoir tuer quelqu'un pour la seule raison qu'il a une idée différente de ce qui est sacré pour eux. Comment ne pas appeler cela du fascisme islamique ?

Même d'après le droit égyptien, les hommes qui ont appelé à m'assassiner devraient être immédiatement arrêtés. Mais Morsi, alors président, avait précisément besoin de ces fondamentalistes pour intimider ses adversaires. Ce même professeur d'Al-Azhar qui avait réclamé mon exécution avait quelques semaines auparavant exigé l'assassinat de l'homme politique de l'opposition Mohamed el-Baradei. Là non plus, aucune mesure n'avait été prise contre lui¹.

Dans mon cas, les appels au meurtre se multiplièrent sur Internet à une vitesse inquiétante. En Tunisie, la vidéo de ma conférence fut détournée par des islamistes pour diffamer l'ensemble de l'opposition laïque du pays. On imputa mes idées à tous les opposants afin de les museler, le principe étant que tout musulman honnête doit s'élever contre ceux qui placent l'islam au même niveau que le fascisme.

Après cette conférence, je fus obligé de disparaître quelques semaines ; depuis mon retour en Allemagne, je vis sous protection policière. Même ici, il y a de nombreux fanatiques qui souhaitent me voir mort. Lors d'une conférence de presse, Guido Westerwelle, alors ministre allemand des Affaires étrangères, condamna l'appel au meurtre et engagea le gouvernement égyptien à veiller à ma sécurité. À peine une semaine plus tard, Assem Abdel-Maged, un des partisans de ma condamnation à mort, l'invita à une rencontre publique et l'embrassa devant la caméra. Westerwelle parla néanmoins d'un « retour en arrière pour la démocratie » lorsque Morsi fut renversé par l'armée. Si l'on réduisait la démocratie au simple fait qu'il y ait des élections libres, l'ancien ministre aurait raison. Mais la démocratie représente bien plus que cela. C'est une culture politique, un état d'esprit, dont Morsi et ses Frères musulmans ont toujours été à des années-lumière.

Quoi qu'il en soit, après la chute de Morsi, des mandats d'arrêt ont été émis contre deux de mes persécuteurs. Les trois chaînes de télévision qui avaient diffusé les appels au meurtre ont

été fermées par décret de l'armée. L'ironie du sort veut que la photo d'Assem Abdel-Maged fut publiée dans le journal gouvernemental *Al-Ahram*, accompagnée de l'inscription « Wanted »².

Cependant, je continue de recevoir des menaces de mort. Les fanatiques ne sont pas dangereux uniquement lorsqu'ils sont au pouvoir, au contraire. Des islamistes affaiblis, qui se considèrent comme des victimes, sont bien plus dangereux et imprévisibles. Je n'ai pas peur pour moi-même. Je continue d'écrire et de donner des conférences. Je m'inquiète seulement pour ma famille égyptienne, qui est désormais elle aussi l'objet d'insultes et de menaces. Ces fanatiques peuvent limiter ma liberté de mouvement, mais ils ne pourront pas étouffer mes idées. La campagne de haine menée contre moi a élargi mon cercle de lecteurs en Égypte et dans d'autres États arabes. Je rencontre beaucoup d'approbation et de solidarité dans des cercles qui jusqu'alors m'étaient fermés. Des gens d'Allemagne, de Suisse et d'Autriche m'ont écrit des mails de solidarité, certains m'ont même offert un refuge chez eux. Parmi les nombreux messages qui me parviennent d'Égypte via Facebook, il s'en trouve un qui m'a particulièrement réjoui. Un jeune Égyptien m'a écrit : « Je remercie les terroristes de m'avoir fait découvrir vos idées. Continuez, s'il vous plaît ! »

Ce livre est un élément important de cette « continuité » – même s'il va mettre le feu aux poudres en allant encore plus loin que mes conférences sur le thème de l'islam et du fascisme. Mais plus les réactions seront virulentes, plus le vernis du supposé islam modéré, prétendument compatible avec la démocratie, s'écaillera.

Dans ce qui suit, je comparerai les éléments totalitaires de l'islam à ceux du fascisme. Un chapitre sera consacré à la naissance puis au développement des Frères musulmans et dévoilera leur proximité idéologique et programmatique avec les mouvements fascistes dans l'Europe des années 1920 et 1930. Il se peut que des passésistes, aussi bien que des islamistes, s'insurgent contre cette comparaison, en soient offusqués. Peut-être beaucoup d'anti-islamistes et d'antifascistes la rejeteront-ils également, y voyant soit une relativisation soit une exaltation du phénomène en question. C'est ce qui arriva en Allemagne au milieu des années 1980, lorsque l'historien Ernst Nolte remit en question la singularité de l'Holocauste en déclarant que les camps de concentration et la « solution finale » étaient une réaction aux exterminations de masse et aux goulags de l'Union soviétique³. Le philosophe Jürgen Habermas figura parmi ceux qui critiquèrent vivement cette comparaison. Il la perçut comme « révisionniste », la considérant comme une tentative de refonder une « conscience nationale » allemande en se débarrassant d'un « passé dépourvu de morale »⁴.

La plupart des théories du totalitarisme se basent sur une comparaison entre stalinisme et national-socialisme. Concernant les structures de pouvoir ainsi que les méthodes d'extermination de ces systèmes totalitaires, on observe de nets recoupements. Comparer deux phénomènes ou systèmes ne signifie pas pour autant qu'on les place sur un pied d'égalité.

Comme je l'ai déjà souligné, attribuer des structures et des énoncés clés du fascisme, si récent, à une religion vieille de plus de 1 400 ans ne va pas, à première vue, sans poser de problèmes. Il est plus aisé de se concentrer sur les mouvements de l'islam politique qui sont apparus pratiquement en même temps que le fascisme européen, pour ensuite jeter un regard sur le passé et le présent. De même que le fascisme en Italie et en Allemagne n'est pas sorti de nulle part mais possède des racines plus anciennes, on retrouve ces racines dans l'islam. C'est

pourquoi un chapitre de ce livre sera consacré à l'histoire de la naissance de l'islam afin de montrer dans quelle mesure l'islam originel influence la politique actuelle dans le monde musulman. Je me pencherai sur les précurseurs et montrerai à quels moments de l'histoire ils trouvèrent des oreilles particulièrement attentives. Les autres chapitres traiteront du principe du djihad, du lien qui unit ce principe à la morale sexuelle islamique, du terrorisme, du fascisme chiite et de l'islamisme en Europe. Mais auparavant, j'aimerais m'intéresser aux caractéristiques du fascisme originel, que l'on peut tout aussi bien comprendre comme les principes originels de l'islam politique.

CHAPITRE 1

Fascisme et islamisme – un couple mal assorti ?

Le fascisme est une sorte de « religion politique ». Ses partisans croient détenir la vérité absolue. Tout en haut de la hiérarchie, le guide charismatique infaillible est chargé d'une sainte mission consistant à unifier la nation et à vaincre l'ennemi. À grand renfort de ressentiment et de haine, l'idéologie fasciste empoisonne ses partisans, divise le monde entre amis et ennemis et menace ses adversaires de représailles. Elle s'oppose à la modernité, aux Lumières, au marxisme, aux juifs, et glorifie le militarisme ainsi que le sacrifice jusqu'à la mort.

Toutes ces caractéristiques s'appliquent aussi à l'islamisme moderne, qui est né en même temps que le fascisme dans les années vingt du siècle passé. Le fascisme tout comme l'islamisme sont issus d'un sentiment de défaite et d'humiliation. S'arrogeant l'hégémonie mondiale comme s'il s'agissait d'un droit acquis, les deux courants ont le même objectif : ériger un empire, ce qui présuppose l'extermination totale de ses ennemis. L'un croit à la supériorité de la race aryenne, l'autre est convaincu de la supériorité morale des musulmans face au reste de l'humanité non croyante.

Lorsque Benito Mussolini fonda son mouvement fasciste en Italie, il rêvait de renouer avec les heures glorieuses de l'Empire romain. C'est une aspiration nostalgique que partageait Hassan al-Banna quand il créa, quelques années après l'ascension au pouvoir de Mussolini, la confrérie des Frères musulmans. Lui aussi évoquait la grandeur passée. Pour l'écrivain franco-tunisien Abdelwahab Meddeb, un des problèmes cruciaux du monde musulman réside dans le fait que les musulmans ne se résignent pas à ne plus constituer la grande puissance mondiale qu'ils formaient au Moyen Âge. Meddeb considère le décalage entre ce fier passé et la dure réalité actuelle comme une des sources principales du ressentiment nourri à l'égard de l'Occident. C'est pour les musulmans une offense permanente, pour ainsi dire, née du sentiment subjectif d'avoir été injustement traités par le monde et par l'histoire. Cette offense, associée à une exaltation du passé, constitue un moteur central du fascisme islamique.

Principes fondamentaux du Ur-fascisme

Dans son ouvrage *Cinq questions de morale*, l'écrivain, sémioticien et philosophe Umberto Eco dresse une liste rassemblant quatorze caractéristiques de ce qu'il appelle « Ur-fascisme », le fascisme « primitif et éternel¹ ». L'une d'elle est le « culte de la tradition » : il ne peut y avoir d'avancée du savoir puisque la vérité a déjà été révélée. Il ne s'agit donc pas de penser ni d'apprendre par soi-même, encore moins de fournir une analyse critique, mais de respecter à la lettre le message qui a été révélé.

Ce « culte de la tradition » est un aspect central de la pensée islamique : le Coran, dans lequel est contenu tout le savoir, est intouchable. L'islam politique s'estime chargé d'une mission divine qu'il doit accomplir sans tenir compte du temps, de l'espace et de la réalité. Salafistes et djihadistes diabolisent toute compréhension moderne des textes car ils partent du principe que l'homme n'a pas le droit de réinterpréter les commandements de Dieu. Pour eux, peu importe qu'un musulman qui fait une lecture littérale des textes sacrés de sa religion ait du mal à prendre ses repères dans le monde moderne, ambivalent et sans cesse soumis aux changements. La modernité en soi traduit jusqu'où peut aller l'homme quand il s'éloigne de la véritable foi.

Pour Eco, le refus du monde moderne et des Lumières constitue une autre caractéristique du Ur-fascisme, lequel tend à l'irrationalisme. Refus de la critique, peur de l'étranger, sexisme et machisme sont autant de points clés supplémentaires. Le fascisme, d'après Eco, se nourrit de l'obsession d'un complot fomenté par « les autres ». Ce délire de persécution s'accompagne d'un sentiment permanent d'humiliation, de l'impression d'avoir été lésé, auxquels s'ajoute la soif de vengeance qui en découle. La lutte devient une fin en soi. Ce n'est pas une lutte pour la survie, mais une vie pour la lutte. On retrouve cette idée intégralement dans le principe islamique du djihad. Dans l'islam, le djihad n'est pas seulement un moyen d'autodéfense ; il est perçu comme un service rendu à Dieu, qu'il faut accomplir jusqu'à la fin des temps. Après quoi viendra l'heure de l'hégémonie mondiale ; tous les ennemis, tous les mécréants auront été convertis ou éliminés.

La thèse suivante permet d'établir un autre parallèle : fascisme et islamisme sont des maladies touchant des « nations tardives » ou des nations qui se remémorent leur glorieuse histoire tandis qu'elles ont entamé un processus de déclin. Le fascisme a d'abord pu s'imposer en Italie avant de se répandre dans d'autres États européens. Pourquoi précisément en Italie ? À cette époque, le pays se trouvait dans un processus d'unification inachevé, les partis politiques s'entre-déchiraient, on se sentait floué par les traités de la conférence de paix de Paris, l'économie était en berne et la crainte d'une révolution bolchevique rôdait. De plus, le pays était profondément catholique. Le fondement de la puissante Église reposait notamment sur des principes tels que l'honneur, la hiérarchie, l'unité, le guide charismatique et la vérité absolue. Ce sont des éléments qui furent également intégrés dans le fascisme.

Dans des pays comme l'Angleterre ou la France, qui connurent une longue tradition d'unité sous l'égide d'un État, on a certes pu assister là aussi à l'émergence de mouvements nationalistes et fascistes, fin XIX^e, début XX^e siècle, à l'heure de la montée en puissance du nationalisme. Mais sur le plan politique, ils n'eurent quasiment aucun effet. L'historien Ernst Nolte qualifie le mouvement militant catholique de l'Action française, fondée en 1898, de modèle pour les mouvements fascistes apparus plus tard en Italie et en Allemagne. Ce

rassemblement souhaitait freiner la modernité, conformément aux intentions de l'Église catholique, et revenir à un ordre social conservateur chrétien. Il ne parvint cependant jamais à devenir un mouvement de masse, et perdit définitivement toute influence lorsque la Wehrmacht occupa la France.

En Grande-Bretagne, Oswald Mosley fonda la British Union of Fascists trois ans après la lourde crise économique mondiale de 1929. Selon ses propres chiffres, elle compta cinquante mille membres². Mosley se rendit en Italie pour y étudier le fascisme et fit concevoir plus tard pour le parti un uniforme noir inspiré de celui des SS. Après « la Nuit des longs couteaux » et surtout l'éclatement de la Seconde Guerre mondiale, son mouvement connut lui aussi un net recul de popularité.

Le fascisme suscita de l'engouement seulement dans les nations tardives qu'étaient l'Italie et l'Allemagne, où ses partisans prirent le pouvoir et séduisirent les foules. On pourrait voir le fascisme italien comme l'achèvement de ce processus d'unification qu'avaient amorcé Mazzini et Garibaldi au XIX^e siècle. Le mot italien *fascio* dérive du latin *fasces* qui signifie « fagot » ou « faisceau ». Il désigne un faisceau de verges porté par les gardes du corps royaux, puis les licteurs et les employés d'État qui précédaient l'*imperator* romain dans les cortèges. Ce symbole de pouvoir était aussi bien un signe d'unité qu'un instrument potentiel de châtement corporel destiné à punir les dissidents et criminels. Lorsqu'en 1919 Benito Mussolini fonda ses Fasci di Combattimento, il se réclamait de la suprématie mondiale de l'Empire romain, qu'il entendait rétablir.

Le fascisme allemand apparut lui aussi dans une période tourmentée. Le « traité de la honte » signé à Versailles, la faiblesse de l'économie et des partis modérés – pour ne citer que quelques points – lui constituèrent un terrain propice. Le national-socialisme semblait réserver un avenir prometteur, l'Allemagne croyait de nouveau au rêve impérialiste wilhelmien de « place au soleil ». On pouvait gommer l'infamie de la défaite essuyée à l'issue de la Première Guerre mondiale, la nation renaissait afin de répliquer à ceux qui l'avaient récemment humiliée : un mélange brut d'impuissance et de fantasmes de toute-puissance, qui créa le parfait climat pour accueillir l'avènement des nationaux-socialistes.

Ce mélange d'impuissance et de rêve de toute-puissance se retrouve dans l'islamisme. L'islam étant apparu six cents ans après le christianisme, on peut parler de religion tardive qui traverserait aujourd'hui son propre Moyen Âge. Selon le calendrier musulman, nous sommes actuellement en 1435. Comme l'Allemagne et l'Italie, la plupart des pays musulmans peuvent être qualifiés de nations tardives qui, depuis la chute de l'Empire ottoman et plus tard la décolonisation, ne sont pas vraiment parvenues à trancher entre un État-nation moderne, la perpétuation de vieilles structures tribales et un État théocratique. Depuis des décennies, le mélange contradictoire de ces trois systèmes fait stagner la plupart des États musulmans. Dans les États soumis à une dictature (militaire) et dans ceux où l'on ose prudemment se rapprocher de la modernité, les islamistes se rassemblent pour proposer une autre politique.

Le xx^e siècle a traversé une violente contre-révolution opposée à la modernité et à l'héritage des Lumières : Ernest Gellner, de même qu'Ernst Nolte, considère l'islamisme comme le troisième mouvement de résistance opposé à la modernité après le fascisme et le bolchevisme. Certes, ces trois mouvements se sont servis des progrès techniques modernes, mais tout en se

dressant avec véhémence contre les principes fondamentaux des Lumières : raison, liberté personnelle et liberté de pensée, individualité, droits de l'homme, autonomie du corps humain, liberté d'opinion et de la presse ont été considérés comme des dangers par chacun des trois mouvements. Le passage d'une société rurale à une société urbaine semble être allé de pair avec le déclin de la communauté, élément central des systèmes totalitaires. En prônant les origines ou une idéologie commune, on cherche à former de nouvelles communautés. Pour y parvenir, on s'appuie souvent sur l'espace rural, qui est presque mythifié. Les trois mouvements se caractérisent par un discours anti-urbain. Pour les bolcheviques, la ville était le lieu où le prolétariat se faisait exploiter. Pour les nazis, le Berlin des Années folles symbolisait la décadence des valeurs traditionnelles. Et pour les islamistes, la ville représente le lieu des péchés et de la déchéance morale.

Là où fascistes, communistes ou islamistes se sont emparés du pouvoir, les sociétés se sont transformées en prisons à ciel ouvert dont les « détenus » – les citoyens – sont constamment surveillés. De tout temps, on y a considéré la diversité comme un danger et imposé un consensus social artificiel en ayant recours à la violence et à l'intimidation. Seule la vraie idéologie a droit de cité, toute personne pensant différemment est estampillée comme traître dénigrant ses origines, lorsqu'elle n'est pas liquidée.

Pour parer aux critiques émanant de l'intérieur, les systèmes totalitaires agitent le chiffon rouge en échafaudant un scénario catastrophe. Par exemple, on prétend que le pays ou la société est en lutte contre un ennemi réel ou imaginaire. De ce point de vue, les nazis se sont révélés particulièrement créatifs : les juifs et les communistes menaçaient les Allemands de l'intérieur, plus tard les Alliés vinrent s'ajouter en tant que menace extérieure. Au gré de son histoire, l'Union soviétique changea d'ennemi extérieur : d'abord ce furent les nazis, ensuite l'Occident démocratique. Les dissidents au sein de l'empire communiste constituaient les ennemis intérieurs, supposés menacer la cohésion sociale et collaborer avec l'Occident.

Pour les islamistes, il y a toujours eu les trois mêmes ennemis : l'Occident en tant qu'ennemi lointain, Israël en tant qu'ennemi proche, et l'ennemi intérieur. L'ennemi intérieur, ce sont les hérétiques, les réformateurs, les penseurs et politiques laïcs, tous perçus comme le bras droit de l'Occident. Là où le fascisme islamique s'est emparé du pouvoir, comme en Iran, au Soudan, au Nigeria, en Somalie et à Gaza, de brutales dictatures ont vu le jour et n'ont toujours pas passé la main. Là où l'islamisme a été chassé du « fauteuil du gouvernement », les islamistes se sont transformés en terroristes, ont semé la violence et multiplié les saccages, comme en Algérie, en Afghanistan, au Mali et en Libye. C'est le sort qui menace désormais également l'Égypte et la Syrie.

Pourtant, au sein des sociétés musulmanes, une large couche de la population voit dans l'islam politique une source d'espoir. Cela provient, entre autres, du fait que ni les masses ni les élites politiques de ces pays ne sont prêtes à admettre leur échec et n'ont été capables de proposer un autre choix que le modèle démocratique occidental. Dans le monde arabe en particulier, une fierté piquée au vif empêche les États de se livrer à une appréhension critique de leur propre histoire et de coopérer de façon productive avec l'Occident. Au lieu de cela, de nombreux États musulmans se cantonnent dans leur rôle de victimes et développent une éducation collective de haine à l'égard de l'Occident. Cette haine alimente des dictatures laïques aussi bien que leurs adversaires islamistes. Le résultat de cette éducation, c'est une

génération frustrée, désorientée et surtout furieuse. Les uns trouvent un exutoire à leur colère dans la révolte contre l'élite dominante. Les autres trouvent refuge et réconfort auprès des islamistes.

Le mouvement de masse du Printemps arabe, pacifique à l'origine, devient ainsi une confrontation que j'appelle « combat civilisationnel intérieur » entre des blocs au fond inconciliables. Il ne s'agit pas du conflit rebattu opposant l'Occident au monde musulman, mais d'un combat à l'intérieur du monde arabe, à l'intérieur du monde musulman. On peut se représenter le monde musulman comme une dictature multiple, une « dictature-oignon », composée de plusieurs couches : il y a la dictature clanique, incarnée par les familles Moubarak, Kadhafi, Hussein, Ben Ali ou encore Assad. La couche suivante, c'est la dictature militaire. Vient ensuite la dictature religieuse, qui détermine l'école et l'éducation. La dernière couche est la dictature sociale, qui, avec ses représentations archaïques des rôles de chacun, façonne la vie au sein de la famille.

Chaque couche constitue un mur élevé qui isole le monde musulman du reste de la terre, un mur censé protéger son identité. Les jeunes gens qui manifestent dans la rue retirent une couche de l'oignon... et se heurtent aussitôt à la suivante. À la fin, il ne restera peut-être que le cœur : la religion. On peut se demander si le courage des jeunes gens suffira à ébranler la toute-puissance de la religion. S'ils y parviennent, ils s'apercevront que cet oignon repose uniquement sur la peur et que derrière toutes ces couches il n'y a *rien* qu'il faille conserver. Alors seulement, on pourra véritablement parler de révolution. D'ici là, les principes totalitaires de l'islam continueront de se manifester et de gagner des cercles au sein desquels, jusqu'alors, la religion n'avait pas constitué l'élément prédominant.

CHAPITRE 2

Les Frères musulmans – réformateurs ou représentants de l’islamisme fasciste ?

Certains spécialistes scientifiques de l’islam qualifient la confrérie, une des organisations islamistes sunnites les plus influentes au Proche-Orient, de « mouvement social réformateur » ayant depuis longtemps abjuré la violence.

Ce sont les mêmes experts qui parlent d’« islamisme modéré » prétendument compatible avec la démocratie. Erdoğan et son parti islamiste AKP en Turquie, Rached Ghannouchi et son parti Ennahdha en Tunisie ou encore les Frères musulmans sont les exemples qui reviennent chaque fois qu’on veut parler de cet islamisme modéré. Bien que l’image de ces trois partis se soit ternie avec le temps et qu’ils soient désormais considérés comme corrompus et antidémocratiques, certains experts ne veulent pas abandonner l’espoir qu’il existe un islamisme modéré quelque part sur terre.

Ils omettent cependant le fait qu’un islamiste, quelle que soit sa couleur politique réelle ou prétendue, ne poursuit qu’un seul mobile dès lors qu’il entre en politique : il veut imposer l’ordre social islamiste et les lois de la charia, sans exclure l’espoir de dominer un jour le monde. Au plus profond de lui, il méprise la démocratie, qu’il considère comme un simple moyen d’accéder au pouvoir. Erdoğan a été témoin de l’échec de son professeur, Necmettin Erbakan, lorsque celui-ci tenta d’ériger un État religieux en dépit des institutions turques. Alors, il a décidé de ne pas contourner ces institutions mais de les noyauter. Au début, Erdoğan s’est fait passer pour un homme politique laïc et pro-occidental qui cherchait à combattre la corruption et à réformer l’économie. Ce n’est que des années après son élection au poste de chef du gouvernement, une fois qu’il eut réussi à noyauter les institutions majeures du pays et à neutraliser l’armée, qu’il a révélé ses intentions totalitaristes. Sa position autoritaire, impérialiste et finalement anti-occidentale est peu à peu apparue au grand jour. En décembre 2013, quand un scandale de corruption éclaboussa son gouvernement, le ministre de l’Économie Cağlayan réagit en dénonçant une conspiration : il s’agirait d’un « infâme complot visant [le] gouvernement, [le] parti, [le] pays¹ ». Selon lui, des services secrets étrangers, des sionistes et le lobby de la finance, jaloux du développement économique de la Turquie, se cacheraient derrière ce scandale. Ce réflexe consistant à détourner l’attention des véritables

problèmes en évoquant des théories du complot est également une caractéristique du Ur-fascisme.

Les Frères musulmans ont tenté à plusieurs reprises de s'emparer du pouvoir par la violence. À leurs yeux, les élections démocratiques représentaient autrefois un blasphème, la souveraineté ne pouvant en aucun cas émaner du peuple mais exclusivement de Dieu. Au moyen de la violence seule, ils n'ont jamais réussi à atteindre leur objectif. C'est pourquoi ils changèrent de position quant aux élections, mais leur rapport à la démocratie resta le même. En 2012, ils remportèrent les élections en Égypte, mais échouèrent lamentablement au bout d'un an de mandat. Plutôt que de chercher l'erreur dans leurs rangs, ils imputèrent la responsabilité de cet échec aux ennemis de l'islam présents dans leur pays mais aussi à l'étranger. En décembre 2013, des chefs de file des Frères musulmans furent finalement traînés devant les tribunaux. On leur reprocha d'avoir appelé à tuer des manifestants. Ce fait démontre à lui seul que l'islamisme modéré de la confrérie n'est rien d'autre qu'un mythe, puisque ses membres usent de méthodes typiquement attribuées aux mouvements fascistes. Opposants, dissidents et partisans d'autres idées doivent être éliminés car ils constituent une menace de l'intérieur.

Depuis sa création en 1928, la confrérie présente des caractéristiques fascistes. Comme tous les mouvements fascistes, elle a recours à deux éléments : l'ire et le sang. En quatre-vingt-six années d'existence, les Frères musulmans n'ont développé aucune solution ni aucun projet d'avenir pour l'Égypte ou tout autre État musulman, et pourtant ils veulent gouverner ces pays. Tous ceux qui veulent coopérer avec eux doivent accepter la devise de la confrérie : le Prophète est notre chef, le Coran est notre Constitution, le djihad est notre voie et mourir pour Allah est notre but suprême. Peu importe quelle apparence prétendument modérée la confrérie revêt : ces quatre points suffisent à la démasquer en tant qu'organisation fascisante. Et parce qu'elle obéit à l'équation « quiconque n'est pas pour nous est contre nous », on peut aussi considérer la confrérie des Frères musulmans comme l'organisation mère du terrorisme islamiste, dont descend Al-Qaïda.

L'état d'esprit dont tout cela a jailli – tout comme l'époque – est aussi celui dans lequel l'idéologie national-socialiste déploya ses effets dévastateurs, quoique les racines de cet état d'esprit remontent à beaucoup plus loin encore.

La fin de la Première Guerre mondiale entérina la fin de nombreuses grandes puissances. La maison des Habsbourg et celle des Hohenzollern furent vaincues, les rêves impériaux de l'Autriche-Hongrie et de l'Empire allemand volèrent en éclats. Le tsar russe et sa famille furent assassinés, la monarchie céda la place aux révolutionnaires rouges. L'Empire ottoman, affaibli depuis longtemps déjà, se démantela définitivement en 1924, et avec lui disparut le califat, ce système légitime de gouvernement islamique qui avait réussi durant quatre siècles à faire cohabiter plusieurs États et peuples musulmans.

Dans tous ces empires déchus, la monarchie fut remplacée par un système porté par une idéologie définie. Le fascisme se propagea en Allemagne et en Italie ; après l'intermède de la république de Weimar, l'Allemagne vit les nationaux-socialistes accéder au pouvoir. En Russie, le communisme devint la nouvelle religion. Dans le monde musulman, après la chute de l'Empire ottoman, on se sentit orphelin, ne sachant trop quel chemin prendre. Trois idéologies se disputèrent la faveur des masses : l'islamisme, le nationalisme et le panarabisme. Une mauvaise

réputation entachait l'État moderne démocratique. À ce moment-là, la plupart des pays musulmans se trouvaient sous domination coloniale britannique ou française – vécue comme une phase d'oppression et d'exploitation. Le communisme, quant à lui, se répandit rapidement parmi les intellectuels, surtout en Égypte et en Syrie, mais comme il rejetait la religion, il resta inenvisageable pour la majorité des musulmans.

Dans cette phase difficile d'orientation apparemment, indépendamment l'un de l'autre, deux mouvements visant à rétablir le califat islamique. En 1924, en Inde, le théologien Sayyid Abul Ala Maududi donna naissance à un mouvement qui ranimait l'idée du djihad. Maududi voulut tout d'abord combattre la domination britannique et unifier l'*oumma*, la communauté des croyants. Il appela les musulmans au combat² : « Partez et combattez ! Éliminez ceux qui se sont rebellés contre Dieu ! [...] Si vous croyez à la justesse de l'islam, il ne vous reste rien d'autre à faire que d'utiliser toute votre force pour faire régner l'islam sur terre. » Les idées de Maududi se répandirent comme une traînée de poudre, d'abord en Inde, puis au Pakistan et en Afghanistan. L'idéologie des talibans est aujourd'hui encore fondée principalement sur une compréhension de l'islam selon Maududi.

Quatre ans plus tard, en 1928, fut créée la confrérie des Frères musulmans, dans la ville de province Ismaïliya, située au bord du canal de Suez. Âgé de vingt-deux ans, l'instituteur Hassan al-Banna fixa deux objectifs à son mouvement : les sociétés islamiques devaient être nettoyées de tout élément non islamique, puis il faudrait rétablir le califat. Le message d'Al-Banna ne tarda pas à se répandre à travers l'Égypte et la Syrie. De nos jours, le mouvement compte des représentants dans plus de soixante-dix États. Même en Europe et aux États-Unis, les Frères sont très actifs sur les plans politique et économique.

Ni le mouvement lancé par Maududi ni celui d'Al-Banna n'ont jamais pris le pouvoir ; malgré tout, ils ont contribué à l'émergence de nombreux groupes militants qui ont été responsables, ces dernières décennies, de multiples attentats perpétrés dans le monde musulman, en Asie, en Europe et aux États-Unis. La mondialisation a rapproché ces deux mouvements. Dans les années quatre-vingt, les enfants et petits-enfants d'Al-Banna et de Maududi se croisèrent en Afghanistan et combattirent les Russes avec de l'argent saoudien et des armes occidentales. Après la fin de la domination soviétique en Afghanistan, les islamistes ne déposèrent pas les armes : ils fondèrent ensemble le mouvement Al-Qaïda afin de réaliser le rêve de Maududi et d'Al-Banna au moyen du djihad permanent.

Mais j'anticipe. Jetons un regard encore plus précis sur les liens unissant les Frères musulmans au national-socialisme.

Les Frères musulmans et les nazis : une amourette lourde de conséquences

En 1946, au Caire, le fondateur de la confrérie des Frères musulmans, Hassan al-Banna, prononça un éloge du mufti de Jérusalem, Amin al-Husseini. Après un bref passage dans une prison française, Amin al-Husseini, qui fut recherché après la Seconde Guerre mondiale en tant que criminel de guerre et collaborateur du régime nazi, avait obtenu l'asile en Égypte, où il trouva refuge auprès des Frères musulmans. Al-Banna déclara dans son discours : « La valeur

du mufti est égale à celle d'une nation entière. Le mufti est la Palestine, et la Palestine est le mufti. Ô Amin ! Quel grand homme tenace et formidable tu es ! La défaite d'Hitler et de Mussolini ne t'a pas effrayé. Quel héros, quel miracle d'homme ! Nous voulons savoir ce que feront la jeunesse arabe, les ministres, les hommes riches et les princes de Palestine, de Syrie, d'Irak, de Tunisie, du Maroc et de Tripoli pour être dignes de ce héros, oui, ce héros qui a défié un empire et combattu le sionisme avec l'aide d'Hitler et de l'Allemagne. L'Allemagne et Hitler ne sont plus, mais Amin al-Husseini poursuivra le combat³. »

Hassan al-Banna n'a pas attendu qu'Al-Husseini ait fui l'Allemagne pour faire la connaissance de son ami. Après l'échec de la tentative de putsch pro-allemand en Irak, Al-Husseini résidait en Allemagne depuis 1941 en qualité d'hôte personnel d'Hitler. Une lettre datant de 1927 atteste que le jeune instituteur Hassan al-Banna et Amin al-Husseini étaient déjà en contact auparavant⁴. Dans cette lettre, Al-Banna fait part au mufti de son intention de fonder un mouvement s'appelant « la confrérie des Frères musulmans »⁵. Al-Husseini accueillit l'idée avec enthousiasme et approuva ce projet. Une vieille photo tirée des archives des Frères musulmans montre également les deux hommes posant cordialement côte à côte.

Les relations qu'entretint Amin al-Husseini avec le régime nazi sont extrêmement bien documentées. Avec Ribbentrop et Eichmann, il débattit de la « solution au problème international des juifs » ; en vue de la création en Palestine d'un État arabe inspiré du modèle allemand, il espéra qu'Hitler lui apporte son soutien... J'en passe et des meilleures. Mais jusqu'à présent, peu d'indices laissent à penser qu'Al-Banna aussi entretenait ce genre de relations. Des documents des services secrets britanniques prouvent certes que, pendant la Seconde Guerre mondiale, des liens entre les services secrets nazis et des représentants de la confrérie en Égypte avaient été établis dans l'intention d'affaiblir les Anglais en Afrique du Nord. Mais la dimension de cette coopération demeure obscure⁶.

En revanche, il ne fait aucun doute qu'Hassan al-Banna était un grand admirateur de Mussolini et d'Hitler. Il voyait en eux des guides habiles qui avaient mené leur pays vers une nouvelle ère. Lorsqu'il parlait d'eux, il employait le mot italien *duce*, ou le terme allemand *führer* afin de les honorer. Al-Banna ne parlait pas de lui-même en utilisant les termes d'*imam* ou de *qaid*, titres que portaient communément les chefs religieux ou politiques dans le monde arabe ; il préférerait se nommer *al-murshid*, qui désigne celui qui indique la direction à prendre. C'est un titre qu'avant lui personne n'avait encore porté. Plus tard, l'ayatollah Khomeyni se fit appeler ainsi.

Dans un de ses articles datant des années 1940, Al-Banna écrit : « Hitler et Mussolini ont conduit leur pays vers l'unité, la discipline, le progrès et le pouvoir. Ils ont imposé des réformes intérieures et contribué à donner à leur pays un grand prestige rayonnant au-delà de leurs frontières. Ils ont éveillé l'espoir dans les âmes et fait preuve de courage et de persévérance. Ils ont réuni les divergences sous un seul drapeau, sous un seul chef. Et dès que le Führer ou le Duce parlait, l'humanité, oui, l'univers obéissait, avec un profond respect⁷. »

Il était particulièrement enthousiasmé par le penchant militariste de Mussolini et d'Hitler, et par l'effet qu'ils produisaient sur les foules. Pour atteindre celles-ci, il fonda un journal hebdomadaire intitulé *Al-Nathir*, ce qui signifie « le rappeleur à l'ordre », « l'avertisseur ». C'est également ce titre que porta le premier hebdomadaire national-socialiste, lancé en 1926 à

Cobourg. Dans plusieurs articles de sa nouvelle publication, Al-Banna s'en prit à la démocratie et émit le souhait que le monde musulman trouve un guide tel qu'Hitler ou Mussolini. Dans un texte intitulé « Signor Mussolini explique un principe de l'islam », Al-Banna se montra grisé par un discours qu'avait prononcé Mussolini en 1935, debout sur un char, et dans lequel il exhortait les Italiens à mener un long combat⁸ : « L'Italie doit dès à présent devenir un État militarisé nourri par l'esprit du combat. Lors de la dernière séance du Conseil des ministres, j'ai pris une série de décisions destinées à faire du militarisme la caractéristique principale du peuple italien. Désormais, la citoyenneté italienne et le militarisme forment une unité. Cet esprit doit s'emparer de chaque Italien entre huit et cinquante-cinq ans. C'est une nouvelle idée que personne auparavant dans l'histoire de l'humanité n'est parvenu à réaliser. Et il y a en effet suffisamment de raisons pour lesquelles cette idée est difficilement applicable au sein d'un autre peuple. Car, pour des raisons historiques et morales, aucun autre peuple hormis les Italiens n'est apte à être un peuple de soldats. » Al-Banna énumère ensuite les raisons expliquant le déclin des nations, et prend l'exemple de l'empire romain. « Les anciens empires se sont effondrés tandis qu'ils recherchaient le confort et l'opulence et négligeaient l'esprit de combat, car dans leur entourage sont apparues d'autres nations moins civilisées qu'eux, mais en contrepartie plus fortes et prêtes au combat⁹. »

Nous en arrivons au point le plus intéressant et le plus révélateur. Al-Banna corrige Mussolini en lui rappelant que l'idée de la militarisation totale d'une société n'est pas apparue avec le fascisme, mais qu'elle avait déjà été introduite avec l'islam voilà plus de treize siècles ! L'islam, selon Al-Banna, loue l'esprit militariste et veut l'implanter dans l'âme de tout musulman : « Il n'existe guère une sourate dans le Coran qui n'engage pas le musulman à faire preuve de courage, de persévérance, d'esprit de combat, et à mener le djihad sur le sentier de Dieu¹⁰. » Al-Banna cite ensuite plusieurs versets du Coran et déclarations du Prophète afin de prouver que l'islam est une religion militariste. À cette petite mais essentielle différence près : les fascistes se servaient du combat pour atteindre uniquement des objectifs profanes, « tandis que l'islam vise à conserver l'héritage de Dieu sur terre¹¹ ».

Au sein de son propre mouvement, l'idée du combat armé était fermement ancrée dès le départ. On peut s'en convaincre rien qu'en voyant l'emblème conçu par Hassan al-Banna lui-même : deux sabres croisés, surmontés d'un dessin du Coran, sous lesquels est inscrit le début d'un verset coranique : « Préparez pour lutter. » Ce verset tiré de la sourate VIII se poursuit ainsi : « Préparez, pour lutter contre eux, tout ce que vous trouverez de forces et de cavaleries, afin d'effrayer l'ennemi de Dieu et le vôtre et d'autres encore, que vous ne connaissez pas, en dehors de ceux-ci, mais que Dieu connaît. Tout ce que vous aurez dépensé dans la voie de Dieu vous sera rendu et vous ne serez pas lésés. »

Les sources portant sur la date exacte de la création de cet emblème sont contradictoires. D'aucuns affirment même qu'il s'agirait d'une version islamique de la croix gammée. Le message qu'on peut lire en préambule du manifeste de ce mouvement est cependant très clair : « Le Coran est notre Constitution, le Prophète est notre guide, le djihad est notre voie, et la mort pour Allah est notre but suprême. » Une déclaration de combat sans équivoque qui a encore cours aujourd'hui – seul le cadre historique a changé.

À l'époque, cette déclaration de combat s'adressait aussi bien à la puissance coloniale britannique qu'aux forces démocratiques, qui, dès 1922, avaient instauré une Constitution laïque en Égypte. Cette année-là, l'Égypte avait officiellement obtenu son indépendance, tout en restant néanmoins sous mandat britannique. Un groupe de juristes et de politiciens égyptiens formés en Occident avait fait adopter une Constitution libérale démocratique – aux yeux des Frères – beaucoup trop occidentalisée, bien plus progressiste que toutes celles qui seraient promulguées par la suite. Elle garantissait pleinement, entre autres, l'égalité homme-femme, la liberté d'opinion, de presse et de croyance. Un des membres de la commission chargée de rédiger la Constitution était Youssef Qattawi, un juif qui deviendrait plus tard ministre des Finances et cofondateur de la première banque du monde arabe. Au moment de la création de la confrérie, le copte Wissa Wassef était président du Parlement. Les Frères musulmans s'opposaient à ce que des coptes et des juifs occupent des postes clés dans le pays. Ils étaient convaincus que les musulmans devaient être dirigés exclusivement par d'autres musulmans et que la charia devait être introduite pour garantir la loyauté de tous. Aujourd'hui, les petits-enfants de Qattawi vivent en exil et ceux de Wassef n'ont pas à se demander si le prochain chef du gouvernement ou le prochain président du Parlement sera copte, mais plutôt quand les intégristes feront à nouveau sauter une de leurs églises ou de leurs écoles. Il faut souligner que, en dépit du scepticisme initial qui accueillit l'idée d'un État démocratique, les élections qui eurent lieu tranchèrent en faveur des libéraux et des socialistes. Les nationalistes radicaux et les islamistes ne parvinrent pas à mobiliser le peuple électeur.

Dans les années 1930, le roi Farouk tenta de ralentir le développement démocratique du pays et d'affaiblir le pouvoir du Parlement après que ce dernier eut annoncé vouloir ôter au roi quelques-uns de ses pouvoirs et privilèges. Le parti de gauche et les libéraux, majoritaires au « conseil de la nation », s'opposaient à la soif de pouvoir de Farouk. Et, pour la première fois de l'histoire égyptienne, des foules d'ouvriers et d'étudiants descendirent dans la rue pour manifester contre un roi. Les Frères musulmans virent là l'occasion de faire contrepoids aux agitateurs. La confrérie, qui ne constituait pas encore un parti politique officiel à ce moment, s'allia aux ultranationalistes de Misr el-Fatah (Jeune Égypte), parti qui avait été fondé en octobre 1933 sur le modèle du NSDAP et qui utilisait le salut hitlérien comme salut officiel. Deux jeunes officiers qui décideraient plus tard du sort de l'Égypte adhèrent à ce parti : Gamal Abdel-Nasser et Anouar el-Sadate. Tous deux approuvaient l'étroite coopération avec les Frères musulmans. C'est à cette période que Misr el-Fatah et la confrérie créèrent des unités paramilitaires inspirées des organisations fascistes d'Allemagne et d'Italie. Ils assurèrent la formation de troupes armées dans des camps d'entraînement secrets. La Jeunesse des Frères musulmans (Al-Gawwala) adopta comme tenue des chemises brunes et, durant les entraînements, criait « Combat, obéissance, silence », rappelant ainsi les milices de Mussolini, les Chemises noires. Les partisans de la Jeune Égypte arboraient, eux, des chemises kaki et, en parcourant les rues du Caire, ils brandissaient des torches et scandaient des slogans tels que « L'Égypte au-dessus de tout », allusion à *Deutschland, Deutschland über alles* (L'Allemagne au-dessus de tout).

Arrêté au cours de la Seconde Guerre mondiale, l'officier Anouar el-Sadate fut condamné à une peine de prison pour avoir entretenu des contacts avec des officiers allemands des services secrets et possédé un appareil de communication allemand : l'armée égyptienne ne voulait pas

s'impliquer dans le conflit. Mais le roi Farouk se sentait plus proche des puissances de l'axe Berlin-Rome que de Londres et chercha à établir le contact avec le régime nazi. Hitler mesurait l'importance de l'Égypte pour les Anglais et accepta avec reconnaissance les tentatives de rapprochement du roi Farouk. Dans cette entreprise, le roi fut soutenu par la confrérie et le parti de la Jeune Égypte.

Au moment de l'éclatement de la Seconde Guerre mondiale, les partisans des Frères musulmans constituaient encore un groupe restreint. Mais la situation changea lorsque la propagande nazie se répandit à dessein jusqu'en Égypte et que l'antisémitisme s'intensifia dans la région du Nil. Avec son journal, Hassan al-Banna veillait à entretenir la flamme de l'antisémitisme. Il écrivit que les pays de l'Axe étaient très proches de l'islam. Il invita l'institution religieuse d'Al-Azhar à envoyer des théologiens islamiques dans les trois pays exemplaires qu'étaient l'Allemagne, l'Italie et le Japon pour leur fournir un enseignement plus profond de l'islam et, en contrepartie, en apprendre davantage sur cette organisation rigoureuse et l'idéologie qu'elle renfermait¹². Dans d'autres journaux, les Frères musulmans firent même courir le bruit qu'Hitler s'était converti à l'islam et avait entrepris un pèlerinage secret à La Mecque. Il se serait fait appeler Hadj Mohamed Hitler. De toute évidence, on s'efforça d'éveiller des sympathies pour les nazis au sein de la population égyptienne, en premier lieu pour affaiblir les Anglais. On prétendit que, dans le cas où Hitler attaquerait l'Égypte, seuls les bâtiments britanniques seraient affectés. Les Frères musulmans assuraient que le pieux Führer épargnerait les mosquées et les autres institutions islamiques.

On ne saurait dire avec certitude si les Frères musulmans ont réalisé ce travail de propagande pro-nazie sur ordre du roi Farouk, qui avait des contacts directs avec l'Allemagne hitlérienne, ou bien de leur propre initiative. Un des plus importants écrivains égyptiens, Taha Hussein, alors ministre de l'Éducation, critiqua publiquement la position pro-allemande du roi Farouk et des Frères musulmans. Abbas al-Aqqad, également auteur et membre du Parlement, accusa les Frères musulmans d'être payés par les services secrets nazis pour propager les idées fascistes en Égypte. C'est la thèse que corrobore Jeffrey Herf dans son ouvrage, paru en 2009, *Nazi Propaganda for the Arab World*. Selon lui, les nazis ne cherchaient pas tant à gagner de potentiels partenaires militaires au Proche-Orient qu'à répandre leur vision antisémite dans le monde¹³.

Le programme en cinquante points

La Seconde Guerre mondiale divisa les partis démocratiques égyptiens : certains préféraient se placer du côté de la Grande-Bretagne afin d'accéder à l'indépendance définitive à l'issue du conflit, tandis que d'autres voulaient que l'Égypte conserve sa neutralité, arguant qu'elle n'avait rien à voir avec cette guerre. D'autres encore descendirent de nouveau dans la rue pour manifester contre le roi Farouk. Les Frères musulmans s'empressèrent de venir en aide au roi. Leurs partisans s'opposèrent aux manifestants, brandissant des banderoles sur lesquelles on pouvait lire : « Allah est avec le roi ». Hassan al-Banna proposa à plusieurs reprises d'accorder au roi Farouk le titre d'*Amir al-Mouminine*, Commandeur des croyants, et de rétablir le califat. En 1936 déjà, à l'occasion du couronnement de Farouk, Al-Banna avait rédigé une lettre ouverte

au nouveau dirigeant et aux autres leaders du monde arabe. Sous le titre « Vers la lumière », il y dressait la liste de cinquante revendications définissant le parcours vers la lumière¹⁴. Cette lettre révèle sinistrement, l'idéologie totalitaire, fascisante, de la confrérie des Frères musulmans.

Al-Banna y revendique, entre autres :

1. La dissolution de tous les partis et la canalisation des forces politiques de l'*oumma* en un front uni.
2. Une réforme de la législation en stricte conformité avec la loi islamique de la charia.
3. Le renforcement de l'armée et l'augmentation du nombre de divisions de jeunes auxquels on insufflera l'esprit de combat selon les principes du djihad islamique.
4. Une coopération resserrée entre les pays islamiques afin de réfléchir au problème de la disparition du califat.
5. La propagation de l'esprit islamique au sein des autorités gouvernementales.
6. La surveillance du comportement personnel des employés car il ne doit y avoir aucune différence entre vie privée et vie professionnelle.
7. L'agencement des horaires de travail afin que chacun puisse accomplir ses devoirs religieux.
8. L'adaptation des dispositions gouvernementales (jours fériés, horaires de travail) aux préceptes de l'islam.
9. Le recrutement de diplômés de l'institution religieuse Al-Azhar dans les secteurs militaire et administratif.

Le manifeste en cinquante points continue de faire office de directive non seulement pour les Frères musulmans, mais pour bien d'autres mouvements islamistes. Soixante-seize ans plus tard, après la victoire des Frères musulmans aux élections de 2012, le Parlement égyptien débattit en détail de ces revendications ! Il m'est difficile de comprendre comment, au vu de ces prétentions, on a pu évoquer un recul de la démocratie lors du renversement de Morsi.

Après que Mohamed Morsi fut élu président, les Frères musulmans renforcèrent leur présence dans toutes les institutions du pays avec la volonté d'appliquer ce programme à long terme. C'est tout un peuple qui fut pris en otage et qui ne réussit finalement à se libérer de ce joug qu'en ayant recours à la violence, à des moyens antidémocratiques.

Milices terroristes inspirées des SA et des SS

Quand un mouvement vénère le militarisme, définit la démocratie comme un danger, divise le monde et sa propre société entre croyants et mécréants, et considère le djihad comme son but suprême, il faut s'attendre à ce que, tôt ou tard, il prenne les armes pour éliminer ses adversaires. La confrérie débusqua tout d'abord ses ennemis dans les rangs des partis de la gauche égyptienne, bien que Hassan al-Banna ait déclaré que le concept de justice sociale était fondamentalement ancré dans l'islam. Il savait que l'électorat égyptien était, à l'époque, nettement orienté à gauche et que cela n'allait pas changer tout de suite. C'est pourquoi il décida

de ne pas se lancer dans le combat des urnes, mais de mener le combat dans la rue. Ses milices avaient pour mission de répandre la peur et l'horreur. Au départ, leurs interventions se limitaient à s'opposer aux manifestations gauchistes et aux grèves ouvrières. C'est encore un point qui rappelle les débuts des milices nazies. Hassan al-Banna créa même une unité de services secrets propre aux Frères musulmans, qu'il appela *al-djihaz al-sirri*, « l'appareil secret ». Aujourd'hui encore, on ignore comment l'organisation acquit autant d'armes, d'argent et de savoir-faire en si peu de temps. Certes, des dons arrivaient régulièrement d'Arabie Saoudite, mais nombre d'experts voient dans la formation de l'armée parallèle professionnelle, ainsi que dans les solides structures de l'organisation et des services secrets, un indice de la coopération avec des services secrets étrangers.

Ali Ashmawi, l'un des anciens chefs de l'appareil secret de la confrérie, qui quitta par la suite le mouvement, révèle dans son livre *L'Histoire secrète des Frères musulmans* que, avant de créer son appareil secret, Hassan al-Banna avait étudié non seulement les rouages du service de sécurité nazi et de la Gestapo, mais également ceux des organisations clandestines sionistes¹⁵. Pour l'unité d'élite, c'est cependant un groupe islamique du Moyen Âge, connu pour avoir perpétré de nombreux attentats politiques entre 1080 et 1270, qui sert de référence, groupe entré dans l'histoire sous le nom d'Assassins. Marco Polo le décrit comme une secte dont les membres consomment du haschich, ce qui les plonge dans une extase meurtrière. Différentes hypothèses ont été avancées sur l'étymologie de leur nom. Il pourrait dériver du mot arabe *hashīsh* (« herbes », « chanvre »), d'où *hashshāshīn*, les « fumeurs de haschich ». Ou bien il ferait référence à une secte soufie de Syrie, dont les membres étaient appelés les *asasin*. Plus tard, le terme fut aussi employé dans cette région pour désigner de façon péjorative quelqu'un d'absent, détaché de la réalité.

Avant l'assaut de la forteresse d'Alamut, le Perse Hassan al-Sabbah (1034-1124), fondateur des Assassins, aurait conduit ses partisans dans un jardin, les aurait drogués à l'opium et au haschich, puis leur aurait offert un bon repas et de jolies femmes afin de leur donner un avant-goût du paradis avant de les envoyer accomplir leur mission fatale. On raconte que ses partisans lui étaient dévoués corps et âme, qu'ils mettaient même fin à leur vie s'il le réclamait. Hassan al-Sabbah fit exécuter ses deux fils pour « manquements au règlement ».

Même si certains récits sur les Assassins sont probablement en partie issus de l'imagination du voyageur Marco Polo, ils ne sont pas sans rappeler les funestes promesses de nombreux prédicateurs contemporains du djihad, qui appâtent les terroristes kamikazes en leur faisant miroiter des images similaires du paradis. Sans oublier l'ayatollah Khomeyni, qui offrait une clef en plastique aux soldats mineurs iraniens qu'il envoyait combattre contre les troupes de Saddam Hussein, en leur affirmant qu'elle leur ouvrirait les portes du paradis¹⁶.

Hassan al-Banna rêvait d'un groupe qui lui jurerait une allégeance absolue et exécuterait ses ordres sans discuter, tels les Assassins du Moyen Âge ou les SS d'Hitler. L'obéissance absolue constitue jusqu'à aujourd'hui le principe central de la confrérie. Al-Banna sélectionnait avec une extrême rigueur les membres de son appareil secret avant de les recruter. Un membre de la confrérie n'était autorisé à intégrer l'appareil secret qu'à condition d'être réputé « irréprochable », d'être issu d'un cercle exclusif de familles définies et d'avoir subi différents entraînements et rites d'initiation. Tharwat el-Kherbaoui, ancien membre célèbre de la confrérie

et auteur du livre à charge *The Secret of the Temple*, raconte que l'unité secrète des Frères empruntait des éléments aux mouvements totalitaires et aux cercles mafieux tout en puisant chez les francs-maçons, notamment en ce qui concerne la hiérarchie à l'intérieur du mouvement ou les rites d'admission¹⁷. Il explique que chaque nouveau membre devait retrouver des membres dirigeants de l'organisation dans un lieu secret pour y jurer sur le Coran, pistolet à la main, son allégeance éternelle et sans réserve au mouvement ainsi qu'à ses leaders. Après quoi, la nouvelle recrue devait démonter le pistolet puis aussitôt le remonter.

Hassan al-Banna entra en campagne pour les élections législatives égyptiennes au début de l'année 1945. Surpris par sa défaite, il menaça d'organiser une marche sur le parlement avec 200 000 partisans – comme Mussolini avec ses Chemises noires en 1922, comme Hitler l'année suivante lors de sa tentative de putsch. Peu après, le Premier ministre socialiste Ahmed Maher fut abattu au Parlement par un jeune nationaliste nommé Moustafa al-Isawi. Mais ce n'est que des années plus tard qu'on découvrit qu'Al-Isawi était membre de l'appareil secret des Frères musulmans. Le meurtre de Maher eut lieu après une séance du Parlement durant laquelle le Premier ministre avait proposé de déclarer la guerre au Japon. L'Angleterre avait fait savoir au gouvernement égyptien que, après le conflit, serait créée une confédération d'États réservée aux pays qui auraient déclaré la guerre à au moins une des forces de l'Axe avant le 1^{er} mars 1945. La Grande-Bretagne voulait que l'Égypte déclare la guerre à l'Allemagne, mais le roi Farouk s'y opposait catégoriquement, alors on choisit le Japon. Hilmy al-Namnam, expert de l'islamisme et auteur de *Hassan al-Banna tel que personne ne le connaissait*, suppose que l'Allemagne a pu être à l'origine de l'attentat. Il présume qu'à cette époque la collaboration entre nazis et Frères musulmans était, grâce à l'entremise du mufti de Jérusalem, bien plus étroite qu'on ne le croyait jusque-là¹⁸. Le fait est qu'Hassan al-Banna souhaitait la victoire de l'Allemagne, notamment afin de libérer l'Égypte du joug colonial britannique ainsi que des partis libéraux et socialistes, qui entravaient ses efforts visant à la construction d'un État théocratique.

L'Allemagne et ses alliés perdirent la guerre, mais les objectifs d'Al-Banna et le terrorisme de son mouvement demeurèrent. Seul le roi Farouk s'en éloigna peu à peu. En 1947, la confrérie perpétra plusieurs attentats contre des établissements publics et des cinémas. Elle est responsable du meurtre de deux Britanniques et de celui d'un juge qui avait condamné quelques Frères¹⁹.

La création de l'État d'Israël représenta une chance d'élargir le champ d'action. Après que, dans la foulée, l'Égypte, la Jordanie, la Syrie, l'Irak et le Liban eurent déclaré la guerre au nouvel État, de nombreux combattants des Frères musulmans rejoignirent l'armée égyptienne en Palestine dans l'espoir de revenir en héros victorieux. Mais les fières armées arabes furent battues à plates coutures et revinrent « déshonorées ».

Après cette débâcle, les Frères musulmans intensifièrent leurs attaques terroristes à l'intérieur du pays, prenant pour cibles principales les juifs égyptiens et les institutions publiques. Lorsque le Premier ministre Mahmoud al-Nukrashi Pasha promulgua, en décembre 1948, un décret stipulant la dissolution et l'interdiction de la confrérie, un membre du mouvement l'assassina. Les autorités réagirent en renforçant les poursuites et de nombreux Frères furent arrêtés. Hassan

al-Banna fut abattu en pleine rue le 12 février 1949, probablement sur ordre de la maison royale, qui considérait le mouvement et ses activités comme une menace. Mais, dès 1950, la confrérie fut réhabilitée.

La démocratie comme cheval de Troie

À l'instar de son modèle, Hitler, Hassan al-Banna rejetait le système pluripartite. Il ne voyait dans la démocratie qu'un champ de bataille sur lequel se querellaient les partis, ce qui nuisait aux intérêts de la nation. Après l'échec de son putsch, en 1923, Hitler fut obligé de prendre un détour pour accéder au pouvoir. Malgré sa participation aux élections démocratiques, Hitler n'a jamais camouflé ses intentions. La démocratie n'était pour lui qu'un instrument pour prendre le pouvoir. Cela l'arrangeait que les partis modérés croient pouvoir le surveiller. On se souvient de la fameuse phrase de Franz von Papen, persuadé qu'on coincerait Hitler en un rien de temps et qu'on l'écraserait « jusqu'à ce qu'il couine ». Celui qu'on sous-estima de la sorte ne détromperait pas que les partis établis : Hitler accéda au pouvoir en se pliant aux règles de la démocratie, dont il se servit pour la remplacer progressivement par une dictature.

Les Frères musulmans ont toujours eu un rapport similaire à la démocratie, qu'ils envisageaient sous le même angle. Après la mort de son chef, Hassan al-Banna, la confrérie comprit qu'elle devait tisser des alliances susceptibles de lui être utiles pour accéder au pouvoir. Elle chercha tout d'abord à se rapprocher du Mouvement des officiers libres, conduit par Gamal Abdel-Nasser. Ce groupe était revenu amer de la défaite en Palestine ; Israël n'avait pas été vaincu, l'occupation britannique s'éternisait et on disait le roi trop faible pour y remédier ou peu disposé à le faire.

Les Frères musulmans, qui s'élevaient désormais ouvertement contre Farouk, soutinrent le putsch militaire de juillet 1952. Le roi fut contraint d'abdiquer et se réfugia en Italie. Il s'ensuivit une lutte pour le pouvoir et l'alliance ne fit pas long feu. Gamal Abdel-Nasser voulait introduire le socialisme, les Frères musulmans réclamaient un État religieux. La gauche et les libéraux prônaient le rétablissement de la démocratie. Comme Nasser était prêt à faire des concessions et à lancer des réformes démocratiques, les Frères musulmans se rebellèrent et répandirent la terreur dans le pays. En octobre 1954, après un attentat avorté contre Nasser, les figures dirigeantes islamistes furent arrêtées et certaines, exécutées. L'organisation des Frères musulmans fut interdite pour la deuxième fois de son histoire et des dizaines de milliers de membres furent envoyés dans des camps²⁰. Cependant, dans les prisons, la confrérie continua de se radicaliser ; à l'extérieur, les groupuscules et mouvements terroristes qui allaient bientôt semer la peur en Égypte et dans le reste du monde virent le jour. Les trois groupes les plus dangereux qui prirent à l'époque leurs distances avec la confrérie sont le Jihad islamique, Al-Gama'a al-Islamiya et Takfir wal Hijra.

Au milieu des années 1960, une nouvelle vague de terrorisme déferla sur l'Égypte : des islamistes attaquèrent et détruisirent des usines et des établissements militaires. Ces événements eurent pour conséquence l'exécution du nouveau maître à penser du mouvement, Sayyid Qutb. Les idées de ce père du néodjihad influencent, encore aujourd'hui, les islamistes dans l'ensemble du monde arabe. Nous y reviendrons.

Lors de la guerre des Six Jours, en 1967, l'Égypte subit une double défaite : la défaite infligée par Israël et la percée idéologique des islamistes, qui considéraient la politique socialiste laïque de Nasser comme un échec et voulaient raviver le rêve d'un État religieux. Le nouveau mot d'ordre de la confrérie était né : *al-islam howa el-hal*, « l'islam est la solution » ; il reçut une large approbation de la part de la population. Mais, dans l'État policier de Nasser, les Frères musulmans n'avaient guère accès aux institutions. En outre, de nombreux enseignants, professeurs, universitaires, médecins et ingénieurs issus des rangs de la confrérie avaient émigré en Arabie saoudite. Pourtant, ce qui apparut d'abord comme un point faible se révéla finalement être un avantage : les exilés s'étaient appliqués à diffuser l'idéologie du djihad selon Sayyid Qutb, plantant les premiers jalons d'une alliance entre le wahhabisme saoudien et la confrérie.

À la mort soudaine de Gamal Abdel-Nasser, en 1970, son vice-président, Anouar el-Sadate, prit le pouvoir. Il voulait amorcer un tournant, se détacher de l'Union soviétique et tenter une politique d'ouverture à l'égard de l'Occident. Mais les nasséristes et les marxistes se rebellèrent contre lui. Un mouvement étudiant démocratique vit le jour, reprochant à Sadate sa politique, qui n'aboutirait jamais à des réformes démocratiques tant qu'il conserverait le même style de pouvoir autoritaire que Nasser. Attaqué de toutes parts, Sadate chercha du renfort, et en trouva auprès des Frères musulmans et de leurs alliés islamistes. La confrérie fut à nouveau l'élément qui fit pencher la balance, contribuant largement au maintien du pouvoir. Cela ne l'empêcha pas, une fois de plus, de mordre la main qui la nourrissait. Plus tard, ce fut le groupe terroriste du Jihad islamique égyptien qui assassina le président Sadate après qu'il eut signé un traité de paix avec Israël. Cela amena le successeur de Sadate, Hosni Moubarak, à rétablir l'État policier. Le dictateur ne cessa de justifier ses interventions brutales et le retard des réformes démocratiques en arguant de repousser la menace islamiste.

Il semblerait qu'on ait affaire à un modèle récurrent : les Frères musulmans cherchent à accéder au pouvoir, signent des pactes et apportent leur soutien, changent de bord, se font interdire, puis réhabiliter – pour systématiquement ressortir plus forts de cette boucle.

À l'époque, quelques-uns des combattants islamistes s'enfuirent d'Égypte pour gagner l'Afghanistan, où ils luttèrent contre les Soviétiques. C'est là-bas qu'eut lieu la deuxième alliance entre le wahhabisme et les Frères musulmans. Après la guerre, ils rentrèrent en Égypte, en Algérie et en Arabie Saoudite, où ils déclenchèrent de nouvelles vagues terroristes qui visaient la police, les touristes et les institutions étrangères. L'aile politique de l'unification était pendant ce temps restée active en Égypte. En public, on prétendait vaguement s'opposer à la violence, en coulisse, on s'affairait à constituer une fédération secrète internationale fidèle à l'objectif qui avait été fixé dans les années vingt : d'abord islamiser les territoires arabes, ensuite conquérir le monde.

De l'extérieur, on a pu croire que la confrérie joua un rôle négligeable durant les trente années où Moubarak fut au pouvoir. Pourtant, personne ne profita autant du marasme de cette période que les islamistes. Dans les secteurs où l'État avait échoué, tels que l'éducation ou la santé, les islamistes étaient présents et mettaient en place leurs structures : écoles, organisations caritatives, hôpitaux. Même si, de fait, ils n'offrirent ni une meilleure éducation ni de meilleurs soins médicaux aux Égyptiens – et encore moins une solution à la pauvreté –, de larges couches de la population eurent peu à peu l'impression que les Frères musulmans constituaient véritablement une autre voie.

Après l'éclosion soudaine du Printemps arabe, en 2010-2011, on aurait dit que les Frères musulmans n'étaient plus qu'à deux doigts d'atteindre leur objectif premier. Les élections de 2011 et 2012 leur accordèrent la majorité en Égypte et en Tunisie. Dans les deux pays, ils s'empressèrent de chercher à mettre en place leur projet islamiste. En Égypte tout particulièrement, ce projet comportait des caractéristiques fascisantes, comme le vieux programme en cinquante points qui, on l'a vu, fut débattu au Parlement. Les décrets d'autorisation du président Morsi devaient permettre d'islamiser la justice, de modifier les lois relatives aux élections et de noyauter les institutions nationales. Ce sont des mesures qu'Hitler s'était lui aussi empressé d'appliquer après sa victoire électorale.

Mais contrairement à ce qui s'est passé dans l'Allemagne de cette époque, la société politisée se révéla être une force décisive. Elle ne voulut pas assister plus longtemps les bras ballants au sempiternel combat entre l'armée et les fondamentalistes, dont le vainqueur finirait par détruire les fruits du Printemps arabe. Le peuple a destitué Moubarak parce qu'il ne pouvait plus supporter le paternalisme et l'oppression. S'agit-il pour autant d'un recul de la démocratie ? Ma réponse est non.

Lors des élections, les démocrates ont eu le dessous, ce qui les contraignit à accepter une défaite amère. Les islamistes connurent une victoire considérable avant tout dans les provinces défavorisées, et ce, non seulement aux élections législatives, mais aussi aux présidentielles. Toutefois, Morsi fut également élu par des franges du camp libéral parce qu'il avait promis qu'il serait le président de tous les Égyptiens. Quelques mois après son élection, on découvrit un « Moubarak barbu ». Il piétina la démocratie et adopta des décrets qui lui garantissaient le pouvoir absolu. L'opposition fut exclue, les institutions publiques, noyautées, les médias critiques, poursuivis en justice. Un an après sa prise de fonction, des millions de personnes déçues redescendirent dans la rue. Elles obligèrent l'armée à intervenir pour destituer Morsi.

On assiste à de vifs débats autour de la question de savoir s'il s'est agi d'un putsch : somme toute, Morsi a été élu. Pour ma part, je considère que sa destitution n'a pas été un putsch mais une nécessité, pour servir la démocratie. Et je suis loin d'être le seul à défendre cette opinion. Comme le Parlement égyptien était déjà dissous, il était par exemple impossible d'émettre un vote de défiance contre le président. Tout ce qui restait, c'étaient les mouvements de protestations. Et ils furent si violents que l'armée ne put rester à les regarder sans rien faire. Elle ne le fit certainement pas de façon désintéressée. Dès le départ, l'armée avait eu des problèmes avec Morsi et ses acolytes. Elle désapprouvait sa politique en Syrie – la confrérie avait appelé les Égyptiens à partir faire le djihad en Syrie –, de même que les généraux condamnaient l'alliance des Frères avec le Hamas. Durant l'été 2012, seize soldats égyptiens avaient été tués par des combattants du Hamas dans le Sinaï. Et l'appel au djihad avait causé quelques remous dans les rangs des soldats. À cela s'ajoutait l'amateurisme caractérisant la politique économique de Morsi, qui acheva de ruiner le pays.

L'avenir de l'Égypte est incertain. Plusieurs scénarios sont actuellement discutés. Il paraît improbable que les Frères musulmans reviennent prochainement au pouvoir, puisqu'une grande partie de la population, ainsi que l'armée, la police et l'appareil judiciaire, s'y opposent. On est aussi en droit d'espérer que de nombreux Égyptiens aient discerné la vision lamentable de la démocratie qu'ont les Frères musulmans. Après leur victoire sur les forces libérales lors des

élections législatives, ils n'avaient cessé de marteler cette formule : *ghazwat-al-sanadiq*, « bataille des urnes électorales ». Le mot *ghazwa* fait référence aux batailles que mena le prophète Mahomet au VII^e siècle contre les Mecquois mécréants. Ce terme sert également à désigner les guerres de Mahomet contre les tribus juives présentes sur la péninsule Arabique. Les caravanes de commerce des Mecquois étaient attaquées et pillées, les juifs étaient chassés, tués ou réduits en esclavage. Le procédé tirait sa légitimité du fait que Mecquois et juifs étaient des non-croyants.

Les islamistes se sont comportés de façon similaire à l'égard de leurs adversaires politiques. Ils les traitèrent d'infidèles et les exclurent des négociations portant sur la nouvelle Constitution. Lorsque des manifestants anti-Morsi s'allièrent aux forces de l'armée et qu'il fut clair que les Frères musulmans ne pourraient plus replacer Morsi au pouvoir, ceux-ci eurent recours à la violence. Ils appelèrent à éliminer leurs adversaires. Cela participe d'un schéma bien connu montrant une fois de plus de quel type de mouvement totalitaire il s'agit. La confrérie n'est en aucun cas définitivement battue. Le passé plein de rebondissements des Frères musulmans a révélé leur faculté d'adaptation. Leurs partisans sont une force qu'il ne faut pas négliger. Et le courant de pensée qu'ils ont fait émerger n'a pas encore disparu d'Égypte, car l'idéologie de la confrérie repose sur une longue tradition.

CHAPITRE 3

D'Abraham à Sayyid Qutb – les racines du fascisme dans l'histoire islamique

Chaque année, à travers le monde, les musulmans célèbrent la « fête du sacrifice ». C'est l'occasion de commémorer l'histoire d'Abraham et de son fils, qu'on trouve à la fois dans la Bible et dans le Coran.

L'ancêtre des juifs, des chrétiens et des musulmans se voit en rêve offrir son fils en sacrifice à Dieu. Selon le récit coranique, Abraham se réveille le lendemain, attrape un couteau et se précipite vers son fils afin de lui raconter son rêve¹ : « Ô mon fils ! Je me suis vu moi-même en songe, et je t'immolais ; qu'en penses-tu ? Il dit : Ô mon père ! Fais ce qui t'est ordonné. Tu me trouveras patient, si Dieu le veut ! » Le Coran se poursuit ainsi : « Après que tous deux se furent soumis, et qu'Abraham eut jeté son fils, le front à terre, nous lui criâmes : Ô Abraham ! Tu as cru en cette vision et tu l'as réalisée ; c'est ainsi que nous récompensons ceux qui font le bien : voilà l'épreuve concluante. Nous avons racheté son fils par un sacrifice solennel. Nous avons perpétué son souvenir dans la postérité : Paix sur Abraham ! C'est ainsi que nous récompensons ceux qui font le bien. Il était au nombre de nos serviteurs croyants. » Certes, au dernier moment, Dieu empêche Abraham de sacrifier son fils, mais il vante ses mérites d'homme qui fait le bien et sa détermination à accomplir ce geste cruel. À la place de l'enfant, Dieu accepte finalement le sacrifice d'un animal.

Dans cette histoire, différents aspects éveillent l'attention : Abraham est prêt à exécuter les ordres de Dieu, son « guide », sans en questionner le sens ou la teneur morale. Il est même prêt à sacrifier son propre fils. Deux aspects fondamentaux du fascisme : l'obéissance inconditionnelle et l'abnégation totale. Par son geste, ou du moins sa disposition à l'accomplir, Abraham symbolise également l'idée centrale de l'islam. En arabe, le terme *islam* vient du verbe *aslama* qui signifie « se dévouer », « se soumettre ».

Un autre point commun se retrouve dans le fait qu'Abraham demande son avis à son fils avant de prendre sa décision, bien que ce dernier, un enfant, ne comprenne rien ni à Dieu ni au sacrifice. Il s'agit là encore d'une tactique qu'emploient les fascistes : donner aux masses l'illusion que ce sont elles qui prennent une décision depuis déjà longtemps arrêtée. C'est une manipulation perfide que Goebbels poussa à la perfection dans son discours au Sportpalast :

chauffé à blanc, le peuple hurla « oui » en réponse à la question : « Voulez-vous la guerre totale ? » Lorsque celle-ci se révéla impossible à gagner, ce fut la faute du peuple qui, à cause de son intervention trop faible, n'avait rien mérité d'autre que de périr.

Le fascisme possède un certain lien de parenté avec le monothéisme. Les religions qui honorent différents dieux sont en règle générale plus tolérantes et flexibles que les trois religions monothéistes. Chez les polythéistes, en effet, les devoirs sont répartis entre plusieurs divinités : l'une s'occupe de la mort, l'autre de la vie, une autre encore symbolise la fertilité, la destruction, etc. Ainsi, non seulement elles se complètent mais elles sont également indépendantes les unes des autres. Le croyant a le choix de s'adresser, selon sa requête, à tel ou tel dieu. Le dieu abrahamique, en revanche, est jaloux et ne souffre aucune autre divinité à ses côtés. L'idée qu'il n'existe qu'un seul dieu, qu'il nous a créés, qu'il détermine tout ce qui nous arrive, qu'il nous observe vingt-quatre heures sur vingt-quatre, connaît nos pensées et nos rêves, gouverne notre vie avec des commandements et des interdictions, et nous punit de nos fautes par des supplices infernaux, cette idée est l'origine de la dictature religieuse, elle-même modèle de toutes les autres dictatures. Dans n'importe quelle dictature, on trouve quelqu'un qui détient la vérité absolue, vers laquelle il guide les hommes et, en contrepartie, exige d'eux qu'ils renoncent à leur individualité, à leur bon sens, et lui fassent allégeance sans condition. Le salut ne s'obtient qu'en empruntant cet unique chemin. Tous les autres chemins mènent à l'errance et à la dépravation.

Abraham, Mahomet et le traumatisme de la scission

Abraham fut longtemps en quête jusqu'à ce qu'un éveil religieux lui permette de trouver le seul vrai dieu. D'après le récit de la Bible, il quitta son clan pour aller honorer ce vrai dieu et parler de lui aux autres hommes. Selon le Coran, il resta auprès de son clan et se querella avec son père, Azar, qui honorait plusieurs dieux. Abraham détruisit les idoles et exigea que le peuple se détourne de celles-ci. Furieux, les villageois se saisirent de lui et le jetèrent au feu en l'accusant de profanation. Mais Dieu fit refroidir le feu et Abraham survécut comme par miracle. Lors de ses nombreux voyages à Damas, le jeune commerçant Mahomet côtoya beaucoup de chrétiens et de juifs, dont il entendit les récits tirés de la Bible. Les histoires relatant la vie d'Abraham jouèrent un rôle déterminant dans ce qui deviendrait son message, qu'il nomma islam. Mahomet appela son fils unique Ibrahim, ce qui est la forme arabe d'Abraham. Afin que son message s'adresse également aux chrétiens et aux juifs d'Arabie, il déclara descendre comme eux d'Abraham. À une subtile différence près. Dans le récit biblique, Mahomet avait découvert Ismaël, fils d'Abraham, qui n'y joue pas un rôle majeur. Au sujet de ce fils de l'esclave égyptienne Agar, on raconte seulement qu'Abraham l'a abandonné seul dans le désert avec sa mère à cause de sa femme Sarah, qui était jalouse d'Agar et de son fils. Mahomet affirma que, de plus, c'était son fils Ismaël qu'Abraham avait en réalité voulu sacrifier, et non Isaac. C'est ainsi que l'héritage abrahamique serait détenu par les descendants d'Ismaël, dont font partie Mahomet et sa tribu. En conséquence, il est dit dans le Coran qu'Abraham construisit la Kaaba avec son fils Ismaël pour en faire un lieu de pèlerinage destiné à tous ses descendants.

Il s'agit d'une habile manœuvre par laquelle Mahomet chercha à rallier à son nouveau mouvement les tribus arabes, qui avaient toujours considéré le pèlerinage comme le rituel le plus important de leurs traditions païennes.

La Kaaba de La Mecque avait alors valeur de centre religieux d'Arabie. La ville se situait sur l'axe commercial principal entre Damas et le Yémen. Avant l'islam, chaque tribu avait le droit d'exposer ses idoles à l'intérieur ou autour du centre polythéiste qu'était la Kaaba. Les chrétiens étaient autorisés à accrocher des images de Jésus et de Marie à l'intérieur même de la Kaaba. C'était une position pragmatique indispensable à l'époque, puisque la Kaaba était le point de rencontre de tous les commerçants de l'espace arabe. Cette tolérance cessa après l'arrivée de l'islam. Lorsque Mahomet voulut diffuser son nouveau message dans la ville, les Mecquois le laissèrent prêcher devant la Kaaba. Au début, il se montra ouvert et dit : « À vous, votre religion, à moi, ma religion². » Ce n'est que lorsqu'il entreprit de bannir les autres divinités de l'espace de la Kaaba qu'émergea un conflit entre lui et les représentants des autres tribus, qui craignaient avant tout pour leurs relations commerciales. Cette crainte n'était pas infondée. L'ère préislamique avait été marquée par les querelles et les luttes entre tribus arabes. Il existait un foyer de tensions permanentes, habilement attisées par les deux puissances mondiales qui s'étendaient aux frontières de l'Arabie : l'Empire byzantin et l'Empire perse des Sassanides. Tous deux menaient des guerres par procuration dans la péninsule en se servant des tribus arabes comme vassales.

Mahomet, quant à lui, rêvait d'un grand empire arabe, dont la Kaaba aurait été le centre religieux. Il s'inscrivait en cela dans une tradition familiale : déjà son grand-père, Qusay ben Kilab, avait tenté d'unifier les tribus arabes ennemies en cherchant l'appui des habitants de Médine. Mais il mourut avant de pouvoir mener son projet à terme. C'est donc son petit-fils Mahomet qui profita des alliances qu'il avait nouées avec Médine, alors encore appelée Yatrib.

Pendant treize ans, Mahomet prêcha à La Mecque, sans grand succès. Seule une petite centaine de personnes le suivait, des esclaves pour la plupart. Ce n'est que lorsqu'il se rendit à Médine qu'il accéda à la reconnaissance. Il joua le conciliateur entre les grandes tribus ennemies Aws et Khazraj, avant d'être couronné chef de Médine.

À Médine, Mahomet chercha dans un premier temps à se rapprocher des juifs, dont les rituels lui plaisaient ; il introduisit des interdictions et des commandements juifs tels que les rituels de purification, la prière, le jeûne et l'interdiction de manger du porc. Il appela ces devoirs *charia*, traduction littérale du terme juif *halacha* (du nom de la partie juridique de la tradition judaïque dans laquelle sont fixées les règles de comportement) ; en hébreu comme en arabe, le mot signifie « la voie ».

Mahomet fit même rédiger une Constitution en cinquante-deux articles qui s'apparentait à une déclaration de cohabitation entre musulmans et juifs. Elle garantissait la liberté de croyance, mais lésait la neutralité juive dans plusieurs domaines. Ainsi les juifs se virent-ils contraints de soutenir militairement Mahomet et de cesser tout commerce avec les païens mecquois. Mahomet espérait que juifs et chrétiens accepteraient sa nouvelle religion, étant donné qu'il se réclamait d'Abraham et intégrait dans le Coran l'histoire des prophètes de la Bible. Mais la majorité des autres croyants gardèrent leurs distances. Les juifs qui vivaient à Médine, en particulier, ne souhaitaient pas mettre en danger leur neutralité et leur flexibilité vis-à-vis des autres tribus

arabes. Quelques-uns d'entre eux coopérèrent même avec les Mecquois qui étaient en guerre contre Mahomet. En représailles, Mahomet extermina le clan juif de Khaybar. Aujourd'hui encore, les islamistes clament, lors de manifestations dans le monde entier : « Khaybar, Khaybar, ô juifs, l'armée de Mahomet reviendra. »

Après cet événement, le Prophète opéra un revirement. Quiconque ne se laissait pas convaincre par ses paroles devait être mis sur le droit chemin par la violence. Lorsque Mahomet reconquit sa ville natale, La Mecque, il ne fut plus question de « À vous, votre religion, à moi, ma religion ». Comme Abraham autrefois, il détruisit toutes les idoles entourant la Kaaba et fit exécuter tous ceux qui refusaient de le voir régner sur La Mecque. Il fit même tuer un homme non armé qui avait cherché refuge dans la Kaaba, marquant là la fin d'un tabou : jusqu'alors, la Kaaba était considérée comme une zone où ne devait avoir lieu aucun combat.

Mahomet purgea la cité de Médine de tous ses juifs et chrétiens. Il constitua une troupe chargée d'organiser des attentats contre ses adversaires. Parmi les victimes figuraient les chefs de tribus qui préparaient la guerre contre Mahomet et ses fidèles, mais aussi des poètes juifs qui l'avaient critiqué ou s'étaient moqués de lui. Une vieille femme fut assassinée de façon particulièrement brutale après avoir traité Mahomet de menteur et encouragé ses quarante enfants et petits-enfants à partir en guerre contre lui³. Mahomet envoya une troupe spéciale, conduite par son fils adoptif Zayd, afin de la punir. Celui-ci tua tous ses enfants et petits-enfants, épargnant uniquement une jolie femme qu'il ramena à Mahomet comme esclave. Zayd ordonna d'attacher la vieille femme à deux chevaux qu'on fit partir dans des directions opposées ; elle fut écartelée vive.

Mahomet intimidait et terrorisait ses opposants par la violence. Il sema dans le cœur de l'islam la graine de l'intolérance, graine qui a germé et poussé depuis, et qui porte encore ses fruits. Grâce à lui, un centre autrefois multireligieux devint monothéiste. Grâce à lui, le dieu de l'islam devint un dieu sublime, capricieux et furieux. C'est un dieu qui ne fait que dicter sans jamais négocier, qui punit les dissidents en leur infligeant les pires supplices, qui a droit de vie ou de mort, et ne doit surtout pas être remis en question. C'est un dieu avide de pouvoir, jaloux, qui ne tolère aucune autre divinité à ses côtés et piétine des cadavres pour maintenir son pouvoir.

Près de la moitié des guerres que Mahomet engagea sur la péninsule Arabique visèrent des tribus juives qui refusaient de se soumettre. Tout à coup, la langue du Coran se fit extrêmement polémique et hostile à l'égard des juifs. De « gens du Livre », ils devinrent ceux qui « altèrent le sens des paroles révélées⁴ ». L'animosité s'exacerba au point que le Coran qualifie les juifs de « singes » et de « porcs ». Trois tribus juives furent bannies de Médine, la quatrième fut accusée de haute trahison. Sur ordre de Mahomet, tous les hommes de la tribu furent exécutés, on vendit les femmes et les enfants comme esclaves. Il n'y eut plus un seul juif à Médine et l'on cessa de prier en direction de Jérusalem pour se tourner vers La Mecque. Le Coran immortalise cet affrontement avec les juifs dans la sourate VIII, où les juifs sont comparés à des animaux voués à la trahison : « Les pires des êtres devant Dieu sont vraiment ceux qui sont incrédules ; ceux qui ne croient pas, ceux d'entre eux avec qui tu as conclu un pacte et qui, ensuite, ont toujours violé leurs engagements ; ceux qui ne craignent pas Dieu. Si tu les rencontres à la guerre, sers-toi d'eux pour disperser ceux qui se trouvent derrière eux. Peut-être réfléchiront-ils ! »

Ainsi commença l'entreprise d'« épuration de l'Arabie ». Le but était d'éliminer tous les mécréants de la péninsule pour faire de celle-ci la base de l'empire islamique destiné à s'étendre. C'est le début de l'Ur-fascisme islamique.

À sa mort, Mahomet légua aux musulmans le Coran et des milliers de hadiths, des consignes détaillées recouvrant tous les domaines de la vie. On y trouve même des recommandations expliquant au croyant comment se comporter d'une façon agréable à Dieu lorsqu'il se rend aux toilettes. Mais ce que Mahomet a omis, c'est de faire savoir à son entourage qui devrait reprendre le flambeau après lui et quelle légitimité serait requise. Dans les années qui suivirent la mort de Mahomet, cette omission fut à l'origine de violents conflits, qui se soldèrent par le schisme de la communauté religieuse en *chi'a* d'un côté et *sunna* de l'autre. La différence essentielle entre chiites et sunnites résidait dans le fait que les chiites ne voulaient reconnaître que des descendants directs de Mahomet comme successeurs légitimes, tandis que les sunnites acceptaient tout chef originaire d'une des dix tribus de La Mecque. Le conflit opposant les chiites aux sunnites aboutit à une guerre civile brutale, qui, quelques années après la mort de Mahomet, mit à l'épreuve le mouvement islamique.

Après le traumatisme causé par cette scission émergea au fil du temps la notion de *hakimiyyatullah*, le règne de Dieu sur terre. Elle renfermait non seulement l'idée que Dieu est le seul à pouvoir conférer ou retirer au dirigeant son pouvoir, mais aussi qu'il règne à travers le dirigeant lui-même. Cela faisait du dirigeant le représentant de Dieu sur terre et l'exécuteur de sa volonté. Chaque musulman avait le devoir d'obéir au dirigeant. Toute révolte et toute critique équivalaient donc à une remise en question de Dieu.

Chez les chiites, *hakimiyyatullah* donna naissance au concept de l'imam ; chez les sunnites, à celui du dirigeant de droit divin. C'est ainsi que, chez les sunnites en particulier, on s'accorda à penser qu'une révolte contre le dirigeant revenait toujours à une révolte contre Dieu. Une telle révolte sèmerait la discorde et la confusion au sein de l'*oumma*, la communauté religieuse regroupant tous les musulmans. D'ailleurs, deux passages du Coran le soulignent. L'un dit : « Obéissez à Dieu ! Obéissez au Prophète et à ceux d'entre vous qui détiennent l'autorité⁵. » L'autre met en garde : « La sédition est pire que le meurtre⁶. »

Cette conviction joue également un rôle capital dans les mouvements fascistes et les régimes totalitaires. Quiconque s'écarte de la foi ou de l'idéologie est soit considéré comme un mécréant ou un traître à la patrie et exclu, soit exécuté.

Dans la plupart des États musulmans sunnites où la théocratie n'a pas encore été instituée, comme en Égypte, au Maroc ou en Jordanie, on avance l'argument que nous autres musulmans avons essayé tous les modèles possibles – du nationalisme au capitalisme en passant par le marxisme –, mais qu'ils n'ont porté aucun fruit dans le monde musulman car ils sont étrangers et inadaptés à l'islam. L'orthodoxie islamique serait alors la seule voie authentique. L'histoire montre que les jours les plus glorieux datent de l'époque où la volonté de Dieu s'accomplissait sur terre. Jusqu'aujourd'hui, le rêve des salafistes et des djihadistes est de remonter le cours de l'histoire pour revenir au même modèle de société que celui qu'instaura Mahomet à Médine. Si l'on parvient à islamiser totalement la société, l'enseignement du Prophète conquerra le monde entier afin d'accomplir la volonté de Dieu.

L'islam compte quatre écoles juridiques distinctes. Les écoles malikite, shafi'ite et hanafite sont considérées comme modérées car elles prévoient des possibilités limitées d'interprétation du Coran et de la tradition islamique. Un musulman qui adhère à l'une de ces trois écoles a régulièrement l'occasion de choisir entre plusieurs types de comportement, ce qui lui facilite l'existence dans le monde moderne. Il s'agit cependant de ne pas sortir du cadre de l'ordre islamique établi. Mais même ces trois écoles sont conservatrices, puisqu'elles ne prévoient de marges d'interprétation que s'il est impossible de trouver un passage univoque du Coran ou une déclaration du Prophète pour éclairer le sujet concerné. Étant donné que le Prophète a laissé des milliers et des milliers de déclarations qui donnent des points de repère aux croyants dans toutes les situations imaginables de la vie, la marge d'interprétation reste très étroite.

L'école juridique la plus conservatrice de toutes est le hanbalisme, fondée à Bagdad au IX^e siècle par Ahmad ibn Hanbal (780-855) après la scission des musulmans en chiites et sunnites. À cette époque, Bagdad était une ville ouverte sur le monde et n'était pas régie par les lois de la charia. Alcool, danse et chant faisaient partie de la vie. On organisait même, à la cour du calife, des concours de poésie lors desquels s'affrontaient poètes juifs, musulmans et chrétiens, auxquels il arrivait de critiquer dans leurs textes la religion des autres. Certains de ces poèmes s'en prenaient directement au prophète Mahomet sans que cela soit perçu comme une offense. C'est également à cette période qu'apparurent des écoles juridiques islamiques qui remettaient en cause la divinité et l'infaillibilité du Coran. L'une d'elle, le mu'tazilisme, proposait une lecture des textes du Coran en les replaçant dans les circonstances du VII^e siècle. Ses partisans ouvrirent un débat : le Coran était-il bel et bien un « livre éternel de Dieu » ou ne s'agissait-il pas plutôt d'un document ancré dans la période qui avait entouré sa création ? Ce débat n'eut aucune retombée significative lors des siècles suivants. Comme la vie à Bagdad au IX^e siècle se distinguait profondément de celle des cités de La Mecque ou de Médine au VII^e siècle, les mu'tazilistes n'étaient pas obligés de reprendre en tout point la doctrine juridique datant de l'époque de Mahomet. C'est une position qu'on peine à imaginer aujourd'hui dans le monde musulman, de même que la cohabitation tolérante à la cour du calife de Bagdad.

Avec l'expansion de l'islam sur des territoires appartenant autrefois aux empires perses et byzantins, les penseurs musulmans découvrirent la philosophie grecque ainsi que les récits juifs et perses. La nouvelle théologie islamique qui vit le jour s'efforça d'argumenter de façon rationnelle afin de pouvoir faire le poids face aux adeptes des autres religions. Cette évolution inquiéta les forces conservatrices. Ibn Hanbal redoutait que le schisme des musulmans ne se poursuive et que sans cesse de nouvelles écoles théologiques entrent en concurrence si l'on ne revenait pas à une lecture littérale du Coran et des propos du Prophète. Selon lui, les marges d'interprétation risquaient d'ouvrir la voie à des scissions sectaires et engendreraient à long terme des guerres civiles. C'est pourquoi il fonda cette école juridique ultraconservatrice, qui est à l'origine de l'islam fondamentaliste tel qu'on le connaît encore aujourd'hui. Mais dans la riche cité de Bagdad, le concept théologique d'Ibn Hanbal se heurta d'abord à l'indifférence. Et plus encore : en raison de sa position rigoureusement orthodoxe, le théologien fut même jeté en prison.

Les écoles juridiques relativement modérées, quant à elles, prospérèrent au cours de la période d'opulence et de puissance de l'empire islamique, façonnant l'ordre juridique en Andalousie, à Bagdad et au Caire. L'école hanbalite ne connut ses heures de gloire que dans des phases de crise et d'affaiblissement, de division et de défaite. Pendant les croisades, notamment, le monde musulman vit déferler une véritable vague d'orthodoxie. On se mit à rêver d'un chef croyant qui unifierait tous les musulmans sous le drapeau de l'islam et repousserait les conquérants chrétiens. Saladin parut, dans une certaine mesure, incarner cette figure. Il appela au djihad, vainquit les croisés et, en 1187, libéra Jérusalem de la domination chrétienne. Depuis, le rêve de voir les musulmans s'unir et dominer l'Occident traverse l'histoire, tous les chefs islamiques cherchent à imiter Saladin et aspirent à la renaissance de l'âge d'or de l'islam.

Ibn Taymiyya et le principe du djihad

Après les raids mongols dans le monde musulman au XIII^e siècle, l'orthodoxie connut un nouvel essor imposant. L'école conservatrice des hanbalites fut relancée par un jurisconsulte nommé Ibn Taymiyya, considéré comme le père spirituel des salafistes et wahhabites modernes. Oussama ben Laden l'évoquait également souvent, en particulier à propos de l'interprétation du djihad.

Pour Ibn Taymiyya (1263-1328), la tâche principale d'un dirigeant consistait à introduire sans limite les lois de la charia et à veiller à leur respect. D'après lui, un dirigeant qui ne s'en tenait pas à la charia ne méritait pas l'obéissance de ses sujets⁷. Ibn Taymiyya fournit aussi une lecture stricte du *tawhid*, la croyance dans l'unité et l'unicité de Dieu. Il reprocha aux soufis musulmans de ne pas être monothéistes, puisqu'ils n'adoraient pas seulement Allah mais aussi des saints, dont ils visitaient régulièrement les tombeaux. Les décorations de ces tombeaux n'étaient à ses yeux qu'un signe d'impiété, *kufir*. De même, il voyait dans la doctrine chiite une falsification de l'islam car elle attribue aux imams des qualités d'infailibilité. Selon Ibn Taymiyya, les alaouites syriens étaient des renégats qu'il convenait de condamner à la peine de mort. Il rejetait catégoriquement la philosophie islamique médiévale : d'après lui, on ne pouvait pas accéder à la connaissance par la logique mais seulement par la foi dans l'enseignement véritable de l'islam.

La position d'Ibn Taymiyya est aussi une conséquence des événements historiques de cette époque. À la fin du XIII^e siècle, Damas avait été prise par les Mongols ; Ibn Taymiyya s'était lui-même fait arrêter et torturer par les nouveaux chefs. Il quitta Damas et voyagea en Égypte ainsi que sur la péninsule Arabique avec l'intention d'y inciter les dirigeants musulmans au djihad. Le djihad n'était pas uniquement un moyen pour lui de chasser les infidèles : c'était un culte rendu à Dieu, un engagement permanent que se devait d'adopter un croyant face aux non-musulmans.

Ibn Taymiyya réussit à convaincre le dirigeant égyptien An-Nasir Muhammad ben Qala'un de s'opposer aux Mongols, qui furent ensuite obligés de se retirer de Damas. Ibn Taymiyya ne se contenta pas de prêcher le djihad, il participa activement au combat armé. Néanmoins, ses enseignements théologiques demeurèrent relativement méconnus jusqu'à ce que, plusieurs siècles plus tard, un nouveau prédicateur de la péninsule Arabique redécouvre ses idées. Au XVIII^e siècle, s'inspirant du concept développé par Ibn Taymiyya, Mohammed ibn Abdelwahhab

voulut purger le monde musulman de tout ce qui n'était pas islamique. Il commença par détruire les tombeaux soufis de la péninsule et appela au djihad en tant qu'activité permanente des musulmans. La doctrine d'Ibn Abdelwahhab – qui n'est au fond qu'une pâle copie des concepts qu'élaborèrent Ibn Hanbal et Ibn Taymiyya – compose aujourd'hui la base du système juridique en vigueur en Arabie Saoudite et sous-tend l'interprétation du djihad dans l'islam moderne.

Sayyid Qutb et le sixième pilier de l'islam

Sayyid Qutb (1906-1966) commença en fait sa carrière comme critique littéraire. C'est grâce à lui que le monde de la littérature découvrit Naguib Mahfouz, qui fut plus tard lauréat du prix Nobel de littérature. Dès les années quarante, Qutb fut le premier à rédiger des articles dans lesquels il attirait l'attention sur le talent de cet auteur égyptien. Si aujourd'hui on a plutôt tendance à se souvenir de lui pour d'autres raisons, cela provient du fait que cet intellectuel tourné vers l'Occident traversa une crise d'identité difficile lors d'un séjour qu'il effectua aux États-Unis à la fin des années quarante. Le ministère de l'Éducation l'y envoya pour une mission de deux ans afin qu'il étudie le système éducatif américain. Qutb fut épouvanté de voir que l'Amérique foulait aux pieds les valeurs qui lui étaient chères, que le racisme, le libertinage et l'exaltation du pouvoir de l'argent y étaient courants. Tout cela provoqua une rupture radicale avec sa vie passée. Après une expérience d'éveil à la foi, il entreprit d'étudier les œuvres du théologien indien Abul Ala Maududi.

Maududi, que l'effondrement de l'institution du califat islamique, en 1924, avait profondément bouleversé, avait appelé les musulmans du monde entier à rejeter la modernité et à revenir aux racines de l'islam. Il considérait le djihad non seulement comme un moyen d'autodéfense, mais aussi comme un instrument pour combattre tout ce qui enfrenait l'ordre social et la législation islamique dans le monde. Pour Maududi, l'islam était plus qu'une religion, c'était un système imprégnant tous les domaines de la vie. L'islam englobait la politique, l'économie, la législation, les sciences, l'humanisme, la santé, la psychologie et la sociologie. Maududi invoquait la nécessité d'une révolution islamique mondiale qui changerait le cours de l'histoire, et appelait tous les musulmans à y prendre part, qu'ils vivent ou non dans un pays musulman. Penseurs et hommes de lettres musulmans étaient censés fournir à cette révolution les fondements théoriques car « le national-socialisme n'aurait jamais connu un tel succès sans le cadre théorique que posèrent Fichte, Goethe et Nietzsche. Ensuite vint le génial et puissant commandement d'Hitler et de ses camarades⁸ », comme le soulignait volontiers Maududi. De même que les fascistes accordaient une grande importance à l'abnégation de leurs troupes, Maududi accordait une grande importance à l'abnégation des musulmans. Qutb suivit l'appel de Maududi : « Si vous croyez à la justesse de l'islam, il ne vous reste rien d'autre à faire que d'utiliser toute votre force pour faire régner l'islam sur terre. Soit vous y parvenez, soit vous sacrifiez votre vie dans ce combat⁹. »

Dans cet appel est justifiée l'attractivité éternelle du djihad auprès des jeunes musulmans. Grâce au djihad, un jeune musulman peut surmonter son impuissance et sa détresse. Soit il ressort vainqueur du combat et accomplit la volonté divine sur terre, soit il tombe au front et se voit récompensé par le paradis éternel. Une situation « gagnant-gagnant », pour ainsi dire.

Si l'on suit Maududi, même le meurtre est quelque chose dont on doit s'accommoder : « Sur le sentier de Dieu, le plus grand sacrifice s'accomplit par le djihad, car dans ce combat l'homme ne fait pas qu'offrir sa propre vie et ses biens, il anéantit aussi la vie et la propriété d'autrui. Mais comme déjà énoncé, l'un des principes de l'islam est que nous devons nous infliger une perte limitée pour nous préserver d'un dommage plus grand. Que signifie la perte de vies humaines, quand bien même ce seraient quelques milliers ou plus, face à la calamité qui ravagerait l'humanité si le mal l'emportait sur le bien et l'athéisme agressif sur la religion de Dieu¹⁰. »

Inspiré par ces lectures, Sayyid Qutb commença à écrire pendant son séjour en Amérique. Dans son premier essai, intitulé *L'Amérique que j'ai vue*, d'une part, il déplore la décadence et le consumérisme effréné de l'Occident, d'autre part, il met en avant les mérites d'une société musulmane. C'est à cette même époque qu'est proclamé l'État d'Israël ; Sayyid Qutb apprit en Amérique la défaite des armées arabes et, un an plus tard, l'assassinat d'Hassan al-Banna, le fondateur de la confrérie des Frères musulmans. Il rentra au Caire, rejoignit les Frères en 1951 et devint leur maître à penser. Ses deux livres *Jalons sur la route* et *L'avenir est pour cette religion* sont aujourd'hui encore des ouvrages de référence de l'islamisme. En tant qu'islamiste de gauche, il soutint d'abord la politique socialiste de Nasser. Mais lorsque, en 1954, ce dernier fit interdire la confrérie à la suite de la tentative d'attentat contre lui, Qutb tourna le dos à Nasser, dont il qualifia la gouvernance de non islamique. Conformément à la doctrine d'Ibn Taymiyya, on n'avait pas le droit d'obéir à Nasser ni de le reconnaître comme dirigeant puisqu'il n'avait pas introduit les lois de la charia.

Dès lors, Qutb cessa de considérer l'Égypte comme un pays musulman qui aurait simplement besoin de quelques réformes islamiques et le définit comme une terre de mécréance sur laquelle une conquête islamique était nécessaire. Le raisonnement de Qutb s'articule autour de la notion clé de *jahiliyyah*, qui désigne en fait l'état d'« ignorance » du monde préislamique. À son époque, Ibn Taymiyya en avait élargi l'acception : pour lui, *jahiliyyah* englobait tout écart de l'islam dans une société. Qutb exigea de tous les musulmans qu'ils se purifient de tout ce qui n'était pas islamique. Pour lui, ce n'est qu'une fois que chacun aura assimilé la véritable foi et la juste conviction qu'une société indépendante solide pourra se construire. Qutb espérait un sursaut, un effet domino qui parcourrait le monde musulman, un éveil censé catapulte l'*oumma* de l'islam dans le passé, à son heure de gloire.

Il emprunta également au théologien indien Maududi la notion de *hakimiyyatullah*, qui désigne la domination absolue de Dieu sur terre. Cette domination divine s'oppose à toute forme d'État-nation, de démocratie ou de souveraineté populaire. Selon Qutb, un gouvernement ne peut justifier sa souveraineté que par Allah, en dirigeant en son nom. Les lois et les actes qui ne s'appuient sur aucun texte sacré de l'islam n'ont pas de légitimité. Or, dans la *jahiliyyah*, cet état qui caractérise toute société n'obéissant pas à la charia, la souveraineté est attribuée à l'homme. C'est un blasphème.

Le principe de djihad permanent élaboré par Ibn Taymiyya occupe lui aussi une place prépondérante dans la pensée de Sayyid Qutb. Afin non seulement de permettre la domination de Dieu sur terre, mais également de l'installer durablement, le djihad doit être élevé au rang de

philosophie existentielle, de sixième pilier de l'islam, de devoir à accomplir pour chaque musulman.

La pensée de Sayyid Qutb était conservatrice et fondamentaliste, tout en étant, d'une certaine façon, révolutionnaire. Jusqu'à cette période, les savants islamiques avaient en effet accepté l'arbitraire et la décadence de certains dirigeants afin d'éviter des guerres civiles. On soutenait la raison d'État, le djihad était considéré comme une action limitée dans le temps, à laquelle un dirigeant appelait lorsque des territoires musulmans étaient attaqués ou qu'une nouvelle région devait être conquise. Mais avec Qutb, le djihad se privatisa. Les dirigeants qui ne se trouvaient pas à la tête d'un État religieux devinrent illégitimes ; pour Qutb, les fidèles étaient alors en droit de s'unir pour appeler eux-mêmes au djihad.

Ce fut notamment pour ces idées, ainsi que pour son implication dans la conspiration visant le président Nasser, que Qutb fut exécuté en 1966. Ses écrits se diffusèrent toutefois comme une traînée de poudre et firent office d'instructions pour les mouvements terroristes islamistes tels que le Jihad islamique, Al-Gama'a al-Islamiya et Al-Qaïda.

Quelques mois avant son élection à la fonction de président égyptien, Mohamed Morsi avait déclaré à propos de Sayyid Qutb : « J'ai lu ses écrits et j'y ai trouvé le véritable islam. » Aujourd'hui, la majorité des forces dirigeantes des Frères musulmans sont des « qutbistes », des partisans de son école du djihad, l'aile la plus puissante et la plus influente de la confrérie. Les salafistes, les azharistes (diplômés de l'institution religieuse d'Al-Azhar) et l'aile réformatrice constituent les autres tendances. Mais lorsque les Frères musulmans arrivèrent au pouvoir, seuls les qutbistes purent imposer leur signature.

CHAPITRE 4

Son combat, notre combat – l'antisémitisme arabe

Dans une de ses nouvelles, Anton Tchekhov met en scène deux patients d'une clinique qui se haïssent comme la peste. Aucun jour ne s'écoule sans que les deux personnages se disputent. Un jour, les infirmiers informent l'un des deux que l'autre est mort. Ils s'attendent à le voir danser de joie dans sa chambre. Mais il n'en est rien. Le lendemain, les infirmiers le trouvent allongé par terre, mort. Son conflit avec l'autre patient avait donné un sens à sa vie. Après la mort de celui-ci, sa vie ne rimait plus à rien. La coexistence n'avait pas marché, mais la séparation non plus.

On pourrait dire, de façon outrancière, que cette histoire illustre les relations entre juifs et musulmans. Du moins en ce qui concerne le côté islamique.

Nulle part l'antisémitisme n'est aussi fortement marqué que dans le monde arabe. Cela peut se justifier par la création d'Israël et les conflits guerriers qui s'ensuivirent entre les Arabes et l'État hébreu. On peut dire que la propagande nazie durant la Seconde Guerre mondiale a rencontré un accueil particulièrement favorable. En effet, le livre d'Hitler, *Mein Kampf*, influence davantage l'antisémitisme arabe que le Coran ne l'a fait. Des années avant la création d'Israël, la propagande nazie diffusée en Afrique du Nord façonnait l'image des juifs dans le monde arabe. L'idée d'un complot juif international, que propagea Hitler, fut bien reçue par les Arabes, qui souffraient eux-mêmes d'un sentiment permanent d'humiliation et de défaite. *Mein Kampf* et *Les Protocoles des Sages de Sion*, qui sont interdits partout dans le monde et devraient le rester, sont depuis des décennies des best-sellers dans le monde arabe. Sur le site Internet du Hamas, on trouve des extraits des *Protocoles*, comme si ce pamphlet antisémite n'était pas une contrefaçon mais une preuve authentique du complot juif international.

On peut néanmoins faire encore un pas en arrière et se poser la question suivante : s'agit-il vraiment d'un phénomène relativement nouveau ou les racines de l'antisémitisme arabe remontent-elles à beaucoup plus loin ?

De tout temps, la haine à l'égard des juifs fut liée davantage à l'image que les musulmans se faisaient d'eux-mêmes qu'aux juifs en tant que tels. Cela vaut certes pour l'antisémitisme dans le monde – en Allemagne aussi, il se développa de façon particulièrement funeste lorsque la société eut une vision d'elle-même profondément désenchantée –, mais la relation qu'entretiennent les Arabes avec les juifs est encore différente. Ils se ressemblent bien plus

qu'ils ne veulent l'admettre. Ces deux derniers siècles, ils ont pourtant évolué, ou plutôt régressé pour ce qui est du côté arabe, dans deux directions distinctes.

Les ressentiments ont beau avoir été régulièrement exacerbés dans l'histoire islamique, il y eut des périodes où musulmans et juifs se comportèrent autrement les uns avec les autres car, malgré certaines tensions, il n'existait aucune véritable théologie islamique de haine contre les juifs, comme c'est le cas dans le christianisme. Les chrétiens tiennent les juifs pour responsables de la mort de Jésus. Le Moyen Âge fournit à l'antisémitisme une autre justification : chez les chrétiens, les opérations financières et le commerce étaient proscrits et restèrent réservés aux juifs, qui furent exclus des corporations artisanales.

Ces deux points ne représentaient aucun problème pour les Arabes : Jésus ne joue pour eux qu'un rôle mineur ; par ailleurs, ils étaient eux-mêmes marchands et ne se privaient pas de faire du commerce ou de manipuler de l'argent. L'origine du conflit entre juifs et musulmans est une rivalité autour de la vérité et du territoire. Les musulmans se sont engagés très tôt dans ce combat, du moins pour ce qui est des terres. En effet, les juifs, que personne ne voulait convertir, demeurèrent un petit peuple, tandis qu'en l'espace d'un siècle les musulmans menèrent des guerres de conquête qui leur permirent de dominer un territoire s'étendant de la Perse à l'Andalousie. Jusqu'au XVI^e siècle, c'est là-bas que vécurent 95 % des juifs.

Jusqu'alors, le monde arabe avait connu plusieurs vagues de migration juive. La première s'était déroulée à l'époque préislamique. La deuxième eut lieu à la fin du XV^e siècle, après la reconquête de l'Andalousie par les chrétiens. De nombreux juifs émigrèrent alors en Afrique du Nord et en Égypte, où ils furent bien accueillis. L'Empire ottoman les encouragea vivement à rejoindre Istanbul et Thessalonique. Durant la première moitié du XX^e siècle, ce furent finalement des dizaines de milliers de juifs qui fuirent l'antisémitisme européen pour s'installer en Palestine. Mais cette fois-ci, ils ne furent pas les bienvenus. Après la chute du califat, une farouche haine musulmane éclata contre les juifs et elle n'a jamais pu être endiguée depuis.

Le deuxième fond du conflit fratricide entre juifs et musulmans réside dans leur lutte pour l'héritage d'Abraham et pour le monopole de l'interprétation de ces deux confessions monothéistes. Après la démolition du Temple de Jérusalem par les Romains en 70 après J.-C., beaucoup d'Hébreux avaient fui la Palestine pour s'installer dans la ville de Yatrib, sur la péninsule Arabique ; plus de cinq siècles après, Mahomet renomma la cité Médine. À cette époque, les Arabes préislamiques n'accueillirent pas les immigrants juifs comme une menace : au contraire, longtemps les juifs de Médine cohabitèrent paisiblement avec les Arabes polythéistes, vendirent du vin, des armes et des outils. On dit même qu'ils auraient considérablement contribué à développer la vie nocturne. Ils ne s'ingérèrent pas dans les conflits arabes intérieurs et conservèrent leur neutralité en temps de guerre. Il arriva même qu'ils fassent office de médiateurs dans des batailles pour des sources d'eau ou des territoires. Puis vint Mahomet. Comme on l'a vu, le Prophète se radicalisa ; au fil du temps, il fut tour à tour admirateur des traditions et des convictions juives, puis adversaire déclaré, anéantissant des tribus entières. Mahomet ne voyait pas l'affrontement entre juifs et musulmans comme un épisode temporaire suscité par leur refus de reconnaître le Prophète et sa politique. Au contraire, il s'agissait selon lui d'un long combat prédestiné, dont l'issue ne serait décidée qu'à la fin des temps. Il prédit : « L'heure du jugement dernier ne viendra pas avant que les musulmans combattent les juifs et les

musulmans les tueront jusqu'à ce que les juifs se cachent derrière une pierre ou un arbre. La pierre et l'arbre diront : Ô musulman, ô serviteur d'Allah, il y a un juif derrière moi, viens le tuer¹ ! »

Cette prophétie stimule aujourd'hui encore les « fantasmes d'extermination » nourris par de nombreux islamistes, qui considèrent la lutte contre les juifs comme une mission sacrée. À leurs yeux, les traités de paix et la restitution de territoires occupés ne sont pas des arguments justifiant de mettre un terme à la guerre contre les juifs. Ces derniers passent pour des traîtres éternels, le combat contre eux est élevé au rang de projet divin qui ne sera achevé qu'une fois que la totalité des juifs aura été exterminée.

Après la mort de Mahomet et la diffusion progressive de l'islam au moyen des conquêtes, les musulmans se montrèrent à nouveau pragmatiques à l'égard des autres croyants. Les conquérants musulmans étaient tributaires de la coopération avec les chrétiens et les juifs. Nombre d'entre eux étaient des médecins, des artisans, des traducteurs, et avaient une importance capitale pour le nouvel empire. Durant l'âge d'or des Abbassides, surtout entre le IX^e et le XI^e siècle, les cultures s'inspirèrent mutuellement. De nombreux juifs se firent un nom comme conseillers du calife, scientifiques, poètes ou philosophes, et influencèrent la philosophie musulmane. On l'a vu, à la cour du calife de Bagdad étaient organisés des concours de poésie entre auteurs juifs, chrétiens et musulmans. Leurs textes parfois polémiques étaient également connus du peuple sans que cela conduisît à des manifestations massives ou à des pogroms. Si l'on compare l'attitude tolérante des musulmans au IX^e siècle à celle des musulmans du XXI^e, on prend conscience de l'évolution dans laquelle s'est engagé le monde musulman au cours du dernier millénaire. Je rappellerai ici simplement les conséquences de la publication des caricatures de Mahomet au Danemark.

Les cultures juive et musulmane se sont mutuellement influencées et enrichies. La Torah a été traduite en arabe, la théologie juive s'est enrichie au contact de la philosophie et de la théologie islamique, ce qui contribua au renouvellement de la pensée juive. L'influence arabe ne s'affaiblit qu'au XIX^e siècle, lorsque le judaïsme s'imprégna davantage de la culture européenne que de la culture arabe.

Le mythe andalou

La cohabitation entre juifs et musulmans en Andalousie est auréolée d'une légende romantique qui ne fut inventée que bien tardivement². À la Belle Époque, des intellectuels juifs, effrayés de constater la montée de l'antisémitisme agressif en Europe, recherchèrent dans l'histoire des exemples prouvant que les juifs étaient capables de vivre paisiblement avec des membres d'autres religions. Ils tombèrent sur l'histoire de l'Andalousie et romancèrent cet âge d'or : musulmans, chrétiens et juifs avaient vécu pendant huit siècles tous ensemble, égaux en droits, faisant de l'Andalousie le havre de tolérance qui avait alors permis l'essor de la civilisation arabo-musulmane.

En Andalousie comme à Bagdad, les règles de la charia n'avaient pas cours au IX^e siècle : on buvait de l'alcool en public, le chant, la danse et la littérature érotique faisaient partie de la vie. Les juifs avaient le droit d'occuper de hautes fonctions ; ils étaient actifs en politique et dans

l'armée. Au XI^e siècle, le poète et théologien juif Samuel ibn Nagrela devint grand vizir, une sorte de chef de gouvernement, à la cour du roi berbère Habbous, à Grenade. Lorsqu'Ibn Nagrela fut également nommé chef des armées, des théologiens musulmans se soulevèrent en Andalousie. Ibn Hazm, théologien plutôt modéré, vit dans cette nomination un danger menaçant le pouvoir de l'islam sur la péninsule Ibérique. Ses déclarations trouvèrent un accueil favorable principalement chez les musulmans venant d'Afrique du Nord, qui suivaient les principes théologiques fondamentalistes d'Ibn Hanbal. Ces nouveaux arrivants attisèrent la haine contre les juifs et les chrétiens, ainsi que contre les musulmans qui ne se pliaient pas à la charia.

À la mort de Samuel ibn Nagrela, lorsque son fils Joseph devint grand vizir, les théologiens musulmans appelèrent la foule à renverser Joseph par la violence. Des fanatiques furieux prirent d'assaut les quartiers juifs de Grenade, détruisirent des maisons et assassinèrent tous les juifs qu'ils trouvèrent sur leur chemin. Le pogrom coûta la vie à 4 000 juifs, dont le grand vizir Joseph ibn Nagrela.

Au XII^e siècle, les Almohades fondamentalistes conquièrent de vastes territoires d'Andalousie. Ces Berbères musulmans transformèrent la vie au sein du havre de tolérance et de prospérité. Danse, musique et consommation publique d'alcool furent interdites. Le système juridique des *dhimmis*, qu'avait introduit Mahomet afin d'organiser la cohabitation des musulmans et non-musulmans, fut renforcé. Certes, la liberté religieuse continua d'être garantie aux chrétiens et aux juifs, mais ils n'eurent désormais plus le droit de monter à cheval, de bâtir de hautes maisons ni d'occuper des fonctions importantes, et on les obligea à porter sur leurs habits un signe indiquant leur identité religieuse. Ce durcissement entraîna la conversion à l'islam de nombreux juifs et chrétiens.

La philosophie fut mise au même rang que le blasphème, et sanctionnée. À Cordoue, on brûla les livres du grand philosophe Ibn Rochd (Averroès). Celui-ci, qui avait commenté les œuvres d'Aristote et contribué à la naissance de la scolastique chrétienne, fut déclaré coupable d'hérésie et envoyé en exil par les savants islamiques orthodoxes d'Andalousie. Le philosophe juif Moïse Maimonïde encourut le même sort et dut échapper aux musulmans furieux en se réfugiant d'abord à Fès, puis au Caire. Comme lui, bon nombre de juifs quittèrent l'Andalousie, d'autres furent contraints de se convertir à l'islam.

Pratiquement au même moment, de l'autre côté de la Méditerranée, des musulmans livraient bataille aux croisés. Jusqu'alors, Jérusalem n'avait été qu'une petite ville sans réelle importance dans l'histoire islamique. Mais lorsque des conquérants chrétiens prirent la ville et exécutèrent une foule de musulmans et de juifs, Jérusalem devint soudain le cœur, et le symbole, de la lutte contre les ennemis de l'islam. On exhuma des légendes telles que celle du voyage nocturne du prophète Mahomet de La Mecque à Jérusalem, afin de souligner la sacralité du combat contre les chrétiens. Les ennemis des musulmans ont pu changer au fil du temps, mais le mythe de Jérusalem est resté.

Vers la fin du XV^e siècle, la Reconquista était largement entamée. Les chrétiens parvinrent à reprendre presque toutes les enclaves musulmanes en Andalousie. L'année 1480 fut marquée aussi bien par le début de l'expulsion massive des juifs et des musulmans que par celui de l'inquisition contre les convertis. Entre 1492 et 1526, l'Andalousie ne compta pratiquement plus aucun juif ni aucun musulman. Ces deux groupes avaient pris la fuite. Les juifs espagnols furent

cordialement accueillis en Afrique du Nord : ils bénéficiaient d'un haut prestige grâce à leur savoir. D'autres s'installèrent dans l'Empire ottoman. Tandis qu'à la cour du sultan, médecins, intellectuels et banquiers juifs jouaient un rôle important, les autres juifs étaient perçus comme des citoyens de second rang. Ce n'est qu'au milieu du XIX^e siècle que l'Empire ottoman abolit les lois sur les *dhimmis* ; toutefois, l'égalité des droits n'exista que sur le papier. En France, en revanche, les juifs avaient été reconnus citoyens égaux dès la fin de la Révolution.

À mesure que l'Empire ottoman déclinait, des territoires entiers tombèrent aux mains des grandes puissances qu'étaient la France et la Grande-Bretagne. L'Afrique du Nord passa sous domination coloniale française ; l'Égypte, le Soudan, l'Irak et la Palestine devinrent des colonies britanniques. Les Arabes se sentirent étranglés par la supériorité des Européens. À l'inverse, les juifs, qui avaient entre-temps afflué en nombre vers l'Europe, virent le continent des Lumières comme une chance de s'émanciper et de devenir des citoyens reconnus. Les musulmans craignirent pour leur identité religieuse et se replièrent sur eux-mêmes.

Le mythe dépeignant l'Andalousie comme une oasis de tolérance et un creuset fertile des cultures arabe et juive perdura tant que les conquérants arabes se trouvèrent en position de force incontestée. Il fut longtemps dans l'intérêt économique des musulmans que juifs et chrétiens conservent leur foi, car ils devaient payer nettement plus d'impôts que les musulmans. Quatre siècles après la conquête islamique, environ 60 % des Syriens et des Égyptiens étaient toujours de confession chrétienne. La régression du monde musulman fut accentuée par des phases dramatiques, lorsqu'il fut assailli d'abord par les croisés, ensuite par les Mongols, et aboutit à la chute du califat. Dos au mur, il se débattit comme il put.

Sionisme, islamisme et nationalisme arabe

À la fin du XIX^e siècle, la vague de nationalisme déferla également sur le monde arabe. Elle y donna naissance à deux mouvements qui devinrent ennemis jurés par la suite et qui façonnent, depuis plus d'un siècle, le destin du Proche-Orient : le sionisme et le panarabisme. Ces deux mouvements sont nés d'un sentiment d'oppression, tous deux étaient nationalistes, tous deux avaient le même objectif. On cherchait à se libérer de quelque chose.

Le mouvement judéo-nationaliste voulait échapper à l'antisémitisme grandissant en Europe et fonder un État-nation libre, ouvert à tous les juifs. Les nationalistes arabes voulaient renverser la domination coloniale européenne et appeler à la création d'un État ouvert à tous les Arabes – à l'instar de l'Empire allemand créé sous Bismarck en 1871. Il ne fallut pas attendre longtemps pour que l'islamisme moderne entrât en scène et réclamât que cet État fût gouverné selon les lois de la charia.

Le Proche-Orient allait devenir le champ de bataille sur lequel s'affronteraient ces deux mouvements.

Cela aurait dû prendre la tournure d'un match à domicile pour les Arabes, mais ils le perdirent – à leurs yeux – de façon humiliante. À maintes reprises. Pour la première fois de l'histoire, les juifs étaient plus que des adversaires à leur niveau : ils leur étaient devenus supérieurs. Ce fut un choc, une blessure qui suppure encore de nos jours.

Avant même la création d'Israël, l'organisation et l'efficacité des sionistes impressionnaient les Arabes autant qu'elles leur faisaient affront. On peut se demander pourquoi les sionistes, qui agirent d'abord hors du Proche-Orient et dont on aurait pu croire qu'ils partaient avec moins de chances de leur côté, réussirent à ériger un État démocratique viable alors que l'expérience lancée parallèlement par les Arabes échoua.

Il faut savoir que le nationalisme arabe s'appuyait sur des mythes et sur le culte de la personnalité, tandis que le mouvement sioniste poursuivait parallèlement plusieurs stratégies. La pensée sioniste se développa aussi bien dans les écrits de juifs orthodoxes comme Nathan Birnbaum que dans les textes de penseurs laïcs comme Theodor Herzl. Des journalistes et des avocats, des étudiants et des intellectuels reconnus, des hommes comme des femmes participaient aux congrès sionistes, ce qui renforça dès le départ la diversité de l'État en passe d'être créé, alors qu'en Égypte, en Syrie, en Turquie, ainsi qu'en Iran, ce furent exclusivement des hommes qui, le plus souvent après avoir fait des études en Occident, définirent le discours nationaliste en adoptant des airs de guides spirituels éclairés.

Le mouvement nationaliste juif milita sur deux plans. D'une part, il y avait le sionisme politique, lequel, à force de négociations avec les politiques des grandes puissances, inscrivit l'idée sioniste à l'ordre du jour de la politique internationale. Il s'agissait de convaincre l'Autriche-Hongrie, l'Allemagne, la France et la Grande-Bretagne, mais aussi l'Empire ottoman, du droit des juifs à disposer d'un État-nation. Herzl rendit même visite au calife ottoman d'Istanbul pour le persuader de céder aux juifs des terres en Palestine. D'autre part, il y avait le sionisme pratique, qui organisait l'émigration des juifs vers la Palestine et créait des kibboutz censés mettre en pratique les idées socialistes. En outre, le sionisme culturel constituait un flux vital qui contribua à importer jusqu'en Palestine les idées des Lumières aussi bien que les traditions juives.

La Palestine vit arriver pêle-mêle intellectuels, paysans, ouvriers et combattants de la guérilla. Lorsque, en mai 1948, Ben Gourion proclama l'État d'Israël, tous se soumirent à l'autorité de l'État. Déjà, avant la création de l'État, Ben Gourion avait fait couler un navire à bord duquel des guérilleros avaient tenté de faire entrer des armes clandestinement. Malgré de nombreux conflits et la menace permanente des voisins arabes, on opta pour un ordre fondamental démocratique. Ce fut la première démocratie de la région. Israël parvint à devenir un melting-pot composé d'immigrés juifs issus des quatre coins du monde. La discrimination des débuts, opposant juifs orientaux et africains, s'affaiblit avec le temps.

De l'autre côté, le projet d'unification arabe s'enlisa faute de concept – en dehors de la lutte contre Israël. L'existence d'Israël devint l'argument constamment invoqué pour justifier l'armement et le renforcement du pouvoir des chefs de file arabes. « Aucune voix ne doit s'élever au-dessus de la voix du combat », déclara un jour le président Nasser pour faire taire les voix critiques des pacifistes égyptiens. Les dirigeants se muèrent en despotes intouchables qui opprimèrent les minorités et les opposants à leur politique, bloquant toute dynamique sociale : parfait terreau pour le fondamentalisme islamiste et l'antisémitisme, qui sont loin d'être des phénomènes nouveaux. Si l'on examine l'histoire d'Abraham à nos jours, il apparaît clairement qu'il s'agit d'une « maladie de l'islam », pour reprendre la formule de l'historien franco-tunisien Abdelwahab Meddeb.

En 1934 fut commis un massacre effroyable contre les juifs dans la ville algérienne de Constantine. Les discours antisémites du maire français – tout le nord de l'actuelle Algérie faisait alors partie du territoire national français – avaient incité les Arabes à s'en prendre à la population juive. Ce pogrom marqua un tournant pour les juifs aussi bien arabes qu'européens.

À partir de là, la plupart des juifs arabes s'habillèrent à l'occidentale. Comme ils possédaient la citoyenneté française, nombre d'entre eux émigrèrent vers Paris. Au même moment, quantité de juifs européens s'enfuirent vers le Proche-Orient. Après l'arrivée au pouvoir des nationaux-socialistes en Allemagne, des dizaines de milliers de juifs européens s'exilèrent chaque année en Palestine.

Pour les nationalistes arabes comme pour les islamistes, la lutte antisioniste représentait une chance de préciser leur action. Le salafiste syrien Rachid Reda, qui fut le professeur le plus important d'Hassan al-Banna, évoqua une conspiration internationale que les juifs auraient organisée. Une fois traduit en arabe, *Les Protocoles des Sages de Sion* fut considéré comme le document attestant des vraies intentions des juifs. Après 1929, Amin al-Husseini, mufti de Jérusalem, exacerba le sentiment antijuif. À Hébron, on en arriva à un massacre ; deux ans plus tard, Al-Husseini convoqua un congrès islamique à Jérusalem où, pour la première fois, on réclama une « Palestine sans juifs ». L'étape suivante, qui consista à prendre directement contact avec Hitler, ne fut qu'une conséquence logique de ces événements.

Les Frères musulmans s'aperçurent que le roi comme la population accueillaient favorablement la haine des juifs. Hassan al-Banna exhuma tout ce que Mahomet avait pu déclarer contre les juifs et enjoliva ses discours et ses articles de citations du Prophète. On raviva la légende de la « bataille finale » contre les juifs tandis qu'Hitler passait pour le nouveau messie. Les fanatiques religieux diffusèrent leur propagande, firent traduire des extraits de *Mein Kampf* et s'employèrent à pousser la haine antisémite à son paroxysme au sein de la population. En 1937, ce fut le début de la Grande Révolte arabe contre les Britanniques et les juifs. Les Britanniques réagirent avec violence, détruisirent la ville de Jaffa et matèrent la révolte. La totalité des dirigeants arabes fut contrainte de prendre la fuite.

Le mufti de Jérusalem se sauva également et débarqua en 1941, après plusieurs haltes, à Berlin. De là, Al-Husseini recruta des musulmans pour mener le djihad aux côtés d'Hitler. Les nazis lui installèrent même une station de radio arabe, à partir de laquelle il émit une propagande diffamatoire antisémite dans le monde arabe. Le mufti apprit par Himmler que déjà trois millions de juifs avaient été assassinés et que la « solution finale » était imminente. Sans révéler de détails, le mufti annonça par radio la bonne nouvelle aux Arabes et évoqua aussi la « solution finale » pour la Palestine³. Peu après, la confrérie organisa une vaste manifestation antisémite au Caire. Des juifs égyptiens furent agressés en pleine rue, des magasins juifs pillés. La même année, un pogrom s'en prit aux juifs de Bagdad. Des années auparavant, le mufti avait déjà annoncé : « Ces immigrés étrangers, les sionistes, nous les tuerons jusqu'au dernier homme. Seule l'épée décidera du sort de ce pays⁴. »

En 1947, la résolution de l'ONU ratifia le partage de la Palestine. Les juifs dansèrent de joie, les Arabes s'armèrent pour une guerre qu'ils allaient perdre. Les Arabes palestiniens et les juifs

arabes présents en Égypte, en Irak, en Algérie et au Maroc firent les frais de ce conflit engagé dans la précipitation. Ils furent expulsés. Les juifs arabes trouvèrent une terre d'accueil en Israël ou en Europe, où ils devinrent, pour la première fois, citoyens. Les Palestiniens se réfugièrent dans différents États arabes, où on les traita comme des citoyens de seconde zone. Pour ces derniers particulièrement, l'antisémitisme allait devenir un élément constitutif de leur identité.

Puis, en 1950, le maître à penser des Frères musulmans, Sayyid Qutb, livra avec son opuscule *Notre combat contre les juifs* l'un des plus importants documents de l'antisémitisme islamiste. Qutb se réfère à la thèse selon laquelle les juifs auraient dès le premier jour conspiré contre l'islam, qu'ils combattent depuis de toutes leurs forces : « Les juifs d'aujourd'hui ressemblent à leurs ancêtres du temps du prophète Mahomet : ils montrent de l'hostilité depuis la création de l'État de Médine. Ils ont perpétré des attentats contre la communauté des musulmans depuis le jour où celle-ci s'est formée. Les juifs ont fomenté des intrigues et se sont comportés en hypocrites pour attaquer les premiers musulmans. Et ils ont toujours continué ainsi dans leur malice, afin d'éloigner la communauté musulmane de sa religion et de la détourner du Coran. Face à de telles créatures, qui tuent, massacrent et calomnient le Prophète, il ne faut s'attendre qu'à une chose : qu'elles fassent couler le sang des hommes, usent de moyens sales pour persister dans leurs intrigues et leur malice. [...] Allah a envoyé Hitler pour les dominer ; puisse Allah envoyer d'autres personnes pour infliger le pire des châtements aux juifs ; ainsi accomplira-t-il sa promesse explicite⁵. »

Partout dans le monde arabe, la haine contre les juifs s'insinua au cœur de l'enseignement de l'histoire nationale. Par la suite, des chaînes satellites comme Al-Manar, Al-Aqsa ou Al-Jazeera diffusèrent leur vindicte à travers le monde. On vit même des programmes pour enfants répandre des clichés antisémites, évoquer des légendes de martyrs et servir la propagande de combat.

On peut concevoir que de jeunes Palestiniens aient des problèmes avec Israël parce qu'ils sont directement concernés, notamment par la colonisation. Mais ce qui est incompréhensible, c'est la montée de l'antisémitisme parmi les jeunes musulmans qui n'ont rien à voir avec le conflit au Proche-Orient. Quand des Marocains à Casablanca, des Pakistanais à Londres, des Tunisiens à Berlin, des Somaliens à Copenhague ou des Libanais à Malmö cultivent le même ressentiment antisémite et fantasment sur l'extermination totale des juifs, on ne saurait l'expliquer par le conflit israélo-arabe. C'est un problème touchant l'ensemble du monde musulman qui empoisonne des générations entières avec cette haine des juifs et de l'Occident. Quand des musulmans lisent avec enthousiasme *Mein Kampf* et *Les Protocoles des Sages de Sion* sans rien savoir de Hume, Kant et Spinoza, c'est qu'ils n'ont rien compris à l'importance de la lecture. Quand un fanatique musulman habillé en taliban peut tranquillement prêcher ses sermons haineux en pleine rue de Francfort, pendant qu'un rabbin se fait passer à tabac à Berlin pour la seule raison qu'il porte une kippa, c'est un problème qui touche toute l'Europe. Quand des quartiers entiers de Londres sont sous l'emprise de la police religieuse islamique pendant que des juifs s'enfuient de la ville suédoise de Malmö, c'est la coexistence pacifique en Europe qui est menacée. L'antisémitisme est le symptôme d'une vieille maladie qui ressurgit régulièrement. Il ne traduit pas seulement la vision dangereusement perturbée qu'ont les musulmans d'eux-mêmes : il se nourrit aussi de l'indifférence grandissante de nombreux Européens qui n'ont manifestement pas beaucoup de moyens, ou de volonté, à lui opposer.

Nous sommes le 25 janvier 2012, premier jour de la révolution égyptienne qui conduira à la chute de Moubarak. Samir est debout depuis quatre heures du matin. Au Mokattam, banlieue sud-ouest du Caire, il fait encore nuit, pas même la lune ne luit. Samir, dix-neuf ans, est fatigué et amer : « Je suis copte et je trimballe des déchets, mais je ne suis pas un déchet », dit-il avec obstination. Puis il se met en route pour parcourir les douze kilomètres qui le séparent de son travail.

Un an plus tôt, il empruntait ce chemin pour défiler avec les manifestants vers la place Tahrir. Aujourd'hui, la place ne présente d'intérêt pour lui que parce qu'il y ramasse les ordures des rues alentour. Au Caire, cette activité méprisée des musulmans se trouve traditionnellement aux mains des coptes ; six à dix pour cent de la population appartient à cette Église chrétienne. Pendant des années, les éleveurs coptes nourrissaient leurs cochons à partir des restes alimentaires qu'ils triaient dans les déchets. Mais, il y a deux ans, ils durent subitement y renoncer.

À cause de la grippe porcine, les islamistes imposèrent l'abattage de tous les animaux élevés dans la partie sud du Caire. Samir est convaincu que les fanatiques ne cherchaient pas uniquement à endiguer l'épidémie : ils voulaient avant tout porter un coup aux « infidèles ». La chute de Moubarak n'a rien changé à la discrimination qui les frappe ; au contraire, la situation des coptes s'est encore dégradée. C'est pourquoi Samir boycotte la fête annuelle de la révolution. Selon lui, nombreux seraient les coptes à avoir quitté le pays depuis. « Je ne suis pas riche, je ne peux pas me le permettre. Et puis je veux rester ici, j'aime ce pays. Mais je ne supporte plus les regards de certains musulmans quand ils voient la croix tatouée sur ma main. » Samir a des amis musulmans. Il sait que tous ne méprisent pas les coptes. « Il y a même eu beaucoup de musulmans qui ont manifesté avec nous lorsque nous nous sommes rassemblés devant le siège de la télévision, le 9 octobre 2011. Mais au bout du compte, même eux représentent une minorité. »

Ce jour-là, les coptes voulaient manifester pour défendre leurs droits religieux. Un soldat de l'armée avait salué amicalement Samir quand celui-ci avait voulu franchir les barricades pour atteindre la télévision d'État. Mais c'était un piège. Derrière le barrage l'attendaient deux autres soldats qui le rouèrent de coups. Samir vit un groupe de chrétiens se faire écraser par un char d'assaut de l'armée. Les chenilles du char coupèrent en deux un homme qui essayait de sauver sa femme. Environ trente coptes furent tués, des centaines furent blessés.

Ce n'est pas tant la brutalité des soldats qui choqua profondément Samir. Ils seraient capables de tuer sans scrupule des adeptes de l'islam. C'est la réaction de nombreux musulmans qui le bouleversa, lorsqu'il les vit aider l'armée à encercler les coptes. « Il y avait du rejet, mais aussi une véritable haine dans leurs yeux », rapporte-t-il. Deux musulmans le piétinèrent avant de le transporter à l'écart puis de le jeter dans le Nil.

Encore six mois plus tôt, coptes et musulmans avaient paisiblement manifesté les uns à côté des autres. Lors d'un épisode abondamment diffusé, des coptes avaient formé une chaîne humaine autour de musulmans qui priaient lorsque ceux-ci furent attaqués sur la place Tahrir par des partisans de Moubarak, armés et montés sur des chameaux. De jeunes musulmans rendirent la pareille aux chrétiens en assurant leur protection pendant une messe. Pendant un moment, on

aurait pu croire que la révolution avait le pouvoir d'effacer le gouffre qu'avait creusé la foi. Mais, à peine quelques semaines plus tard, les premiers affrontements entre coptes et musulmans survinrent à Alexandrie. La violence fut une réaction à vif à la campagne de haine que l'armée mena contre les coptes dans les médias publics. D'après Samir, les tirades hostiles rencontrèrent un écho si favorable notamment à cause de l'échec de la politique d'éducation. À l'école, on n'enseigne guère la culture ni l'histoire des coptes. Et de toute façon, l'intransigeante idéologie islamiste conteste aux croyants d'autres confessions leur appartenance à l'humanité.

Samir n'est pas optimiste quant à l'avenir de l'Égypte, mais il veut faire de son mieux pour s'en sortir. Il voudrait passer le bac, mais il n'a pas le temps d'aller à l'école. Il étudie à la maison après le travail. Plus tard, il veut faire des études de droit ou de gestion commerciale. Alors, peut-être les gens en Égypte le traiteront-ils avec plus de respect. « Mais même si, un jour, je décroche un emploi prestigieux, que ferai-je de la croix tatouée sur ma main ? » demande-t-il, l'air triste.

Les chrétiens ne sont pas persécutés uniquement en Égypte mais dans l'ensemble des territoires musulmans. En Irak, l'une des plus anciennes paroisses chrétiennes du monde est en train de disparaître parce que les islamistes incendient les églises et s'attaquent sans motif aux chrétiens. Pas un Noël ne se passe sans que, quelque part dans le monde, une église saute ou que des chrétiens soient agressés. En décembre 2013, une bombe placée dans une voiture tua 35 chrétiens alors qu'ils quittaient leur église après la messe. Dans l'une des vidéos les plus brutales qu'on puisse trouver sur YouTube, on voit deux islamistes arrêter un camion sur une route irakienne et demander au conducteur et à ses deux compagnons à quelle religion ils appartiennent. Tremblants de peur, les trois hommes affirment être musulmans. On les fait descendre du véhicule. Un des islamistes les interroge sur le rituel de la prière matinale musulmane. Constatant qu'ils ne peuvent lui fournir de réponse, il les fait agenouiller tous les trois et les abat de sang-froid avec sa mitrailleuse. Quand des personnes sont tuées en raison de leur origine ou de leur foi, cela s'appelle du fascisme.

Évidemment, il ne faut pas mettre tous les musulmans dans le même sac. De telles exécutions choquent aussi les musulmans. Mais un nombre non négligeable d'entre eux subit une éducation qui appelle à la haine et à l'exclusion de ceux qui pensent ou croient différemment. De plus en plus de musulmans dénie aux chrétiens le droit d'exister en tant qu'infidèles. De plus en plus de chrétiens arabes sont obligés, comme autrefois les juifs arabes, de quitter le monde arabe. Et le monde arabe n'a pas conscience que ce phénomène représente une nouvelle auto-amputation. La folie qui consiste à vouloir épurer son territoire de tout ce qui n'est pas islamique conduit à une régression. On s'emmure, on se retranche derrière la religion et une culture tribale aux relents archaïques. Ce mur est la meilleure protection des dictateurs et la meilleure prison du peuple.

CHAPITRE 5

De Gutenberg à Zuckerberg – monopole de l'information et dictature islamique

L'islam n'a pas surgi de nulle part mais s'est développé en s'appuyant sur des histoires et légendes anciennes appartenant au judaïsme et au christianisme. La civilisation arabe du Moyen Âge fut, elle aussi, curieuse et assoiffée de savoir. Les Arabes adoptèrent le système administratif des Perses, l'organisation militaire des Byzantins. Que ce soit à Bagdad, à Damas, au Caire ou à Cordoue, ils profitèrent du contact des autres civilisations.

À ses débuts, l'islam était malléable et ne s'érigait pas contre le savoir et la pensée libre. Dans les périodes de prospérité, les chefs musulmans toléraient les confessions ou les styles de vie différents et n'exerçaient pas de surveillance sur la pensée de leurs sujets. Cette relative liberté et cette quiétude vis-à-vis des autres opinions ont d'abord contribué à consolider et à faire prospérer la civilisation arabo-musulmane du Moyen Âge. Les périodes de crise provoquèrent un tournant : dans les phases de déclin, on éleva l'islam au rang de seul élément constitutif de l'identité, on opprime ceux qui pensaient et croyaient différemment et on chercha à éliminer tout ce qui n'était pas islamique. De la même façon que la tolérance initiale avait accéléré l'ascension, ce repli favorisa la décadence et la chute de l'empire musulman.

Cette corrélation est généralement ignorée dans le monde musulman. Celui-ci est, au contraire, dominé par l'idée que c'est grâce à l'islam seul que les nomades réussirent à surmonter leurs dissensions pour devenir une civilisation capable de bâtir une culture. Jusqu'aujourd'hui, c'est l'argument de nombreux musulmans pour rejeter toute forme de sécularisation. Ils pensent que l'islam a fait des Arabes incultes une civilisation savante qui fut supérieure à l'Europe médiévale dans tous les domaines du savoir.

Ce faisant, ils omettent que l'islam, en tant que système de croyance, contribua à peine à cet essor. La science et la philosophie arabes profitèrent des influences perse, chrétienne et grecque issues de l'héritage culturel des nouveaux sujets qui peuplaient les territoires conquis. À l'époque où la charia n'était guère en vigueur, comme aux IX^e et X^e siècles à Bagdad ou en Andalousie, les différentes religions et cultures cohabitaient, voire fusionnaient partiellement. Au Proche-Orient, cela entraîna un immense élan de modernisation. Avicenne, Al-Farabi, Al-Khwarizmi, Jean Damascène, Averroès et Maïmonide, les principaux moteurs de ce processus

dynamique, n'étaient pas arabes. Les nouveaux conquérants avaient suffisamment confiance en eux pour ne pas craindre de côtoyer des croyants d'autres confessions. Ils bénéficièrent de leurs compétences et intégrèrent à leur propre culture les principes de connaissance des autres. Ils firent traduire en arabe les œuvres de l'Antiquité et surnommèrent les Grecs anciens *al-qudama'a*, « les aïeux ». Les conquérants arabes se trouvèrent face à des chrétiens et à des juifs instruits, hellénisés, avec lesquels ils débattirent de la nature de Dieu et de la Création. C'est dans ce sillage qu'apparut le *kalam*, la théologie systématique qui donna naissance à la philosophie arabe. On discutait de la vérité métaphysique et de la vérité scientifique, qui ne devaient pas s'exclure l'une l'autre ni entrer en concurrence. On retrouvera plus tard cette logique dans la scolastique européenne.

Cette liberté de penser et d'agir fut rognée chaque fois que les théologiens réagirent à une menace extérieure et insistèrent pour introduire les règles de la charia. Durant ces périodes, les minorités subirent l'oppression et la persécution, tandis que le savoir stagna. À la place, on mita sur les éléments essentiels de l'islam : le Coran en tant que parole authentique de Dieu, sa loi, la revendication d'universalité de l'islam, ainsi que le djihad en tant que service religieux. Plus les musulmans s'éloignèrent de l'époque du Prophète, plus le Coran devint intouchable et plus les musulmans s'orientèrent vers une lecture littérale qui ne laissait place à aucune marge d'interprétation.

Les croisades, puis l'incursion mongole et la destruction de Bagdad eurent pour conséquence l'adoption par les musulmans d'une ligne intransigeante à l'égard des minorités chrétiennes et juives. Ils furent nombreux à penser que ces défaites étaient dues au fait que les musulmans s'étaient éloignés des principes de l'islam : somme toute, Bagdad avait constitué un foyer de la pensée et de la vie libérales, où étaient tolérés l'alcool, la danse, le chant et même l'hérésie. Plutôt que de chercher les raisons de la défaite dans le secteur militaire, on l'imputa à une fragilisation de la foi.

La théologie islamique, qui reposait en fait sur le principe du *fiqh*, « comprendre », resserra son horizon et cessa de se développer. « Tout le savoir se trouve dans le Coran » : tel fut le nouvel état d'esprit qu'inaugurèrent les musulmans en s'éloignant du savoir profane. Il s'agissait de purifier la foi et d'en éliminer les influences étrangères. On finit par diaboliser la philosophie et le savoir, et par opprimer les minorités et les femmes. Avec la fin des échanges entre penseurs musulmans et non musulmans, la dynamique sociale s'enraya. À cela s'ajouta un autre facteur qui marginalisa le poids du Proche-Orient. Après la découverte de la route maritime au large du cap de Bonne-Espérance par le Portugais Vasco de Gama en 1498, le commerce se mit à privilégier d'autres itinéraires. Non seulement les marchandises contournèrent largement les territoires arabes, mais le savoir profane et les idées nouvelles cessèrent également d'y circuler.

Le changement de politique en matière d'éducation accéléra aussi le déclin de l'âge d'or islamique. Durant la période d'essor, on enseignait dans les écoles le Coran ainsi que les mathématiques, la philosophie et la médecine, ce qui donna de fortes impulsions à la recherche et à l'innovation. Après la destruction de Bagdad, l'Empire arabe se morcela en plusieurs petits empires (Seldjoukides, Fatimides et Abbassides, puis Mamelouks et Safavides) qui se combattirent mutuellement. Chaque chef s'entoura de seigneurs de guerre et de mercenaires destinés à appuyer son pouvoir. Cela représenta des coûts énormes, on se servit de l'argent

autrefois investi dans l'éducation. En rétribuant en partie leurs hommes par des biens ruraux, voire des quartiers entiers, les dirigeants leur confiaient ainsi la possibilité d'exercer une forte influence : dans leurs quartiers, les seigneurs de guerre érigèrent avant tout des mosquées et des écoles dans lesquelles les sciences naturelles et la philosophie étaient ignorées. Seule la religion devait y être enseignée. Les instituteurs étaient tenus de se présenter comme des serviteurs irréprochables de l'islam ; s'ils contrevenaient, on les renvoyait ou on fermait aussitôt leur école. Après la connaissance et la pensée libre, obéissance et loyauté envers la foi devinrent les nouveaux mots d'ordre. À partir de ce moment, l'éducation ne se définit plus qu'en tant qu'endoctrinement religieux des enfants. L'apprentissage par cœur et l'inculcation d'une vision de soi-même et du monde totalement éloignée de la réalité achevèrent d'isoler le monde musulman. Cette conception de l'éducation est d'ailleurs encore aujourd'hui au cœur de la philosophie pédagogique dans la plupart des États arabes. Car, ne l'oublions pas, tout le savoir se trouve dans le Coran.

Le péché mortel des Ottomans

Quand on confronte les musulmans à l'histoire de leur décadence, ils affirment souvent que la faute revient aux conquérants chrétiens. Dans les livres d'histoire, on trouve à peine mention de l'invasion des Mongols et de la destruction totale de Bagdad, alors que ce sont avant tout eux qui ont massivement et durablement ruiné la culture savante des Arabes. En 1258, les conquérants venus d'Asie centrale s'emparèrent de tous les livres qu'abritaient les bibliothèques et les jetèrent dans l'Euphrate. On exécuta les penseurs et les scientifiques, on déporta les artisans en Asie centrale. Pourtant, à l'école, les jeunes Arabes en apprennent davantage sur les méchants croisés et la bataille de Jérusalem. Cela s'explique par le fait que les Mongols se convertirent ensuite à l'islam et qu'on put, pour ainsi dire, reconsidérer *a posteriori* leurs guerres de conquête au nom du djihad et de la diffusion de l'islam. Cela vaut d'autant plus que les Mongols ne sont pas, aujourd'hui, à la tête d'une puissance mondiale.

Par contre, les actuels Européens sont perçus comme les descendants des croisés, les maillons d'une longue chaîne d'hostilités de l'Occident à l'égard des musulmans. Après les croisés, les colons européens vinrent exploiter le monde musulman et accélérer son déclin. Toutefois, entre la dernière croisade, au XIII^e siècle, et la campagne napoléonienne d'Égypte, en 1798, s'écoulèrent très précisément 507 années au cours desquelles l'Occident n'entreprit guère de quoi nuire au développement du monde musulman. Qu'a-t-il fait pendant cette longue période ? Qu'est-ce qui a conduit à cette flagrante stagnation du savoir ?

Jetons encore un regard en arrière : après la chute de Bagdad et la fragilisation des empires rivaux en Andalousie, les Turcs formèrent la nouvelle grande puissance. Ils se convertirent à l'islam puis fondèrent l'Empire ottoman, qui mena avec succès des guerres de conquête et finit par régner sur Constantinople, le cœur de l'Empire byzantin. À deux reprises, les Ottomans se trouvèrent aux portes de Vienne : en 1529 et 1683. Ils prétendirent que leurs conquêtes avaient pour seul but de diffuser l'islam. Cela peut éventuellement expliquer les volontés d'expansion en direction de l'Europe. Mais le Proche-Orient, quant à lui, était déjà islamisé depuis longtemps ; pourtant les Ottomans l'envahirent, tuèrent leurs coreligionnaires musulmans,

conquirent la Syrie en 1516 puis l'Égypte l'année suivante, avant de s'emparer de l'ensemble de la région. Durant quatre siècles, la domination ottomane, qui s'étendit sur le Croissant fertile, de l'actuel Maroc au littoral du golfe Persique, isola davantage cette partie du monde de la culture européenne voisine. Les Turcs victorieux propagèrent même des idéologies encore plus étriquées et conservatrices, tout en forgeant une image méprisante de la femme. L'apartheid sexuel, déjà présent dans la tradition tribale arabe, fut renforcé par la conception turque du harem.

À son apogée, l'Empire ottoman était certes militairement supérieur à l'Europe, mais c'était un colosse aux pieds d'argile, entre autres parce qu'il rejetait toute impulsion venant de l'extérieur. Au xv^e siècle, l'Allemand Johannes Gutenberg offrit à l'humanité une invention qui allait bouleverser le monde pour toujours : l'imprimerie. Cette avancée brisa le monopole du savoir de l'Église et des princes, et la connaissance devint communément accessible, se privatisa. La traduction de la Bible par Martin Luther, ainsi que ses 95 thèses, n'auraient jamais eu une telle influence sans la possibilité de la reproduction. L'imprimerie contribua à alphabétiser le peuple et, plus tard, à rendre accessibles dans pratiquement toute l'Europe les idées de René Descartes, de David Hume, d'Emmanuel Kant et d'autres représentants européens des Lumières. Le peuple eut accès à un savoir qui n'était désormais plus exclusivement transmis en latin mais dans une langue usuelle. Sans ce progrès, la révolution du savoir et celle, plus tard, de l'industrie, seraient restées inimaginables en Occident.

À l'intérieur de l'Empire ottoman, les voix se multiplièrent pour réclamer l'importation de la machine de Gutenberg à Istanbul, pour que la ville reste à la pointe du progrès. Mais les érudits religieux, très puissants au sein de l'Empire, rejetèrent l'invention avec véhémence, arguant que l'imprimerie pourrait contribuer à falsifier le Coran¹. Avec la reproduction, les érudits auraient perdu le pouvoir qu'ils avaient sur le texte. Et c'est ainsi que, durant trois siècles, le monde musulman fut littéralement épargné par cette invention et ses répercussions. Une première machine à imprimer arriva certes en 1729 à Istanbul, mais elle ne fut utilisée que pour des affaires de la cour du sultan et de l'administration. Ce fut ensuite en 1798, avec Napoléon, que la première machine fut apportée au Caire, mais là encore les savants d'Al-Azhar se rebellèrent contre la diabolique invention. Lorsque les Français déchargèrent les plaques d'imprimerie dans la rade d'Aboukir près d'Alexandrie, ils furent attaqués par des fanatiques religieux qui fracassèrent les plaques.

Nulle part ailleurs le décalage entre l'Europe et le monde musulman n'est aussi net que dans leur rapport à l'imprimerie. Les uns utilisent la nouvelle invention pour briser la tutelle religieuse et le monopole du savoir, que détenaient les ecclésiastiques, afin d'établir une culture de la pensée critique, tandis que les autres s'opposent à cette « diablerie » par crainte pour leur identité religieuse et leurs textes sacrés. C'est dans cette atmosphère de repli sur soi que prospéra la dictature de l'islam.

L'Europe parvint à passer de la croyance à la connaissance, de la métaphysique à l'épistémologie. Au cours du xviii^e siècle, pendant que la philosophie des Lumières et les innovations techniques amorçaient en Europe une révolution industrielle et intellectuelle qui bouscula profondément l'Occident en l'espace de quelques décennies, la léthargie et la superstition régnaient au Proche-Orient.

Parallèlement aux évolutions qui marquèrent le Nord en profondeur, il y eut aussi sur la péninsule Arabique un homme qui chercha à radicalement « réformer » la pensée : Mohammed ibn Abdelwahhab (1703-1792), fondateur du mouvement wahhabite, exigea que tout ce qui était non islamique soit banni du quotidien, de la société et de l'esprit. Il voulut imposer la lecture littérale du Coran, appela à combattre tous les non-croyants et même les mystiques musulmans. L'ironie veut que le mouvement ait nommé sa démarche *tajdid*, « renouveau ».

Le concept s'appuie sur la prophétie de Mahomet annonçant qu'Allah enverrait tous les cent ans aux musulmans un *mujaddid* chargé de renouveler la foi. Dans ce contexte, pourtant, le renouveau prend le sens d'un retour aux racines. Lorsque, au début du XIX^e siècle, le dirigeant Méhémet-Ali, pacha égyptien, voulut démanteler ce mouvement parce qu'il faisait obstacle à ses tentatives de modernisation, les Anglais l'en empêchèrent. La couronne britannique s'allia à la tribu des Saoud – cette alliance, désastreuse à maints égards, perdue.

Aujourd'hui encore, les wahhabites sont des alliés de la dynastie royale saoudienne. Ils légitiment le pouvoir des monarques et, en contrepartie, sont autorisés à définir l'éducation scolaire et religieuse dans le pays. En qualité de gardiens de la morale, les wahhabites peuvent également patrouiller dans les rues d'Arabie Saoudite et arrêter des « pécheurs » : des hommes qui se trouvent dans la rue à l'heure de la prière, ou encore des femmes dont le voile a légèrement glissé.

Dans la majorité des pays musulmans, ces tâches sont assignées aux autorités religieuses sous une forme atténuée. Ces dernières veillent à ce que le pouvoir du chef ne soit pas remis en question et manipulent dans leur sens les programmes éducatifs des jeunes gens. Elles censurent l'histoire et glorifient l'islam, dont elles diabolisent les ennemis. Elles refusent toute ouverture et font en sorte que le savoir reste entre leurs mains. Elles s'attachent à ce que des boucs émissaires demeurent présents dans les manuels scolaires et les médias, elles exhortent la population à ne pas relâcher le combat contre la menace extérieure.

Après le 11 septembre 2001, les États occidentaux mirent sous pression quelques-uns de leurs alliés arabes en réclamant que les manuels scolaires cessent d'attiser la haine contre l'Occident et les autres confessions. On fit preuve d'un effort surprenant. En particulier en Arabie Saoudite et en Égypte, on retira certains contenus pédagogiques qui incitaient explicitement à la haine. De nouveaux passages en faveur d'une cohabitation paisible entre les peuples furent introduits. Cet effort s'avéra stérile : l'orientation fondamentale des manuels ne changea pas. On conserva de nombreux passages litigieux parce qu'ils s'appuient sur le Coran ou sur des propos du Prophète.

Cette contradiction, qui tend à la schizophrénie, ne se rencontre pas uniquement dans les écoles, mais partout dans le monde musulman. En effet, ce n'est pas seulement l'histoire qui divise le monde en croyants et non-croyants, c'est aussi la religion. Il s'agit également de la situation géopolitique ainsi que du sentiment d'infériorité ressenti face à l'Occident dans tous les domaines de la vie, qui aboutit à ce que les musulmans n'aient prétendument pas d'autre choix que de se défendre contre le pouvoir insensible et agressif de l'Occident.

C'est précisément en Arabie Saoudite que cette schizophrénie est la plus palpable : d'un côté, on a la politique énergétique menée par la dynastie en faveur de Washington, l'ouverture du pays

à tous les biens de consommation occidentaux et la mise à disposition d'une base pour les *marines* américains. De l'autre côté, on a une orientation wahhabite de l'islam, qui méprise la dignité humaine, interprète et définit tous les domaines de la vie sous un angle religieux orthodoxe. Imiter un style de vie occidental qu'on adopte avec excès et dont on jouit en public tout en le méprisant intérieurement rend cette schizophrénie particulièrement explosive. On ne s'étonnera pas que quinze des dix-neuf terroristes impliqués dans les attentats du 11 septembre 2001 aient été originaires d'Arabie Saoudite.

Après que l'ambassadeur saoudien à Washington eut déclaré que les programmes scolaires de son pays ne contenaient plus de haine, le *Washington Post* examina à la loupe quelques manuels en mars 2006. Dans son article, le journal en arrive à la conclusion que les ouvrages scolaires de religion continuent à parler de l'islam comme étant la seule vraie religion et qu'ils présentent le djihad contre les infidèles et les polythéistes comme un devoir pour tout musulman croyant². Le rapport donne de nombreux exemples, dont cet extrait d'un manuel pour classes élémentaires :

« Complète les phrases suivantes avec plaçant les deux mots (islam – enfer) : Toute religion en dehors de l'_____ est fausse. Quiconque n'est pas musulman finira en _____ . »

Dans l'un des manuels « réformés » destiné à une classe de cours moyen, on peut lire ceci :

« La véritable foi signifie que tu hais les infidèles et les polythéistes et que tu es dur avec eux s'ils croisent ton chemin. »

Ou encore : « Quiconque suit l'enseignement du Prophète et atteste l'unicité d'Allah n'a pas le droit d'entretenir des amitiés avec des gens qui sont contre Allah et son Prophète, même s'ils font partie des parents proches. »

La citation suivante est tirée d'un livre de sixième :

« Les singes sont les juifs, les gens du sabbat, et les porcs sont les chrétiens, les adeptes infidèles de Jésus. »

L'idéologie du djihad est introduite comme telle aux élèves de seconde :

« Combats la mécréance, l'oppression, l'injustice et ceux qui les répandent. Tel est le sommet de l'islam. Cette religion est née par le djihad et s'est élevée par le drapeau du djihad. »

Il est aberrant que le système saoudien enseigne à ses élèves que le djihad signifie le combat contre l'oppression et l'injustice car, pour toute personne dotée de bon sens, cela revient à dire que le système saoudien appelle au combat contre lui-même. Mais dans un tel régime, qui brouille la perception de ses sujets, pratiquement personne n'est en mesure d'identifier cette ironie involontaire.

Du reste, ce genre de matériel scolaire n'est pas utilisé qu'en Arabie Saoudite, mais dans dix-neuf États européens où existent des établissements saoudiens d'enseignement. Et quand bien même d'autres contenus embarrassants seraient modifiés à l'avenir, l'état d'esprit des enseignants reste le même, car ils ont été influencés par les vieilles doctrines.

Il en va de même pour le programme de lutte antiterroriste qu'a lancé le gouvernement saoudien après le 11 Septembre. Le mufti de Riyad, qui jusqu'alors avait rédigé les pires rapports religieux au sujet du meurtre d'apostats et de la lutte contre les mécréants, fut chargé de

convaincre les jeunes Saoudiens que l'islam était une religion de tolérance et de paix. On semble n'avoir pas compris que ce terrorisme est aussi le résultat de la politique d'éducation que le mufti et d'autres wahhabites exportent dans le monde arabe depuis plus de deux cents ans.

Lancée par le gouvernement en 2009 à Sanaa, une enquête sur l'image des « autres », diffusée dans les manuels scolaires yéménites, révèle que l'« autre » est souvent considéré comme un ennemi, ou du moins systématiquement dépeint de manière négative. Par les « autres », on entend bien sûr les Occidentaux. L'étude conclut en avançant l'excuse que cette image peut être comprise comme une réaction à l'image négative qu'ont les « autres » de l'islam.

Un regard aux manuels scolaires jordaniens aboutit à un constat similaire. L'« autre » est toujours présenté comme le contraire moral de « nous ». Il est tout ce que « nous » ne sommes pas et ne devrions jamais être. Évidemment, certains acquis positifs de l'Occident sont aussi évoqués, cependant les Lumières et la démocratie sont délibérément ignorées. Les régimes dictatoriaux du monde arabe érigent une barrière entre les écoliers et les systèmes démocratiques, qui ne doivent pas être perçus comme des modèles.

Le livre scolaire, d'une part, reflète la mentalité d'une société et, d'autre part, permet d'identifier l'idée selon laquelle un homme au pouvoir veut former ses sujets. C'est un va-et-vient qui peut être dirigé d'en haut à volonté. Même le savoir informel et la mémoire collective du peuple peuvent se voir « affinis » en fonction du régime et de la politique identitaire que celui-ci souhaite mener.

Les manuels scolaires comme ceux cités plus haut en disent long sur l'image dominante dans le monde musulman. Ils nous montrent la façon dont une civilisation se perçoit et ce qu'elle veut transmettre à la prochaine génération. Ils reflètent le ressentiment et l'impuissance qui forgent la relation de l'islam à l'Occident depuis des générations.

À cela s'ajoutent l'influence des prédicateurs dans les mosquées et celle des autres autorités religieuses, qui, même dans les dictatures prétendument laïques du monde arabe, sont instrumentalisées par les dirigeants de manière à renforcer leur position. Gamal Abdel-Nasser, par exemple, fit de l'université religieuse Al-Azhar une institution étatique, dont il choisit dès lors lui-même le grand imam. Éducation, culture et médias furent mis au pas, l'instruction religieuse s'intégra à la propagande d'État.

La culture Google ou la possibilité du désaccord

Cinq cents ans après Gutenberg, l'Occident offrit au monde une invention qui, comme autrefois l'imprimerie, allait tout bousculer : Internet. Un défi pour tous ces pays qui voulaient isoler leur peuple du savoir universel. Ainsi qu'on pouvait s'y attendre, les savants islamiques commencèrent par se défendre contre Internet et mirent en garde contre ses dangers latents. Mais, cette fois, ils eurent le dessous. Bon nombre de jeunes musulmans surfent chaque jour pendant des heures sur la Toile, discutent de religion et de politique, écoutent de la musique occidentale et regardent des films pornos. Ceci modifie aussi bien leur code moral que leur position par rapport au savoir. Aujourd'hui, quand un jeune musulman reçoit une information d'un enseignant ou d'un savant, il n'est plus obligé de l'accepter comme une vérité absolue : il a

la possibilité d'en vérifier la véracité sur Internet et de se renseigner sur des positions divergentes.

C'est avant tout la génération Facebook qui est descendue dans la rue et continue de le faire pour se révolter contre Moubarak et Morsi en Égypte, contre Ben Ali en Tunisie, contre Saleh au Yémen, contre Kadhafi en Libye et contre Bachar el-Assad en Syrie. C'est la génération curieuse, critique, qui s'est socialisée sur Internet et n'accepte plus le « mur du savoir », ni l'inamovibilité des autorités religieuses.

En 2012, j'ai participé à un débat public au Caire. Un expert renommé en économie, membre des Frères musulmans, y exposait les projets économiques de la confrérie en ces termes : « Si Dieu nous aide, nous voulons doubler le nombre de touristes étrangers en Égypte au cours des cinq prochaines années. » Aussitôt, un jeune homme du public se leva et rétorqua : « Je suis moi-même un musulman qui prie cinq fois par jour, mais il est ici question d'économie et de tourisme. Qu'a donc tout cela à voir avec la volonté de Dieu ? S'il vous plaît, dites-nous concrètement ce que vous prévoyez de faire et comment vous comptez le réaliser. À combien s'élève votre budget ? Où voudriez-vous construire de nouveaux hôtels ? Et, s'il vous plaît, laissez Dieu en dehors de tout cela ! Si votre plan venait à échouer, je ne veux pas vous entendre dire ensuite que c'est ce que Dieu voulait. » Je fus totalement épaté par la phrase « Laissez Dieu en dehors de tout cela », d'autant qu'elle sortait de la bouche d'un musulman croyant.

Grâce à Internet, même l'idée de laïcité est débattue autrement dans le monde arabe. Avant, la laïcité était considérée comme un blasphème, mais l'expérience amère qu'a faite la population depuis l'élection des Frères musulmans en Égypte, en 2012, a également conduit à lever le tabou sur les discussions autour de la séparation de l'État et de la religion.

Après ma conférence au Caire sur le fascisme religieux, un jeune Égyptien est venu me trouver pour me dire : « Au fond, vous avez raison. Mais je trouve votre façon de parler bien trop provocatrice, elle intimide. Quand vous dites par exemple : “Nous devons séparer la religion de la politique”, on a l'impression que la religion est un élément perturbateur, une tumeur qu'on doit éliminer de la société. Pourquoi ne pas dire plutôt : “Nous devrions protéger la religion de la politique” ? Ainsi, la politique serait présentée comme terrestre, sale, et la religion comme quelque chose de pur qu'il ne faudrait pas laisser contaminer par les affaires du quotidien. »

J'ai trouvé l'approche de ce jeune homme créative. Ce n'est certes pas mon genre d'enjoliver les choses par diplomatie, et je préfère appeler un chat un chat, mais le simple fait qu'il ait exprimé sa préoccupation nous signale que de jeunes musulmans commencent à réfléchir au rôle perturbateur que joue la religion au sein de la politique. Il existe dans le monde arabe, au-delà des réalités politiques déprimantes, un débat animé sur le rôle de la religion dans les sociétés post-révolutionnaires. Mais les jeunes gens raisonnables ne sont pas les seuls à s'impliquer dans le débat, les fanatiques veulent eux aussi défendre à tout prix l'influence de la religion dans la législation et la politique. Pour eux également, les médias modernes, Facebook en tête, représentent une plateforme leur permettant de diffuser leurs idées et leur propagande. Internet est ouvert à tous. Parmi les utilisateurs arabes, un combat culturel acharné fait rage, opposant d'un côté ceux qui veulent enfin franchir le pas vers le XXI^e siècle et, de l'autre, ceux qui s'obstinent à réclamer un retour au VII^e siècle.

Peut-être vous demandez-vous à présent quel est le rapport entre l'invention de l'imprimerie, son arrivée tardive dans le monde arabe et le fascisme islamique. Vous pourriez objecter qu'en Allemagne, les idées des Lumières se sont on ne peut mieux diffusées et ancrées mais que, pourtant, le national-socialisme a pu y implanter son idéologie, qui méprise la dignité humaine. Et vous pourriez souligner qu'Hitler a utilisé la géniale invention de Gutenberg pour que ses tirades haineuses atteignent le peuple sous forme de livres, d'articles ou de tracts. C'est tout à fait juste. Le fascisme allemand s'est habilement servi de toutes les conquêtes modernes pour se rapprocher de ses objectifs. D'un point de vue idéologique, mais également technologique, on a toujours été à la page, aussi bien en ce qui concerne l'extermination massive des juifs que la tentative de développer de nouvelles armes.

Mais il y a eu, dans l'Allemagne avant les nazis, une autre vision du monde et de la condition humaine, ce qui, après la guerre, a facilité le nouveau départ. Cette vision a favorisé la guérison, elle a fait office de touche « reset », comme celle que l'on trouve sur les ordinateurs. Je ne veux en aucun cas minimiser la difficulté qu'on a rencontrée et qu'on rencontre encore aujourd'hui pour se livrer à une appréhension critique de cette période. Je sais aussi que les enfants qui ne connurent que l'endoctrinement des démagogues nazis dans les manuels scolaires eurent du mal à s'en détacher. Je veux seulement dire par là qu'il y avait déjà eu un autre modèle auparavant, dont on put reprendre les valeurs.

Dans le monde musulman, au contraire, le rejet persistant de l'imprimerie et des avancées qu'elle entraîna conduisit à cimenter l'asymétrie à l'intérieur des sociétés : fidélité au chef, culte de la personnalité, inviolabilité du Coran et des érudits qui transmettent ses vérités absolues. C'est un système vertical qui divise le monde extérieur en amis et ennemis. C'est précisément cette vision du monde et cette structure hiérarchique que le fascisme islamique cherche à conserver. La génération Google, elle, se rebelle contre cela. Elle n'accepte plus que tout le savoir soit contenu dans le Coran, elle discute avec des enseignants et même des imams à la mosquée. Le scepticisme face à la culture verticale du savoir arrive dans le monde musulman avec quelques siècles de retard, mais il arrive. Toutefois, le scepticisme est une chose, le processus d'acquisition d'un large savoir en est une autre. Les révoltes, les manifestations, la destitution des dictateurs sont une chose, la construction d'une culture politique démocratique saine et d'une économie viable en est une autre.

Entre Gutenberg et Zuckerberg se sont écoulées cinq cents années de savoir et d'expérience dont le monde musulman s'est, consciemment ou non, privé. Ce temps perdu fait défaut aux sociétés musulmanes dans leur entreprise de modernisation et ne saurait être compensé par quelques clics de souris sur la Toile. Même si un clic peut souvent avoir bien plus d'effet qu'on ne pourrait le supposer !

CHAPITRE 6

Heil Oussama ! États défaillants, terroristes triomphants

Une minorité de musulmans à travers le monde salua ouvertement les attentats du 11 septembre 2001 comme une grande victoire de l'islam face à l'arrogante puissance mondiale américaine. Une minorité significative condamna les attentats et qualifia de déplacée toute forme de réaction joyeuse à ces événements. Mais la plupart des musulmans ne savaient pas vraiment s'ils devaient se distancier ou, au contraire, être fiers de ces attentats cruels. Il s'agissait d'influencer ces indécis. Il ne fallut pas attendre longtemps avant que les théories du complot aillent bon train. Les musulmans ne sont en aucun cas des terroristes criminels, entendit-on, les attentats ont été commandités par le Mossad et la CIA. À la télévision égyptienne, un érudit religieux fit courir la rumeur qu'aucun juif n'était mort le 11 Septembre. Pas un des 4 000 juifs travaillant au World Trade Center ne s'y serait rendu ce jour-là. Ce mensonge éhonté était censé prouver qu'Israël se trouvait derrière l'attaque et il aurait facilement pu être réfuté, mais il se répandit malgré tout. Il est parfaitement absurde d'imaginer le Mossad appeler 4 000 personnes pour les prier de ne pas aller au travail parce qu'il va se passer quelque chose le lendemain. Il est tout aussi absurde que les 4 000 personnes s'exécutent et qu'aucun d'eux ne soit ensuite pris de remords ou ne cède à la tentation de servir la nouvelle toute chaude au *New York Times*. Autre absurdité : les mêmes théoriciens du complot qui déclarèrent le Mossad responsable considèrent les attentats comme la juste punition d'Allah qui souhaitait remettre à sa place l'Amérique et sa politique d'hégémonie agressive. Visiblement, on peine à décider qui, de Dieu, ou des juifs, se trouve derrière les attentats !

En 2002, le chercheur en sciences politiques américain Francis Fukuyama publiait un essai intitulé *Heil Oussama !¹*, dans lequel il s'étonnait qu'autant de musulmans acclament Oussama ben Laden sans que cela déclenche le moindre problème dans le monde musulman. Et pour cause : ce fils d'entrepreneur saoudien n'a fait construire aucun nouveau bâtiment dans le monde musulman mais il a fait démolir deux édifices en Amérique. Il n'a combattu ni la pauvreté, ni la stagnation économique, ni le chômage, ni l'analphabétisme ; il ne s'est même pas exprimé une seule fois sur ces problèmes. Pourquoi est-il néanmoins un héros ? Parce que nombreuses sont les sociétés arabes à avoir échoué et à estimer que leurs problèmes sont insolubles. Et, comme

toujours, il est plus aisé non pas de chercher la raison de cet échec chez soi mais de l'imputer à l'ennemi douteux.

Dans son essai, Fukuyama met en garde contre le sort des musulmans qui, hier encore, acclamaient Ben Laden et qui devront demain payer le même prix que les fervents d'Hitler, qui soutinrent inconditionnellement le Führer jusqu'à ce qu'il réduise en cendres son propre pays et la moitié du monde.

Quand l'amertume est grande et le désespoir plus encore, le moment est idéal, pour les démagogues tels qu'Hitler ou Ben Laden, d'entrer en scène. Tout ce qu'ils ont à faire, c'est d'exacerber les émotions des gens, d'attiser leurs peurs, leur haine, et de leur présenter un coupable auquel ils devraient leur misère. Des théories du complot préfabriquées, associées à des stratégies mégalomanes de victoire sur « l'ennemi », voilà ce qui déchaîne les foules. Il est bien plus simple de se concentrer sur un prétendu adversaire extérieur ou sur un groupe donné au sein de la société que de réfléchir aux problèmes complexes, dont on est soi-même responsable, dans son propre pays. Il est bien plus simple de se réjouir de voir tomber deux tours lointaines que de se préoccuper des millions d'enfants des rues dans son propre pays. Les problèmes à l'intérieur des États arabes sont si graves qu'on ne sait par où commencer. L'ennemi est omniprésent dans l'enseignement à l'école, dans les prêches à la mosquée et dans les médias, de sorte qu'on ne saurait passer à côté.

Oussama ben Laden et son organisation, Al-Qaïda, alimentent leur mythe à partir de trois sources : l'âme du monde musulman perpétuellement outragée tout au long de son histoire, la prétention infondée de l'islam à accéder au pouvoir universel et les intarissables pétrodollars, synonymes de prospérité sans production. Mohammed Atta et les dix-huit autres terroristes étaient les enfants d'une génération éduquée de façon conservatrice dans leur pays natal, qui ont succombé non seulement là-bas mais aussi en Occident aux tentations de la modernité, en ont goûté les fruits interdits puis ont eu mauvaise conscience. Ils nourrissaient une telle haine à l'égard des États-Unis qu'ils ont été prêts à se faire exploser avec des milliers d'innocents afin de faire mal à l'Amérique. Acte représentatif de la force autodestructrice qui anime l'islamisme. Combien a-t-il fallu de temps, d'argent, de planification et d'imagination pour mettre à exécution cet attentat ? Et qu'a-t-il apporté au monde musulman ? Ou à l'inverse : à quel point lui a-t-il nuï ? Les dix-neuf jeunes hommes ont étudié en Occident, et, au lieu de considérer cela comme un enrichissement, une chance d'élargir leur savoir et, ainsi, leur réalité existentielle, ils se sont radicalisés. Ils n'ont pas compris ce que signifie la liberté et ont cherché dans la religion un bouclier contre tout changement, contre la modernité. De la même façon qu'un ancien fumeur est plus intolérant à l'égard des fumeurs que quelqu'un qui n'a jamais fumé, les convertis et reconvertis semblent moins tolérer les péchés qu'ils ont autrefois commis. Ils veulent éliminer les traces de ces péchés en anéantissant des lieux où ils les ont commis. Ils ne cherchent pas l'erreur dans leur propre culture ou en eux-mêmes, mais maudissent la culture qui les a, soi-disant, corrompus.

Les attentats du 11 Septembre sont emblématiques de toute une génération schizophrène qui est tiraillée entre, d'un côté, le style de vie à l'occidentale et, de l'autre, le repli sur soi hermétique, une génération qui, depuis, compose la majorité des enseignants, imams, faiseurs d'opinion et professeurs dans le monde musulman. Une infime minorité d'entre eux devient terroriste. Ils travaillent et rient, regardent des films occidentaux et encouragent les joueurs de

Barcelone ou d'Arsenal, portent des jeans et écoutent de la musique. Et, malgré tout, ils sont porteurs d'un virus mutant susceptible de se déclarer à tout instant. Ce virus, c'est le djihad. Il n'y a pas un seul pays musulman dans lequel l'islamisme militant ne se soit pas établi. Dans chaque pays musulman, il y a déjà eu des attentats, ou au moins des terroristes qui ont perpétré des attentats ailleurs. Cela vaut aussi pour les minorités musulmanes en Europe, en Asie et en Afrique. Qu'il provienne des riches États du Golfe ou des pays pauvres d'Afrique du Nord, d'Indonésie ou du Nigeria, de Thaïlande ou de Somalie, d'Allemagne, d'Espagne ou d'Angleterre, le virus agressif du djihad est actif.

Partout dans le monde, on se heurte au même état d'esprit et au même potentiel de violence parmi les musulmans radicaux. C'est la raison pour laquelle on ne peut séparer le phénomène islamiste de l'islam, car le virus du djihad puise sa force explosive dans l'enseignement et l'histoire de l'islam. Ce ne sont pas les islamistes modernes qui ont inventé le concept du djihad, c'est le prophète Mahomet. La revendication d'universalité de l'islam et la persécution des infidèles n'apparaissent pas seulement dans les écrits de Sayyid Qutb et de Maududi, mais aussi dans le Coran. Il est impossible de comprendre l'islam sans en saisir le fond politique. Contrairement aux chrétiens, qui furent contraints à une existence minoritaire pendant trois siècles, l'islam connut la réussite politique dès les années suivant sa création et fonda un État du vivant du Prophète. Mahomet mena des guerres pour étendre et asseoir son pouvoir tout en promettant l'hégémonie mondiale aux musulmans. Ces guerres et la volonté d'islamiser le monde sont aujourd'hui encore interprétées par de nombreux musulmans comme une mission divine qu'il faut remplir, même 1 400 ans après la mort du Prophète.

Il arrive régulièrement que quelques musulmans relativisent le virus du djihad. On parle de « petit djihad » pour évoquer le combat armé contre les ennemis de l'islam ; ou de « grand djihad », l'« effort sur soi sur le sentier de Dieu ». Cela ne doit pas nous induire en erreur.

Après le 11 septembre 2001, le cheikh Youssef al-Qaradawi rédigea un pavé de 1 400 pages intitulé *Comprendre le djihad*. Il y explique les conditions pour que le djihad devienne une nécessité, qui peut en lancer l'appel et dans quelles circonstances. De nombreux intellectuels arabes publièrent, après les attentats, des apologies décrivant l'islam comme une religion de paix, qui rejette toute forme de violence. Personne n'osa déclarer ceci publiquement : ce virus est très ancien. Exactement aussi ancien que l'islam lui-même. Le véritable problème, c'est le djihad tel que le Prophète le concevait et le pratiquait. Le problème, c'est la division coranique du monde en croyants et non-croyants. Le problème, c'est l'immuabilité du Prophète et du Coran. Le problème, c'est l'éducation qui ne peut être dissociée du Prophète et du Coran. Le problème, c'est le djihad vu comme un but en soi. Car le combat ne s'achèvera qu'à la fin des temps.

CHAPITRE 7

Djihad et pornotopie du paradis

Dans la sourate IX, Dieu incite les musulmans au combat dans son chemin : « Dieu a acheté aux croyants leurs personnes et leurs biens pour leur donner le paradis en échange. Ils combattent sur le sentier de Dieu : ils tuent et ils sont tués. [...] Réjouissez-vous donc de l'échange que vous avez fait : voilà le bonheur sans limites ! »

Mais à quoi ce paradis ressemble-t-il, au juste ?

Il semble jailli du rêve d'un homme du désert : un climat doux, ni trop chaud ni trop froid ; des jardins ombragés où l'on trouve de confortables lits de repos, des fleuves d'eau claire et du vin qui ne fait pas mal au crâne et ne fait pas tourner la tête ; des vierges en habits soyeux couvrant à peine leur généreuse poitrine et des eunuques qui apportent inlassablement aux fidèles fruits, volailles et cruches de vin.

Le Coran dépeint les houris, ainsi que sont appelées les vierges du paradis, comme « les perles cachées ». Le philologue Christoph Luxenberg estime qu'il s'agit d'une erreur de traduction : selon lui, le mot *houris* provient du syro-araméen et signifie « raisin blanc ». Toujours est-il que le Coran passe sous silence combien de « raisins » ou de « perles » sont attribués à chaque martyr au paradis. Dans les hadiths, en revanche, ces propos du Prophète rapportés en dehors du Coran, on trouve plusieurs mentions des martyrs qui peuvent recevoir jusqu'à soixante-douze vierges en récompense. Chaque vierge du paradis a, pour sa part, soixante-dix jolies servantes, elles-mêmes également à disposition du martyr. Ainsi, un guerrier de Dieu est-il au total récompensé par cinq mille quarante femmes pour être tombé au combat contre les infidèles.

Pour la description des vierges et du plaisir sexuel qui attendent les martyrs, les exégètes islamiques laissèrent libre cours à leurs fantasmes. Ce qui est écrit dans leurs livres au sujet du coït édénique, aucun auteur ne pourrait le publier de nos jours dans le monde arabe sans que l'ouvrage soit immédiatement catalogué comme pornographique par les autorités de censure. Le théologien médiéval Al-Suyuti écrivit notamment : « Chaque fois que nous dormons avec une houri, elle se transforme ensuite à nouveau en vierge. Le pénis d'un musulman ne mollit jamais. L'érection est éternelle, le plaisir dans l'union est infiniment doux et hors de ce monde. [...]

Chaque élu aura soixante-dix houris en plus des femmes qu'il a épousées sur terre. Toutes posséderont un vagin exquis et irrésistible¹. »

Thomas Maul, auteur expert de l'islam, trouve étonnant que, au cœur du fantasme musulman de la rédemption, on ne trouve pas l'union avec Allah mais d'innombrables parties de jambes en l'air dans un bordel céleste². D'après lui, le déchaînement et la satisfaction des pulsions sexuelles masculines composent le motif principal du paradis. Tous les tabous et toutes les restrictions en vigueur ici-bas se voient levés, sauf pour les femmes, qui demeurent au paradis l'objet de la sexualité masculine. Les servantes obligeantes, en permanence disponibles, ne profitent du paradis que dans la mesure où elles y sont débarrassées des menstruations, de la conception et de l'accouchement. C'est cependant une situation à double tranchant, puisqu'elles se retrouvent ainsi totalement livrées à l'appétit sexuel de l'homme dans cette « pornotopie » parfaitement agencée par Dieu.

La légende de la puissance sexuelle du Prophète

Dans pratiquement toutes les idéologies totalitaires, les rôles sont clairement répartis. L'homme travaille et se bat pour son pays ; la femme lui est fidèlement dévouée, s'occupe du foyer et des enfants, auxquels elle inculque l'amour de la patrie. La sexualité sert essentiellement à la reproduction, notamment à la perpétuation de la race sous le national-socialisme, perçue comme un important service rendu à la patrie.

Le rapport de l'islam à la sexualité est contradictoire. Quand on pense au monde musulman du Moyen Âge, on a aussitôt en tête des images de femmes à demi nues dans des harems, d'eunuques et de courtisanes exécutant des danses érotiques. Quand on pense au monde musulman actuel, on voit des femmes voilées qui disparaissent de plus en plus de l'espace public, ou des jeunes gens sexuellement frustrés qui ne peuvent pas répondre aux exigences morales de leur religion.

À la lecture des textes islamiques anciens, on ne peut pas décider si l'islam est une religion hypersexualisée, particulièrement charnelle, ou au contraire ascétique, hostile au corps. Force est de constater que la sexualité y est toujours appréhendée du point de vue de l'homme. On trouve dans ces textes une profusion de conseils religieux expliquant dans les moindres détails comment un homme peut atteindre le plaisir suprême.

La relation singulière qu'entretient l'islam avec les femmes et la sexualité remonte au Prophète, dont la mère mourut alors qu'il était encore enfant. La première femme qu'il épousa, vers 595, était de quinze ans son aînée. La veuve Khadidja engagea Mahomet dans son commerce et fut son plus important mentor. Tant qu'elle vécut, il n'épousa aucune autre femme. En 619, lorsque Khadidja mourut, à l'âge de soixante ans, Mahomet prit plusieurs épouses. Après Sawda bint Zama, il se maria avec Aïcha, âgée de dix-neuf ans, qui était la fille de son meilleur ami, Abu Bakr. À la mort de Mahomet, Abu Bakr devint le premier calife des musulmans. Vint également Hafsa, la fille de son ami Omar, qui devint le deuxième calife. Ce sont probablement des raisons stratégiques qui l'incitèrent à épouser une juive arabe et une copte d'Égypte. Au total, après la mort de Khadidja, Mahomet prit onze femmes pour épouses. Il se maria avec la plupart d'entre elles à cinquante-cinq ans passés, soit à un âge où sa puissance

sexuelle s'était déjà un peu relâchée. D'ailleurs, aucune de ces unions ne donna naissance à un enfant.

Cette image d'un Mahomet viril, avide de sexe, nous la devons aux premiers exégètes islamiques qui affirmèrent que le Prophète possédait « la force de trente hommes ». C'est une exagération qu'on retrouve dans toute la biographie de Mahomet ainsi que dans les propos qui lui sont attribués. Mais elle ne sort pas de nulle part. En particulier à l'époque où l'islam se propagea rapidement au fil des guerres de conquête, la littérature islamique se mit à comparer l'homme sexuellement puissant au vaillant combattant. Selon les récits, après sa victoire sur la tribu juive des Qurayza, Mahomet fit décapiter tous les hommes de la tribu et emprisonna femmes et enfants³. L'un des soldats demanda au Prophète la permission de prendre une des prisonnières comme esclave sexuelle. Il avait choisi une jolie femme nommée Safiya. Mais lorsqu'un compagnon de Mahomet apprit à ce dernier qu'il s'agissait de la fille du chef de la tribu, Mahomet décida que Safiya lui revenait. Le jour même où il fit décapiter son père, son époux et ses frères, le Prophète viola Safiya. Le sexe : un outil du djihad. Si les hommes de la tribu devaient être éliminés, la matrice de leurs femmes devait elle aussi être conquise. Il ne s'agit là pas seulement du « plaisir » du conquérant musulman ou d'une autre forme d'humiliation des ennemis, mais de la perpétuation de l'islam au sens propre du terme. Le viol est mythifié et légitimé, même l'ennemi contribue à élargir les rangs des disciples. Ensuite, Mahomet épousa Safiya, certes, mais le schéma resta.

S'emparer des femmes comme d'un butin de guerre ne fut assurément pas une invention de Mahomet. Or, dans le monde moderne, cette pratique est depuis longtemps considérée comme un crime de guerre. Seuls les islamistes militants continuent de voir ce djihad sexuel comme une « bonne tradition islamique », par exemple lorsqu'ils assaillent des villages chrétiens en Irak ou en Syrie. Violer une infidèle, voire la rendre enceinte par la même occasion, fait office de combat sur le sentier de Dieu.

Les propos de Mahomet concernant les femmes sont très ambivalents. Cela vient peut-être, notamment, des tensions régnant entre sa jeune épouse Aïcha et ses autres femmes, qui vivaient sous le même toit qu'Aïcha et lui⁴. « Épousez les vierges, car leur matrice est plus fertile, leurs lèvres sont plus sucrées et elles sont plus faciles à satisfaire⁵. » Notons au passage qu'Aïcha fut la seule de toutes ses épouses à être encore vierge au moment du mariage. On rapporte également qu'il aurait déclaré : « Je ne laisserai pas après moi une cause de trouble plus funeste aux fidèles que les femmes. » Néanmoins, le même Mahomet exhorte ailleurs : « Soyez bons avec vos femmes⁶. » Il introduisit le droit à l'héritage pour les femmes, qui jusqu'alors n'en avaient aucun et étaient cédées à la famille de l'homme comme des meubles ; il souligna que les femmes devraient avoir leurs propres possessions et faire des affaires. Il déclara qu'hommes et femmes étaient égaux devant Dieu. Pourtant, il existe une série de propos rapportés dans lesquels les femmes sont véritablement diabolisées : « Allah m'a montré l'enfer et j'ai vu que la majorité de ses habitants étaient des femmes⁷. »

L'attitude sévère et le scepticisme de Mahomet à l'égard des femmes, comme les récits exagérés de sa puissance sexuelle, pourraient provenir de sa jalousie et de son manque

d'assurance. On rapporte un incident au cours duquel Aïcha fut accusée d'infidélité. Le Prophète était déjà un vieil homme, Aïcha encore une adolescente. Mahomet l'emmena lors d'une de ses campagnes militaires. Sur le chemin du retour, elle disparut subitement. Le lendemain, on la retrouva dans la tente d'un autre homme. Avant même que le Prophète victorieux ait atteint Médine, cette histoire était déjà sur toutes les lèvres dans la ville. Mahomet fut profondément blessé et pleura des jours entiers. Son cousin Ali lui recommanda de répudier sa femme infidèle. Or, cela aurait non seulement entaché la réputation d'Aïcha, mais blessé encore un peu plus l'ego masculin du Prophète. Alors que faire ? Par chance, le Ciel lui vint en aide : le Coran rapporte qu'une révélation apparut à Mahomet, lui expliquant que des infidèles avaient imaginé cette histoire afin de lui faire affront.

Cependant, la fâcheuse histoire se répéta. Les épouses de Mahomet accusèrent l'une d'entre elles d'avoir eu des rapports sexuels avec un esclave égyptien. Après quoi Mahomet ordonna la mort dudit esclave. Mais juste avant de procéder à l'exécution, le bourreau (là encore son cousin Ali) aurait constaté que l'esclave était castré.

Mahomet commença alors à observer de plus près ses épouses et introduisit des règles strictes en matière de vêtements et de communication. Les récits vantant ses puissantes pulsions sexuelles visèrent ensuite probablement à dissiper le soupçon que le Prophète ne pouvait pas satisfaire sexuellement ses épouses.

Il exigea que ses femmes soient entièrement voilées et ne les autorisa à parler avec un homme que lorsqu'un mur les séparait. Un jour, rentrant chez lui, Mahomet constata que deux de ses épouses discutaient avec un aveugle. La colère le gagna et il leur demanda pourquoi elles ne se cachaient pas derrière le mur, comme il l'avait ordonné. L'une des deux répondit : « Mais il est aveugle. » À cran, Mahomet rétorqua : « Mais vous, vous ne l'êtes pas⁸. » Aujourd'hui encore, les traditionalistes recourent volontiers à ce genre de récits. Étant donné que les épouses du Prophète sont le modèle de toutes les musulmanes, les conservateurs justifient l'apartheid sexuel en prétendant qu'il fait partie intégrante d'« une vie selon l'enseignement du Prophète ».

Apartheid sexuel et fétichisme de la virginité

La morale sexuelle islamique et le scepticisme envers les femmes se sont essentiellement inspirés du judaïsme, en reprenant notamment l'interdiction d'avoir des rapports sexuels en dehors du mariage et la lapidation des femmes adultères. Mais l'islam a renforcé le culte de la virginité et façonné une image de la femme qui a encore cours au XXI^e siècle.

Dans l'islam, la sexualité hors mariage est criminalisée afin de préserver la lignée de la famille, car si la femme a plusieurs relations sexuelles parallèlement, elle sera ensuite incapable de dire qui est le père de son enfant. En plus d'être le chef de la famille qu'il nourrit, le père lègue sa religion à ses enfants. C'est pourquoi, dans les sociétés musulmanes, on isole la femme et on la surveille. Le voile n'est pas qu'un signe de la méfiance dont la femme doit faire preuve à l'égard du monde extérieur, il exprime aussi la méfiance de l'homme à l'égard de sa femme.

Derrière l'apartheid sexuel et le fétichisme de la virginité se cachent cependant d'autres raisons que la préservation de la lignée, comme le constate Thomas Maul dans son livre *Sex, Jihad und Despotie*.

En examinant le Code pénal de la République islamique d'Iran, Maul s'est aperçu que la virginité d'une femme avait plus de valeur que sa vie même. Dans la religion islamique, il existe le principe de la *diya*, le prix du sang. En cas de meurtre ou de blessures corporelles graves, l'auteur paie une compensation financière au blessé ou à la famille du défunt. De même qu'en cas d'héritage la femme ne touche que la moitié de la part pleine qui reviendrait à un homme, le prix du sang d'une femme défunte ne s'élève qu'à la moitié de la *diya* d'un homme. Dans l'article 297 du Code pénal iranien, le prix du sang d'un homme assassiné est fixé à cent chameaux. C'est exactement la même valeur qu'on accorde aux testicules d'un homme – quoique le testicule gauche soit évalué à 66,6 chameaux tandis que le droit n'en vaut que 33,3. Cette différence de prix s'explique par le fait que la charia attribue la conception des garçons au testicule gauche et celle des filles au droit. Tout bien calculé, le testicule gauche d'un homme coûte plus cher que la vie d'une femme, qui ne vaut que cinquante chameaux. Si une femme est déflorée par la force, l'article 441 stipule que le prix du sang à payer pour son hymen sera plus élevé que pour sa vie : aux cinquante chameaux s'ajoute la dot traditionnelle qui aurait été versée en cas de mariage.

En Iran, on condamne à mort par lapidation une femme qui couche avec un homme qu'elle aime, mais avec lequel elle n'est pas mariée. Si elle offre son corps chaque semaine à un homme différent, en ayant préalablement contracté un mariage temporaire, elle est considérée comme une pieuse chiite. Cette pratique est alors encadrée par un contrat de mariage religieux. Aux termes d'un tel contrat, l'homme peut avoir chaque jour des rapports sexuels avec des femmes différentes sans pour autant franchir les limites de l'islam.

Dans la religion islamique, il n'est pas question d'amour entre un homme et une femme. Le mariage est un modèle contractuel dans lequel hommes et femmes ont des droits et des devoirs précis que l'État définit et surveille. L'unique objectif du mariage est la perpétuation de l'islam. Tout ce qui échappe à l'autorité de l'État est perçu comme un danger sévèrement réprimé. Les attaques à l'acide sur des femmes non voilées, les mutilations génitales, les meurtres au nom de l'honneur et les lapidations sont autant de formes de misogynie perpétrées dans les sociétés influencées par l'islam. Elles traduisent la peur de l'émotion et de l'indépendance féminine, peur qu'on érige au rang de vertu. Cela correspond exactement à la peur originelle du fascisme : cette peur d'être attaqué de l'extérieur par les ennemis de la nation, pendant que les dissidents trahissent le pays à l'intérieur de ses frontières.

En observant les modes de vie dans le monde musulman, on constate beaucoup de misère et de double morale dans le rapport à la sexualité. C'est dans les territoires islamiques qu'on pratique le plus d'opérations de reconstruction de l'hymen⁹. Tout le monde le sait, mais personne ne veut le reconnaître. Dans les pays où la sexualité est la plus rigoureusement taboue, comme en Afghanistan, en Iran et en Égypte, le harcèlement sexuel des femmes en pleine rue atteint désormais des proportions intolérables. Les islamistes embrigadent de jeunes hommes dans le djihad en Syrie en faisant valoir que le djihad sexuel y est permis. De jeunes musulmans venant des quatre coins du monde islamique, en particulier d'Afrique du Nord, s'offrent aux djihadistes qui combattent en Syrie. Des érudits sunnites soutiennent le djihad sexuel en se référant au Prophète qui, au cours d'une longue guerre, autorisa ses soldats à des « mariages de plaisir » pour qu'ils assouvissent leur désir sexuel. Cela rend caduque l'interdiction islamique de rapports sexuels hors mariage au nom d'un principe plus noble

encore : le djihad. Le but est de motiver le combattant et de stimuler ses fantasmes autour du paradis.

CHAPITRE 8

La bombe islamique : le fascisme chiite

Après deux nuits passées dans le centre-ville de Beyrouth avec tous ses cafés, ses bars et ses boîtes de nuit, j'aurais été tenté de croire que la pensée libérale européenne et le style de vie occidental s'étaient imposés au Liban. Mais les apparences sont trompeuses. Le troisième jour, je me rends à Dahieh Janoubyé, un quartier du sud de Beyrouth. Au bout de dix minutes de trajet en taxi, la ville change radicalement de visage. À peine voit-on encore une femme se déplacer sans voile. Sur les murs, des photos de martyrs tombés au combat contre Israël portent au-dessous l'inscription : « Nous n'oublierons jamais ! La banlieue sud de Beyrouth est aux mains du Hezbollah. »

On longe le camp de réfugiés de l'ONU, où vivent des Palestiniens nés au Liban qui gardent pourtant le statut de réfugiés et demeurent exclus de la plupart des emplois du pays. Ils doivent rester des réfugiés pour rentrer un jour en Palestine. Il est intéressant de noter que, au Canada, aux États-Unis et en Europe, les Palestiniens vivent autrement, car cela fait longtemps que nombre d'entre eux ont adopté la nationalité de leur pays d'accueil et exercent un métier souvent prestigieux tel que médecin, avocat ou commerçant. Certains Palestiniens vivant en Israël sont aussi devenus des citoyens israéliens, certains siègent même à la Knesset. Ils ont compris la réalité politique et essaient de s'épanouir dans les limites du possible. Cela ne veut pas dire qu'ils ont abandonné leur identité arabo-palestinienne, mais plutôt qu'ils ont décidé de « ne pas conserver » leur statut ambigu. Pourtant, c'est précisément ainsi que les États arabes traitent les Palestiniens. Ils entretiennent la tragédie des réfugiés palestiniens, ils ne les aident pas à devenir citoyens d'Arabie Saoudite, du Koweït ou du Liban, prétendument parce que cela nuirait à la cause palestinienne et entraverait le retour de ces déracinés vers la Palestine.

« La résistance armée est la fierté de la nation », lit-on sur un grand panneau encadré par des photos de l'ayatollah Ali Khamenei et du cheikh Hassan Nasrallah. L'un est à la tête du régime des mollahs en Iran, l'autre est secrétaire général du Hezbollah.

Rares sont les régimes qui ont calqué et mis en pratique les principes fondamentaux du fascisme comme l'a fait le Hezbollah : l'antisémitisme est son leitmotiv, il dirige la milice armée des Chemises noires, qui constitue à la fois une armée parallèle et un État dans l'État, on y inculque l'obéissance et la loyauté inconditionnelles au « führer », la disposition au combat et la mort y sont encensées, même le salut hitlérien a été intégré aux parades militaires.

Inspirés par la révolution islamique iranienne de 1979, des théologiens chiites tels que Mohammad Hussein Fadlallah importèrent au Liban le principe du *velayat-e faqih*, ou « tutelle des jurisconsultes religieux ». À l'instar du corps des Gardiens de la révolution en Iran, on forma au sud du Liban des milices chiites qui étendirent leurs territoires militaires après l'invasion israélienne. Cela se produisit à la suite d'une fatwa prononcée par l'ayatollah Khomeyni, qui autorisait le Hezbollah à intervenir dans la guerre civile libanaise. Et ainsi, de la même façon que Khomeyni forma des commandos-suicides pour la guerre contre l'Irak, le Hezbollah mena « avec succès » les premiers attentats-suicides musulmans contre des établissements occidentaux. Le 23 octobre 1983, des kamikazes du Hezbollah conduisirent deux camions chargés d'explosifs dans la base américaine de Beyrouth, qui avait été construite en 1982, lorsqu'avait éclaté la guerre civile. En explosant, les camions détruisirent entièrement le bâtiment et tuèrent 305 personnes, dont 241 *marines* américains, 58 parachutistes français et 6 civils¹.

L'attentat inspira des islamistes partout dans le monde, non seulement à cause de sa puissance de destruction, mais aussi parce qu'il provoqua le retrait des forces américaines du Liban. Ce fut également un succès pour le régime islamique iranien, qui qualifiait l'Amérique de « grand Satan ». Après cet attentat, le Hezbollah deviendra célèbre dans le monde arabe en tant que « vainqueur de l'Amérique ».

Quelques années plus tard, le Hamas fit son apparition dans les territoires palestiniens occupés. Outre l'idéologie fascisante et les structures du Hezbollah, le Hamas reprit également sa tactique : les attentats-suicides utilisés comme instruments politiques. Ce procédé fit école dans le monde musulman. Des bus à Tel Aviv, le métro à Londres, des touristes à Louxor et Charm el-Cheikh, un bar à Bali, des ambassades occidentales au Kenya et en Tanzanie, un temple juif à Djerba, le World Trade Center à New York et le Pentagone à Washington : tous furent pris pour cibles d'attentats-suicides, ce qui montre la haine et la force destructrice de l'islamisme. Sans oublier les milliers d'attentats, en Irak, en Afghanistan, au Pakistan, au Maroc et en Égypte, dont furent victimes les musulmans eux-mêmes.

L'influence de l'Iran sur le Hezbollah est colossale. Le mouvement dépend principalement de l'Iran, tant pour son financement que pour son armement. L'ayatollah Ali Khamenei est considéré comme le chef spirituel du Hezbollah, Hassan Nasrallah en est le secrétaire général politique. Le nom du mouvement signifie « parti de Dieu » en arabe. Depuis 1992, le parti est représenté par plusieurs députés au Parlement libanais.

Le Hezbollah jouit d'un grand prestige non seulement parmi les groupes chiites du Liban, mais également hors du pays, notamment grâce à la chaîne de télévision satellite Al-Manar, qui diffuse sa propagande dans le monde entier. L'autorité du Hezbollah dans les pays arabes se renforça encore plus clairement en 2000 et 2006, lorsqu'éclatèrent des affrontements militaires entre le Liban et Israël. Le Hezbollah se proclama grand vainqueur au moment du retrait des troupes israéliennes du Sud-Liban et se fit passer pour le principal garant de la défense du Liban.

Mais en 2008, le Hezbollah perdit quelques-uns de ses soutiens lorsque ses milices en chemises noires se déployèrent dans le centre de Beyrouth en menaçant d'occuper toute la ville. Cette démarche radicale avait été lancée à la suite d'une mesure interdisant au Hezbollah de posséder son propre réseau de télécommunication. Les élections suivantes furent l'objet d'un vote sanction des Libanais, lassés des conflits, envers le Hezbollah.

J'avais rendez-vous avec un fonctionnaire du Hezbollah, mais le même jour un autre interlocuteur, qui me paraissait plus important, m'accorda une interview au dernier moment. Du reste, je pensais avoir une idée assez précise de ce que me dirait l'homme du Hezbollah à propos de l'islam, du djihad et de la résistance honorable. Après tout, cela faisait des années que je suivais avec attention les programmes d'Al-Manar, cette chaîne de télévision sur laquelle des fonctionnaires comme lui propageaient plusieurs fois par jour leurs sempiternels messages, alors qu'une rencontre avec le théologien chiite Hani Fahs promettait d'être très enrichissante. Ses thèses déroutent et surprennent. Fahs représente une des voix chiites les plus importantes et les plus controversées au Liban. Du temps où il était jeune mollah, il avait lié amitié avec Yasser Arafat alors que celui-ci était encore installé à Beyrouth avec son OLP. Aujourd'hui, Fahs déclare à propos d'Arafat : « C'était un grand narcissique qui voulait toujours corriger une erreur par une autre encore plus grande². » La première lettre qu'Arafat envoya à l'ayatollah Khomeyni, ce fut Hani Fah qui la rédigea ; il peaufina les formulations d'Arafat et remit personnellement la lettre à Khomeyni dans la ville irakienne de Nadjaf, où l'ayatollah était en exil. Hani Fahs rendit également visite à Khomeyni en 1978 à Paris et le suivit jusqu'à Téhéran après la révolution islamique. Mais il n'en est pas devenu un Che Guevara islamiste pour autant. Il ne voulut pas faire carrière dans l'État des mollahs et quitta l'Iran quelques années plus tard, déçu. Il vit la révolution dévorer ses propres enfants, puis le pays tout entier.

Fahs est tranquillement installé dans le vaste salon de son appartement de la banlieue sud de Beyrouth ; plusieurs photos sont accrochées au mur derrière lui : on le voit à côté de Khomeyni, d'Arafat et d'autres hommes politiques du Proche-Orient. Il y a également une photo de Mahmoud Ahmadinejad : l'ancien président embrasse une mère portant le deuil après la mort du président vénézuélien Hugo Chávez. Fahs remarque que mon regard s'attarde sur cette image : « Ahmadinejad est la meilleure preuve du grandiose échec de la révolution islamique. Et cette photo est la meilleure preuve que quelque chose ne tourne pas rond dans le régime des mollahs. Le pays punit les femmes quand glisse leur voile, tandis que le chef d'État embrasse une femme qui n'en porte pas », dit-il en souriant. « C'est une belle photo, au fond, mais cet idiot la gâche », conclut-il en désignant Ahmadinejad.

La position de Fahs vis-à-vis du Hezbollah est également sans équivoque : « Le Hezbollah a même dépassé le fascisme. L'idéologie, la structure – tout est fasciste. Mais ce que le parti est en train de faire en Syrie, c'est du fascisme encore à l'état pubère. Le Hezbollah accepte de devenir le tueur à gages aux ordres d'El-Assad. N'importe quel parti qui se base sur la religion devient despotique. Mais le Hezbollah commet un autre péché. Il se rend dépendant de deux dictatures : l'Iran et la Syrie. Ce qui non seulement lui nuit, mais nuit aussi énormément au Liban », déclare-t-il comme si nous étions installés dans un café à Berlin et non en plein fief du Hezbollah.

Je lui demande si la révolution islamique en Iran fut elle aussi fasciste. Là encore, sa réponse est sans détour : « Au départ, toute révolution comporte des caractéristiques fascistes, c'est peut-être inévitable. Mais une révolution qui se réclame de Dieu et prétend accomplir sa volonté va encore plus loin. Soudain, on passe de meurtriers à hommes de Dieu, d'opposants à ennemis de Dieu. Les exécutions deviennent des rituels religieux quotidiens. Face à cela, tu n'as aucune chance ! »

Selon lui, l'Iran a pris en otage la société. Il y est parvenu car on a d'abord instrumentalisé la guerre contre l'Irak, puis la guerre idéologique contre l'Occident, afin de renforcer la cohésion dans la société. « Ça aussi, c'est du fascisme », d'après Fahs. Cet homme de loi croit que le strict respect de la législation religieuse et de l'idée du gouvernement divin sur terre paralyse les sociétés musulmanes et leur fait perdre leur âme. Peu importe que ces sociétés soient dirigées par des chiites ou des sunnites.

Le fascisme comme doctrine d'État

L'Iran est le premier pays musulman à avoir imposé le fascisme islamique moderne en tant que doctrine d'État. Depuis plus de trente-cinq ans, les principes fascistes constituent les piliers de la République islamique : exécutions des opposants au régime, surveillance totale des citoyens, oppression des femmes et des minorités, antisémitisme agressif.

La révolution islamique de 1979 fut un tremblement de terre politique qui ébranla, à l'époque, le Proche-Orient et le monde entier. En plus de déclencher la première guerre du Golfe entre l'Iran et l'Irak, elle fit éclater en Afghanistan une guerre civile qui continue d'avoir des conséquences fatales sur la politique mondiale actuelle. De même, elle attisa la guerre civile au Liban, où des forces radicales cherchèrent à importer la révolution.

La révolution islamique souleva une vague d'enthousiasme parmi les islamistes du monde entier – même chez les sunnites, que de violents différends idéologiques opposent d'ordinaire aux chiites. Pour la première fois des temps modernes, l'idée d'un État théocratique gouverné selon les lois de la charia fut mise en pratique.

Le mouvement de protestation contre le chah Mohammad Reza Pahlavi eut plusieurs causes, qui ne peuvent être toutes traitées ici en détail. Des raisons d'ordre social jouèrent notamment un rôle décisif. Mais les déclencheurs classiques de révolution – comme une guerre soldée par une lourde défaite ou l'appauvrissement général de la population – n'eurent pas d'effet en Iran. Ce ne fut pas une révolte des paysans mais une révolte des étudiants. Le mécontentement de la gauche, comme d'ailleurs celui des islamistes, à l'égard du chah, détenteur du pouvoir absolu, et de la SAVAK, son service secret aux méthodes brutales et arbitraires, s'amplifia. En 1977, Amnesty International parlait de plusieurs milliers de prisonniers politiques enfermés dans le pays³. La gauche comme les islamistes voyaient en outre d'un mauvais œil la forte influence qu'exerçaient les Américains sur le chah. Mais à la fin ce fut le nouveau président des États-Unis, Jimmy Carter, qui, en faisant pression sur ses alliés, amena le chah à libérer plusieurs centaines de prisonniers et à autoriser les manifestations. Vu sous cet angle, on peut dire que les Américains ont rendu la révolution possible.

Les premiers mouvements de protestation furent organisés par les étudiants et les forces laïques de gauche qui étaient en conflit avec la famille du chah. Après que son père fut contraint à l'exil, le chah Mohammad Reza Pahlavi orchestra avec la complicité de la CIA un coup d'État militaire, en 1953, lui permettant de consolider son pouvoir. Malgré sa popularité à gauche, le Premier ministre Mohammad Mossadegh fut alors destitué ; on annula la nationalisation de l'industrie pétrolière et, l'on admit de nouveau les entreprises d'extraction britanniques et américaines dans le pays.

Lorsque Mohammad Reza Pahlavi reprit les rênes du pouvoir, l'Iran connut une vague de modernisation. Le pétrole engendrait des rentrées d'argent abondantes, on introduisit des réformes sociales et économiques de grande ampleur, qui constituèrent ce qu'on appelle la Révolution blanche. Dès le début, il y eut cependant des tensions avec le clergé conservateur chiite, surtout avec un certain mollah Ruhollah Musawi.

Pendant ce temps, parallèlement à l'opposition islamiste de l'organisation des Fadayan-e Islam, se forma un mouvement de guérilleros de gauche, qui voulait transformer le pays en menant une lutte armée. Le chah répondit par la force ; il en résulta des actes de violence, des assassinats et des incendies qui mirent le pays au bord du chaos. Quand l'Occident lui tourna lui aussi le dos, le chah fut obligé de quitter le pays. La révolution islamique avait commencé.

« Führer » en perse ou le miracle de Dieu

Ayatollah signifie « miracle », ou encore « signe de Dieu ». L'homme dont il sera question dans ce qui suit n'était toutefois pas encore ayatollah en 1943, mais mollah, et s'appelait Ruhollah Musawi. Dès cette année-là, pourtant, il publia une sorte de manifeste politique dans lequel il exposait sa vision d'un État religieux. Le texte s'intitule en arabe *Kachf al-asrar*, ce qui se traduit par « la découverte des secrets ».

Musawi déclare dans cet ouvrage : « Le gouvernement islamique est le gouvernement de droit divin et ses lois ne sont ni modifiables ni contestables⁴. » Trois ans plus tard, il fonda un groupe nommé Fadayan-e Islam, ce qu'on peut traduire par « ceux qui se sacrifient pour Dieu ». Cette organisation composée d'étudiants en théologie devait préparer la société iranienne à accepter un jour l'entrée en vigueur des lois de la charia. Et elle était chargée de propager l'idéologie du djihad et du martyr. En 1963, à Qom, le mollah, qui s'appelait désormais ayatollah Khomeyni, déploya en tant que dignitaire religieux une résistance massive contre la Révolution blanche, qui cherchait à réformer le pays et à assurer les droits des femmes. Pour Khomeyni, ces mesures représentaient clairement une violation des lois de l'islam. Il était particulièrement agacé par une nouvelle loi interdisant le mariage des mineures – ce qui revenait à interférer ouvertement dans le droit islamique de la famille.

Les projets de réformes, qui étaient très progressistes et sociaux, comprenaient entre autres les points suivants :

- l'abolition du système féodal et la redistribution des terres agricoles des grands propriétaires aux paysans ;
- la nationalisation de toutes les forêts et de tous les pâturages ;

- la privatisation des entreprises industrielles publiques pour financer les compensations versées aux grands propriétaires ;
- la participation aux bénéfices pour les ouvriers et employés d'entreprises ;
- le droit de vote actif et passif pour les femmes ;
- la lutte contre l'analphabétisme grâce à la création d'un corps d'enseignants de secours.

Le peuple approuva ces réformes lors d'un référendum qui fut organisé en 1963.

Deux ans plus tard, Asadollah Alam remplaça Ali Amini au poste de Premier ministre. Alam était issu d'une famille bahaïe. Théologiquement, les bahaïs sont considérés comme des apostats par l'islam orthodoxe. Contrairement à la conception prônée par le clergé islamique, ils ne partent pas du principe que Mahomet est le dernier prophète. Encore aujourd'hui en Iran – à l'inverse des chrétiens et des juifs –, les bahaïs ne sont pas reconnus en tant que minorité religieuse protégée. Aux yeux de Khomeyni, la nomination d'Alam à la tête du gouvernement constituait un danger pour l'identité musulmane du pays. Il était en effet convaincu qu'un musulman ne devait en aucun cas être dirigé par un non-musulman. Les apostats tels que les bahaïs avaient la même valeur que d'autres infidèles. Pour Khomeyni, la régence du juriste-théologien, *velayat-e faqih*, signifiait le salut du monde musulman. Lors d'un discours incendiaire prononcé à Qom, il appela les Iraniens à se rebeller contre le chah et son gouvernement : « Soulevez-vous pour la révolution, le djihad et la réforme, car nous ne voulons pas vivre sous la domination des criminels. Nous avons mérité de suivre l'exemple de notre Prophète et de nos imams, de sorte qu'ils puissent être nos défenseurs le jour du Jugement⁵. »

Après ce discours, il fut tout d'abord arrêté avant d'être envoyé en exil en Turquie, puis en Irak, où il rédigea en 1970 son deuxième et plus important manifeste : l'ouvrage intitulé *Hokumat-e islam* (« L'État islamique »), dans lequel il énonce le concept de *velayat-e faqih*, ainsi que les règles et principes de l'État religieux.

De nombreux opposants de gauche s'enthousiasmèrent pour l'esprit révolutionnaire de Khomeyni, malgré les notions explicitement antidémocratiques et misanthropes qu'il développait. Cela provenait du fait que Khomeyni affichait une position fortement anti-occidentale et revendiquait la renationalisation des forages pétroliers iraniens. Même son point de vue quant au droit islamique ne semble pas avoir effrayé les militants de gauche. Dans *L'État islamique*, voici ce qu'il déclare au sujet de la charia : « Affirmer qu'on peut abroger les lois de l'islam ou qu'elles sont liées à l'espace et au temps est contraire à l'esprit musulman. C'est pourquoi l'application des lois d'après le Prophète suprême constitue un devoir éternel. Ces lois, qui coûtèrent vingt-trois ans de dur labeur au Prophète pour les diffuser et les imposer, n'ont-elles été pensées que pour une durée limitée ? Dieu a-t-il restreint l'application de ses lois à deux cents ans⁶ ? »

Khomeyni réfutait clairement le principe de souveraineté du peuple, soulignant que celle-ci ne pouvait qu'émaner de Dieu et que les lois servaient à accomplir la volonté divine sur terre.

Quatre ans auparavant, en 1966, le jeune mollah Ali Khamenei (qui prit la tête du régime islamique iranien en 1989 après la mort de Khomeyni) avait traduit de l'arabe un livre intitulé *L'Avenir de cette religion*, dont l'auteur n'était autre que Sayyid Qutb, le maître à penser de la confrérie des Frères musulmans. Cet ouvrage comporte quelques-unes des idées que reprit plus tard Khomeyni, comme *hakimiyyatullah*, le règne de Dieu sur terre. Qutb avait également appelé

à une révolution islamique, de manière à ramener les sociétés musulmanes à l'heure de gloire du Prophète et à les purger de tout ce qui n'était pas islamique.

Malgré les différences théologiques considérables qui séparent les mollahs chiites et la confrérie sunnite, le livre de Qutb se diffusa à une vitesse fulgurante. Khomeyni lut les écrits de Qutb (dans leur version originale, puisqu'il parlait couramment arabe) et fut enthousiasmé par leur fond révolutionnaire.

On peut cependant noter que les différences entre les branches chiites et sunnites sont particulièrement minimales quand il s'agit de forme d'État et de législation du Coran. Certes, les chiites ont un clergé, ce qui n'est pas le cas des sunnites, mais les deux dogmes partagent sans contradiction la conception fascisante d'un État totalitaire islamique : Dieu est celui qui dicte les lois, lesquelles sont éternellement valides, c'est-à-dire ni modifiables ni négociables. Qui s'y oppose est infidèle et doit être éliminé.

En 1978, la vague de protestations contre le chah s'amplifia. Après une fatwa prononcée par l'ayatollah Khomeyni contre des films occidentaux, vingt-cinq cinémas explosèrent en Iran. Rien que dans la ville d'Abadan, plus de quatre cents spectateurs périrent dans un attentat. De retour de son exil en France, Khomeyni chercha à rallier les militants de gauche et les bourgeois. Les révoltes s'intensifièrent jusqu'à ce que le chah ait quitté le pays, en janvier 1979. L'homme politique laïc Mehdi Bazargan fut nommé Premier ministre de la période transitoire afin de garantir la neutralité à l'égard de l'armée et de l'Occident.

Le 1^{er} février, Khomeyni rentra en Iran et parla de « liberté pour tous les Iraniens ». En avril, il organisa un référendum proposant de transformer l'Iran en république islamique. La plupart des Iraniens, dont des électeurs de gauche et des bourgeois, votèrent « oui » comme si personne n'avait lu *L'État islamique* de Khomeyni. Après le référendum, il détermina à lui seul à quoi allait ressembler la République islamique d'Iran. Des militants de gauche et des libéraux – lesquels avaient joué un rôle autrement plus actif que les islamistes lors de la révolution contre le chah, permettant ainsi le retour de Khomeyni – furent exécutés ou contraints à l'exil s'ils n'acceptaient pas les directives du régime islamique. Dans les seules deux premières années qui suivirent la révolution, 12 000 personnes ont été exécutées. Des millions d'Iraniens se sont exilés, dont une grande partie de l'élite intellectuelle du pays. Trente-cinq ans après la révolution, le nombre d'assassinats a largement dépassé le seuil des cent mille victimes⁷.

On forma, en plus de l'armée et des services secrets, des milices inspirées du modèle des SA et des SS afin d'intimider la population. Le Sepah-e Pasdaran, le corps des Gardiens de la révolution islamique, fut fondé dès le mois de mai 1979. Peu après suivit la milice Bassidj, qui, comme les bandes de casseurs d'Hitler autrefois, patrouillait les rues pour administrer des coups à tous ceux qui osaient critiquer le régime. Les Gardiens de la révolution et les Bassidjis, en ce qui concerne leur structure et leur fonction, peuvent être comparés aux Waffen-SS : les deux groupes sont devenus des armées parallèles pendant la guerre contre l'Irak, ainsi que le constata le politologue Behrouz Khosrozadeh dans un article publié le 27 novembre 2009 dans *Telepolis*, sur heise.de⁸. Aujourd'hui, les Gardiens de la Révolution islamique comptent, d'après Khosrozadeh, 130 000 membres et disposent d'un budget plus élevé que l'armée régulière iranienne, Artesh. Comme les SS autrefois, les Gardiens sont recrutés en fonction de

leur idéologie ainsi que de leur loyauté au guide suprême – au führer – et doivent se soumettre à des exercices physiques et psychiques plus rigoureux encore que ceux que pratiquent les soldats normaux. Les Gardiens possèdent leurs propres prisons, où des détenus sont enfermés et torturés, à l'écart du pouvoir judiciaire. La brutalité des milices Sepah et Bassidj s'est clairement révélée en 2009 lors de l'Insurrection verte, au cours de laquelle plusieurs milliers de personnes furent arrêtées, torturées et violées pour la simple raison qu'elles avaient manifesté pacifiquement contre Ahmadinejad.

Un autre point commun avec le national-socialisme est l'antisémitisme agressif qui est présent en Iran et qui, à première vue, semble inexplicable. L'Iran ne possède en effet aucune frontière avec Israël, pas plus qu'il n'y a eu de conflit territorial entre les deux pays. Cela fait déjà plus de 2 500 ans que des juifs peuplent la Perse. Contrairement à d'autres parties du monde arabe, l'Iran n'a subi aucune humiliation coloniale et n'a perdu aucune guerre contre l'Occident ou Israël. L'antisémitisme en Iran puise ses origines dans trois autres sources : depuis les années 1920, le pays est étroitement lié à l'Allemagne, politiquement et économiquement. 80 % des machines qui activèrent l'industrialisation de l'Iran provenaient d'Allemagne. Or, non seulement les machines, mais aussi l'idéologie nazie, qu'on propagea en langue perse par radio pendant la Seconde Guerre mondiale, furent importées d'Allemagne. À Zeesen, près de Berlin, les nazis avaient installé leur propre station, qui émettait leur propagande en perse, arabe, turc et hindi vers le monde musulman. Le chercheur en politique Matthias Küntzel a expliqué dans un article⁹ de la revue *Tribüne*, qu'à Téhéran les hommes avaient coutume de se rassembler dans des salons de thé pour écouter la populaire station allemande. Pour l'Allemagne, l'Iran représentait un allié important en raison de sa richesse en matières premières. En outre, un rapprochement avec les Perses s'avérait d'autant plus attrayant qu'à l'inverse des Arabes ils ne sont pas un peuple sémite. Les Perses se considèrent comme des « Aryens indo-germaniques » et remplissaient ainsi parfaitement les « critères de race ». Pendant la Seconde Guerre mondiale, la majorité des Iraniens, mollahs inclus, soutint l'Allemagne.

La deuxième source de l'atmosphère antijuive présente en Iran, ce sont les textes de Sayyid Qutb, lequel définissait le combat des musulmans contre les juifs comme une vocation divine¹⁰ qui était née avec le prophète Mahomet et qui devait s'achever seulement à la fin des temps¹¹.

Mais la troisième source, capitale, est le texte principal de l'islam, le Coran, dont certains passages décrivent les juifs comme des traîtres et des descendants du singe.

Dès la première année de la révolution islamique, l'ayatollah Khomeyni proclama la Journée mondiale d'Al-Quds afin d'exprimer sa solidarité avec les Palestiniens. Lors de la deuxième Journée mondiale d'Al-Quds, en 1980, il déclara : « Israël, cette source du mal, est depuis toujours un avant-poste de l'Amérique. Voilà plus de vingt ans que je mets en garde contre le péril israélien. Nous devons tous nous soulever, dissoudre l'État d'Israël et y installer à sa place le peuple de Palestine¹². » Pour autant, certains évoquent l'hypothèse selon laquelle des livraisons d'armes israéliennes auraient atteint l'Iran pendant la guerre contre l'Irak.

D'autres ayatollahs et futurs chefs d'État iraniens se montrèrent encore plus explicites dans leur haine des juifs. Le pire de tous fut Ahmadinejad, qui nia l'Holocauste et qualifia Israël de « tumeur cancéreuse » qui devrait bientôt disparaître de la carte du monde. L'actuel président

Rohani s'exprime en d'autres termes. Il définit l'Holocauste comme un crime contre l'humanité qui a causé beaucoup de souffrance aux juifs et à bien d'autres personnes.

Taqiya ou la supercherie sur le sentier de Dieu

En arabe, le mot *taqiya* signifie « prudence » ou « crainte » et désigne, dans l'islam chiite, l'autorisation de dissimuler sa foi en cas de menace importante. Le principe remonte aux premières années de l'islam, lorsque les musulmans représentaient une faible minorité à La Mecque. Il leur était permis de délaissé des tâches rituelles, de cacher leur croyance ou de la renier afin de se protéger face aux autres Mecquois. Le verset 28 de la sourate III présente le principe ainsi : « Que les croyants ne prennent point les infidèles comme affiliés, à l'exclusion d'autres croyants ! Quiconque fera cela ne participera [plus] d'Allah en rien, à moins que vous ne redoutiez d'eux [des infidèles] quelque fait redoutable (*illa an tattaqu minhum tuqat*). » Ce passage autorise l'amitié avec des infidèles si des dangers de mort peuvent ainsi être évités. La notion de *taqiya* dérive des mots *tuqat* (redoutable) et *tattaqu* (vous redoutez), qui sont employés dans ce verset.

L'islam ne tarda pas à être efficace dans ses conquêtes et les musulmans devinrent rapidement la majorité ou constituèrent, tout du moins, l'élite dominante dans les territoires conquis, si bien qu'il ne fut plus nécessaire de mentir ou de renier sa foi. Il en alla autrement pour les chiites, qui se divisèrent quelques années après la mort de Mahomet. Ce furent eux qui façonnèrent alors le principe de *taqiya* en tant que mesure d'autodéfense contre les persécutions. Ce principe permettait à un chiite de dissimuler sa confession pour protéger sa vie. On avait le droit de jouer un rôle, de mentir ou de duper les autres pour écarter les dangers de soi et de sa famille.

L'ayatollah Khomeyni élargit ce principe en autorisant ses partisans à se prétendre athées afin d'accéder à l'appareil administratif du chah et d'infiltrer le système. « Si les circonstances de la *taqiya* amènent l'un de nous à rejoindre l'entourage du pouvoir, alors il est de son devoir d'y renoncer à moins que sa participation purement formelle n'offre une vraie victoire à l'islam¹³. »

Dès les premiers temps de la révolution, il dissimula ses intentions à l'aide de ce principe et trompa ainsi la gauche et la bourgeoisie jusqu'à ce qu'il se soit emparé de toutes les rênes du pouvoir alors que n'importe qui aurait pu le prévoir : Khomeyni avait tout couché sur papier dans *L'État islamique*.

On reproche d'ailleurs aujourd'hui au gouvernement iranien d'user de la *taqiya* à propos de son programme nucléaire, puisqu'il répète comme une litanie que son utilisation de l'énergie nucléaire reste purement pacifique.

La notion de *taqiya* est aussi régulièrement reprise par les voix critiques de l'islam, d'une façon à mon sens souvent exagérée et galvaudée. On présente alors tous les musulmans, quelle que soit leur orientation idéologique, comme des menteurs qui dissimuleraient leurs véritables intentions jusqu'à ce qu'ils aient conquis l'Europe. On ne peut pas mettre tous les musulmans dans le même sac. Ce serait l'expression d'une forme de paranoïa. Quiconque reproche à 1,5 milliard de musulmans de tous poursuivre les mêmes buts obéit au même schéma de pensée qu'un islamiste qui croit que l'Occident tout entier partage les mêmes modèles idéologiques et poursuit un seul et unique objectif, à savoir la destruction de l'islam. Le mieux est de demander

à un chiite ce que *taqiya* signifie. Hani Fahs m'a raconté une blague par laquelle il explique aussi la différence entre sunnites et chiites. « Un mollah et un religieux arabe aperçoivent une jolie femme. Ils essaient de flirter avec elle en cachette. Chacun lui adresse un clin d'œil de l'œil droit pour attirer son attention. Si l'arabe est surpris en train de faire ce signe, il s'empressera de s'essuyer l'œil du bout du doigt comme s'il avait un grain de sable, et le problème est réglé. Le mollah perse, en revanche, gardera son œil droit fermé pendant dix ans pour prouver qu'il n'y a jamais eu de clin d'œil. Un peuple à part, les Perses¹⁴ ! »

Réforme ou retouche cosmétique ?

Je demande à Fahs s'il pense qu'une réforme au sein du régime des mollahs est envisageable. Il a peu d'espoir et répond : « Que veux-tu qu'on réforme ? On se réclame de Dieu, et Dieu n'a pas pu se tromper. Les mollahs ne peuvent même pas dire que les idées de Khomeyni sur l'État et la loi ne sont pas modernes. Le concept du *velayat-e faqih*, la tutelle des juristes religieux, n'est pas réformable. Par contre, on peut renverser les juristes religieux¹⁵ ! »

Les propos conciliants du président Rohani ont beau avoir suscité l'euphorie, cela ne fait pas de lui la tête pensante du régime iranien ; il n'en est que le visage agréable, bien plus aimable que celui que présente Ahmadinejad. Je considère pour ma part également que l'offensive de charme du sympathique Rohani est contre-productive et dangereuse : elle communique l'illusion d'un changement alors qu'au fond tout reste tel quel. Il se peut que les mollahs relèguent au second plan leurs ambitions nucléaires pour quelques années en vue d'un assouplissement des sanctions. Cela engendrera de légères améliorations économiques et ils pourront apaiser une partie de la population avec de l'argent. Mais ils ne démordront pas pour autant de leurs objectifs de fond.

L'Union soviétique n'a pas réellement réussi à se réformer de l'intérieur. Lorsque Gorbatchev a tenté de le faire, c'est toute l'entité qui s'est effondrée. Le pape François peut modifier la position de son Église sur des thèmes précis (ce qui sera déjà assez difficile), mais il ne pourra pas véritablement réformer l'Église catholique tout entière, car chaque réforme en appellera une autre jusqu'à ce qu'on finisse peut-être par se demander à quoi nous sert encore l'Église au XXI^e siècle. Et aucun réformateur ne veut s'engager dans cette voie.

Hani Fahs soutint le mouvement de la jeunesse contre Ahmadinejad en 2009. Il ne fut pas le premier mollah à se tenir aux côtés des jeunes. Je lui demande si l'Insurrection verte a marqué le début de la fin de la révolution islamique. « C'est possible, mais il va falloir encore du temps. Ce qui est resté du régime de Khomeyni, ce sont les soldats, les appareils de sécurité et l'argent. Ce n'est pas si facile à éliminer. Mais les jeunes gens ne croient plus aux idées de la révolution islamique. Cela rend le régime opiniâtre et autodestructeur¹⁶. »

Hani Fahs salue le fait que de nombreux jeunes théologiens en dehors du régime pensent différemment de la vieille garde et il sait que cela peut faire pression sur les anciens. « Il faut que les mollahs se sentent seuls. Alors seulement viendra le changement. Et ensuite, il faut que la pression vienne de l'intérieur, mais aussi de l'extérieur. »

J'insiste sur le sujet et cherche à comprendre comment il serait possible de séparer l'islam de l'État dans le régime iranien.

« Nombre de savants disent que l'islam est à la fois une religion et un État. Mais l'islam n'a pas les moyens de construire un État, du moins pas un État moderne viable. Peut-être cela fut-il possible dans des circonstances précises au VII^e siècle. Par principe, un État appuyé sur la religion ne peut pas être présent pour tous ses citoyens mais uniquement pour ceux qui partagent la confession du dirigeant. Et si l'on regarde l'histoire de plus près, on s'aperçoit que chaque fois que la religion s'est mêlée des affaires de l'État, cela a abouti à des catastrophes : la domination de l'Église au Moyen Âge, les talibans, les Frères musulmans... »

Fahs ne croit pas à un État islamique. Selon lui, ce régime n'existera jamais, car les chiites veulent que l'État soit dirigé d'après leurs convictions, mais les sunnites ont d'autres aspirations, et les soufis voient les choses encore différemment. Et finalement, on n'obtiendra pas un État islamique mais un État sectaire comme en Iran, où les musulmans sunnites seront opprimés autant que les juifs et les bahaïs. En Égypte, au contraire, les musulmans chiites sont encore plus détestés que les juifs. Pour Fahs, cette confusion fait elle aussi partie de la nature de l'État sectaire : celui-ci s'isole non seulement des croyants d'autres religions, mais aussi des autres mouvances présentes au sein même de sa propre confession. En Europe, cela aboutit à la guerre de Trente Ans.

Des heures durant, l'islamologue expose ses réflexions sans citer ni le Prophète ni le Coran. Il préfère mentionner Thomas d'Aquin, Kant et Max Weber. « Oui, je suis pour l'imitation. L'Europe est un modèle de réussite. Et les Lumières n'ont pas nui au christianisme, elles l'ont au contraire sauvé. C'est exactement ce dont nous avons besoin, chiites comme sunnites. Nous devons enfin saisir que les Lumières ne s'attaquent pas à la religion mais s'engagent pour la raison. Tous ceux qui s'opposent à la raison ont un sérieux problème. »

CHAPITRE 9

Le soulèvement des infidèles : cinq athées du monde musulman témoignent

Le Printemps arabe a déclenché un combat culturel au sein du monde arabe. Dans des pays comme l'Égypte, l'Iran, le Maroc et la Tunisie, les forces laïques et religieuses s'affrontent depuis trois ans pour déterminer l'influence que la religion peut exercer sur l'État et la législation. On voit aussi de plus en plus fréquemment des athées arabes prendre publiquement la parole et s'engager dans le débat politique.

J'ai rencontré cinq de ces personnes : des jeunes gens qui élèvent leur voix dans cette situation difficile, en dépit du danger de mort. Et je sais ce que cela signifie.

« *Nous avons vaincu les fidèles sur leur propre terrain.* »

Son prénom veut en fait dire le contraire de ses convictions. *Momen* signifie « croyant » en arabe. Et pourtant Momen est athée depuis quatre ans. Il a vingt et un ans et suit des études d'ingénierie à l'université religieuse d'Al-Azhar, au Caire, considérée comme le foyer de l'islam sunnite. Pendant deux ans, il n'a révélé à personne qu'il s'était détourné de la foi islamique. Ce n'est qu'après la chute de Moubarak qu'il a pris son courage à deux mains et a confié à sa famille ainsi qu'à ses proches qu'il ne croyait plus en Dieu. Beaucoup de personnes de son entourage en furent choquées. Mais Momen a constaté qu'il n'était pas seul dans son cas, que ses amis étaient nombreux à avoir une position similaire. Mais ils n'osaient pas pour autant l'assumer publiquement.

Avec quelques amis, Momen a créé une page Facebook qu'ils ont nommée « Union des athées égyptiens ». En quelques mois, la page a compté plusieurs milliers de *followers*, dont la plupart s'affichent avec leur propre nom et une vraie photo d'eux. Du jamais vu dans le monde arabe. « Les Égyptiens ne sont pas aussi religieux de nature que les islamistes veulent nous le faire croire. Je suis convaincu qu'il y a dans chaque famille un athée ou au moins une personne critique à l'égard de l'islam, qui se tait uniquement par peur des réactions de son entourage », estime Momen¹.

Sa rencontre, mi-février 2013, avec des islamistes dans une mosquée de la vieille ville du Caire a été une expérience clé de son parcours. Un savant des Frères musulmans avait organisé une conférence autour du thème : « Comment pense un athée ? »

Momen et trois de ses amis ont pris place dans la mosquée bondée. Pendant quatre-vingts minutes, le cheikh débita des inepties sur l'athéisme et la théorie de l'évolution. Quand s'ouvrit ensuite la discussion, Momen s'aperçut que la plupart des personnes présentes étaient des athées qui avaient eu vent de la conférence via les réseaux sociaux. Même des femmes portant le voile n'hésitèrent pas à se qualifier d'athées. La majorité des gens étaient d'anciens musulmans instruits, qui ridiculisèrent en bonne et due forme le conférencier aux théories fallacieuses.

« Nous avons vaincu les fidèles sur leur propre terrain », dit Momen avec fierté.

Le déroulement de cette soirée l'incita à fonder un autre mouvement, grâce auquel il souhaitait atteindre encore plus d'Égyptiens. Les Laïcs sont désormais actifs au Caire, à Alexandrie et dans trois autres provinces égyptiennes. Ils y organisent des discussions afin d'expliquer les principes de la laïcité, la notion ayant – presque autant que l'athéisme – une connotation négative pour bien des musulmans. En réalité, Momen n'avait pas l'intention d'évoquer son athéisme d'un point de vue politique. « Mais si la croyance est politique, alors mon incroyance l'est automatiquement elle aussi. Tant que les non-croyants seront persécutés, tant que la religion s'ingérera dans les affaires privées des gens, mon détachement de la religion ne pourra pas rester un sujet privé », déclare-t-il.

Les choses prennent un tour éminemment politique le soir où Momen me convie à participer à une conférence. Je prends la parole au sujet du fascisme religieux. Ma thèse centrale peut se résumer ainsi : « Les caractéristiques fascisantes de l'islam ne sont pas apparues avec la montée des Frères musulmans, elles sont en fait ancrées dans les origines historiques de l'islam. » La vidéo de la manifestation circule rapidement sur Internet. Quelques jours plus tard, Assem Abdel-Maged, chef de file du mouvement terroriste Al-Gama'a al-Islamiya², appelle au meurtre, non seulement au mien mais également à celui de Momen, qui était assis à côté de moi pendant la conférence. La suite, je l'ai déjà racontée dans l'avant-propos. Cette conférence et toute l'affaire innommable qui s'ensuivit ont suscité beaucoup de critiques et de menaces contre les laïcs entourant Momen, mais elles leur ont aussi apporté des milliers de nouveaux soutiens. « Dans la lutte contre l'islamisme, au début, beaucoup d'entre nous hésitaient à aller jusqu'au bout. Ils restaient sur le bord du champ de bataille en redoutant de prendre part à la lutte. Cette conférence nous a obligés à dévoiler ce que nous pensons réellement », déclare Momen.

Je suis comme lui d'avis que la laïcité est plus qu'une simple option envisageable en Égypte. C'est une vocation. Ce qui n'est pas déterminé, c'est à quel prix. Au prix du sang, dirait l'histoire. De beaucoup de sang. Les islamistes ont à la fois une tendance pragmatique et une tendance suicidaire. On ne saurait prévoir laquelle des deux prendra l'avantage final. Dans les deux cas, à long terme, les radicaux perdront la bataille car ils sont seulement capables d'adresser aux gens des promesses vides.

« Mourir debout »

C'est la première fois depuis un an qu'il est installé à la terrasse d'un café. Il est sympathique mais distant. Ses yeux balayent les alentours avec nervosité, il ne cesse de scruter les passants dans la rue. Pourtant, il ne donne pas le sentiment d'avoir peur. Il ne guette pas d'éventuels chasseurs susceptibles de le tuer, mais il cherche des histoires et de l'inspiration pour sa musique. L'Iranien Shahin Najafi observe la vie autour de lui, à partir de laquelle il puise matière à ses chansons.

Je le rencontre le 10 mai 2013, à Berlin, journée de commémoration des autodafés organisés en Allemagne quatre-vingts ans plus tôt. Tout juste un an auparavant, Shahin est entré dans la clandestinité : les ayatollahs de son pays natal ont proclamé une fatwa de mort contre lui. Sa tête a été mise à prix pour 100 000 dollars. La raison : une chanson dans laquelle Shahin, dans un dialogue fictif, invite Naghi, descendant du prophète Mahomet, à revenir sur terre pour sauver l'Iran de la dictature. Il demande également au saint Naghi d'apporter beaucoup d'amour, de Viagra et de poitrines siliconées pour rendre heureux les Iraniens.

Shahin dément avoir sciemment recours à des contenus religieux dans le but de provoquer : « Je n'ai jamais eu l'intention d'attaquer la religion. C'est un reproche que font ceux qui abusent de la religion comme instrument d'oppression. Je puise mon inspiration artistique dans tout ce qui influe sur ma vie et celle des Iraniens. La religion et ses symboles en font partie. Ce qui compte pour moi, en première ligne, c'est l'art. Et mon art n'a aucun but précis si ce n'est la liberté³. »

Cela faisait déjà un moment que le régime voyait d'un mauvais œil l'artiste rebelle qui vit dans la clandestinité : ses chansons critiques étaient en effet très populaires parmi les jeunes Iraniens. En 2004, un concert donné par Shahin dans sa ville natale de Bandar-e Anzali fut pris d'assaut par des casseurs envoyés par le régime. Il venait juste de chanter la chanson *Rish* (« barbe »), dans laquelle il met en boîte les mollahs. Shahin fut arrêté et torturé, puis il vécut dans la clandestinité avant de réussir à s'enfuir vers l'Allemagne, en 2005.

Shahin et moi discutons des similitudes qui existent entre le régime des mollahs et celui des Frères musulmans dans nos pays d'origine respectifs, l'Iran et l'Égypte. Tous les deux sont arrivés au pouvoir après une révolution pacifique qui avait pour but la liberté et la justice. Tous les deux ont utilisé la démocratie comme véhicule pour, dès leur accession à la tête du pays, anéantir la démocratie. Les deux pays sont soumis à une dictature religieuse qui réagit de façon extrêmement intolérante à toute forme de critique, sans le moindre sens de l'humour. En Égypte aussi, les écrivains qui ont une attitude critique à l'égard de la religion, les artistes et les satiristes sont poursuivis et menacés par la justice.

Les dictatures s'édifient à la fois sur des légendes et sur la peur des hommes. Des artistes comme Shahin Najafi cherchent à écorner les mythes des dictateurs par leur humour et leur intelligence. De cette façon, ils annihilent la peur des gens simples à l'égard de ces figures érigées sur un piédestal. Et c'est pourquoi Shahin et tous ceux qui osent remettre en question les fondements du système sont menacés et éliminés.

Mais Shahin n'entend pas se laisser intimider. En ce soir de mai, un an après la fatwa de mort, il donne son premier concert. Dans le quartier berlinois de Kreuzberg, la salle est bien remplie. Dès son entrée sur scène, le public – pour la plupart, des Iraniens exilés – se déchaîne. À chaque chanson, la solidarité et l'attachement du public pour l'artiste sont perceptibles.

« Shahin nous rapproche de l'Iran. En une phrase, il dit ce que les autres n'arrivent pas à dire en un livre », dit une jeune Iranienne. Le photographe Hamed Rowshangah ne quitte pas le chanteur des yeux. Il essaie de retenir chaque geste de Shahin. « Cet homme est une figure symbolique pour nous. Le courage et l'amour de la vie sont les messages qu'il adresse à la jeunesse iranienne. Il crie haut et fort ce que beaucoup pensent en Iran sans oser le dire. Il se défend contre la tutelle des théologiens et contre la dictature. C'est pour cela que nous l'aimons⁴. »

Le public reprend presque chaque chanson en chœur, il n'y a que les nouveaux titres que ses fans ne connaissent pas encore. Régulièrement, ils réclament : « Naghi, Naghi ! » Mais Shahin ne chante pas la chanson qui lui a valu une fatwa. A-t-il peur, veut-il signer une trêve avec les mollahs ? Évidemment non. Il a simplement gardé le meilleur pour la fin : « Hi, Naghi », lance-t-il avant de sauter de la scène pour savourer le bain de foule qui l'engloutit.

« Je suis comme un poisson. La scène et le public sont mon eau. Je ne peux pas me passer des concerts⁵ », dit Shahin. La joie et la gratitude de son public le comblent de bonheur. Mais son plus grand souhait serait de donner un concert dans un Iran libéré. « Quelle serait la première chanson que tu jouerais ? » lui dis-je. « Je crois que ce serait *Istadeh Mordan* ("Mourir debout"). » Shahin l'a écrite dans la période difficile qui a suivi la fatwa. « Pour moi, ainsi que pour beaucoup de mes compatriotes, cette chanson symbolise la résistance, et la nécessité de parfois devoir se battre jusqu'à la mort pour ses convictions. »

« *Qu'est-ce donc que cette croyance ? Et ce Dieu ?* »

D'habitude, la mort d'un membre de la famille tend à nous amener à réfléchir au sens de la vie et de la mort, et ainsi éventuellement à trouver la foi. Chez Nadya, ce fut tout l'inverse. Depuis son enfance, cette étudiante en art de vingt-cinq ans entretenait une relation très étroite avec son grand-père, qui l'aimait plus que quiconque. Quand il est mort, pendant l'été 2012, Nadya voulut l'accompagner jusqu'à sa tombe dans la ville tunisienne de Sfax. Selon la tradition musulmane, aucune femme n'a le droit d'être présente à un enterrement. Nadya s'opposa à cette règle, suivit discrètement le cortège funèbre et, cachée derrière un muret du cimetière, observa la cérémonie d'inhumation jusqu'à ce qu'un gardien de la morale interrompe soudainement ses adieux silencieux. Un lointain parent l'avait aperçue ; il se précipita vers elle pour l'agresser physiquement et verbalement : « Va-t'en ! Les femmes sont impures et n'ont rien à faire au cimetière. Ta présence ne fera que tourmenter ton grand-père. File ! »

Nadya rentra chez elle et s'interrogea pour la première fois sur le sens de sa religion. « Qu'est-ce donc que cette croyance qui érige un mur entre mon grand-père bien-aimé et moi ? Quel Dieu donne à un homme le droit de me frapper ? » Sans réfléchir longtemps, Nadya prit ciseaux et rasoir et se rasa entièrement la tête. « La religion a disparu en même temps que mes cheveux⁶ ! »

Elle interrompt son récit, sort une cigarette de son paquet et fume en silence. Des larmes coulent le long de son visage. Autour de nous, dans le restaurant, sont installés beaucoup de Tunisiens qui rient et plaisantent. Nadya les observe d'un air agacé. Il lui arrive rarement de se décrisper, les événements dans son pays natal ne cessent de la bouleverser. Il y a deux ans et demi, l'étudiante a passé quatre semaines à manifester dans la rue contre le dictateur si

longtemps en place, Ben Ali. Aux côtés de centaines de milliers de manifestants, elle réclamait la justice et le respect des droits de l'homme. Elle ne se doutait pas encore que les islamistes prendraient bientôt le pouvoir et imposeraient un nouvel ordre social.

Avant, la foi n'était guère déterminante en Tunisie : religion et politique étaient séparées. À présent, même les communistes « purs et durs » n'osent plus dire qu'ils sont laïcs. La peur gagne les opposants et les intellectuels laïcs, en particulier depuis le meurtre de l'homme politique de gauche Chokri Belaïd, en février 2013, puis du parlementaire populaire Mohamed Brahmi, en juillet de la même année. L'autocensure devient une forme de protection contre les persécutions. Deux collègues artistes de Nadya ont été condamnés à huit ans de détention pour avoir publié des caricatures du prophète Mahomet sur Internet. L'indignation publique se limita à un silence paralysant. Nadya a honte que les Tunisiens, dont le pays a vu naître le Printemps arabe, soient désormais gouvernés par une nouvelle dictature.

Le parti islamique Ennahdha (« mouvement de la renaissance ») a remporté plus de 40 % des voix lors des premières élections libres ; il dispose d'une bonne organisation et d'une myriade de fanatiques religieux qui affichent leur présence dans la rue. Après s'être cachés « comme des rats » en bordure des grandes agglomérations pendant des décennies, ils ont à présent conquis les centres-villes et cherchent à islamiser la rue à toute vitesse, ce que Nadya déplore. On recense même des femmes islamistes devenues actives. Nadya a souvent été conspuée dans les bus parce qu'elle ressemble à un homme et ne porte pas le voile. « Je suis discriminée pour trois raisons dans cette société : d'abord parce que je suis athée, ensuite parce que je suis une femme. Et enfin parce que je suis une femme qui ressemble à un homme. »

Après la victoire électorale, des salafistes attaquèrent à plusieurs reprises des bars, des bordels et des manifestations musicales. Ils prirent d'assaut l'université de La Manouba, dont ils arrachèrent le drapeau tunisien pour le remplacer par celui d'Al-Qaïda. Les salafistes n'appartiennent certes pas à Ennahdha, mais le parti les tolère et se sert d'eux, d'une part, pour terroriser l'opposition, d'autre part, pour se faire passer pour la voie modérée aux yeux des pays occidentaux.

Certains jours, Nadya ne supporte plus la réalité. Dans ces moments-là, elle trouve du réconfort dans le monde virtuel. Elle et son ami Alaa sont membres actifs d'une page Facebook destinée aux athées. Plus de 500 membres discutent via cette page. Mais Nadya ne croit pas que les athées de Tunisie se soulèveront comme leurs camarades égyptiens. La peur, ou même l'indifférence, est trop présente. Nombreux sont ceux qui souhaiteraient aujourd'hui voir le retour de Ben Ali, car le dictateur avait toujours insisté sur le fait qu'il protégerait les Tunisiens des islamistes. Pour Nadya, cette nostalgie de Ben Ali équivaut à un aveu d'échec de la part des Tunisiens.

Selon elle, les jeunes gens n'utilisent plus Internet pour se mobiliser et appeler à la révolte mais pour trouver un exutoire à leur frustration. Pratiquement plus personne ne voit de perspective, beaucoup se tournent vers la drogue. « J'ignore totalement dans quelle voie s'engage mon pays. Mais s'il y a une chose dont je suis absolument sûre, c'est que je n'aurai jamais d'enfant dans ce monde-là ! » C'est une décision qui détermine toute une vie et qu'elle a eu du mal à prendre. « C'est une défaite, mais je dois l'admettre. »

Assis en face d'elle, je cherche mes mots. Je ne veux pas que notre conversation s'achève ainsi. Au bout d'un moment, je dis : « À l'époque, personne n'aurait cru possible que les Arabes se soulèvent contre la dictature. Personne n'envisageait que les Tunisiens seraient les premiers à le faire. Peut-être qu'une deuxième vague va bientôt arriver. Nous avons une dictature multiple dans nos pays. On a retiré la première couche, la deuxième est apparue. Mais elle aussi nous pouvons la balayer, il faut seulement persévérer ! »

Je ne sais qui, d'elle ou de moi, je cherchais ainsi à encourager.

« *Comment ne pas apprécier la liberté ?* »

En mai 2013, après une conférence qui avait eu lieu au théâtre Neumarkt de Zurich, deux hommes vinrent à ma rencontre. Ils n'auraient pas pu être plus différents. Nicolas Blancho⁷, trente ans, qui a grandi dans une famille libérale athée dans la ville suisse de Bienne, fit autrefois partie de la scène hip-hop et punk, puis se convertit à l'islam à l'âge de seize ans avant de devenir salafiste. Le Marocain Kacem el-Ghazzali⁸, vingt-trois ans, originaire d'une famille musulmane conservatrice, abjura sa foi quelques années plus tôt. Il vit depuis deux ans en Suisse, d'où il essaie de soutenir les athées dans son pays.

Le Suisse Nicolas Blancho a cherché dans la société ouverte et libre des règles, une orientation morale pour le guider dans sa vie ; il les trouva dans les structures précises de l'islam orthodoxe. Son ancien professeur Alain Pichard déclara dans une interview à son sujet, parue en avril 2010 dans le *Tagesanzeiger*, que cet élève moyen « semblait ne pas avoir de but, paraissait presque perdu⁹ ». Après sa conversion à l'islam, il devint plus sûr de lui ; il obtint son bac puis étudia les sciences islamiques et le droit à l'université de Berne.

Le Marocain Kacem el-Ghazzali, quant à lui, se détourna de l'islam parce qu'il se sentait opprimé par les règles strictes de la religion et par la tutelle morale de son pays natal. Il avait passé sa jeunesse dans l'internat d'une école coranique située près de Casablanca, où il devait porter l'habit salafiste blanc, les vêtements occidentaux étant interdits. Lorsque son père lui acheta un PC, ce fut un nouveau monde qui s'ouvrit à Kacem. Il passa des heures devant son ordinateur à lire des articles de blogs sur Internet à propos de sujets dont il n'avait jamais entendu parler à l'école ou à la mosquée, et absorba toutes ces informations avec enthousiasme, de la théorie de l'évolution à la littérature internationale. Il découvrit une nouvelle culture d'apprentissage et de discussion. À l'école et à la mosquée, tout l'apprentissage était orienté de façon verticale. L'enseignant ou l'imam présentait quelque chose, l'élève devait l'avalier. L'un parlait, l'autre se taisait. Sur Internet, l'apprentissage devint soudain interactif, et, surtout, personne ne se plaçait devant toi et ne te disait : avale ça. Une toute nouvelle forme d'égalité.

À l'époque, Blancho ne se contenta pas de se convertir à une nouvelle religion, il fonda aussi le Conseil central islamique de Suisse, chargé d'attirer les jeunes gens vers le salafisme. Il s'est même déclaré ouvert à l'introduction en Suisse de la charia, qui prévoit notamment la lapidation des femmes adultères et l'exécution des apostats. Aujourd'hui, il est plus prudent dans le choix de ses mots. Il considère certes la lapidation comme « une partie intégrante, une valeur » de sa religion, mais juge qu'elle ne devrait pas être employée dans les circonstances suisses.

Le rôle du Conseil central islamique de Suisse divise les opinions. L'islamologue controversé Tariq Ramadan considère le Conseil central islamique de Blainville comme un organisme « sectaire sans fondement » et comme un « phénomène marginal dans le paysage musulman¹⁰ ». Selon lui, cette organisation ne représente absolument pas la majorité des musulmans vivant en Suisse. Et Markus Seiler, directeur du service de renseignement de la Confédération, estima en mai 2010 : « Avec le Conseil central islamique de Suisse, on a affaire à un extrémisme non pas violent, mais idéologique¹¹. »

C'est omettre cependant que si l'idéologie wahhabite répandue par Blainville n'appelle pas directement à la violence, elle lui prépare le terrain. Traiter d'autres hommes et femmes de pécheurs ou d'infidèles contribue à les déshumaniser. Estimer que les pécheurs grilleront en enfer, c'est les considérer comme non égaux et les priver du droit à la vie.

Au Maroc, Kacem a été frappé au nom de la charia et plusieurs fois menacé de mort, jusqu'à ce qu'il ait quitté le pays. Il est devenu activiste des droits de l'homme et se bat pour la liberté de croyance et d'opinion. Il se défend contre ceux qui essaient de radicaliser la population musulmane de Suisse. « Je n'ai pas fui la charia au Maroc pour la retrouver en Suisse », dit-il.

Jusqu'au hasard de leur rencontre à Zurich, Kacem et Blainville ne se connaissaient pas personnellement, mais ils s'étaient indirectement opposés quelques mois auparavant. Lorsque le Conseil central des musulmans invita le prédicateur saoudien radical Mohamed al-Arifi à donner une conférence à Fribourg à la mi-décembre 2012, Kacem organisa une campagne qui réussit à empêcher Al-Arifi d'entrer sur le territoire helvétique en raison de ses récentes apparitions télévisées, au cours desquelles il s'était notamment prononcé en faveur du droit des hommes à battre leur épouse, avait affirmé que les Européennes avaient des rapports sexuels avec des chiens et que 54 % des Danoises ne savaient pas qui était le père de leurs enfants.

Kacem n'arrive pas à comprendre comment un homme tel que Blainville, qui a grandi dans la liberté, ne soit pas capable d'apprécier cette liberté, ni pourquoi des gens qui ont lu Kant et Voltaire ont besoin de prédicateurs incultes comme Al-Arifi.

Ce soir-là, entre les deux hommes convertis, s'ouvre un débat sur la charia en Suisse. Blainville ne voit aucune contradiction entre le droit islamique et la loi helvétique. Kacem contrecarre en demandant ce qu'il en est de la polygamie, autorisée par l'islam mais interdite en Suisse. Blainville répond : « La loi permet que deux hommes se marient en Suisse. Si l'on accepte cela, on doit aussi accepter que les hommes musulmans aient le droit d'épouser plusieurs femmes. C'est ce qu'on appelle l'égalité. » Il est intéressant de voir comme les salafistes abusent souvent des notions de liberté ou d'égalité. Jamais il n'est question de l'égalité ou de la liberté d'autrui dans leurs discours, seulement des avantages qu'ils peuvent eux-mêmes en tirer.

Le monde à l'envers : le Marocain porte un jean, cite Kant et se bat pour la liberté, pendant que le Suisse prend pour exemple un prédicateur radical du désert et rêve d'une communauté islamique comme il y en eut au Moyen Âge.

Début avril 2012, à Genève, Kacem a été invité à prendre la parole devant le Conseil des droits de l'homme des Nations unies au sujet de la liberté de croyance au Maroc. À la mi-juin 2012, au Caire, Blainville a été invité à participer à une réunion de salafistes qui appela les jeunes musulmans du monde entier à partir faire le djihad en Syrie.

« *Il n'y a pas d'autre Dieu que Mickey Mouse !* »

Après la chute des dictatures en Égypte et en Tunisie, la maison royale marocaine, inquiète, décida d'autoriser une révolution tranquille, modérée. Étudiants et islamistes étaient descendus dans la rue pour exiger des réformes. Les citoyens n'avaient cependant pas dirigé leur colère contre le bien-aimé roi Mohammed VI, mais contre le gouvernement de gauche. Une nouvelle Constitution, en apparence plus permissive, fut adoptée à la va-vite afin de satisfaire les forces libérales. On organisa des élections et, pour la première fois de l'histoire du pays, les islamistes purent former le gouvernement.

Le jeune blogger Imad Iddine Habib¹² a voulu éprouver la mise en application de la Constitution. L'article 3 garantit la liberté de croyance et de conscience. Habib a proclamé la création du Conseil central des ex-musulmans du Maroc. Une semaine plus tard, le Conseil supérieur des oulémas – un organe constitutionnel présidé par le roi – décrétait qu'une fatwa, allant éventuellement jusqu'à la peine capitale, pouvait être prononcée contre les apostats.

Imad Iddine Habib sait que même en cas de force majeure la justice marocaine ne condamnerait pas à mort un apostat : le roi ne veut pas écorner l'image de monarque réformateur dont il jouit en Occident. Habib estime qu'il s'agit là d'un simple coup bas destiné à amadouer les islamistes. La dangerosité de cette fatwa réside, selon lui, en ceci qu'elle donne aux fanatiques religieux le sentiment d'être autorisés à tuer de leurs mains les apostats où qu'ils soient. « Comment voulez-vous que la justice se comporte ensuite avec le meurtrier ? Il n'aura fait qu'accomplir la volonté de Dieu, comme la fatwa le prescrivait¹³ ! »

Habib ne se laisse pas impressionner par cette fatwa. Avec une nouvelle provocation, il a voulu démontrer que la Constitution n'était qu'une farce. Au côté de l'ancien musulman Kacem el-Ghazzali, désormais exilé à Zurich, il a fondé le mouvement *Masayminch*, en français « nous ne jeûnons pas ». « Le droit de ne pas se plier aux commandements religieux fait tout de même partie de la liberté de croyance », dit-il. Son mouvement appela au boycott du mois de jeûne qu'est le ramadan et organisa des ateliers publics destinés aux athées. Quand les autorités remarquèrent que ces idées trouvaient un accueil largement favorable parmi les jeunes Marocains, un mandat d'arrêt fut lancé contre Habib, la police le rechercha. Sa famille lui tourna le dos et même ses amis laïcs lui reprochèrent d'être allé trop loin. Quelques mois avant de terminer ses études à l'Institut de kinésithérapie, Habib fut contraint d'entrer dans la clandestinité, sans argent ni perspective. S'il se fait arrêter, il encourt jusqu'à quinze ans de prison.

Lorsque je rencontre Imad Iddine Habib à Casablanca, j'ai du mal à croire que j'ai en face de moi un jeune homme de vingt-deux ans. Il paraît déjà vieux, amer et stressé. Il est en premier lieu déçu par ses amis, qui se prétendent défenseurs de la liberté et des droits de l'homme tout en prenant leurs distances avec lui et en lui reprochant d'avoir nui à leur cause par ses « provocations inutiles ». Ils affirment que l'heure n'est pas venue. « Si tout le monde pense que ce n'est pas encore le bon moment, alors ce ne sera jamais le bon moment. Il faut bien que quelqu'un ouvre enfin la bouche. Moi, c'est maintenant que je vis, et c'est maintenant que je veux la liberté », dit-il.

Imad Iddine Habib est devenu athée dès l'âge de quatorze ans. Son professeur de Coran lui avait raconté d'épouvantables histoires de supplices en enfer, dont il fit longtemps des cauchemars. « J'étais prêt à tout pour me défaire de cette peur. À la fin, il ne me resta pas d'autre solution que de rejeter le Coran. Une nuit, je me suis dit : Dieu n'existe pas, et le Coran a simplement été écrit par un homme du désert. Ce fut ma délivrance. Dès lors, je n'ai plus fait de cauchemars ni ressenti de culpabilité. »

La rupture a été quelque chose de si simple pour lui qu'il n'arrive pas à comprendre pourquoi des millions de croyants se compliquent tant la vie, pourquoi des gens tuent d'autres gens au nom d'une figure, à ses yeux fictive, appelée Dieu. « La religion, ça signifie la surveillance. Et la surveillance mène à la paranoïa et à la schizophrénie. Regardez donc notre société. La plupart des gens sont malades. »

Le Maroc compte d'innombrables athées mais la majorité d'entre eux évoluent presque exclusivement dans la sphère virtuelle. S'afficher dans le monde réel, c'est aussitôt s'exposer aux persécutions. Une religion qui affirme être la dernière vraie religion ne tolère pas la moindre critique. « Si Dieu existait véritablement, cela lui nuirait-il que je ne croie pas en lui ? » demande Habib. Non, il ne s'agit pas de Dieu mais du pouvoir de ceux qui agissent en son nom. La religion soutient le pouvoir du roi, appelé « commandeur des croyants », ce qui lui confère une légitimité supplémentaire, surtout dans les périodes de transition. Remettre en question le caractère inattaquable de la religion revient à douter du pouvoir royal absolu. « Peut-être le roi pense-t-il exactement la même chose que moi de la religion, mais il ne peut pas le dire tout haut », dit Habib, goguenard. « Plus sérieusement : pourquoi devrait-il éclairer le peuple quand il est lui-même le premier à profiter de son ignorance ? »

Habib raconte qu'il y a quelques semaines, complètement désespéré, il est allé rendre visite à un ami qui travaille dans une organisation internationale des droits de l'homme. L'ami lui a fait savoir qu'il ne pouvait malheureusement rien pour lui : à ses yeux, Habib s'est enfermé dans son propre piège, comme s'il s'était emprisonné tout seul de l'intérieur. Il lui conseilla non seulement d'aller consulter un psychiatre pour surmonter ses troubles mentaux, mais aussi de se repentir sur sa page Facebook et de poster la profession de foi de l'islam : « Il n'y a pas d'autre Dieu qu'Allah. » C'était peut-être, pensait-il, la seule façon pour lui de se sauver. Las et dépité, Imad Iddine regagna le lieu où il se cachait, ouvrit son ordinateur portable et posta sur Facebook : « Il n'y a pas d'autre Dieu que Mickey Mouse ! »

CHAPITRE 10

Salafistes et djihadistes : le fascisme islamique en Europe

Allemande d'origine syrienne, Lamyia Kaddor enseigne la religion musulmane. Elle suit de très près la guerre dans son pays natal. Elle voit la terre de ses parents se transformer en champ de bataille d'un conflit brutal au sein duquel on ne discerne plus très bien qui sont les combattants, avec qui ou contre qui ils se battent et pour quelle raison. Peut-on encore véritablement parler d'une guerre civile ? Le conflit ne s'est-il pas depuis longtemps mué en guerre par procuration ? En effet, les décisions ne sont plus prises à Alep, Hama et Damas mais à Téhéran, Riyad et Moscou. Et les combattants viennent du Liban, d'Irak, du Koweït, d'Algérie, du Maroc, à vrai dire du monde entier, y compris d'Allemagne. L'Office fédéral allemand de protection de la Constitution estime que depuis le début des combats, quelque 240 islamistes allemands sont partis faire le djihad en Syrie (situation en décembre 2013). On suppose qu'environ 2 000 combattants issus de toute l'Europe sont actuellement actifs en Syrie¹.

Comme l'Irak il y a quelques années, la Syrie fait aujourd'hui office d'aimant pour les aventuriers du djihad. Elle a pris le relais du conflit au Proche-Orient en devenant le lieu de recrutement et d'activité des islamistes du monde entier. Lamyia Kaddor a appris avec effroi que cinq de ses anciens élèves ont rejoint les djihadistes en Syrie. Cinq jeunes hommes qui, autrefois, n'étaient guère portés sur l'islam. « Ils avaient tous des petites amies, consommaient de l'alcool et des drogues, raconte Lamyia. Aucun d'entre eux n'avait de lien avec la Syrie, ils ne sont même pas arabes. Quatre sont d'origine turque, le cinquième est un Albanais du Kosovo². » Comment a-t-il été possible que cinq jeunes de Rhénanie-du-Nord-Westphalie deviennent djihadistes en Syrie ? Sous l'impulsion de quoi et de qui ont-ils été envoyés là-bas ?

« Je crois qu'ils ne connaissent absolument pas les enjeux du conflit. C'est peut-être sans importance. Ce qui compte, c'est qu'ils ont une mission là-bas », pense Lamyia. Elle explique qu'ils ont tous obtenu l'équivalent du certificat de fin d'études, mais qu'aucun d'entre eux n'a trouvé de travail ensuite. « Un garçon de dix-sept ans bourré de testostérone, qui répond à tous les clichés – musulman, étranger, domicilié dans un certain quartier –, se sent discriminé à cause de ses origines et des réalités sociales ; il est totalement désorienté, instable, et finit par réagir avec violence. »

Tous les cinq avaient des antécédents judiciaires, certains avec récidive, pour coups et blessures graves, vol et possession de drogue. Un beau jour, poursuit Kaddor, un gentil salafiste est passé par là, peut-être avait-il vécu une histoire similaire à la leur, il connaissait leur impuissance, leur désarroi, et leur a suggéré une « occupation raisonnable pour l'après-midi ». Tandis que notre société procure à ces jeunes gens le sentiment d'être bons à rien, voire de représenter une charge, cet homme-là leur assure qu'ils ont de la valeur, que l'islam a besoin d'eux et qu'ils peuvent changer le monde; ce sont des propos qui élèvent leur amour-propre et donnent un sens à leur vie.

Salafistes et autres fondamentalistes ont trouvé dans plusieurs pays d'Europe, dont l'Allemagne, un vide à combler. Assez souvent, ce sont les premiers à croire au potentiel de ces jeunes gens et à leur offrir une perspective d'action. Dans notre monde en mutation rapide, l'État ne peut s'occuper de tout le monde. Beaucoup se retrouvent ainsi livrés à eux-mêmes et sortent du cadre de la société, dépourvus de perspective économique, sans orientation émotionnelle et morale. Les salafistes et les islamistes donnent tout d'abord une structure à ces jeunes gens. Prier cinq fois par jour avec le groupe, se rassembler pour étudier des textes de célèbres salafistes égyptiens ou saoudiens, regarder des vidéos de stars salafistes tels que l'Allemand Pierre Vogel, c'est un cocktail qui fait son effet : l'enseignement coranique élitiste s'entrecroise avec les médias modernes tout en employant le parler parfois vulgaire des jeunes. Nous y reviendrons.

Les jeunes gens comme les cinq élèves de Lamya admirent le salafiste. Il est un des leurs et jouit de prestige dans sa communauté. Il a réussi à atteindre ce qu'eux aussi veulent atteindre : il s'est réhabilité à double titre grâce à sa religiosité. En effet, grâce à sa dévotion, il s'est à la fois lavé de ses péchés et établi socialement. Il n'est plus criminel, une mission l'attend, il a réussi son existence. « Et c'est exactement cette douche-là, rapide, religieuse et sociale, que veulent ces jeunes », explique Lamya Kaddor.

Une des voix majeures du salafisme dans le monde est le cheikh égyptien Abou Ishaq al-Houwayni, considéré comme le mentor de Pierre Vogel. Il s'est rendu plusieurs fois en Allemagne afin de former de prometteurs prédicateurs salafistes. Pour les autorités allemandes, Al-Houwayni est modéré. Le groupe réuni autour de Pierre Vogel est certes considéré comme radical, mais on fait une nette distinction entre salafistes et djihadistes. Les salafistes ne seraient soi-disant pas déterminés à recourir à la violence, puisqu'ils ne cessent, du moins Pierre Vogel et sa communauté, de souligner qu'ils s'opposent au terrorisme. La question est simplement : où commence vraiment la violence ?

Lamya Kaddor est une des figures de proue de l'islam libéral en Allemagne. Elle a fondé l'Union libérale islamique pour opposer un symbole fort aux mouvances radicales de l'islam. Apprendre que cinq de ses anciens élèves ont rejoint les rangs des salafistes a dû représenter pour elle une défaite amère. Lamya rejette la division des hommes entre croyants et non-croyants. Elle est du côté des théologiens réformateurs comme Mouhanad Khorchide, professeur de théologie musulmane à l'université de Münster, qui mène un combat permanent contre les associations musulmanes afin d'établir une théologie moderne de l'islam. Khorchide ne veut pas voir un Dieu de la punition mais un Dieu de la miséricorde dans l'enseignement de l'islam. Cela peut sembler utopique, mais Mouhanad Khorchide est un jeune homme honnête qui s'intéresse à

des réformes réelles. Des associations musulmanes ont exigé que lui soit retirée son autorisation d'enseigner la théologie islamique en Allemagne, car Khorchide forme des professeurs qui façonneront l'enseignement de l'islam de demain. Il instruit également de jeunes théologiens qui prêcheront un jour dans les mosquées allemandes. Khorchide cherche à se rapprocher d'autres religions. Il est convaincu que les juifs, les chrétiens et les membres d'autres religions peuvent faire l'expérience de la miséricorde divine en accomplissant de bonnes actions dans leur vie. Il trouve même des passages du Coran appuyant ses propos. Selon la façon dont on interprète les textes, on peut y découvrir des points de repère pour nous guider dans une cohabitation harmonieuse.

Lamy Kaddor soutient la position de Khorchide. Pierre Vogel a réagi promptement en déclarant dans un message sur Twitter : « Quiconque affirme que juifs et chrétiens ne sont pas *kuffar* (infidèles) est lui-même *kafir* (infidèle)³ ! »

Au commencement était le Verbe

Certains salafistes affirment que le terme *kafir* est anodin, signifiant simplement que quelqu'un ne croit pas à la même chose qu'un autre. En ce sens, les musulmans eux-mêmes sont des *kuffar* du point de vue des chrétiens ou des juifs puisqu'ils ne croient pas à la crucifixion de Jésus ou à la loi juive. Donc tout ça ne serait pas si grave ?

Si l'on écoute ce que dit le professeur et mentor de Pierre Vogel au sujet des *kuffar*, on comprend alors à quel point cette dénomination est dangereuse : l'influent prédicateur égyptien Abou Ishaq al-Houwayni estime qu'« un *kafir* est pire qu'un animal⁴ ». Lui aussi se réfère au Coran. « Et que fait-on d'un animal ? » demande-t-il. « On le chevauche, on l'emmène au marché et on le vend, on l'abat et on le consomme ! »

Celui qui a recours au mot *kafir* franchit la première étape vers la violence. Celui qui assimile à des animaux les membres d'autres religions et ceux qui pensent autrement prépare le terrain du terrorisme et du meurtre. Internet pullule de vidéos de décapitations, de films montrant des islamistes tranchant la gorge de leurs victimes en hurlant *allahu akbar*, Dieu est grand. Ce sont justement les mots que prononcent les égorgés musulmans quand ils tuent un animal selon le rite islamique.

Des prédicateurs comme Pierre Vogel n'appellent peut-être pas directement à la violence, mais leur vision de l'homme et de la société légitime la violence et pose les bases de l'infrastructure mentale menant au terrorisme. C'est pourquoi, à mon sens, les associations salafistes d'Europe – tout comme les ligues d'extrême droite – devraient être interdites sans tergiversation.

La violence, en effet, commence tout d'abord par les mots ; c'est aussi ce que montre l'histoire du fascisme. Et qu'y a-t-il de plus fascisant que de traiter un homme d'animal à abattre ?

L'argument classique qui veut qu'une interdiction ne fasse au contraire que glorifier de tels groupuscules n'est pas recevable à mes yeux. Bien des jeunes trouvent le chemin conduisant à ces salafistes précisément parce que ce chemin est ouvert et légal. Si ces associations étaient interdites, tout le monde saurait qu'en cherchant à s'en rapprocher on se rendrait passible d'une

sanction. En général, les repris de justice, comme les cinq élèves de Lamya Kaddor, veulent être réhabilités lorsqu'ils rejoignent les salafistes, et non entamer une seconde carrière criminelle. Ils y réfléchiraient à deux fois avant de frapper à cette porte. Une fois qu'ils en ont franchi le seuil et ont profondément intégré les structures salafistes, cela leur est égal que la société aime ou non les salafistes. Tant qu'ils sont encore à la porte, certains jugeraient probablement important de savoir si les salafistes travaillent légalement ou non. Cela ne vaut vraisemblablement pas pour tout le monde, mais chaque personne qu'une interdiction dissuaderait compte.

Le cheikh Abou Ishaq al-Houwayni aime aussi à présenter à ses adeptes des solutions inventives aux problèmes de stagnation économique du monde musulman. Il faudrait conduire de nouvelles guerres de conquête contre les infidèles, s'emparer de leur fortune, emprisonner leurs femmes et leurs enfants pour les revendre comme esclaves⁵. Le monde islamique est pauvre et faible depuis que le djihad n'est plus pratiqué jusqu'au bout, estime le salafiste prétendument « modéré ». Si l'on détroussait les infidèles une à deux fois par an, la pauvreté disparaîtrait définitivement des États musulmans.

Les vidéos au moyen desquelles Al-Houwayni et d'autres prédicateurs propagent ce genre de messages font partie du matériel d'apprentissage destiné aux salafistes fraîchement recrutés. Au programme figurent également des prises de vues violentes de musulmans tombés au combat, par exemple en Syrie. Même dans la mort, ils semblent sourire. « Après avoir visionné de tels films, les jeunes gens, qui ignorent totalement la situation politique de la région, imaginent que les musulmans vivent ici dans l'oppression et qu'ils doivent se battre contre cela. C'est systématiquement la même vision qu'on invoque : le musulman est toujours opprimé, où qu'il se trouve. Et le combat, c'est la réponse », pense Lamya Kaddor.

Le mélange fatal entre victimisation et désir de revanche est devenu le moteur central de l'islamisme. Les conflits classiques de la région opposant Israéliens et Arabes, l'éternel conflit entre l'Occident et le monde musulman, les foyers de tensions en Bosnie, en Tchétchénie ou plus récemment en Syrie : nombreux sont les exemples qui semblent prouver que les musulmans subissent l'oppression. Au fil du temps, la radicalisation a atteint une nouvelle dimension et, surtout, gagne des couches plus étendues.

Les trois formes de radicalisation

Dans une étude que j'ai publiée en 2006 au sujet de la radicalisation des jeunes musulmans en Allemagne, je distingue trois formes au sein de ce phénomène : tout d'abord le *conservatisme archaïque*, tendance qui se développe fréquemment chez les groupes immigrés originaires de régions rurales, marquées par le modèle patriarcal, chez lesquels le niveau d'études est bas et des lois tribales archaïques sont appliquées. Cette forme de conservatisme ne repose pas nécessairement sur des convictions religieuses, mais la religion y est souvent utilisée pour légitimer des principes ou des actes. La violence qui émerge dans cette atmosphère n'est habituellement pas dirigée contre le pays d'accueil, ce sont davantage les « dissidents » de cette diaspora qui se trouvent visés. Ils deviennent alors victimes d'une violence qui est avant tout

familiale, parce qu'ils sont supposés menacer la réputation, l'intégrité et la stabilité de la famille. Les femmes sont les premières concernées. Les dérives de cette forme de radicalisation sont le crime d'honneur et le mariage forcé. Les revendications de solidarité inconditionnelle et une surveillance sociale ou morale rigoureuses sont caractéristiques de ces milieux.

Les jeunes gens qui grandissent dans des structures sociales défavorisées sont particulièrement enclins à une forme de radicalisation que je nommerais l'*évasion*. Ici, ni la famille ni la société d'accueil ne sont en mesure de fournir un modèle de vie adéquat. Frustration, exclusion et absence de perspectives professionnelles sont autant de raisons qui poussent avant tout de jeunes hommes à se rassembler en bandes, puis à sombrer tôt ou tard dans la criminalité ou la violence. Le groupe donne un équilibre, on est quelqu'un. Que ce soit à Berlin-Neukölln, dans le quartier de Nørrebro à Copenhague, à Malmö en Suède, à Bruxelles, Birmingham ou dans la banlieue parisienne, on rencontre ce phénomène partout. Là encore, la religion n'est pas forcément l'élément déterminant, c'est la situation sociale qui est le moteur principal. Mais la religion peut devenir un facteur quand se jouent notamment des batailles territoriales, quand par exemple de jeunes Turcs et de jeunes Marocains cessent de se combattre pour s'allier contre les Russes ou les Allemands.

Enfin, il y a l'*avant-gardisme religieux*. Les avant-gardistes se tiennent généralement à distance des associations traditionnelles islamiques et se considèrent comme les précurseurs d'une révolution politico-religieuse. C'est ce modèle qui semble particulièrement attirer certains étudiants arabes et convertis allemands. Une fois qu'ils se sont éloignés de leur milieu familial (tournant biographique), ils s'isolent, devenant ainsi une proie facile pour les groupes radicaux. Cependant, je voudrais souligner ici clairement la différence entre la propension à l'islamisation et les appels islamistes à la mobilisation pour le djihad international.

Autrefois, il existait parmi les avant-gardistes islamistes deux groupes qui étaient à peine en contact l'un avec l'autre : les salafistes et les djihadistes. Tous deux se définissaient comme élitistes et recrutaient de jeunes musulmans principalement issus de la classe moyenne, considérés comme mentalement solides et possédant un bon niveau de formation. Les salafistes étaient alors apolitiques et visaient à transformer la société musulmane au moyen, non pas d'actions politiques, mais de prêches moraux. « La politique est sale, tenez-vous en éloignés », décrétait un principe salafiste. Contrairement aux djihadistes, les salafistes se démarquaient aussi clairement du recours à la violence.

Cette séparation entre salafistes et djihadistes n'a plus cours aujourd'hui : le combat régional opposant sunnites et chiïtes, entre l'Arabie Saoudite, de tradition salafiste, et l'Iran des mollahs se généralise. Les deux pouvoirs régionaux sont impliqués dans plusieurs conflits du Proche-Orient. En Syrie, en particulier, une guerre par procuration a éclaté entre les membres des deux confessions. L'Iran soutient le régime d'Assad, l'Arabie Saoudite, les rebelles islamistes. Des salafistes originaires des États musulmans mais également d'Occident, qui autrefois suivirent de près le conflit au Proche-Orient, se voient à présent encouragés par l'Arabie Saoudite à envoyer des combattants en Syrie pour tenir l'Iran en échec. Les minorités chiïtes qui avaient pu vivre en paix pendant des siècles dans des États sunnites sont aujourd'hui attaquées par des salafistes. C'est ce qui se passe au Yémen, au Pakistan et en Égypte.

Autrefois, un salafiste devait suivre une formation religieuse de longue haleine avant d'être reconnu dans les cercles d'initiés. Il était très qualifié, exerçait un métier prestigieux et parlait généralement l'arabe littéral. Aujourd'hui, le niveau du salafisme s'éloigne de son niveau passé, le cercle élitiste s'ouvre pour profiter de la frustration des jeunes musulmans dans le monde islamique et occidental. Chômeurs, criminels, convertis : la porte du salafisme est désormais ouverte à tous. Un cours accéléré sur l'islam est venu remplacer la formation autrefois approfondie. L'heure n'est également plus à l'éloquence : la langue de la rue, pouvant aller jusqu'à la vulgarité, est maintenant employée lors du recrutement de nouveaux aspirants, de manière à gommer les réserves des jeunes gens à l'égard des salafistes. Après avoir suivi le cours accéléré, il est possible de devenir combattant de Dieu en l'espace de quelques semaines. Les frontières entre évasion et avant-garde sont devenues perméables. Ce mélange se révèle également attractif pour quelques jeunes Allemands convertis. Avant, c'était plutôt en suivant la voie mystique que les Allemands se tournaient vers l'islam. Le soufisme en particulier exerçait une fascination, il semblait offrir un refuge face au matérialisme et au nihilisme grandissants des sociétés occidentales. Aujourd'hui, le salafisme connaît un succès nettement plus important, entre autres parce qu'il se pose en mouvement de protestation. Voilà encore quelques années, un jeune Allemand devenait punk, ralliait des groupes gauchistes ou des mouvements d'extrême droite pour exprimer sa grogne contre la société et le système politique. À présent, de jeunes Allemands voient dans le salafisme une manière plus appropriée de montrer leur colère et leur rejet du monde extérieur. On modifie son apparence, on porte un habit blanc et une longue barbe afin de signaler à la société : Je ne suis pas comme vous, retournez-vous vers moi, redoutez-moi, je ne suis pas une victime, je suis puissant !

Si l'on observe la Grande-Bretagne, les Pays-Bas, la Belgique, le Danemark ou la France, on remarque exactement la même évolution : de jeunes musulmans qui rejettent de plus en plus la société (d'accueil) et se replient dans leur propre univers. Des salafistes britanniques, tels qu'Anjem Choudary, racolent publiquement pour le djihad et appellent à détruire les démocraties occidentales pour construire un État islamique en Europe⁶. Des tribunaux islamiques appliquant la charia exercent une justice parallèle en plein cœur de Londres. L'Église britannique tolère cet apartheid judiciaire, qu'elle perçoit comme une contribution à la tolérance et à une cohabitation réussie. Ce faisant, l'Église n'agit pas par amour des musulmans, mais parce que les institutions chrétiennes peuvent ainsi conserver, et même renforcer, leur influence sur l'éducation et la justice.

En Allemagne, ceux qu'on appelle des « juges de paix » veillent à ce que les conflits entre musulmans n'arrivent jamais devant un tribunal allemand. Ce phénomène, qui tend à être vanté comme une facilitation de la situation, est en réalité l'implantation de directives archaïques et strictement religieuses faisant fi de notre État de droit. Les droits des femmes, tels qu'ils sont ancrés dans les démocraties occidentales, ne sont pas pris en compte dans ce genre d'arbitrages, car ceux-ci s'appuient sur la charia ou sur des règles tribales extrêmement patriarcales.

Au nom de la tolérance, on accepte en Europe des états de fait qui encouragent la radicalisation, divisent la société et favorisent l'émergence de sociétés parallèles. Ceci a des conséquences fatales non seulement pour les femmes musulmanes et les musulmans modérés, mais aussi pour la cohabitation générale et la sécurité du pays. Il n'est pas rare que les communes ou les gouvernements ne réagissent qu'une fois qu'il est trop tard, une fois qu'on ne

peut déjà plus rattraper les radicaux, que des quartiers entiers sont, comme à Londres, sous le joug d'extrémistes qui font appliquer les lois de l'islam, ou bien une fois qu'une bombe a explosé ou que des innocents ont été assassinés en pleine rue. Si l'on continue à tolérer que des prédicateurs salafistes profèrent leurs messages de haine contre la démocratie et la dignité humaine, on ne peut pas s'étonner ensuite que ces discours se transforment, tôt ou tard, en actes de violence. Le détonateur est introduit dans la tête et le cœur de jeunes musulmans bien longtemps avant qu'un train, un marché de Noël ou une synagogue devienne la cible d'un attentat.

Qui peut enrayer la radicalisation ?

En majorité, les musulmans vivant en Europe sont apolitiques et veulent ce qu'il y a de mieux pour leurs enfants. Les accuser d'être des terroristes en puissance serait erroné et tout aussi dangereux pour la paix. Généraliser en émettant des soupçons ou en exprimant ouvertement de l'aversion peut tout aussi facilement déboucher sur de la violence. Mais, à présent, c'est justement à cette majorité silencieuse d'agir. Elle a la possibilité d'opposer quelque chose aux extrémistes. Pourtant, elle ne se mobilise guère pour juguler l'influence des salafistes et des associations musulmanes conservatrices. Elle laisse des réformateurs comme Mouhanad Khorchide et Lamyia Kaddor se battre seuls. Cette majorité se contente de rester spectatrice jusqu'au jour où ces militants individuels faibliront et baisseront les bras. Quand on en sera arrivé là, une majorité d'Allemands déplorera alors qu'il n'y ait pas d'islam réformateur mais seulement des « vogelistes » et des djihadistes, ce que les musulmans apolitiques interpréteront à leur tour comme du racisme et de la discrimination. Un cercle vicieux.

Je comprends qu'un musulman « normal » n'ait pas envie qu'on lui parle constamment de sa religion, encore moins des côtés déplaisants de cette religion. Je comprends qu'un étudiant musulman habitant à Cologne ne veuille pas s'excuser pour les actes d'un terroriste sévissant en Afghanistan ou pour la lapidation d'une femme en Iran. Mais si un grand nombre de ces musulmans « normaux » descendent dans la rue pour protester contre les caricatures du Prophète ou contre un film antimusulman, je m'attends à ce qu'au moins autant de musulmans « normaux » manifestent contre l'influence croissante des associations islamiques et des salafistes. En effet, au bout du compte, il n'y va pas seulement de l'image de l'islam mais bien de l'avenir de leurs propres enfants dans cette société.

En même temps, c'est à l'État d'agir. Il ne doit pas accorder trop de pouvoir aux associations islamiques, car les hommes qui s'organisent et forment un lobby au nom d'une religion veulent souvent fossiliser un modèle de société religieux et conservateur, tout en renforçant leur emprise sur les fidèles – en recevant l'aval d'en haut.

Les musulmans libéraux s'organisent plus rarement en associations que les conservateurs parce qu'ils se définissent comme des individus. Et ils n'aspirent pas autant au pouvoir et à l'influence politique. C'est précisément ce dont profitent les associations : étant donné que personne n'ouvre la bouche, ne se révolte ou ne se mobilise, elles peuvent prétendre représenter tous les musulmans. L'enseignement de l'islam, la dispense de cours de natation pour les élèves musulmanes, le port du voile pour les enseignantes et employées de l'État : tout cela relève de

thématiques qu'ont lancées les associations islamiques conservatrices. L'État a accepté la montée en puissance de ces rassemblements parce qu'il avait impérativement besoin – en particulier après le 11 Septembre – d'interlocuteurs musulmans. Le dialogue est, en soi, primordial et positif. Mais alors qu'auparavant on se retrouvait dans de petites mosquées avec des salles de réception où l'on restait entre soi, ethniquement parlant, les musulmans ont été entre-temps encouragés à s'institutionnaliser. Alors qu'autrefois les Turcs restaient entre eux, que les Iraniens n'avaient rien à faire avec les Marocains etc., des organisations se sont formées, et ces organisations prétendent parler au nom de tous.

Cette institutionnalisation est éminemment problématique en Allemagne. À l'instar des Églises chrétiennes et de la communauté juive, les organisations islamiques veulent devenir des associations de droit public. Elles s'appuient sur le *Staatskirchenrecht*, le droit ecclésiastique d'État, accord qui a été tout particulièrement influencé par les évolutions historiques des siècles précédents. Après la sécularisation notamment, les Églises furent dédommagées de leurs pertes territoriales par l'État, qui s'obligea à prélever pour elles des impôts et à leur confier en retour des missions dans les domaines de l'éducation ou de la santé.

Depuis la séparation de l'Église et de l'État, ce dernier est obligé à la « neutralité idéologique ». Puisque la Constitution considère que, si l'exercice de la religion n'est pas du ressort de l'État, il reste néanmoins une mission publique, l'État soutient les communautés religieuses et idéologiques.

Les sociétés du XXI^e siècle sont de plus en plus hétérogènes et multiculturelles. Les migrants sont avant tout des humains, qui ont des besoins humains : éducation, travail, droits de l'homme. Ce sont des individus, il faut leur assurer des droits individuels avant de leur donner des droits en tant que groupe. À mon avis, on ne rend pas service aux musulmans en valorisant politiquement les associations islamiques et en plaçant l'islam au même niveau institutionnel que les Églises chrétiennes. On ne combat pas ainsi les relents islamophobes existants, on ne fait, au contraire, qu'accroître le ressentiment à leur égard. La solution, selon moi, ne peut pas être que les organisations islamiques bénéficient des mêmes privilèges que les Églises, mais plutôt que les Églises songent à renoncer à quelques-uns de leurs si chers privilèges et restituent certaines de leurs missions à l'État. Le droit ecclésiastique d'État a peut-être été légitime par le passé, mais il ne répond plus aux exigences du XXI^e siècle. L'État doit veiller à garantir une transmission du savoir qui soit neutre. Il peut donner aux enfants des instruments de pensée libre et critique, mais il ne devrait pas leur présenter des vérités religieuses préconçues, ni en cours de religion protestante, ni en cours de religion catholique ou islamique. L'enseignement théologique me paraît sensé. Il permet d'instruire les écoliers sur l'origine des différentes religions, sur les diverses doctrines et sur l'évolution historique des communautés religieuses. Ni plus, ni moins. Si l'on demande aux musulmans de porter un regard critique sur leurs traditions – ce que je fais –, alors on doit aussi demander à l'État allemand de porter un regard critique sur sa tradition d'enseignement et sa relation aux communautés chrétiennes. Une surreprésentation de la religion, quel qu'en soit le mode, empoisonne le climat et rend le débat public très difficile.

Au lieu d'octroyer davantage de privilèges aux associations islamiques, on devrait accorder aux jeunes musulmans de plus grandes chances de réussir en tant qu'individus dans notre

société. Beaucoup de Turcs ont été confrontés à des situations dans lesquelles leur nom suffisait à les empêcher de passer un entretien d'embauche, ou se sont trouvés face à un personnel étonné d'entendre le candidat parler si bien allemand. Il faut faire tomber ces murs-là, qui ne sont pas que dans l'esprit des gens. On parviendrait à atteindre beaucoup plus qu'avec n'importe quelle conférence sur l'islam.

Nous avons tous besoin de plus de temps. Les musulmans doivent apprendre à mieux recevoir les critiques formulées contre leur religion, les Allemands doivent apprendre qu'un musulman aux cheveux noirs peut, lui aussi, être allemand. Évidemment, le temps à lui seul n'est pas un garant du changement, car nous ne vivons pas sur un îlot enchanté. Les problèmes que rencontre le monde musulman déferlent aussi sur l'Allemagne, influençant la cohabitation et favorisant les hostilités.

J'ai longtemps nourri l'espoir que les jeunes musulmans ayant grandi ici, dans la prospérité, la liberté, et ayant goûté aux plaisirs d'une éducation moderne et diversifiée sèmeraient ensuite le progrès et l'idée de liberté dans le monde musulman. Mais les problèmes idéologiques et structurels des communautés musulmanes en Occident, ainsi que l'état d'esprit de nombreux Européens à l'égard des « musulmans », aboutirent plutôt au résultat contraire. En Allemagne, on constate une évolution inverse chez les petits-enfants de la première génération de travailleurs immigrés. On propage des modes de vie traditionnels, des attitudes et des mentalités qui n'ont même plus cours à Istanbul ou Casablanca. Tandis que la résistance s'accroît contre le fascisme islamique dans les pays musulmans, atteignant son paroxysme avec la destitution des Frères musulmans, les idées réactionnaires fascisantes des salafistes comptent toujours plus d'adeptes en Occident. Le virus y est particulièrement actif, et mute plus vite qu'on ne le pense.

Une victoire durable ne pourra être obtenue qu'au prix d'une lutte longue et acharnée menée sur les deux fronts. L'inertie, l'indifférence et le silence sont tout aussi graves et dangereux pour l'Europe que le fondamentalisme islamique en soi. L'affolement et les grands discours ne mènent à rien. Un débat sur l'islam ne doit ni attiser les peurs, ni jeter une suspicion généralisée sur tous les musulmans. Il s'agit surtout de conduire ce débat vers l'influence de la religion en général. Si c'est pour exclure davantage et ériger des murs, cela ne sert à rien. Au fond, un tel débat devrait nous inciter à oser plus de laïcité en Allemagne !

CHAPITRE 11

Hygiène identitaire et division – Quand Sarrazin et Erdoğan jouent les pourvoyeurs de sens

Quatre ans après la parution du livre de Thilo Sarrazin *Deutschland schafft sich ab* (*L'Allemagne disparaît*), je me demande si le débat sur l'islam et l'intégration nous a entraînés vers autre chose que la peur, l'indignation et l'outrage. À l'époque, je faisais partie de ceux qui étaient reconnaissants envers Thilo Sarrazin d'avoir attiré l'attention sur les inégalités présentes dans la politique d'éducation et d'intégration. J'espérais que la publication de ce livre donnerait lieu à une discussion honnête sur ces sujets. Bien que les théories provocatrices de Sarrazin, notamment sur l'hérédité de l'intelligence, m'aient gêné, j'avais bon espoir que la provocation finisse par conduire à l'apaisement et à la prise de conscience. Mais elle n'a mené nulle part. Le débat n'a conduit à rien, si ce n'est à encore plus d'aversion mutuelle et de divisions.

Les uns affirment que Sarrazin a touché un nerf sensible et a ouvert le débat public sur un thème tabou. Non, pensent les autres, Sarrazin n'a touché aucun nerf, il n'a fait que nous taper sur les nerfs et perturber la cohésion sociale. Quel genre de Superman se cache derrière cet ancien ministre des Finances de Berlin ? Pourquoi domine-t-il le thème de l'intégration pratiquement à lui seul, alors qu'il se contente de dresser la liste de quelques inégalités sans proposer de solutions ?

Je ne crois pas que les émotions et les remous causés par Sarrazin résultent de ses critiques, parfois justifiées, du système en place, mais plutôt du sentiment qu'éprouvent de nombreuses personnes d'être perpétuellement traitées de façon injuste. Ce sentiment réunit du reste les deux principales parties adverses du débat autour de la religion islamique : musulmans et critiques de l'islam. La faction des « Enfin-quelqu'un-qui-le-dit-tout-haut » apporta un soutien aveugle à Sarrazin et à ses théories, que personne n'était capable d'expliquer clairement. Face aux vives critiques que soulevèrent ses théories, ses sympathisants réagirent de manière épidermique : les médias étaient somme toute de mèche et essayaient de redorer le blason de l'islam pour dissimuler la vérité quant au potentiel de violence de cette religion. Ils affirmèrent qu'on n'avait pas le droit de critiquer l'islam en Allemagne et qu'on cherchait aussitôt à museler tous ceux qui, comme Sarrazin, s'y risquaient.

En face, la faction des « Nous-ne-nous-sentons-pas-les-bienvenus » semblait avoir attendu avec impatience les messages du banquier retraité pour raviver sa propre indignation chronique.

Cette faction fut, elle aussi, d'avis que les médias pratiquaient l'islam-bashing et publiaient des contre-vérités sur la religion musulmane. La montée en épingle du « débat Sarrazin », qui traîna artificiellement en longueur, prouverait, selon cette faction, soit que nous n'avons aucun problème d'intégration, soit que nous n'avons aucune solution au problème.

Oui, Sarrazin a touché deux points sensibles, le premier étant la susceptibilité de nombreux musulmans, qui se rangent facilement du côté des victimes. Ils ont besoin d'une figure à détester, sur laquelle ils peuvent projeter toutes leurs déceptions, c'est une tradition. Cette figure fut tour à tour le politologue Bassam Tibi, la sociologue Necla Kelek, puis, avec Sarrazin, ce fut enfin un Allemand d'origine allemande qui apportait la preuve qu'on voulait chasser les musulmans d'Allemagne.

L'autre point sensible que toucha Sarrazin, ce fut l'incertitude de nombreux Allemands quant à leur propre identité et à leur avenir. Ses théories rencontrèrent un accueil particulièrement favorable auprès des personnes âgées de soixante ans et plus. Dans le passé, cette génération, davantage occupée à préparer sa retraite, ne s'est guère impliquée dans de tels débats. Aujourd'hui, les gens de plus de soixante ans sont souvent en bonne santé mentale et physique, surfent sur Internet, sont parfaitement informés et entendent prendre part au débat politique et social. Mais notre société, centrée sur la jeunesse et la performance, ne leur offre que peu de possibilités de manœuvre. Un peu de bénévolat, un peu de vacances, cela s'arrête là. Tandis que le monde qui les entoure évolue à toute allure, pour eux le temps se fige. Tout de même, on a été quelqu'un, on a réussi sa vie. On voit autour de soi des visages étrangers, on entend des langues étrangères, tout est soudain métissé, on est gagné par la peur de voir disparaître ce qui nous était familier, ce qui composait notre histoire et notre identité. L'enjeu n'est pas le changement, mais la conservation. C'est une politique obstructionniste qui émane du peuple, ou plutôt de certaines parties du peuple. Lors des manifestations contre le projet Stuttgart 21, la moyenne d'âge était aussi très élevée. On entend constamment des informations sur des attaques terroristes ou des guerres civiles qui ravagent le monde musulman; et voilà qu'ils veulent se mettre à construire d'immenses mosquées ici...

Je force le trait, je sais. Mais le livre de Sarrazin en a justement appelé avec habileté à cette peur et à cette énergie obstructionniste.

Le succès de Sarrazin auprès des Allemands d'Allemagne est comparable à celui que rencontrent les théories religieuses nationalistes du Premier ministre turc Erdoğan auprès des Turcs allemands. Après sa prise de fonction, il y a dix ans, de nombreux islamologues considéraient Erdoğan comme un islamiste modéré. Je n'ai jamais pu accepter ce terme car, pour moi, islamisme et modération s'excluent mutuellement. Un islamiste qui aspire au pouvoir exclut tous ceux qui pensent différemment et croit à une identité hermétiquement fermée, supérieure à toutes les autres. On a espéré que les réalités politiques et économiques pousseraient Erdoğan au pragmatisme. Mais un islamiste ne se fait passer pour modéré et conciliant que tant qu'il n'a pas le pouvoir. À peine est-il arrivé aux commandes que le masque tombe.

Erdoğan n'essaie pas uniquement de définir la politique et l'économie du pays (ce qui serait au fond sa tâche), il veut rééduquer la société. Il construit de nouvelles villes, dont il cherche ensuite à régenter la vie sociale et morale. Il veut définir qui habite où et qui embrasse qui. Il

sévité brutalement contre les manifestants, les qualifiant d'infidèles et de bandits. Il fait arrêter des journalistes qui critiquent ses projets et son style de gouvernance. Nulle part au monde on ne trouve autant de journalistes emprisonnés qu'en Turquie. On en dénombre soixante-seize. C'est plus qu'en Iran, en Corée du Nord ou en Russie¹ ! Des milliers d'activistes et d'intellectuels se trouvent également en détention. On reproche à certains d'entre eux d'appartenir à des organisations terroristes alors qu'ils n'ont fait qu'écrire un article critiquant Erdoğan ou manifester contre lui.

Erdoğan tente aussi d'exercer de l'influence sur les Turcs établis à l'étranger. Les applaudissements tonitruants que récolta Sarrazin, fin septembre 2010, à la Maison de la littérature de Munich sont puisés à la même source que la jubilation avec laquelle fut acclamé Erdoğan, fin février 2008, à l'Arena de Cologne. Le chef du gouvernement turc y fut accueilli comme un sauveur, un repère identitaire. C'est avant tout la génération des jeunes gens âgés de dix-huit ans et plus qui s'enthousiasme pour Erdoğan et reçoit ses conseils moralisateurs avec gratitude. La plupart d'entre eux sont nés en Allemagne, ont fréquenté l'école allemande et voient ce pays comme leur résidence principale, tout en s'y sentant pourtant étrangers. Ils sont consternés par le problème d'image de l'islam et par l'attitude de beaucoup d'Allemands à l'égard des gens qui sont d'origine turque. Erdoğan les rassure. Puisqu'ils ne sont pas les bienvenus ici, lui, il les accueillera à bras ouverts.

Même si cette foule de sympathisants ne comptait pas beaucoup d'islamistes, Erdoğan et son parti l'AKP incarnaient pour eux l'espoir qu'islam et démocratie ne s'excluent pas. Mais dans leur euphorie, ils n'ont pas tenu compte des caractéristiques totalitaires d'Erdoğan et de son gouvernement. À l'heure actuelle, la Turquie ne constitue plus un exemple d'union réussie entre l'islam et la démocratie : elle est au contraire devenue le foyer d'une version édulcorée du fascisme islamique, dotée d'un fort potentiel de radicalisations supplémentaires.

On peut mesurer la différence qui sépare un islamiste « modéré » d'un islamiste « pur et dur » aux réactions de certains jeunes musulmans en Allemagne face aux récentes accusations de corruption portées contre le gouvernement Erdoğan. L'islamiste modéré croit qu'une conspiration occidentale se cache derrière ces accusations. Le salafiste et le djihadiste croient que les difficultés sont une punition de Dieu parce qu'Erdoğan n'a pas introduit la charia, et que l'alcool et la prostitution ne sont pas (encore) interdits (totalement) dans son État.

Sarrazin et Erdoğan vendent à leurs sympathisants un pseudo-remède à la réalité sociale actuelle. Or, notre problème en Allemagne, ce ne sont pas Sarrazin et Erdoğan à titre personnel, mais les sombres lacunes qu'ils comblent avec leurs messages. Nous avons au moins trois groupes de population en Allemagne – voire peut-être plus – et ils ne cessent de s'isoler les uns par rapport aux autres. Je n'ai rien contre l'isolement en soi, tant qu'il est accompagné de la devise « vivre et laisser vivre ». Ce n'est justement pas le cas. En effet, ce retranchement systématique est fondé sur une idéologie et nourri de ressentiments. Prisonnière de traditions archaïques et religieuses, une petite classe sociale défavorisée appartenant à la subculture des immigrants érige une barrière mentale entre elle, ses propres enfants et la société dans laquelle elle vit. Elle ne dispose pas des compétences linguistiques et sociales qui pourraient lui permettre une ascension ou la permettre à ses enfants. De l'autre côté, nous avons une petite classe privilégiée de la bourgeoisie allemande, qui veut préserver ses propres enfants de ces

« immigrés à problèmes » et les envoie donc dans des écoles pratiquement dépourvues d'« étrangers ». Certains membres de cette couche sociale semblent réagir à l'islamisation qui opère à l'autre bout de la société en se livrant à une rechristianisation. On dirait qu'ils ne se sentent tout simplement pas à la hauteur des défis posés par le multiculturalisme et se raccrochent à une vision romantique de l'Allemagne qui n'existe plus depuis au moins la fin du XIX^e siècle. Les écoles chrétiennes connaissent un regain d'affluence, de même que les établissements privés, que pratiquement aucun étranger ne peut se payer. Hygiène identitaire et démarcation élitiste.

Simultanément, de plus en plus d'écoles privées turques mettent l'accent sur l'islam, et attirent principalement la couche moyenne turque. Isolés, les enfants qui grandissent et font leur apprentissage dans un environnement ainsi « purifié » retourneront, au plus tard après leur scolarité, dans une réalité à laquelle ils n'auront pas été préparés et s'y retrouveront dépourvus de bagage social ou interculturel. Or, à l'heure de la mondialisation, cela constitue précisément la base d'une société et d'une économie viables.

Le troisième et plus grand groupe en Allemagne se composera à l'avenir, du moins je l'espère, de gens issus ou non de l'immigration, qui auront appris non seulement à supporter mais surtout à faire face aux conflits, et qui auront compris que l'image de la société véhiculée d'un côté par Sarrazin, et de l'autre par Erdoğan, ne saura résister à l'épreuve du temps. Ce troisième groupe ne semble pas avoir de lobby pour le moment et dispose visiblement d'un potentiel trop restreint pour attirer les médias. On sait bien que ce sont les agitateurs qui font grimper l'audimat.

J'espère que ce groupe va continuer à s'élargir et contribuer à désenvenimer durablement le climat qui règne dans le pays sans devoir organiser de sommet national sur l'intégration, ni alimenter la tendance aux débats vains. Nous n'avons pas besoin de positions extrémistes mais d'une politique d'éducation efficace et d'une stabilité aussi bien économique que sociale, qui libère les capacités nécessaires à notre existence future.

Moi-même, j'ai d'abord espéré que les théories provocatrices de Sarrazin mettraient un terme à la léthargie et au silence de ce troisième grand groupe, et orienteraient le débat vers une nouvelle direction. Finalement, le débat a fait place à d'autres débats. Jusqu'ici, il n'a conduit à rien si ce n'est à une énième division, qui est venue renforcer la ligne de démarcation des deux côtés et la pression sur le centre multiculturel, qui doit choisir son camp entre l'une ou l'autre des orientations. Tous ceux qui forment cet étau réagissent aux mutations politiques, économiques et sociales en faisant preuve d'inquiétude et de peur. Chacun des camps accuse l'autre d'être la cause de cette peur. Comme toujours, il est plus facile de faire porter le chapeau à l'autre que de procéder à son autocritique. Ce n'est pas manifester beaucoup d'imagination que de réagir aux bouleversements occasionnés par la mondialisation en suivant toujours le même vieux modèle : nous ne trouverons ni réconfort ni repère identitaire auprès des religions ou de désuets concepts de nation reposa sur l'exclusion de l'autre. L'avenir appartient au multiculturalisme et à la flexibilité. Ceux qui pratiquent l'hygiène identitaire et érigent des remparts autour de leur culture ou de leur religion ont perdu la partie depuis longtemps.

CHAPITRE 12

Islam, islamisme, État islamique – Carte mentale du terrorisme

Les nouvelles guerres de religion Théologie de la violence en extension

Aucune autre organisation n'incarne autant le fascisme islamique que Daesh : une utopie de la délivrance religieuse, un plaisir meurtrier insatiable, un mépris des minorités et une haine profonde à l'égard du reste de l'humanité. Nous assistons à l'émergence d'une nouvelle dimension du djihad mondial, un déchaînement des forces les plus radicales de l'islam. Peu importe que ces guerriers de Dieu interprètent l'islam correctement ou le détournent à des fins politiques : cela ne change rien au danger qui émane, à l'heure actuelle, de cette religion.

L'indigence politique des États arabes, doublée d'une montée de l'extrémisme, transforme la religion en bombe à retardement. Certes, la majorité des musulmans est pacifique et n'a aucun intérêt à faire exploser la bombe. Mais il n'en reste pas moins qu'une minorité voit dans la violence la réalisation d'une promesse sacrée.

Lorsque les milices de l'État islamique (EI) se déployèrent en Irak durant l'été 2014, ses partisans publièrent une mappemonde du futur califat : chaque territoire dans lequel vivent ou ont vécu des musulmans, soit la moitié de l'Asie, les trois quarts de l'Afrique, certaines zones d'Europe de l'Est et bien sûr l'Andalousie, devrait tomber aux mains de l'EI dans les cinq années à venir. Comment cela est-il censé se dérouler ? Un combattant l'expliqua ainsi : « La victoire de l'islam ne sera pas remportée sans que des corps soient déchiquetés et des crânes, broyés. » Dans un enregistrement, l'autoproclamé calife Al-Baghdadi appela à déclencher partout les volcans du djihad.

Toute cette brutalité serait censée infléchir le cours de l'histoire et imposer le royaume de Dieu. C'est aberrant. On pourrait objecter qu'une armée de trente mille hommes n'y parviendra jamais. Mais prudence ! Le danger ne vient pas uniquement de cette troupe meurtrière, il émane aussi d'une idée. Le califat est comme une « carte mentale » gravée dans la mémoire collective de l'islam : il commémore la puissance militaire et économique dont il jouissait entre le VII^e et le XI^e siècle. L'EI représente une utopie de la délivrance religieuse. C'est la « bonne » idée au

« bon » endroit, au « bon » moment. La Syrie et l'Irak sont des États en déliquescence, dans lesquels le nationalisme et le panarabisme ont fait leur temps et où la démocratie n'a pas réussi à s'établir, ce qui offre une chance de propager une idée ancestrale : la résurrection de la communauté originelle du Prophète.

Le prophète Mahomet dessina une mappemonde similaire. Il aurait envoyé des lettres à l'empereur de Byzance, au souverain sassanide en Perse, au gouverneur romain en Égypte et au roi chrétien d'Abyssinie : « Embrasse l'islam, tu trouveras la paix ! » Peu après la mort de Mahomet, une grande partie de ces territoires se trouvait sous domination islamique.

Ce rêve d'hégémonie répond aujourd'hui à l'impuissance que ressentent de nombreux musulmans. Ce sentiment d'impuissance incite des milliers de jeunes hommes à quitter l'Europe pour rejoindre la Syrie ou l'Irak. Après l'échec du Printemps arabe et de sa promesse de liberté, c'est désormais une colère sacrée qui s'élève. Au sein de l'EI figurent des musulmans – entre autres égyptiens, tunisiens, tchéchènes, européens – qui n'étaient personne dans leur pays d'origine. L'EI, à l'inverse d'Al-Qaïda, ne recrute pas ces jeunes gens en tant que terroristes kamikazes mais en tant que conquérants du monde. Il leur offre la possibilité de passer à l'offensive. Ceux qui n'ont pas trouvé leur place au XXI^e siècle peuvent tenter leur chance avec une machine à remonter le temps qui les catapulte au VII^e siècle. Sans qualification particulière, ces jeunes gens ont la possibilité de devenir gouverneurs d'une petite ville irakienne et de régner comme des sultans. Ils peuvent gracier ou exécuter. Ils ont droit de vie ou de mort. Quelle puissance séduisante ! En l'espace de quelques mois, ils ont réussi à s'emparer de vastes zones en Syrie et en Irak, comme y étaient autrefois parvenus les conquérants musulmans du VII^e siècle.

Ni la science, ni l'éducation, ni les programmes économiques ne sont une garantie de succès ; ce qui compte, c'est la dévotion à Allah : les fidèles doivent accomplir la volonté divine. Voici ce qu'on lit dans le Coran : « Vous formez la meilleure communauté suscitée pour les hommes : vous ordonnez ce qui est convenable, vous interdisez ce qui est blâmable. » Les partisans de la charia en Europe récitent cette sourate, de même que les gardiens de la morale en Arabie Saoudite, en Iran, dans le nord du Nigeria ou dans la province indonésienne de Banda Aceh. Ils se définissent comme les exécuteurs de la loi d'Allah. Les islamistes ne sont pas les seuls à considérer la loi religieuse comme la justice suprême : bon nombre de pieux musulmans l'acceptent également¹. C'est une des raisons qui explique pourquoi l'EI est parvenu à conquérir des villes de plusieurs millions d'habitants en y envoyant seulement quelques milliers de combattants.

Un livre et une épée

La progression des milices de l'EI révèle une nouvelle dimension du djihad. Lors de son unique apparition publique, l'autoproclamé calife Abou Bakr al-Baghdadi déclara à Mossoul : « Je ne vous promets pas ce que d'autres dirigeants promettent à leurs sujets : je ne vous promets ni sécurité, ni prospérité. Non, je vous promets ce qu'Allah promet aux fidèles dans le Coran : il fera d'eux ses représentants sur terre². » Al-Baghdadi a appelé les fidèles au combat contre les mécréants : « Un État islamique ne peut exister que si la loi d'Allah est appliquée.

Pour ce faire, nous avons besoin de pouvoir et de force : un livre pour nous montrer le chemin, une épée pour faire triompher la religion. »

Désormais, l'épée s'appelle Daesh, mais le livre s'intitule toujours le Coran. Il suffit de jeter un regard sur la mappemonde réelle pour voir que l'EI n'est qu'une organisation islamiste parmi tant d'autres qui partagent ces idées. Le concept de califat a trouvé un écho dans l'ensemble du monde arabe. En Libye et en Algérie, les islamistes ont fait allégeance à l'État islamique d'Al-Baghdadi, nouvellement fondé. Le groupe terroriste égyptien Ansar Baït al-Maqdis, qui opère dans le Sinaï, a annoncé en novembre 2014 qu'il appartenait dorénavant au califat. L'EI reçoit également des soutiens massifs d'Arabie Saoudite, du Yémen, du Liban et de Jordanie, et même de Tunisie, pays autrefois considéré comme le pays modèle du Printemps arabe ; aujourd'hui, c'est de là-bas que viennent la plupart des combattants de l'EI.

Qu'en est-il dans le reste du monde ? Face à la mondialisation à l'occidentale, on a pu observer trois différents types de réaction. Les Asiatiques furent créatifs, les Arabes, réactifs, les Africains, passifs.

La créativité de l'Asie profita aux pays musulmans tels que la Malaisie ou l'Indonésie, qui, principalement en raison de leur diversité ethnique et religieuse, tolérèrent laïcisation et modernisation. Mais ces satellites islamiques n'exercèrent qu'une faible influence sur le cœur arabe de l'islam. À l'inverse, ces pays importèrent du Proche-Orient, où règnent des tensions, l'idéologie du djihad et les lois de la charia. À force d'insister sur la législation islamique, la cohabitation entre musulmans et non-musulmans tend à se compliquer dans certaines parties de la Malaisie. Dans la province indonésienne de Banda Aceh, la charia a été introduite en 1999. Au début, la législation islamique se limitait au code vestimentaire et au droit de la famille. Depuis 2009, la charia détermine également le droit pénal. L'entorse à la séparation hommes-femmes et l'homosexualité sont punies par flagellation, l'adultère, par lapidation. Une police de la charia patrouille dans les villes et arrête les pécheurs. L'organisation terroriste Jemaah Islamiyah, responsable des attentats qui ont été perpétrés à Bali en 2002, vit une renaissance. De sa cellule de prison, en juillet 2014, le leader du groupe, Abou Bakr Bashir, a reconnu le chef de l'EI, Al-Baghdadi, en tant que calife et lui a apporté son soutien total.

Évidemment, il existe aussi des organisations criminelles qui détournent l'islam, comme les warlords en Afghanistan, qui vivent du trafic de drogues. Non, le djihad n'est pas forcément religieux.

Mais son inflexibilité fait écho à la colère des défavorisés. C'est particulièrement visible en Afrique, le continent qui ne profite pas de la mondialisation. La Chine et l'Occident exploitent les ressources du continent noir tout en fermant leurs marchés aux exportateurs africains. Malgré tout, la révolte politique se fait attendre. Seul l'islam radical recueille la colère sourde des Africains. Là encore, le rêve du califat offre une échappatoire à la sombre réalité.

Boko Haram en est l'exemple le plus édifiant. Au départ, l'organisation terroriste se contentait d'attaquer des postes de police et l'armée. Mais lorsque son fondateur, Mohamed Yusuf, fut exécuté par les forces de sécurité, le groupe désormais dirigé par Abubakar Shekau a commencé à intensifier ses frappes. En 2011, un kamikaze a fait sauter le quartier général des Nations unies dans la capitale nigériane, Abuja. Au total, on estime à dix mille le nombre des

victimes de Boko Haram. Les experts occidentaux en terrorisme ont pourtant minimisé l'ampleur des risques. Ce n'est que lorsque Boko Haram kidnappa plus de deux cent cinquante jeunes filles, en majorité chrétiennes, que l'Occident prit réellement la mesure du danger.

Dieu le veut, je n'ai pas le choix

Inspiré par l'État islamique, Boko Haram a proclamé son propre califat dans l'État fédéral de Borno. Il y a toujours eu des islamistes dans le nord du Nigeria mais l'organisation Boko Haram a ceci de différent qu'elle possède des cellules partout dans le pays. On recenserait 280 000 membres³. Elle est en réseau avec les milices d'Al-Shabaab en Somalie, avec Ansar Dine au Mali et des islamistes agissant en Érythrée et au Kenya. À présent, les Nigériens islamistes semblent s'intéresser davantage à l'EI qu'à Al-Qaïda.

Et c'est ainsi que se répand le terrorisme au nom d'Allah : l'islamisme militant dépasse toutes les différences ethniques et spécificités culturelles. Partout, ses doctrines sont similaires, ses méthodes barbares. Autrefois, chaque groupe djihadiste faisait cavalier seul, désormais les groupes se rapprochent les uns des autres et se livrent à la surenchère.

Mais Daesh est le nouveau modèle. Après les succès militaires et les coups médiatiques du califat, les groupes comme Al-Qaïda se sont retrouvés au pied du mur. Des islamistes en Algérie et au Pakistan s'en sont distanciés pour apporter leur soutien à l'EI. Al-Qaïda a annoncé la création d'une nouvelle organisation en Inde. Le mouvement a grand besoin d'un nouveau 11 Septembre s'il ne veut pas sombrer définitivement dans l'insignifiance.

Devons-nous craindre l'islam ? Les hostilités opposant les différents groupes islamistes qui prient le même dieu représentent une chance : ils n'uniront pas leurs forces pour causer de malheur encore plus terrible. Toutefois, leur discorde laisse aussi planer le danger qu'ils deviennent de plus en plus difficiles à combattre. Même si l'on sait que l'EI finira tôt ou tard en petite note de bas de page de l'histoire du Proche-Orient, comme c'est déjà le cas pour Al-Qaïda, le courant de pensée reste, ce courant de pensée qui fait miroiter la servitude comme s'il s'agissait d'une utopie.

La servitude commence par ce mythe qui prétend : « Dieu le veut, je n'ai pas le choix. » Le mot arabe *islam* se traduit littéralement par « soumission ». Trop de musulmans croient que Dieu surveille leurs actes et leurs pensées et qu'il punit chacun de leurs faux pas. Certes, la plupart des musulmans ne s'en tiennent pas à toutes les règles. Mais bon nombre d'entre eux se sentent pécheurs et redoutent la punition divine. Leur désir de laver leurs péchés les pousse à la dépendance psychique.

Un des plus grands exploits de la modernité est d'avoir libéré l'homme de l'idée d'un dieu répressif. Le rationalisme nous a permis de nous distancier de la servilité. Telle est la condition nécessaire à la pensée critique et à la liberté. Or c'est précisément cette distanciation que rejettent les musulmans conservateurs. Aussi le sens de la vie se résume-t-il à servir Dieu et à obéir à sa volonté. Cela engendre une inaptitude au jugement autonome et fait obstacle à tout progrès.

Le monde devrait avoir peur de l'islamisme militant autant que du fascisme qui a sévi au xx^e siècle. Mais cette peur ne doit pas être paralysante. On a vaincu le fascisme en menant une guerre aussi dure que l'exigeait la situation. Il a fallu infliger à l'idéologie fasciste une écrasante défaite militaire et morale, de manière à rendre vaine toute résistance. Ensuite, il a été nécessaire de mettre au point un plan Marshall pour les vaincus. C'est également ce dont ont besoin de nombreux États musulmans aujourd'hui.

Mais ceux-ci doivent par ailleurs s'émanciper de la théologie de la violence. Le fascisme n'aurait jamais été anéanti si les Allemands s'étaient contentés de croire que seuls Hitler et ses sbires étaient les méchants, tandis que leur idéologie ne posait aucun problème. Désormais, c'est à tous les musulmans qu'il revient de s'affranchir du mode de pensée autoritaire de l'islam.

Bien entendu, l'islamisme n'a pas que des origines religieuses. Mais si l'on veut venir à bout de la théologie de la violence qui sévit dans le monde, il faut admettre ceci : elle est liée à l'islam.

Capitation pour les chrétiens

Elle a tout perdu et pourtant elle peut dire qu'elle a eu la chance d'avoir survécu : une jeune chrétienne s'est sauvée de Mossoul pour se réfugier dans la ville kurde d'Erbil. Dans une interview télévisée sur la chaîne irakienne Ishtar, elle raconte comment les combattants de l'État islamique ont pillé sa maison, laissant à sa famille le choix entre mourir, se convertir à l'islam, payer l'impôt de capitation ou émigrer. Elle a pris la fuite sans emporter aucun bien, on ne l'a même pas autorisée à prendre ses papiers d'identité. Sa maison appartient maintenant à l'État islamique. Au cours de l'interview, elle adresse des reproches aux combattants religieux : « Le Coran ne dit-il pas que vous n'avez pas à entrer dans une maison sans y avoir été autorisés ? » Elle affirme que la persécution des chrétiens est en contradiction avec les préceptes du prophète Mahomet. Un autre réfugié chrétien fulmine devant la caméra : « Ce n'est pas ça, le véritable islam⁴ ! » Ah bon ? Mais qu'est-ce donc, le véritable islam ? Daesh ne se compose que de quelques dizaines de milliers de combattants⁵, répartis en Syrie et en Irak. Rien qu'à Mossoul vivent environ deux millions de musulmans, dont beaucoup sont armés. Pourquoi n'y a-t-il parmi eux aucun « véritable » musulman qui se précipite au secours de ses concitoyens chrétiens ? Le « véritable » islam n'apparaît-il que lorsqu'il s'agit de défendre l'islam ?

La persécution des chrétiens par Daesh est, hélas, étroitement liée à l'islam. Les textes du Coran, les hadiths du Prophète et l'histoire des conquêtes islamiques fournissent des arguments à Daesh. Ainsi peut-on lire dans la sourate LIX, verset 2, que Mahomet a chassé de leurs demeures les juifs, qui « étaient incrédules ». Avant sa mort, il promet de chasser les juifs et les chrétiens de la péninsule Arabique⁶ pour n'y laisser vivre que les musulmans. La taxe de capitation que Daesh veut prélever aux chrétiens de Mossoul est elle aussi justifiée dans le Coran, sourate IX, verset 29 : « Combattez : ceux qui ne croient pas en Dieu et au Jour dernier [...] jusqu'à ce qu'ils payent directement le tribut après s'être humiliés. » Deux mots sont typiques dans ce verset : « tribut » et « humiliés ». Seul celui qui paie dans l'humiliation acquiert en tant que chrétien le statut de *dhimmi*, « protégé ». Peu après la mort de Mahomet, ses

successeurs conquièrent les territoires qui forment actuellement l'Irak, la Syrie et l'Égypte, où la majorité de la population était chrétienne. Mais plutôt que de chasser les millions de « mécréants », les conquérants firent de la capitation l'une de leurs principales sources de revenus. L'impôt était prélevé non seulement auprès des juifs et des chrétiens, mais aussi auprès des adeptes du zoroastrisme, qui furent à cette occasion déclarés monothéistes. Pour échapper à l'impôt et aux autres représailles, de nombreux chrétiens souhaitèrent devenir musulmans à la fin du VII^e siècle, mais le gouverneur Al-Hajjaj les contraignit à conserver leur statut de *dhimmi*.

À la base du régime juridique du *dhimmi*, on trouve notamment un document dont la paternité est attribuée au deuxième calife de l'islam, Omar ibn al-Khattab⁷. Après avoir conquis Jérusalem en 638, il aurait ratifié avec les chrétiens de la ville un pacte les autorisant à conserver leur croyance et leurs églises tout en leur permettant de vivre sous la protection des musulmans. Les chrétiens étaient contraints de fournir de lourdes contreparties : payer la *djizya* (la capitation), ne bâtir aucune nouvelle église, ne restaurer aucune ancienne église, ne pas montrer de croix, ne pas monter à cheval, ne posséder aucune arme et ne pas construire de maison plus haute que celles des musulmans. De plus, les chrétiens devaient se distinguer par leurs vêtements et leur coupe de cheveux : leur crâne était tondu devant et ils n'avaient pas le droit de tracer une raie dans leurs cheveux.

Il n'y a donc rien de nouveau quand les troupes de Daesh effectuent un marquage des maisons appartenant aux chrétiens. Entre le IX^e et le XI^e siècle, les lois portant sur les dhimmis s'assouplirent, car la charia n'était guère appliquée. On traversa une courte période de coexistence relativement tolérante. Mais les croisades aux XII^e et XIII^e siècles, entraînèrent un durcissement des lois antichrétiennes dans les actuels territoires d'Égypte et de Syrie. Les chrétiens d'Orient durent payer pour les crimes que commettaient les conquérants chrétiens venus d'Occident. Ce n'est qu'au milieu du XIX^e siècle que l'Empire ottoman abrogea la ségrégation juridique. Quant à l'Arabie Saoudite, ces lois n'y furent jamais appliquées, puisque les successeurs de Mahomet avaient, conformément à son vœu, définitivement purgé la région des juifs et des chrétiens.

Les revendications actuelles de Daesh envers les chrétiens de Mossoul ne diffèrent donc pas de celles des premiers conquérants musulmans : impôt et humiliation. Dans une interview diffusée sur la chaîne arabophone Russia Today, Nicodème Daoud Matta, évêque des orthodoxes syriaques de Mossoul, déplora la brutalité avec laquelle Daesh traitait les chrétiens, évoquant un génocide moral et une purge ethnique⁸. De nombreux musulmans modérés avaient déjà condamné les exactions perpétrées par Daesh et expliqué que la protection des dhimmis était un devoir islamique. Or le terme même est sujet à caution. Lorsque le présentateur de Russia Today employa le mot *dhimmi*, l'évêque s'emporta et rétorqua : « Nous récusons ce mot. Nous ne sommes pas des esclaves. » L'évêque dut expliquer au prétendu musulman libéral qu'un chrétien n'était pas un infidèle ni un *dhimmi*, ce qui prouve bien que Daesh n'est pas le seul problème aigu de l'islam.

Islam et islamisme. À quoi bon une distinction ?

J'ai moi-même fait partie de ceux qui soulignaient combien il était important de séparer clairement l'islam de l'islamisme. Je pensais que cette distinction éviterait aux musulmans normaux de tomber sous le coup d'accusations généralisées. Puis j'ai fini par prendre conscience que cette distinction faisait uniquement le jeu des islamistes, exactement comme les termes « islamophobie » ou « islam modéré ». En effet, tant qu'on ne condamne qu'une seule forme de l'islamisme et qu'on qualifie l'islam de religion pacifique, on ménage une porte de sortie à l'islam politique. Si l'idée en soi est bonne, il faut juste la mettre correctement en pratique. Une distinction entre islam et musulmans me paraît bien plus sensée.

Bien évidemment, l'islam compte divers courants et tendances. Il est clair que les soufis sénégalais vivent leur religion différemment des paysans de Malaisie. Les chiites d'Iran et de Bahreïn ne doivent pas être confondus avec les sunnites du Bangladesh ou du Pakistan. De telles différences sont peut-être intéressantes aux yeux des ethnologues, des théologiens et des chercheurs en histoire culturelle, mais, d'un point de vue politique, elles sont assez insignifiantes. Politiquement, ce n'est pas ce qui différencie les musulmans dans le monde qui est important, mais ce qui les relie, à savoir : l'islamisme, le rêve du califat et les lois de la charia. Que ce soit dans le régime théocratique chiite d'Iran ou dans la province sunnite de Banda Aceh en Indonésie, au Mali ou dans la bande de Gaza, à Karachi ou à Casablanca, l'islam politique surmonte toutes les divisions ethniques et culturelles. Tous ceux qui se réfèrent à l'islam politique ont la même vision du monde, de la société et de l'homme ; ils veulent uniformiser la société, appliquer les lois d'Allah en ayant recours à la violence s'ils le jugent nécessaire. L'islam contient une dimension spirituelle et une doctrine sociale qui sont tout à fait plaisantes, fournissent du réconfort et une certaine structure, mais l'islamisme demeure la proposition la plus forte de l'islam car il renferme la raison d'être de cette religion. Il renferme une promesse sacrée.

L'islam présente un défaut de naissance. Très tôt dans son histoire, il a connu des succès politiques et fondé un État – déjà du temps du prophète Mahomet. Ce n'est le cas d'aucune autre religion. Dès le départ, l'islam a été politique. Contrairement à Jésus, Mahomet ne fut pas seulement prédicateur mais tout à la fois chef d'État, commandant d'armée, ministre des Finances, législateur, juge et policier. Politique, économie, guerres et violence se mêlèrent ainsi d'emblée à la religion. Tout fut sacralisé, pas seulement des points isolés : c'est le problème originel. Le problème n'est pas ce qui se trouve dans le Coran mais la façon dont la majorité des musulmans lit le Coran aujourd'hui, c'est-à-dire comme la directe parole inaltérée de Dieu, parole dont la validité est éternelle. Le problème n'est pas ce qu'a dit ou fait Mahomet voilà 1 400 ans, mais le fait que beaucoup de musulmans le voient comme un modèle pour les actes qu'ils accomplissent au XXI^e siècle.

Dans la biographie de Mahomet, on peut lire qu'il a mené entre soixante-dix et quatre-vingt-dix guerres rien que dans les huit dernières années de sa vie. Cela signifie une guerre par mois⁹. Il a éliminé les chrétiens et les juifs d'Arabie, et il a imposé l'islam par l'épée. Il a fait décapiter entre 400 et 900 juifs sans défense en un seul jour. Aujourd'hui, on parlerait de crime contre l'humanité. Si l'on veut établir une distinction entre islam et islamisme, on doit soit condamner Mahomet, soit au moins concéder qu'un tel homme n'a pas la légitimité de servir de

modèle à l'individu moderne. L'intangibilité du Coran et du Prophète constitue le fond du problème de l'islam. Quiconque s'y accroche est un islamiste, même s'il prend ses distances avec les atrocités commises par les combattants de l'EI.

En quoi consiste alors l'islamisme ? Où commence-t-il et où s'arrête-t-il ? Daesh, Boko Haram, Al-Qaïda sont-ils des groupes islamistes, mais le Hamas, les Frères musulmans ou l'AKP turc, non ? Ces organisations aspirent-elles à autre chose que ce à quoi aspiraient Mahomet et la première génération de musulmans ? À l'époque, ce furent Mahomet et ses compagnons qui divisèrent le monde en fidèles et infidèles. Ce sont eux qui inventèrent le principe du djihad en tant qu'activité permanente des musulmans. Ils conquièrent des territoires, ordonnèrent aux chrétiens et aux juifs de choisir entre la conversion, la *djizya* et la mort. Les femmes et les enfants des armées vaincues étaient réduits en esclavage. Ceux qui font cela aujourd'hui sont des militants islamistes radicaux. Autrefois, on parlait simplement d'islam.

Je cautionnerais une distinction entre islam et islamisme si Mahomet avait été pacifiste, s'il n'avait conduit aucune guerre ni chassé personne de chez lui. J'approuverais qu'on dise que l'EI se livre à un usage abusif du Coran si celui-ci contenait des phrases comme « Aimez vos ennemis » ou « Que celui qui n'a jamais péché jette la première pierre ». Mais pourquoi parler d'abus quand on trouve dans le Coran deux cent six passages faisant l'apologie de la violence et de la guerre ? Le Coran contient vingt-cinq ordres dans lesquels Dieu intime sans détour à ses fidèles de commettre des meurtres, avec des formules telles que « tuez-les », « décapitez-les », etc. Pourquoi affirmer que l'EI interprète mal le Coran ? Les guerriers de Dieu n'interprètent rien du tout. Ils ne font que mettre en pratique ce que le Coran exprime sans équivoque.

L'exégèse coranique est nécessaire à ceux qui veulent sortir de ce dilemme et se réconcilier avec la modernité, à ceux qui sont embarrassés à l'idée que leur livre sacré exprime un tel enthousiasme pour la violence. Ils s'obligent à replacer dans leur contexte les propos du Coran et à les limiter au VII^e siècle. Or, en quoi est-ce modéré de dire que l'islam était violent à l'époque, mais uniquement dans des circonstances précises ? D'autres relativisent cette mise en relation avec les circonstances lorsqu'il s'agit des passages pacifiques du Coran. Pourtant, ces passages-là devraient eux aussi être rapportés à des conditions historiques données et ne suffisent pas à faire de l'islam une religion de paix. Si l'interprétation de ces théologiens pacifiques nous paraît plus exploitable et sympathique, elle n'en est pas automatiquement plus correcte que la lecture des salafistes.

Qu'est-ce alors qu'un islamiste ? Un simple combattant qui agite un drapeau noir et coupe des têtes ? Ou est islamiste quiconque place les lois de l'islam au-dessus du droit séculier ? Pour moi, un père musulman qui interdit à sa fille de participer au cours de natation est un islamiste. Une mère qui conseille à ses enfants de ne pas lier amitié avec des Allemands parce qu'ils mangent de la viande de porc, boivent de l'alcool et se livrent à la débauche, ce qui fait d'eux des impurs, est une islamiste. Les organisations musulmanes qui exercent une influence sur l'enseignement de l'islam, pratiquent la finance islamique, organisent des manifestations contre la guerre de Gaza mais hésitent à prendre position contre Daesh sont, à mes yeux, également des islamistes. De même, tous ceux qui prétendent que la charia est compatible avec la démocratie

sont des islamistes car, que ce soit leur intention ou non, ils font de la démocratie le cheval de Troie de l'islam.

Ce n'est qu'une fois que l'islam se sera débarrassé de ce défaut de naissance qu'on pourra établir une distinction entre islam et islamisme.

Tout d'abord, les musulmans doivent évacuer l'aspect juridico-politique de l'islam car il comporte des caractéristiques fascisantes. Tant que l'islam part du principe que Dieu est le législateur et que ses lois sont non négociables et non modifiables, il ne fait qu'un avec l'islamisme. Le christianisme et le judaïsme n'ont pas davantage donné naissance à des démocraties. Il a d'abord fallu que ces religions perdent tout pouvoir politique avant d'être en mesure de cohabiter avec la démocratie. On peut retirer à l'islam son pouvoir politique tout en restant musulman.

On ne peut clairement séparer l'islam de l'islamisme qu'à condition que les musulmans se détachent de l'image islamique de Dieu : un dieu qui téléguidé les hommes et les surveille 24 heures sur 24, un dieu jaloux, furieux, qui leur inflige des supplices infernaux pour les punir de petits délits, mais qui ne doit lui-même surtout pas être remis en question. Ce n'est qu'en procédant à une relativisation du message central de l'islam qu'on pourra opérer une différenciation. Ce message central est le suivant : les hommes ont été créés pour servir Dieu et exécuter ses lois sur terre.

Bien sûr, il existe une différence essentielle entre un homme qui décapite des infidèles en Irak ou en Syrie et un père à Copenhague, Paris ou Berlin qui oblige sa fille à porter le voile. Mais tous deux agissent poussés par la nécessité de se plier à la volonté de Dieu et de n'avoir d'autre choix, en tant qu'humain, que d'exécuter la volonté de Dieu ; là est tout le problème. Se plier à la volonté de Dieu se dit « islam » en arabe, et non « islamisme ».

L'islam est à l'islamisme ce que l'alcool est à l'alcoolisme. Tout dépend de la quantité. Un peu d'alcool peut avoir un effet réparateur et récréatif. Beaucoup d'alcool conduit à l'addiction et à l'agressivité. La dimension spirituelle de l'islam est réparatrice et offre un certain réconfort, mais plus l'islam influence la vie, plus on se rapproche de l'islamisme. L'islam, et pas uniquement l'islamisme, ont l'ambition de réguler l'existence d'un musulman du moment où il se lève jusqu'à celui où il va se coucher. Un islam qui veut se détacher de l'islamisme doit d'abord renoncer au djihad, à la charia, à l'apartheid sexuel et à la totale régulation de la vie. Mais alors se pose la question : que reste-t-il de l'islam authentique ?

Ce que nous devrions distinguer, c'est l'islam d'un côté et les musulmans de l'autre. Tous les musulmans ne sont pas des lecteurs aveugles du Coran. Tous ne s'en tiennent pas à chaque rituel ni à chaque principe moral de l'islam. La plupart des musulmans ne fréquentent pas la mosquée. C'est pourquoi il serait erroné d'attribuer les mêmes caractéristiques à tous les musulmans du monde. Il serait erroné de les rendre responsables des monstruosité commises par d'autres. S'en prendre grossièrement à tous les musulmans serait une erreur fatale et une perte. Nous devrions plutôt aider ceux d'entre eux qui veulent que la religion soit une affaire privée. Mais il faut soutenir encore davantage les musulmans qui cherchent à se libérer complètement des structures religieuses rouillées et de l'emprise de la société. Pour dépolitiser l'islam, nous avons besoin de l'aide des musulmans eux-mêmes, sans quoi tout ne sera que peine perdue. Au

fond, il ne s'agit pas seulement de radicalisation et d'intégration. C'est l'avenir de toute l'Europe qui est en jeu.

Sacro-sainte paranoïa – la complaisance dans l’outrage

En janvier 2015, les deux frères qui ont pris d’assaut la rédaction de *Charlie Hebdo* et abattu douze personnes de sang-froid estimaient qu’en publiant des caricatures de Mahomet, le journal satirique livrait une guerre contre l’islam et son Prophète. Frénétiquement convaincus de cette offense, ils pensaient que leur acte laverait l’honneur du Prophète et entraînerait la victoire de l’islam. Si nous avons ici affaire à un honneur et une guerre virtuels, les victimes, hélas, étaient de chair et de sang. Près de 250 ans après Voltaire, comme un fait exprès, c’est à Paris que la satire se voit punie de mort. En aucun cas les deux criminels ne sont représentatifs des 1,5 milliard de musulmans présents à travers le monde, mais la propension à crier à l’outrage, qui a motivé leur geste, renvoie à un état d’esprit partagé par de nombreux musulmans. La cruauté de l’acte souligne l’asymétrie qui détermine les relations de l’Occident au monde musulman.

Au fil des siècles, plusieurs facteurs ont cimenté ce sentiment d’offense chez les musulmans. Il est certain que les croisades, le colonialisme et la création d’Israël ont contribué à le forger. Dans de nombreux pays musulmans, les troubles politiques et la misère sociale alimentent également les théories du complot et la rancune. Toutefois, la croyance en une conspiration internationale fomentée contre l’islam remonte aux racines mêmes de cette religion. Certes, le Coran précise à un endroit¹ que Dieu a constitué les hommes en peuples et en tribus afin qu’ils se connaissent entre eux ; néanmoins, la défiance à l’égard des autres peuples prédomine à la fois dans le Coran et dans les propos rapportés du Prophète. Mahomet a toujours mis en garde les musulmans contre la tentation des non-croyants et interdisait tout lien d’amitié avec les juifs et les chrétiens. Dans un passage du Coran, Dieu s’adresse à Mahomet en ces termes : « Les Juifs et les Chrétiens ne seront pas contents de toi tant que tu ne suivras pas leur religion.² » Même sur son lit de mort, Mahomet affirma avoir été empoisonné par une juive, alors qu’à cette date tous les juifs avaient été chassés de Médine. Avant de mourir, il prédit : « Les peuples se rassembleront sur vous comme les affamés se rassemblent autour de leur plat. [...] En ces jours, vous serez nombreux, mais vous serez comme l’écume au-dessus de la surface de la mer. Ils n’auront pas peur de vous, car vous serez faibles dans votre cœur. [...] Votre cœur sera faible car vous aimerez la vie et haïrez la mort.³ » Les islamistes citent souvent cette sentence car ils considèrent la situation actuelle des musulmans comme une confirmation de cette prophétie,

laquelle est en même temps une incitation à retrouver la grandeur d'antan en enjoignant aux musulmans de préférer la mort à la vie et de pratiquer le djihad.

La folie des grandeurs et l'isolement engendrent la paranoïa. Hitler était non seulement convaincu de l'existence d'un complot juif et d'une conspiration orchestrée par les Alliés contre l'Allemagne, mais il souffrait aussi personnellement de délires de persécution⁴. Des documents publiés en 2005 attestent qu'il faisait régulièrement contrôler son eau de toilette ainsi que l'eau de cuisson de ses œufs afin de dépister d'éventuelles traces de poison. Il projetait son propre manque d'assurance sur des ennemis réels et imaginaires. Il ordonna qu'après son suicide on asperge son corps d'essence et le brûle jusqu'à le rendre méconnaissable, de sorte que Joseph Staline ne puisse pas exposer son cadavre à Moscou. Hitler démarra sa carrière en accusant le « traité de la honte », signé à Versailles, d'avoir humilié l'Allemagne, et il l'acheva rongé par la peur d'être personnellement humilié par son rival communiste. Pour Umberto Eco, le sentiment d'« humiliation » constitue l'une des caractéristiques du Ur-fascisme. Les partisans du fascisme se sentent constamment visés et délibérément offensés par l'ennemi. Le fasciste se réfugie dans la rhétorique, accorde parfois une importance excessive à ses ennemis tout en sous-estimant leur puissance. Il croit avoir la capacité, et même le devoir, de les anéantir, quand bien même sa propre mégalomanie et sa paranoïa finiront par le précipiter dans la défaite. Le fondateur de la confrérie des Frères musulmans, Hassan al-Banna, échafauda un plan pour conquérir le monde et finit sa vie d'islamiste en se vidant de son sang après avoir été abattu en pleine rue. Pendant la Guerre des Six Jours contre Israël, en 1967, toutes les stations de radio arabes annoncèrent qu'Israël serait bientôt rayé de la carte par les forces arabes, qui furent finalement battues à plates coutures en quelques jours. Depuis leur création, le Hezbollah et le Hamas parlent de détruire Israël. Oussama ben Laden énumérait avec passion les outrages subis par l'islam de la part de l'Occident et pensait qu'une attaque terroriste suffirait à triompher partout dans le monde occidental. Quant à l'État islamique, il croit lui aussi dur comme fer à la conquête du monde et à la victoire finale de l'islam.

Honneur, sang et force d'autodestruction — voilà ce qui unit fascisme et islamisme.

Honte et fierté

Extraite de *La République* de Platon, l'allégorie de la caverne⁵ s'applique parfaitement à l'état de la pensée répandu depuis plusieurs générations dans le monde musulman. Un groupe d'hommes vivent enchaînés dans une caverne depuis leur enfance, si bien qu'ils ne connaissent rien d'autre que la paroi de la caverne face à eux. Derrière eux, un feu projette des ombres au mur. Ainsi ces hommes peuvent-ils voir leur propre ombre et percevoir ce qui se passe derrière eux. Lorsque quelqu'un parle dans leur dos, le mur en face produit un écho de ces paroles et les hommes croient que les ombres s'adressent à eux. La question centrale de cette allégorie est la suivante : que se passerait-il si ces hommes se libéraient de leurs liens et tournaient la tête ? Les prisonniers seraient d'abord éblouis par la lumière du feu ; les hommes et les objets leur paraîtraient flous et irréels. Ils préféreraient s'en retourner au pied du mur, auprès des ombres familières, là où ils savent s'orienter.

Des siècles durant, la communauté musulmane a vécu repliée sur elle-même, les yeux rivés sur ses propres ombres en s'imaginant qu'il s'agissait du monde, jusqu'à ce que l'« autre » apparaisse et, dans sa supériorité, enfonce la porte de la caverne. En 1798, le débarquement de la flotte de Napoléon à Alexandrie donna lieu à cette rencontre asymétrique entre, d'une part, une puissance européenne techniquement supérieure et, d'autre part, une civilisation arabe encalminée.

Pour certains, la modernisation représentait la capitulation devant l'Occident et l'abandon de son identité. Les musulmans orthodoxes disposaient de quelques atouts dans ce jeu-là, puisqu'il leur a suffi de revenir aux fondamentaux et de se réclamer de la communauté originelle du Prophète. Le renouveau de la foi et l'instrumentalisation de l'islam comme pouvoir politique ont été des enjeux importants pendant les croisades et sous le colonialisme. En période de crise, toute communauté se raccroche à un socle de repères culturels qui lui permettra de mobiliser ses troupes. L'islam ne tolérant guère, au fil des siècles, la coexistence d'identités différentes de la sienne, il a fini par demeurer le seul pouvoir auquel se raccroche, dans les moments difficiles, une civilisation placée sur la défensive afin de dissimuler sa propre honte. Or, la honte se mue en peur. La peur, en foi. Et le sentiment de privation, en mission sacrée.

Dans son œuvre maîtresse, *L'Être et le Néant*, Jean-Paul Sartre définit l'apparition d'« autrui » comme le moment où surgit la honte de soi. Le philosophe a recours à la parabole éloquente du « trou de serrure » qui, elle aussi, peut s'appliquer au monde musulman : un homme espionne d'autres personnes par le trou de la serrure. Pris sur le fait, l'homme est saisi de honte. Dans sa pièce de théâtre la plus célèbre, *Huis clos*, Sartre fait ressortir cette idée des « autres » : « [...] je comprends que je suis en enfer, [...] avec tous ces regards sur moi. Tous ces regards qui me mangent [...] : l'enfer, c'est les Autres. » Chez Sartre, la honte s'apparente à une « chute originelle » dont le caractère embarrassant ne surgit qu'à travers le regard d'autrui.

Ce furent les regards condescendants des soldats napoléoniens sur la population assujettie qui déchaînèrent la honte et la colère des fellahs vivant dans leur caverne des bords du Nil. Ces regards leur ôtèrent leur illusion d'omnipotence. Plus les Français les toisaient, plus les fellahs réagissaient de façon désorientée et rageuse. Plus de deux cents ans après, la situation n'a guère évolué : on a affaire à une culture qui éprouve un sentiment de honte qu'elle compense en affichant ostensiblement sa supériorité morale et sa haute estime d'elle-même. « Vous avez les montres, mais nous avons le temps », lança un jour un Marocain à son maître colonial français. Dans un but de protection, la supériorité de l'autre est reléguée au rang de mythe et cet autre devient un intrus à combattre afin de pouvoir transformer la honte en mission sacrée. L'autre est alors réduit à une essence représentative de tout ce qu'abhorrent les habitants de la grotte. Au lieu de s'intéresser à l'ambivalence de l'Européen, on dépeint toujours celui-ci comme un spectre immoral. Al-Qaïda, Daesh, Boko Haram et les terroristes de Paris sont les résultats de cette mentalité.

Vivre continuellement reclus à contempler sa propre ombre conduit non seulement à l'autoglorification, mais aussi au délire de persécution. Toute critique émanant de l'extérieur est

interprétée comme une déclaration de guerre ; venant de l'intérieur même des frontières, la moindre remise en cause est taxée d'hérésie, de trahison. Plus une société vit en huis clos, plus elle perçoit le monde extérieur comme lui étant hostile. Pour garantir une loyauté inconditionnelle, le code moral se durcit, la pression redouble sur les membres mêmes de la société. On impose le voile sur et dans les têtes. L'esprit faustien est étouffé dans l'œuf. Les intrus et les apostats sont redoutés au plus haut point et deviennent la principale cible d'attaques. Plus une société vivant repliée sur elle-même ressentira l'influence du monde extérieur, plus elle déploiera de force pour frapper sur ceux, parmi ses membres, qui oseront se démarquer. Une société plongée dans l'isolement existe grâce à la solidarité, à la surveillance et au silence, et elle meurt d'inceste culturel. Les chefs de file se chargent de dissimuler les actes odieux que les sujets, quant à eux, refoulent de leur conscience. Quiconque s'oppose à cette logique risque le bannissement, sinon le bûcher. Il est souvent arrivé que des réformateurs musulmans paient de leur vie leurs tentatives de restructuration, mais nombreux sont aussi ceux qui retournèrent s'enchaîner dans leur caverne, contempler leurs propres ombres.

Du point de vue de nombreux musulmans, la modernité s'est imposée en traversant la Méditerranée à bord de navires de guerre et n'a cessé d'être dictée par des colons ou des despotes locaux. Jamais elle n'a été ni expliquée aux musulmans par un intermédiaire culturel, ni présentée de façon attrayante. On a manqué de créativité pour insuffler à la tradition le vent de la modernité, comme ce fut par exemple le cas au Japon. C'est pour cette raison que le Japon a pu si rapidement panser les blessures d'Hiroshima et de Nagasaki et coopérer avec les Américains pour reconstruire le pays après-guerre, tandis qu'au sein du monde musulman on lèche encore les blessures de l'époque coloniale et on cultive la rancœur. Dans le cadre de la construction nationale, un nouveau concept fut introduit pour indiquer la direction à suivre : *asala*, qui signifie l'authenticité ou le caractère propre, originel. Et chaque fois que les musulmans se sont mis en quête de repères traditionnels pour construire une nouvelle identité, ils se sont heurtés à une nouvelle idole à adorer : sous la forme soit d'une théocratie brutale, soit d'un souverain absolu prétendument laïc qui instaura son propre culte de la personnalité dans le sillage des chefs de clans arabes et dirigea son peuple d'une main de fer. Ces deux types de régime eurent besoin d'ennemis aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur des frontières.

En 1992, l'Égyptien Farag Fouda fut assassiné devant son domicile par des extrémistes après qu'un comité de l'université d'Al-Azhar eut prononcé contre lui une fatwa pour blasphème⁶. Non pas que Farag Fouda eût mis en doute l'existence de Dieu ou accusé le Prophète de pédophilie ; la sanction tomba pour la simple raison qu'il plaidait publiquement en faveur de la séparation de la religion et de l'État. Une plaisanterie sur le voile islamique lui coûtera finalement la vie. Sept ans auparavant, le théologien soudanais Mahmoud Mohamed Taha avait été exécuté à Khartoum pour avoir qualifié la charia de construction historique devenue caduque⁷. À l'apogée du nationalisme des années soixante, Taha fut le seul intellectuel arabe à se prononcer en faveur d'une réconciliation avec Israël afin que les Arabes puissent investir dans le développement de leur pays plutôt que de gaspiller leur énergie et leurs ressources dans l'armement. Rien que cela lui valut d'être taxé d'hérésie.

L'une des raisons fondamentales à l'origine du sentiment d'offense chronique qu'éprouvent les musulmans, c'est l'image qu'ils se font d'eux-mêmes. Ils continuent à se voir comme les dépositaires d'une grande civilisation et, comme le constate l'écrivain français né en Tunisie Abdelwahab Meddeb, l'islam ne s'est pas remis d'avoir perdu son statut de puissance mondiale⁸. Le ressentiment qui en découle alimente ce fondamentalisme islamique que Meddeb définit comme le foyer de la maladie de l'islam. Une culture archaïque de l'honneur et de la résistance fait barrage à une coopération fructueuse avec l'Occident, qu'on préfère réduire au statut d'« ennemi ».

Selon Meddeb, d'un point de vue psychologique, l'homme du ressentiment — au sens de Nietzsche — se voit comme quelqu'un de meilleur que le contexte dans lequel il vit. Pour le philosophe allemand, le ressentiment naît de la sensation subjective d'être injustement traité en permanence. C'est pourquoi il considère la psychologie du ressentiment comme un auto-empoisonnement résultant d'une vengeance non accomplie, entravée. Les pensées de vengeance qu'on ne réalise pas, d'après Nietzsche, s'apparentent à un accès de fièvre qu'on traîne à jamais.

J'ai parfois l'impression que les musulmans se complaisent à être offensés par l'Occident ; à mes yeux, cela ressemble à un jeu masochiste qui leur prouverait qu'ils sont bel et bien en vie. Ils aimeraient que l'Occident ait quelque chose contre eux. Des phénomènes comme PEGIDA ou Thilo Sarrazin en Allemagne, Geert Wilders aux Pays-Bas, Le Pen en France, English Defence League en Angleterre, fournissent aux musulmans de nouveaux arguments qui justifient leur sentiment d'outrage. Cela fait du bien à leur âme meurtrie, narcissique, de croire qu'au moins l'Occident les juge assez importants pour vouloir les aviser ou les détruire. Car si l'Occident les ignorait totalement, ils auraient le sentiment d'être insignifiants. Cela leur fait du bien de croire qu'ils ont en face d'eux un adversaire puissant qui s'interroge sur la façon dont il pourra les agacer.

Je suis musulman, donc je suis offensé !

Il y a de nombreuses années, j'étais un musulman très croyant. Dans la ville d'Augsbourg, en Bavière, je m'étais lié d'amitié avec un étudiant en théologie allemand qui souhaitait devenir professeur de religion. Il me raconta la plaisanterie suivante, qui m'a véritablement mis en colère et troublé : un charcutier bavarois arrive au Ciel. Saint Pierre l'arrête aux portes du Paradis pour fouiller son sac. Il y découvre une grosse saucisse blanche, *Weißwurst*, spécialité du sud de l'Allemagne, et demande, étonné, de quoi il s'agit : « C'est la base de mon alimentation, je ne peux pas vivre sans », répond le Bavarois. Saint Pierre lui refuse l'entrée au Paradis tant qu'il n'aura pas découvert de quoi il retourne exactement. Il s'en va demander à Jésus s'il peut identifier cet objet oblong. « Non, Pierre, demande donc à ma mère, c'est surtout elle qui allait au marché, et elle s'y connaît mieux en nourriture. » Saint Pierre demande à Marie si cette chose lui est familière. La mère de Dieu prend la saucisse dans sa main, la palpe

prudemment. « Je ne l'ai jamais vue, mais au toucher ça rappelle le Saint-Esprit ! », répond Marie.

Proprement choqué par cette blague, je fus incapable d'en rire. Je n'en croyais pas mes oreilles qu'un chrétien pratiquant, qui plus est voulant devenir professeur de religion, puisse plaisanter de la sorte sur les figures les plus sacrées du christianisme. Je viens d'une culture où l'on rit volontiers de presque tout. Les musulmans ne sont pas dénués d'humour. Mais on ne rigole pas avec la religion ou les prophètes. À l'école primaire, on nous enseignait un propos de Mahomet auquel nous autres musulmans devons impérativement obéir : « Nul n'a le droit de se dire croyant tant qu'il ne m'aimera pas plus que ses propres parents et enfants. » Et, comme personne n'a le droit de se moquer de ses propres parents, ce principe vaut à plus forte raison pour le Prophète. Plusieurs compagnons de Mahomet lui prouvèrent l'amour qu'ils lui portaient en tuant des gens qui avaient dit du mal de lui. La *soukhriya*, « satire » ou « moquerie » en arabe, est très décrite dans le Coran depuis que des Mecquois païens bafouèrent Mahomet en le traitant de « possédé⁹ » et en récusant le Coran qu'ils considéraient comme un recueil de « racontars de primitifs¹⁰ ». Dans les propos hérités du Prophète, on recense de nombreux cas où Mahomet ordonne la décapitation d'opposants, dont plusieurs poètes, qui l'avaient dénigré.

À ce moment-là, je n'étais pas encore en mesure de remettre en question le caractère intouchable du Prophète. Si l'étudiant en théologie faisait preuve d'un tel sarcasme à l'égard de sa propre religion, comment traiterai-il la mienne ?, me demandais-je. S'il blasphémait ainsi Jésus et Marie, comment parlerait-il donc de Mahomet ? Je redoutais de succomber moi aussi, un jour, à la tentation de la liberté et de me mettre à railler ma religion. J'étais face à un dilemme : soit j'acceptais la satire comme un dérivé de la liberté, soit je me protégeais des influences « négatives » de l'émancipation. J'ai d'abord opté pour la seconde option et me suis barricadé derrière ma foi, me radicalisant peu à peu. J'ai mis fin à mon amitié avec mon camarade étudiant. Plus j'ai vécu replié sur moi-même, plus je me suis senti outragé à la moindre déclaration émise au sujet de l'islam par des collègues ou dans les médias. À ce moment-là, ma devise, c'était : « Je suis musulman, donc je suis offensé. »

Ce n'est que des années plus tard, après avoir commencé à adopter une attitude critique envers l'islam, que j'ai compris combien la satire pouvait être importante. Les caricatures danoises de Mahomet, parues en 2005, ont particulièrement contribué à mon revirement d'opinion. Des foules de musulmans sont descendues dans la rue afin d'exprimer leur amour pour le Prophète – en incendiant des ambassades occidentales. Plus de 150 personnes sont mortes dans ces émeutes. C'est à peine si quelqu'un a osé dire que la mort de tant de gens était bien plus grave qu'un dessin satirique du Prophète.

Par la suite, je me suis rendu à Copenhague, où j'ai interviewé Flemming Rose, le rédacteur danois responsable de la publication de ces caricatures. J'avais en face de moi un homme rationnel, qui n'était guidé ni par la haine ni par le racisme, quelqu'un qui évoluait dans le cadre de valeurs héritées des Lumières. Il estimait que la solution ne pouvait être que nous tous cessions de faire de la satire avec Mahomet, mais que les musulmans devaient apprendre à réagir de façon plus sereine à la satire. J'ai proposé cette interview à un grand journal égyptien. Elle fut effectivement mise en ligne – mais pour quelques minutes seulement. Une déferlante de protestations de la part des lecteurs obligea ce journal d'orientation libérale à retirer l'article.

Brusquement, j'ai compris mon ancien camarade d'Augsbourg. Il riait de sa religion parce qu'il était détaché du dogme et des contraintes. C'est la liberté qui nous permet de conserver notre foi tout en cultivant un certain recul qui admet l'autocritique et la satire. Or, c'est précisément là que réside le problème de nombreux musulmans.

L'histoire de la satire en Europe, c'est l'histoire de l'émancipation des lois divines et, par là même, l'histoire des Lumières. Dans l'Antiquité, les philosophes se querellaient avec les dieux. À la Renaissance, la satire était le genre littéraire préféré de la société cultivée. Truffée d'humour, l'œuvre d'Érasme de Rotterdam, *L'Éloge de la folie*, également appelée *La Louange de la sottise*, parue en 1511 à Paris, est une critique humaniste de l'Église. L'auteur y brocarde l'institution catholique et les sacrements à un moment où l'Inquisition fait encore rage.

À l'époque des Lumières, le genre satirique devint un moyen didactique pour promouvoir les objectifs pédagogiques de la pensée rationaliste. Voltaire était un fils spirituel d'Érasme. Sa critique sarcastique de l'Église a ouvert la voie à la Révolution française, qui à son tour a posé les bases de notre liberté. Les idéaux de la philosophie des Lumières furent eux-mêmes raillés par la satire. On peut citer, à titre d'exemple, Jonathan Swift et ses *Voyages de Gulliver*, dans lesquels il tourne en dérision les théories savantes de son époque et la vision idéaliste de l'homme. Les Monty Python, Mr Bean, Jon Stewart ou encore Bill Maher sont les descendants de cette évolution. De même, *Charlie Hebdo* s'inscrit dans cette tradition. La satire politique, religieuse et sociale a toujours fait partie du processus que suivent les sociétés pour surmonter leurs propres travers. L'humour a le pouvoir de décrier une culture, de faire tomber les masques camouflant les mythes datés et autres figures de culte. Il aide les hommes à considérer les choses sous un angle différent. Il permet de relativiser des vérités absolues et d'encourager les gens à s'extirper de leur immaturité, dont ils sont seuls responsables.

C'est pourquoi les despotes ont souvent des réactions épidermiques à la satire : l'humour efface les craintes des sujets envers leurs dirigeants. Aussi, lorsque l'ayatollah Khomeyni prononça, en 1989, une fatwa contre Salman Rushdie, ce n'était pas pour la seule raison que Rushdie avait composé une satire du Prophète et de ses épouses, mais parce que son roman, *Les Versets sataniques*, se moquait de Khomeyni en personne. Au cours de l'histoire islamique, les dirigeants n'ont eu de cesse de brandir le reproche de « l'outrage au Prophète » pour justifier l'élimination de leurs adversaires politiques.

Néanmoins, ce qui est pire encore que la censure étatique et les manœuvres d'intimidation exercées par les islamistes, c'est l'autocensure et l'inclination des masses à s'estimer collectivement offensées dès lors que leur religion est exposée à la critique. Comme si les problèmes internes des pays musulmans n'apportaient pas déjà leur lot suffisant de colère et de frustration, nombre de musulmans guettent quotidiennement dans les journaux et sur les chaînes satellites les nouvelles relatant l'existence de telle ou telle communauté musulmane opprimée en Chine, aux Philippines ou en Europe, afin de se sentir encore davantage confortés dans l'idée qu'un complot international est à l'œuvre contre l'islam.

Et quand ils ne trouvent rien, ils poursuivent leur quête et tombent sur un caricaturiste qui a dessiné le prophète Mahomet dans le plus simple appareil, ou sur un pape qui a qualifié l'islam de religion contraire à la raison, ou encore sur un club de football qui affirme dans son chant officiel que le Prophète ne connaît rien au football. En résumé : on trouve toujours quelque chose à se mettre sous la dent quand il s'agit de laisser libre cours à ce cher sentiment d'outrage. On jette des cocktails Molotov sur des ambassades occidentales pour contrer le reproche du terrorisme, et on réagit de manière irrationnelle au discours du pape Benoît XVI en 2006 à Ratisbonne¹¹ pour démontrer qu'il avait tort.

Au Soudan, en 2007, une enseignante britannique est arrêtée parce qu'elle a appelé son ours en peluche « Mohamed »¹². Des organisations musulmanes se sentent offensées par l'hymne de l'équipe allemande de football Schalke 04, dont un couplet dit : « Mahomet était un prophète qui ne comprenait rien au football¹³ ». Les créateurs de la série télévisée d'animation new-yorkaise *South Park* ont reçu des menaces de mort après avoir dessiné le Prophète caché dans un costume d'ours en peluche, de façon à ne pas représenter son visage. Dans la même série, Moïse, Jésus et Bouddha ont plusieurs fois fait l'objet d'épisodes satiriques sans soulever de protestations ou de menaces de la part des rangs juifs, chrétiens ou bouddhistes¹⁴.

En février 2010, deux émigrés égyptiens ont été assassinés dans des circonstances étonnamment similaires. L'un mourut à Milan au cours d'une bagarre avec un jeune Latino-Américain, l'autre a été sommairement abattu en Arabie Saoudite par un adolescent saoudien. Tandis que des articles chargés d'émotion rapportant la mort du premier à Milan faisaient les unes en Égypte, c'est à peine si l'on mentionna le meurtre du second. Seuls deux ou trois journaux accordèrent quelques lignes discrètes à cette affaire tragique, comme s'ils avaient honte d'établir un lien entre l'Arabie Saoudite et cet assassinat. Dans un cas comme dans l'autre, on aurait dit que la victime ne jouait qu'un rôle secondaire ; l'attention était focalisée sur la question de savoir où et par la faute de qui elle était morte. Même les appels à la vengeance se concentrèrent sur le crime commis en Italie ; on ne célébra guère de deuil en mémoire de l'homme assassiné en Arabie Saoudite.

On a l'impression que ce ne sont pas tant les victimes que les coupables qui comptent aux yeux des musulmans. Ces derniers se mobilisent en masse à travers le monde pour protester dans la rue contre des caricatures ou la guerre de Gaza, mais ils ont du mal à manifester contre le terrorisme de l'État islamique, d'Al-Qaïda et de Boko Haram alors que ces organisations ont tué plus de musulmans que tous les conflits engagés contre Israël depuis 1948.

Quand des musulmans s'obstinent à défendre le caractère intouchable du Prophète, ils confortent dans leur domination les despotes se réclamant de Mahomet et empêchent tout changement. Ce faisant, ils soutiennent aussi des terroristes tels que les frères Kouachi, qui ont perpétré l'attentat contre *Charlie Hebdo* dans le but de venger le Prophète à cause de quelques dessins le mettant en scène. Quant aux amis occidentaux de l'islam, qui cautionnent un statut à part pour Mahomet afin de préserver la paix à l'intérieur de leurs frontières, ils ne rendent pas plus service aux musulmans. En effet, ceux qui respectent les musulmans et les prennent au sérieux sont en droit d'attendre d'eux qu'ils réagissent à la critique et à la satire exactement de

la même manière que les croyants d'autres confessions. À ceux qui exigent des personnes critiquant Mahomet : « Laissez le Prophète tranquille. Il est la dernière source d'identité et de fierté des musulmans », on peut rétorquer : « Si Mahomet est devenu la dernière source d'identité et de fierté des musulmans, c'est peut-être justement parce qu'on l'a laissé tranquille durant tous ces siècles ! » Tôt ou tard, les musulmans seront plus reconnaissants envers les critiques, les hérétiques et les satiristes qu'envers ceux qui s'affairent à tempérer la situation et à en minimiser la gravité !

C'est pourquoi je considère les caricatures de *Charlie Hebdo* comme un cadeau fait aux musulmans, comme une chance d'enfin traiter les textes sacrés et les figures symboliques de façon plus détendue. Une chance d'apprendre que seules les idées faibles ont besoin de se protéger en érigeant un mur élevé d'intimidation. Peut-être ces caricatures ont-elles fait l'effet d'un traitement de choc pour de nombreux musulmans, afin qu'ils puissent enfin reconnaître que ce n'est pas l'image de l'islam qui pose problème en Occident, mais ce qui se produit dans le monde entier au nom de l'islam. Et que le problème de l'islam n'est pas ceux qui le critiquent, mais bien lui-même, ses textes et sa vision du monde.

Les caricatures et l'attentat contre *Charlie Hebdo* devraient offrir aux musulmans l'occasion de mettre un terme au tabou qui pèse sur les critiques de Mahomet. En effet, rien n'est plus sacré qu'une vie humaine, et rien n'est plus précieux que la liberté et les droits de l'homme. Le monde ne témoignera pas davantage de respect aux musulmans s'ils hurlent en incendiant des ambassades, mais bien s'ils s'engagent à défendre davantage le progrès de la liberté et des droits de l'homme que l'honneur d'un homme mort il y a 1400 ans. En tête de ces droits figure la liberté de conscience et d'opinion, quelle que soit la dureté ou l'iniquité de cette opinion !

Peut-être l'islam n'a-t-il pas besoin d'un Luther, mais d'un Érasme, d'un Voltaire, et de nombreux *Charlie Hebdo* !

Et de quoi l'Europe a-t-elle besoin dans sa relation à l'islam ? Le « Vieux Continent » traverse une période agitée. Le fascisme islamique qui sévit en Irak, en Afghanistan et en Syrie, assorti d'une politique occidentale malavisée dans ces régions, a déclenché une crise migratoire qui submerge toute l'Europe. Non seulement l'hébergement et le ravitaillement de centaines de milliers de demandeurs d'asile issus de ces pays coûtent chaque année des milliards d'euros aux contribuables européens, mais la sécurité intérieure et la paix sociale de nombreux pays d'Europe se voient également menacées par cette politique « de la porte ouverte ». S'il est entendu que la grande majorité des réfugiés est pacifique et respecte la loi, il n'en reste pas moins que des terroristes et des criminels se sont fondus dans la masse pour gagner l'Europe où ils ont perpétré des attentats. D'autres attaques ont été déjouées au dernier moment par les services de sécurité. Les événements qui se sont déroulés à Cologne au cours de la nuit du Nouvel An 2016 ont à leur tour ébranlé l'opinion à travers l'Europe. D'abord saluée et soutenue par certains médias *mainstream*, la culture d'accueil de l'Allemagne a alors cédé la place au scepticisme pour une vaste partie de la population. Cette nuit-là, pour la première fois sur le sol européen, des centaines d'hommes ont agressé des centaines de femmes en public : attouchements, vols, et même viols pour certaines des victimes. La plupart des agresseurs venaient d'Afrique du Nord, quelques-uns de Syrie. Cela s'est produit à peine quelques

semaines après que la chancelière Angela Merkel eut décidé d'ouvrir les frontières afin de mettre un terme à la détresse des migrants échoués en Hongrie. La chancelière se fit photographier aux côtés de réfugiés et leur dit « We love you ». Ce message se répandit comme une traînée de poudre via les réseaux sociaux et de nombreux Syriens, Irakiens et Afghans le prirent pour une invitation directe à rejoindre l'Allemagne.

La trajectoire de deux réfugiés afghans s'est révélée particulièrement tragique. Tous deux mineurs, ils avaient été recueillis et encadrés par des familles allemandes, ce qui leur offrait de meilleures perspectives d'intégration dans le pays. Mais le premier est devenu terroriste après avoir pris contact avec Daesh : en juillet 2016, il a agressé des touristes à la hache dans un train régional près de Wurtzbourg, en blessant cinq grièvement. Le second a violé puis assassiné l'étudiante Maria L., en octobre 2016, dans la ville de Fribourg. La victime était engagée dans l'association « Weitblick » qui soutient l'intégration des réfugiés. L'été 2016 a été assombri par des nouvelles relatant les harcèlements de masse commis par des migrants à l'encontre des femmes dans les piscines publiques. Les médias *mainstream* n'ont guère diffusé ce genre de nouvelles ; ce sont des blogs, ainsi que les témoignages des femmes concernées et d'autres baigneurs, qui ont contribué à les divulguer. Il en va de même pour la vérité sur les événements de Cologne qui, à la demande des hommes politiques locaux, n'a été dévoilée que plus tard. Les politiques ont cherché à dissimuler tout lien entre l'origine des coupables et ces agressions afin de ne pas attiser davantage les critiques soulevées à l'encontre de l'ouverture des frontières aux réfugiés. Cela vaut également pour le viol et le meurtre de l'étudiante Maria L. à Fribourg. Cette fois-ci, il s'agissait de plusieurs médias qui se sont délibérément soumis à l'autocensure. Dans un communiqué de presse, la chaîne de télévision publique ARD a fait savoir qu'elle renonçait à traiter le cas de Maria L., arguant qu'il s'agissait d'un cas d'« importance régionale uniquement » et que l'accusé, âgé de 17 ans seulement, avait besoin d'être mis à l'abri de l'attention médiatique.

À plusieurs reprises, j'ai moi aussi été victime de cette autocensure. Après la sortie en Allemagne de mon livre *Le Fascisme islamique*, on m'a invité à conduire un débat avec des étudiants de l'Université de technologie de Hambourg afin de discuter des théories que je développe dans cet ouvrage. Quelques jours seulement avant la discussion, le chancelier de l'université annulait la manifestation. « En faveur de la paix intérieure à l'université, nous prenons nos distances avec de tels débats », fit-il savoir à l'organisateur. Une fâcheuse coïncidence : précisément à l'université où ont étudié Mohammed Atta et d'autres terroristes responsables du 11 Septembre, et où encore beaucoup d'islamistes étudient et organisent tranquillement des rassemblements, le chancelier d'une université allemande considère qu'un débat sur l'islamisme représente un danger pour la paix intérieure. En novembre 2016, à l'université d'Augsbourg où j'ai étudié et à celle de Munich où j'ai enseigné l'histoire islamique, d'autres forums similaires, auxquels je devais participer, ont été annulés. Même la ville de Dortmund a annulé une discussion où j'étais invité, en septembre 2016, par crainte d'altercations avec des salafistes. En revanche, à Dortmund, aucun rassemblement de salafistes n'a été annulé jusqu'à présent. Les fanatiques intolérants qui répandent une idéologie antidémocratique et incitent de jeunes musulmans à partir faire le djihad en Syrie ont le droit de

s'exprimer librement et sans entrave, tandis qu'on défend à celui qui les critique et met en garde contre eux de débattre publiquement de ses idées. Et ce, au nom de la tolérance ! Mon éditeur suédois a même tardé à trouver un traducteur qui accepte de travailler sur ce livre. Bien que plusieurs traducteurs aient apprécié le livre et adhéré à son analyse, ils ont eu peur pour leur vie, de la même façon que ceux qui ont osé traduire le roman de Salman Rushdie, *Les Versets sataniques*. Cet éditeur a tout de même fini par trouver un traducteur, mais qui tient à rester anonyme afin de ne pas mettre en danger sa famille et lui-même. Je pourrais dresser toute une liste d'exemples d'autocensure pratiquée en Allemagne ou ailleurs en Europe à l'égard à l'islam, exemples qui révèlent que nous empruntons une voie dangereuse et qu'il faut rester vigilants. Mais je me contenterai de citer un seul autre exemple, venu de France, et qui a, lui aussi, trait à mon livre. Peu de temps après la sortie du *Fascisme islamique*, le livre est devenu un best-seller remarqué par presque tous les journaux et chaînes télévisées. Il a été violemment attaqué, mais aussi parfois salué et approuvé par la critique. De nombreux éditeurs étrangers en ont acquis les droits pour le faire traduire dans leur pays, dont les éditions Piranha pour la version française, durant l'été 2014. Quelques mois plus tard eut lieu l'attentat contre *Charlie Hebdo*. Logiquement, mon livre aurait été parfaitement approprié pour nourrir un débat sur le terrorisme islamiste et la question de l'outrage au prophète Mahomet, et pourtant l'éditeur hésita puis reporta la date de publication de l'ouvrage. Même après l'attentat du Bataclan, mon livre resta enfermé dans le tiroir de l'éditeur indécis. La parution fut finalement repoussée à la mi-septembre 2016, soit deux ans après l'acquisition des droits du livre. La maison d'édition en modifia le titre : *Le Fascisme islamique* devint *L'Islamisme est-il un fascisme ?* afin de désamorcer le potentiel conflictuel du livre. Cette décision a été prise sans que je sois concerté. Sur Amazon, des lecteurs intéressés avaient déjà précommandé le livre. Mais c'est alors que survint l'attentat de Nice. À nouveau, l'éditeur tergiversa. Cependant, cette fois, il décida non pas de reporter la publication du livre, mais d'y renoncer définitivement. Il écrivit un mail à mon agent dans lequel il justifiait sa décision : en éditant mon livre, il redoutait que sa maison d'édition se retrouve dans une situation comparable à celle des rédacteurs de *Charlie Hebdo*. Les locaux de sa maison n'étant pas suffisamment protégés, il ne pouvait pas garantir la sécurité de ses collaborateurs, ce qui l'obligeait à abandonner la publication.

Si l'éditeur avait terminé son mail là-dessus, j'aurais pu le comprendre, car il s'agit bien de vie et de mort, et je ne peux demander à personne d'encourir les mêmes risques que moi.

Mais il enchaîna alors sur un deuxième argument, censé expliquer pourquoi le moment était mal choisi pour une telle publication. Selon lui, le livre pourrait apporter de l'eau au moulin de l'extrême droite. Comme si ces gens-là n'avaient pas existé en France deux ans auparavant, lorsqu'il avait acquis les droits du livre ! Ni l'extrême droite, ni les politiques, pas plus que cet éditeur, n'ont été capables d'empêcher les mosquées radicales actives en France de publier des livres à contenu islamiste et de s'en servir pour radicaliser de jeunes musulmans.

Déçu et furieux, j'ai posté le commentaire suivant sur ma page Facebook :

« Voilà où nous en sommes arrivés en Europe. Une maison d'édition s'incline face à la tactique d'intimidation des islamistes. Il n'y a pas si longtemps, cet éditeur écrivait "Je suis

Charlie” ; désormais, il écrit “J’ai peur de devenir Charlie”. Ce qui est grave, c’est qu’il essaie de faire de la nécessité une vertu et de la peur un acte héroïque, le tout en qualifiant sa décision de “raisonnable”. J’appelle cela de l’obéissance servile et de l’autosacrifice ! Les crocodiles que tu nourris aujourd’hui dans l’espoir qu’ils ne te dévorent pas finiront par te déchieter toi aussi. Voltaire se retournerait dans sa tombe s’il apprenait quelle conception de la tolérance et de la liberté d’expression entretiennent certains acteurs culturels dans son pays 230 ans après sa mort ! »

Je suis un auteur qui critique vigoureusement l’islam, mais sans jamais stigmatiser les musulmans. Je fais toujours la distinction entre les idées et les hommes. Pour moi, l’homme se situera toujours au-dessus de l’idéologie. Je distingue aussi clairement la dimension spirituelle de la dimension juridico-politique de l’islam. C’est uniquement cette dernière que je critique, et ce, non pas pour discréditer les musulmans ou remettre en cause leur droit à l’existence, mais parce que cette facette de l’islam a engendré énormément de violence et de violations des droits de l’homme. La plupart des victimes sont elles-mêmes musulmanes, c’est pourquoi cette critique n’est pas formulée contre les personnes, mais pour elles.

Pourtant, en quelques mois seulement, j’ai vu aussi bien des universitaires que des partis politiques, intellectuels, traducteurs, et à présent mon éditeur français, me tourner le dos et renoncer à accorder une tribune à mes idées. Toutes ces personnes refusent de prendre part à un débat sincère, ouvert sur l’islam et la migration, et ce sont les mêmes qui se plaignent ensuite de voir ce débat tomber aux mains de l’extrême droite.

Or, ce débat doit être placé au centre de la société. Nous ne pouvons pas, par crainte d’assister à une montée en puissance de l’extrême droite ou par peur des islamistes, étouffer ce débat, car cela reviendrait à s’agenouiller devant ces deux extrêmes. Ce serait une auto-amputation de la démocratie, car la liberté d’expression est la mère de toutes les libertés. Nombre d’intellectuels croient que plus la société se diversifie et se métisse, plus le pluralisme des opinions se restreint. Convaincus que « nous ne vivons plus entre nous, alors nous ne pouvons plus tout dire », ils s’imaginent pouvoir protéger les musulmans en faisant barrage aux critiques formulées à l’égard de l’islam. Revoir à la baisse ses attentes envers les musulmans n’est pas un signe de respect. Au contraire. Quiconque a du respect pour une personne et la prend au sérieux ne craint pas de la confronter à la vérité ou à la critique. C’est un comportement que l’on n’adopte qu’avec les enfants ou les gens que l’on considère, pour une raison ou une autre, comme inférieurs. Or, ce débat et cette critique sont cruciaux non seulement pour l’avenir de l’Europe, mais aussi pour les musulmans et leurs enfants qui sont citoyens européens ou le deviendront. C’est pour toutes ces raisons que je considère la critique de l’islam à l’heure actuelle comme un droit de l’homme, et même un devoir ! Et plus notre société devient religieuse et pluriethnique, plus les opinions et les idées devraient, elles aussi, se mélanger et se diversifier.

Malgré toutes les intimidations et tous les obstacles, je rencontre encore dans la société civile de vrais démocrates qui n’ont pas abandonné leur foi en la liberté d’expression. Ils m’aident à

diffuser mes idées et à mener des débats controversés. Je les en remercie. Parmi eux figure Grasset, mon nouvel éditeur français, qui, après le retrait de Piranha, a pris la décision de publier mon livre sous son titre original. Il n'est pas encore trop tard. Et l'esprit de Voltaire n'a pas encore déserté l'Europe !

POSTFACE

La dernière bataille – « Victoire finale » ou déclin de l'islamisme ?

Certains sociologues et chercheurs en politique, par exemple Ernest Gellner et Francis Fukuyama, considèrent l'islamisme comme un mouvement à fonction identitaire pour le monde musulman, au même titre que le nationalisme pour l'Europe de la fin du XIX^e et du début du XX^e siècle. Pour ma part, je ne conçois absolument pas l'islamisme comme un élément constitutif de l'identité mais comme une béquille identitaire. Les islamistes ont besoin de s'appuyer dessus tout en l'utilisant comme arme. Un vieillard inapte, estropié, qui cogne furieusement autour de lui avec sa béquille : voilà pour moi le symbole de l'islamisme. La véhémence avec laquelle les islamistes martèlent leurs objectifs n'est pas le signe de leur force mais celui de leur faiblesse. Exactement comme celui qui prêche dans le désert. Or, c'est précisément dans cette faiblesse de l'islamisme que réside sa dangerosité.

Dans les nations tardives que furent l'Allemagne et l'Italie, le fascisme est né au cours d'une phase où ces pays s'imaginaient pris en tenaille entre leur propre identité culturelle nationale et la réalité du monde : nous face au reste du monde qui nous est hostile. D'une façon similaire, ce sont aujourd'hui les musulmans aux quatre coins du globe qui sont pris en tenaille entre, d'une part, les exigences de leur tradition et de leur religion et, d'autre part, celles du savoir et de la vie telle qu'elle est ailleurs. Durant la première moitié du XX^e siècle, une asymétrie semblable a conduit deux fois le monde à la catastrophe. C'est aussi à cette période de tensions qu'est né le fascisme islamique, qui compte aujourd'hui de nombreux partisans.

Peu importe que le fascisme puisse être réactif ou puissant à un moment donné de son existence ; il reste voué à sa perte. En effet, il ne peut pas éternellement maintenir en l'état le climat et les circonstances qui ont permis sa montée en puissance, ni l'énergie et la foi qui l'ont porté. Il a besoin de guerres qui l'attisent, d'adeptes dont on a lavé le cerveau et qui le soutiennent jusqu'au bout, de victimes qui entraînent avec elles d'autres victimes. Mais, au bout du compte, le fascisme sera toujours vaincu. La question qui se pose simplement, c'est : combien de temps cela prendra-t-il ? Et à quel prix cette victoire viendra-t-elle ? Avant que le fascisme européen ait pu être écrasé, il a plongé le continent dans la détresse de la guerre et coûté la vie à plusieurs millions de personnes. Il a dévasté des villes et des contrées entières ;

les alliés vainqueurs qui mirent fin à cette horreur devinrent, pendant les décennies suivantes, les acteurs de la guerre froide.

Cette épreuve peut-elle être épargnée au monde musulman ? Peut-on consolider les efforts de modernisation et de démocratisation dans les sociétés islamiques sans que la population de ces pays ait à payer le même tribut qu'autrefois le monde occidental ? Est-il possible que ces sociétés, qui n'ont pas fait leur travail pendant des siècles, n'en supportent aucune conséquence ?

Je ne le crois pas.

Certes, pour le moment, les Frères musulmans n'ont pas réussi à construire un État islamiste en Égypte, mais cela ne signifie pas la fin de l'islamisme en général. Cela ne signifie même pas la fin des Frères musulmans eux-mêmes puisqu'ils ne sont pas actifs seulement en Égypte, on l'a vu, mais aussi dans plus de soixante-dix États du monde entier, et qu'ils disposent d'un solide réseau, ainsi que de milliards de dollars.

Mais espérons qu'il deviendra de plus en plus difficile pour les islamistes d'ériger un État théocratique quelque part dans le monde. Il y a trente-cinq ans, l'Iran a pu fonder puis conserver une dictature islamique parce qu'il a pu se cacher dans l'ombre de la guerre froide et que sa richesse pétrolière lui a donné les moyens de s'isoler politiquement. Cependant, depuis quelques années, il est devenu de plus en plus difficile de maintenir une telle dictature, repliée sur elle-même, ou d'en établir une nouvelle, car l'économie mondialisée et la communication moderne tendent à empêcher les despotes de couper totalement leurs sociétés de ce qui se passe ailleurs ou dans leur propre pays. La cyber-glasnost échappe à l'autorité des dirigeants. Même des dictatures telles que la Corée du Nord ou le Turkménistan ne pourront plus l'ignorer très longtemps.

À l'occasion d'une conférence donnée à Berlin en septembre 2013, je discutai avec le chercheur en sciences politiques Francis Fukuyama de sa théorie de « end of history¹ ». Après l'effondrement de l'Union soviétique, Fukuyama avait annoncé la fin des idéologies et prédit que la démocratie libérale serait la seule possibilité envisageable par les nations de ce monde.

Je lui demandai si cela valait également pour l'islamisme et si, désormais, les sociétés musulmanes se démocratiseraient à toute allure. Fukuyama répondit par la négative. Selon lui, la fin de l'islamisme n'est pas en vue : la frustration des jeunes musulmans est trop profonde et le développement économique de la plupart des États islamiques n'annonce rien de bon. Contrairement à la Chine, où des couches de plus en plus étendues de la population profitent de l'essor économique et de l'ouverture prudente des marchés, les États islamiques s'enferment dans la stagnation. En même temps, la population de ces pays est informée des événements internationaux grâce à Internet. On se révolte, jusqu'à éventuellement renverser un dictateur, mais, au bout d'un moment, on s'aperçoit que cela n'a servi à rien économiquement, ni apporté un quelconque progrès. Révolution ici, coup d'État là, mais rien ne bouge. C'est précisément ce qui fait le terreau de n'importe quelle sorte de fondamentalisme.

Les islamistes ne peuvent certes plus ériger ni maintenir d'États viables, en revanche ils peuvent construire des enclaves dirigées par la charia sur les ruines d'États en déliquescence, comme en Irak, en Syrie, en Libye, en Somalie, en Afghanistan et au Mali. Dans les États qui fonctionnent encore à peu près, les islamistes sont toujours en mesure de diviser la société et de

paralyser les institutions. À cela s'ajoute la situation démographique dans la majorité des États musulmans, qui tend plutôt à accroître les tensions. 65 % des musulmans ont moins de trente ans. Le chômage grimpe en flèche, particulièrement chez les jeunes gens. Leur énergie et leur colère sont de l'huile sur le feu de la radicalisation. Et on ne dirait pas que le potentiel de cette jeune génération soit près de s'épuiser : les problèmes du monde musulman s'accroissent plus rapidement que la capacité de résoudre ces problèmes. L'État ne peut pas suffisamment s'occuper d'eux, il n'a aucune perspective à leur offrir et n'est plus en mesure non plus de les dissuader ou de les brider au moyen d'appareils de sécurité. Heureusement, au fond. Mais à présent les islamistes volent au secours de ces pouvoirs vacillants en leur proposant leurs services. La tentation est grande : il ne s'agit somme toute que de conserver de vieilles prébendes. Or, même si les islamistes proposent leur soutien « juste » pour un projet à court terme, ils ne perdront pas de vue leur objectif premier : combattre les infidèles jusqu'à la mort sur le sentier de Dieu.

Les islamistes ne croient pas au caractère réformable de leurs sociétés par des projets économiques et politiques. La souveraineté émane de Dieu et non du peuple. Ils croient à l'éternel combat entre le bien et le mal, qui s'achèvera par la victoire du bien. Ce n'est qu'une fois le royaume de Dieu établi sur terre, une fois que tous les hommes auront accepté l'islam, qu'on connaîtra l'opulence et la paix. D'ici là prévaut le djihad permanent.

En même temps, l'unité de tous les musulmans est illusoire, à cause de toutes les orientations et des sectes qui sont incapables de s'accorder sur le plan théologique ou politique. Mahomet a prophétisé que les musulmans se diviseraient en 72 sectes, dont 71 suivraient une doctrine erronée et finiraient en enfer. Une seule prendra la bonne voie. Mahomet nomma ce groupe « la secte sauvée ». Aujourd'hui, chaque tendance religieuse et chaque secte se prend pour l'Élu et la Sauvée, et considère les autres musulmans comme des infidèles. C'est là que réside la haine des sunnites à l'égard des chiites, des ahmadis, des soufis et des alévis. Au sein même des sunnites, il y a de nombreux sous-groupes, qui ne s'entendent pas les uns avec les autres : salafistes, Frères musulmans, hanbalites, malikites, shafi'ites, hanéfites et ash'arites. Il y a même des djihadistes anti-Assad qui combattent à présent en Syrie. D'une certaine façon, la peur qu'éprouve l'Europe à l'idée d'une conquête de l'islam est infondée si l'on tient compte de cet éparpillement interminable. Et si l'on regarde attentivement la situation, les musulmans sont plus préoccupés par eux-mêmes que par l'armement en vue d'une campagne contre l'Occident au nom d'Allah. Ils ne s'accordent même pas pour dire quelle est la forme authentique de l'islam. Mais cela les empêche-t-il de se préparer à la grande bataille ?

Au Caire, je rencontre le juge retraité Mohamed Abdel-Rasoul, qui fut membre des Frères musulmans pendant dix ans. Il a lu tous les textes et communiqués du mouvement, et constaté que la confrérie n'a guère de notions de ce qui est nécessaire pour établir un État et qu'elle vise plutôt à préparer ses membres à affronter la dernière bataille. Lorsque je me suis entretenu avec Abdel-Rasoul, les Frères musulmans étaient encore au pouvoir en Égypte. Mais il prédisait déjà : « Ils échoueront sur le plan politique. Ensuite, ils reviendront au terrorisme, car c'est le seul domaine dans lequel ils s'y connaissent. Ils mobiliseront des guerriers pour le combat final, pas seulement en Égypte. Nombreux sont ceux qui répondront à cet appel. Pas suffisamment pour conquérir le monde. Mais suffisamment pour le plonger quelques années dans l'angoisse et la

terreur. Jamais ce ne fut aussi facile qu'aujourd'hui de convaincre un jeune musulman qu'un attentat-suicide est la meilleure action qu'il puisse accomplir dans sa vie². »

Les conflits en Syrie, en Libye, en Afghanistan, au Pakistan, en Irak, au Liban ou au Yémen, le fondamentalisme grandissant dans les États du Golfe et la guerre confessionnelle entre l'Iran et l'Arabie Saoudite : tout cela prépare le terrain à une nouvelle vague de radicalisation, qui sera plus forte que toutes les précédentes. En effet, ces conflits ne se sont pas uniquement déroulés à l'intérieur des frontières du monde musulman mais ont déferlé sur l'Europe et l'Amérique du Nord, où ils ont aussi provoqué un regain de radicalisation. Abdel-Rasoul estime que les islamistes installés en Occident sont avantagés : ils peuvent s'organiser et recruter de nouveaux adeptes plus librement, étant donné qu'ils ne sont exposés ni à la répression d'un État policier ni aux soucis financiers. Ceux qui n'ont pas d'emploi perçoivent l'aide sociale, et les organisations radicales elles-mêmes touchent de généreux dons en provenance des États du Golfe.

Fukuyama et Abdel-Rasoul s'accordent à penser que la fin des idéologies ne concerne pas l'islamisme en raison notamment de l'échec des États musulmans. Mais cette justification suffit-elle ?

Le national-socialisme en Allemagne a été anéanti au bout de douze ans. Le communisme s'est, quant à lui, maintenu pendant soixante-douze ans. Malgré plusieurs défaites, l'islamisme conquiert régulièrement de nouveaux terrains et de nouveaux adeptes parce qu'il se réfère à une mission divine, qui est impérieuse pour de nombreux musulmans. Mais, à mon sens, une autre composante vient s'ajouter. La pression extérieure a mis à genoux le fascisme en Allemagne et au Japon. Ce fut une défaite à la fois militaire et morale, une défaite qui, avec le temps, fut acceptée comme telle et conduisit à une réorientation. Il fallut quelque temps, mais à long terme la population ne céda pas à la tentation de rendre les Alliés responsables de leur propre misère. Dresde, Munich, Hambourg et Berlin étaient réduites en cendres, mais la tendance à vouloir imputer cette situation aux escadrons de bombardements ennemis ne s'éternisa pas. On finit par reconnaître que la guerre qu'avaient déclenchée les nazis n'était pas juste. À Hiroshima et Nagasaki, les ravages étaient encore plus colossaux, pourtant les appels à la vengeance n'eurent guère d'écho.

Certains Allemands furent d'emblée de fervents nationaux-socialistes, d'autres le devinrent après les rapides succès des campagnes militaires, d'autres encore s'accommodèrent du régime. Cela dura un certain temps avant qu'on en arrive à admettre, dans le cadre du travail d'analyse historique, qu'Hitler et ses sbires – donc « les autres » – n'étaient pas les seuls responsables, mais qu'on avait soi-même apporté sa pierre à l'édifice, activement ou par le silence, et que l'idéologie fasciste, la folie raciste et sa vision de l'homme avaient fait effet. Ce fut un long processus de prise de conscience, peut-être pas toujours volontaire. Mais il a eu lieu.

C'est là précisément la différence avec l'islamisme. Par comparaison, les islamistes n'ont jamais connu de défaites militaires ou morales dévastatrices. Jamais la pression extérieure ou même intérieure n'a été forte au point qu'on soit obligé de réexaminer ses propres convictions. Du point de vue des islamistes, ce n'est du reste pas nécessaire : après tout, ce sont « les autres » qui font fausse route.

À trois reprises, la confrérie des Frères musulmans fut interdite en Égypte : dans les années quarante, puis cinquante, et en 2013. Toutefois, l'idéologie et l'état d'esprit qui ont contribué à la naissance du mouvement n'ont jamais totalement faibli. On les retrouve dans pratiquement tous les manuels scolaires. L'inamovibilité de la religion fut la porte dérobée par laquelle cette organisation est toujours parvenue à revenir au cœur de la société. Le principe du djihad défini comme une pratique voulue par Dieu, le rêve de la victoire de l'islam, le classement des infidèles au rang de sous-hommes : tout ceci continue à faire partie intégrante des fondements éducatifs dans la plupart des pays musulmans. La lecture sélective de l'histoire, la reproduction des sempiternelles images de l'ennemi et la croyance consistant à voir les musulmans comme les Élus dotés d'une supériorité morale par rapport au reste de l'humanité : tout cela conduit à adopter une position qui constitue la base du terrorisme.

Bien que de nombreux musulmans soient contre les Frères musulmans ou les salafistes, ils ne souhaitent pas pour autant abandonner totalement l'idée d'un État musulman. Ils croient que l'idée en soi est bonne, que seule sa mise en œuvre a laissé à désirer. Certains ne voient aucun rapport entre la mentalité islamiste et les revendications de l'islam lui-même. Ils veulent, certes, la démocratie, mais tout en réclamant que l'islam façonne cette démocratie. C'est comme l'histoire de cet homme qui tente de se moderniser en achetant une Mercedes neuve dont il enlève le moteur pour ensuite laisser deux ânes tracter la voiture.

De telles illusions proviennent du fait que l'islamisme sait régulièrement faire du neuf avec du vieux. Le rêve islamiste ne s'est pas encore envolé en fumée.

Au Japon, la modernisation et la démocratisation n'ont été possibles qu'après la guerre, après que le peuple a fait descendre l'empereur du ciel pour en faire un être temporel. Auparavant, des kyrielles de kamikazes étaient prêts à sacrifier leur vie pour l'empereur et pour une guerre insensée en hurlant *tenno banzai*. Dans le monde islamique, personne n'ose à ce jour remettre en question le pouvoir de l'« empereur céleste », et encore moins de le faire chuter. Beaucoup de musulmans ont du mal à reconnaître que liberté et démocratie ne s'accordent pas avec l'idée que l'homme est téléguidé par une entité céleste. Il leur est difficile d'admettre que ce n'est pas la foi d'un homme mais ses actions qui sont déterminantes, et qu'aucune idéologie ne vaut la peine de tuer ou de sacrifier sa vie.

NOTES

AVANT-PROPOS – « Wanted dead »

1. Mahmoud Hassan, *Al-Ahram*, 10 juin 2013, <http://gate.ahram.org.eg/News/357312.aspx>, consulté le 31 août 2015 (en arabe ; il existe également une version en anglais : Sherif Tarek, “Egyptian Author Appeals for Protection following Islamist Threats”, *AhramOnline*, 10 juin 2013, <http://english.ahram.org.eg/NewsContent/1/64/73680/Egypt/Politics-/Egyptian-author-appeals-for-protection-following-I.aspx>, consulté le 31 août 2015). Vidéo YouTube, 9:02, postée par “ahmed zayed” le 7 juin 2013, <https://www.youtube.com/watch?v=qvvjjQ6imFA>, consultée le 31 août 2015 (en arabe).
2. *Al-Ahram*, 22 août 2013 (en arabe).
3. Ernst Nolte, “Zwischen Geschichtslegende und Revisionismus”, *Frankfurter Allgemeine Zeitung (FAZ)*, 24 juillet 1980 (en allemand) ; Ernst Nolte, *Der Europäische Bürgerkrieg 1917–1945 : Nationalsozialismus und Bolschewismus* (Francfort/Main, Propyläen, 1989), p. 524 (en allemand).
4. Jürgen Habermas, “Eine Art Schadensabwicklung. Die apologetischen Tendenzen in der deutschen Zeitgeschichtsschreibung”, *Die Zeit*, 11 juillet 1986, in *Historikerstreit. Die Dokumentation der Kontroverse um die Einzigartigkeit der nationalsozialistischen Judenvernichtung*, éd. Rudolf Augstein, Karl Dietrich Bracher et Martin Broszat (Munich/Zurich, Ernst Reinhard Piper, 1987), pp. 62–68 (en allemand).

Chapitre 1

Fascisme et islamisme – un couple mal assorti ?

1. Umberto Eco, “Ur-Fascism”, *New York Review of Books*, 22 juin 1995, <http://www.nybooks.com/articles/1856>, consulté le 1^{er} septembre 2015 (en anglais).
2. Andrzej Olechnowicz, “Liberal Anti-Fascism in the 1930s : The Case of Sir Ernest Barker”, *Albion* 36, n° 4 (hiver 2004), p. 643 (en anglais).

Chapitre 2

Les Frères musulmans – réformateurs ou représentants de l’islamisme fasciste ?

1. “Erdoğan droht ausländischen Botschaftern”, *Zeit Online*, 22 décembre 2013, <http://www.zeit.de/politik/ausland/2013-12/korruptionsskandal-erdogan-ausland>, consulté le 31 août 2015 (en allemand).
2. Sayyid Abul Ala Maududi, *Als Muslim leben* (Karlsruhe, Cordoba-Verlag, 1995), p. 260 (en allemand).
3. Jeffrey Herf, éd., “Hitlers Dschihad. Nationalsozialistische Rundfunkpropaganda für Nordafrika und den Nahen Osten,” *Vierteljahreshefte für Zeitgeschichte* (Avril 2010), pp. 259-286 (en allemand).
4. Abd al-Fattah el-Awaisi, *The Muslim Brothers and the Palestinian Question 1938–1947* (Londres, Tauris Academic Studies, 1998), p. 28 ; Hassan al-Gamal, *Jihad al-Ikhwan fi al-Qanaa wa Filastin* (Le Caire, 2000), p. 19 (en arabe).
5. Les archives en ligne des Frères musulmans sont disponibles à cette adresse : <http://www.ikhwanwiki.com> (en arabe).
6. Hassan Mohamed, *Man Qatala Hassan al-Banna ?* (Le Caire, Dar al-Shorouk, 1987), p. 88 (en arabe) ; Mohamed Hussein Haikal, *Muthakkerat fi al-Siyasa al-Masria 1937–1952*, vol. 2 (Le Caire, 2010), p. 208 (en arabe).
7. Hassan al-Banna, *Majmua’at Rasael al-Imam al-Shahid Hassan al-Banna* (Le Caire, 1999), p. 406.
8. “Mussolini explique les principes de l’islam”, http://www.ikhwanwiki.com/index.php?title=%D8%A7%D9%84%D8%B3%D9%86%D9%8A%D9%88%D8%B1_%D9%85%D9%88_%D9%85%D8%A8%D8%A7%D8%AF%D9%89%D8%A1_%D8%A7%D9%84%D8%A7%D8%B3%D9%84%D8%A7%D9%85, consulté le 31 août 2015 (cette source est en arabe ; son titre a ici été traduit en français pour les besoins de la citation).
9. *Ibid.*
10. *Ibid.*
11. *Ibid.*
12. Rifaat al-Saïd, *Al-Irhab al-Muta’aslim. Hassan al-Banna al-Musallah*, vol. 2 (Le Caire, 2004), p. 132 (en arabe).
13. Jeffrey Herf, *Nazi Propaganda for the Arab World* (New Haven, Yale University Press, 2009), pp. 242-44.
14. Hassan al-Banna, *Rasa’el al-Imam al-Shahid Hassan al-Banna* (Le Caire, Dar al-Daa’wa, 2008), p. 112 (en arabe).
15. Ali Asmawai, *At-Tarikh as-Sirri li Gamaa’at al-Ikhwan al-Muslimin*, 2^{ème} édition (Le Caire, 2006), pp. 8-9 (en arabe).
16. Thorsten Oltmer, “Plastikschlüssel zum Paradies”, *Der Spiegel*, 30 mars 2010, <http://www.spiegel.de/spiegel/spiegelgeschichte/d-69790589.html>, consulté le 31 août 2015 (en allemand).
17. Les rites d’initiation à accomplir pour devenir membre de la Confrérie sont décrits par Tharwat al-Khirbawi dans un entretien accordé au journal égyptien *Al-Tahrir*, 11 novembre

2012, vidéo YouTube, 10:15, postée par “Asaad Aldouasi” le 17 novembre 2012, <https://www.youtube.com/watch?v=dG57gfsZyCU>, consultée le 21 septembre 2015 (en arabe) ; voir en particulier la séquence 0:47–2:30. Un autre membre des Frères musulmans, Ahmed Adel Kamal, relate exactement les mêmes rites dans ses mémoires : *Al-Nuqat Fawq al-Huruf. Al-Ikhwan al-Muslimin wan-Nizam al-Khas* (Le Caire, 1989), pp. 87-88 (aussi disponibles à l’adresse : http://data.over-blog-kiwi.com/0/23/37/14/201309/ob_ead6cb2beeb3ec34156825cd9272d967_.pdf, consultés le 8 septembre 2015 [en arabe]).

18. Hilmi al-Namnam, *Hassan al-Banna Allathi la Yaa’rifuhu Ahad* (Le Caire, Madbouli, 2011), p. 147 (en arabe).
19. “Des mois d’opérations terroristes dans l’histoire de la Confrérie des Frères musulmans”, 13 février 2014, <http://www.islamist-movements.com/2323>, consulté le 8 septembre 2015 (cette source est en arabe ; son titre a ici été traduit en français pour les besoins de la citation).
20. Ali Asmawai, *At-Tarikh as-Sirri li Gamaa’at al-Ikhwan al-Muslimin*, p. 102.

Chapitre 3

D’Abraham à Sayyid Qutb – les racines du fascisme dans l’histoire islamique

1. Coran 37:102.
2. Coran 109:6.
3. Ibn al-Jawzi, *Al-Muntazim fi Tarikh al-Umam wal-Muluuk*, 2^e éd., vol. 3 (Beyrouth, 1995), p. 261 (en arabe).
4. Coran 4:46.
5. Coran 4:59.
6. Coran 2:191.
7. Mohammed al-Kahtani, *Al-Walaa wal-Baraa fil-Islam* (Le Caire, An-Nur al-Islamiyah, 1998), p. 5 (en arabe).
8. Sayyid Abul Ala Maududi, *Minhaj al-Inqilab al-Islami* (Le Caire, Dar al-Ansar, 1977), p. 19 (en arabe).
9. Sayyid Abul Ala Maududi, *Als Muslim Leben* (Karlsruhe, Cordoba-Verlag, 1995), p. 268 (en allemand).
10. Sayyid Abul Ala Maududi, *Weltanschauung und Leben im Islam* (Munich, Islamisches Zentrum, 1994), p. 156 (en allemand).

Chapitre 4

Son combat, notre combat – l’antisémitisme arabe

1. Yahya ibn Sharaf al-Nawawi, *Sahih Muslim*, éd. Wahba al-Ruheli (Beyrouth, Dar al-Kutub al-’Ilmiya, 1996), hadith 2922 (en arabe).

2. Mark R. Cohen, “The ‘Golden Age’ of Jewish-Muslim Relations : Myth and Reality”, prologue de l’ouvrage *A History of Jewish-Muslim Relations : From the Origins to the Present Day*, éd. Abdelwahab Meddeb et Benjamin Stora (Princeton University Press, 2013) ; prologue disponible en ligne sur <https://press.princeton.edu/chapters/p10098.pdf>, consulté le 1^{er} septembre 2015.
3. Klaus-Michael Mallmann et Cüppers Mallmann, *Halbmond und Hakenkreuz : Das “Dritte Reich”, die Araber und Palästina*, 3^e édition (Darmstadt, Primus Verlag, 2010), p. 118 (en allemand).
4. Hussein Jarrar, *Al-Hajj Amin al-Husseini Raed Jihad wa Batal Qadiyya* (Amman, Dar al-Dia’, 1984), p. 181 (en arabe).
5. Sayyid Qutb, *Our Struggle against the Jews*, cité par Jeffrey Herf in *Nazi Propaganda for the Arab World* (New Haven, Yale University Press, 2010), p. 255.

Chapitre 5

De Gutenberg à Zuckerberg – Monopole de l’information et dictature islamique

1. Dan Diner, *Versiegelte Zeit. Über den Stillstand in der islamischen Welt* (Berlin, Berlin Propyläen, 2005), pp. 107-144 (en allemand).
2. Nina Shea, “This Is a Saudi Textbook. (After the Intolerance Was Removed.)”, *Washington Post*, Opinions, 21 mai 2006, <http://www.washingtonpost.com/wp-dyn/content/article/2006/05/19/AR2006051901769.html>, consulté le 1^{er} septembre 2015 (en anglais).

Chapitre 6

Heil Oussama ! États défailants, terroristes triomphants

1. Francis Fukuyama et Nadav Samin, “Heil Osama, the Great Reformer”, *Sunday Times*, 29 septembre 2002.

Chapitre 7

Djihad et pornotopie du paradis

1. Al-Suyuti, *Al-Itqan fi Ulum al-Qur’an*, vol. 2 (Riyad, 2005), p. 351 (en arabe).
2. Thomas Maul, *Sex, Djihad und Despotie : Zur Kritik des Phallogentrismus* (Fribourg, Ça-ira-Verlag, 2010), p. 112 (en allemand).
3. W. Montgomery Watt, *Muhammad : Prophet and Statesman* (Londres, Oxford University Press, 1961), p. 173.
4. Abd al-Malik ibn Hisham, *Sirat an-nabi*, vol. 3 (Tanta, Égypte, Dar al-Sahaba, 1995), pp. 350 (en arabe).
5. Al-Hafiz Abi Abdullah ibn Majah, *Sunan Ibn Majah, Kitab an-Nikah* (Beyrouth, Dar al-Ma’rifah, 1996), hadith 44548 (en arabe).

6. Mohamed ibn Isa ibn Sawra al-Tirmidhi, *Al-Jami'i al-Sahih, Sunan al-Tirmidhi*, 1^{ère} éd. (Beyrouth, Dar al-Kutub al-'Ilmiya, 1978), hadith 1163 (en arabe).
7. Mouhammad al-Boukhari, *Sahih al-Bukhari* (Beyrouth, 1982), hadith 5198 (en arabe).
8. Al-Tirmidhi, *Al-Jami'i al-Sahih, Sunan al-Tirmidhi*, hadith 1931 (en arabe).
9. Janet Maslin, "A Fig Leaf Is Dropped in Islamic Societies", recension du livre de Shereen el-Feki, *La Révolution du plaisir (Sex and the Citadel)*, parue dans le *New York Times*, 7 avril 2013, http://www.nytimes.com/2013/04/08/books/sex-and-the-citadel-by-shereen-el-feki.html?_r=0, consultée le 8 septembre 2015.

Chapitre 8

La bombe islamique – le fascisme chiite

1. Associated Press, "French Troops Heard Blast at Marine Headquarters", 30 octobre 1983.
2. Hani Fahs, entretien avec l'auteur à Beyrouth, le 11 avril 2013.
3. Houchang E. Chehabi, *Iranian Politics and Religious Modernism : The Liberation Movement of Iran* (Ithaca, NY : Cornell University Press, 1990), pp. 224-25.
4. Baqer Moin, *Khomeini : Life of the Ayatollah*, 1^{re} édition américaine (New York, Thomas Dunne Books, 2000), p. 61.
5. Karl-Heinrich Göbel, *Moderne Schiitische Politik und Staatsidee : Nach Taufiq al-Fukaikī, Muammad Ġawād Muġnīya, Rūullāh Humainī (Khomeyni)*, Schriften des Deutschen Orient-Instituts (Opladen, Leske + Budrich, 1984), p. 176 (en allemand).
6. Ayatollah Khomeyni, *Der Islamische Staat*, Islamkundliche Materialien, vol. 9 (Berlin, Schwarz, 1983), p. 34 (en allemand).
7. Fahs, entretien.
8. Behrouz Khosrozadeh, "Die Waffen-SS und die 'Schwarzhemden' der Islamischen Republik Iran", *heise.de*, 27 novembre 2009, <http://www.heise.de/tp/artikel/31/31570/1.html>, consulté le 8 septembre 2015 (en allemand).
9. Matthias Küntzel, "Von Goebbels zu Ahmadinejad", *Tribüne* 49, n° 196, décembre 2010 (en allemand).
10. Coran 8:56.
11. Coran 5:60.
12. Wahied Wahdat-Hagh, "Chisb-Alah – die Partei Alahs ruft zur Vernichtung : Zur Geschichte des al-Quds-Tages", 2 novembre 2004, <http://www.hagalil.com/archiv/2005/10/al-quds-tag.htm>, dernière mise à jour du 27 octobre 2005, consulté le 8 septembre 2015 (en allemand).
13. Shahrough Akhavi, *Religion and Politics in Contemporary Iran* (Albany, State University of New York Press, 1980), p. 166.
14. Fahs, entretien.
15. *Ibid.*

1. Momen, entretien avec l’auteur au Caire, le 2 avril 2013.
2. “Lutte intense entre Assem Abdel Maged...”, 17 août 2015, <http://www.youm7.com/story/2015/8/17/%D9%85%D8%B9%D8%B1%D9%83%D8%A9-%D8%B9%D9%86%D9%8A%D9%81%D8%A9-%D8%A8%D9%8A%D9%86-%D8%B9%D8%A7%D8%B5%D9%85-%D8%B9%D8%A8%D8%AF-%D8%A7%D9%84%D9%85%D8%A7%D8%AC%D8%AF-%D9%88%D8%AC%D8%A8%D9%87%D8%A7%D8%AA-%D8%A7%D9%84%D8%AC%D9%85%D8%A7%D8%B9%D8%A9-%D8%A7%D9%84%D8%A5%D8%B3%D9%84%D8%A7%D9%85%D9%8A%D8%A9-%D8%A7%D9%84%D9%85/2309731#.VetMBRHtmko>, consulté le 9 septembre 2015 (cette source est en arabe ; une partie du titre a été traduite ici pour les besoins de la citation).
3. Shahin Najafi, entretien avec l’auteur à Berlin, le 10 mai 2013.
4. Hamed Rowshangah, entretien avec l’auteur à Berlin, le 10 mai 2013.
5. Najafi, entretien.
6. Nadya Zarrougi, entretien avec l’auteur à Tunis, le 16 juin 2013.
7. Nicolas Blancho, entretien avec l’auteur à Zurich, le 4 mai 2013.
8. Kacem el-Ghazzali, entretien avec l’auteur à Zurich, le 4 mai 2013.
9. Martin Beglinger, “Man sollte Nicolas Blancho nicht unterschätzen”, *Tages-Anzeiger*, 7 avril 2010, <http://www.tagesanzeiger.ch/schweiz/standard/Man-sollte-Nicolas-Blancho-nicht-unterschaetzen/story/30833387>, consulté le 9 septembre 2015 (en allemand).
10. “Streit um Richtigen Islam für die Schweiz”, *20 Minuten*, 17 juillet 2010, <http://www.20min.ch/schweiz/news/story/14151951>, consulté le 9 septembre 2015 (en allemand).
11. “Blancho & Co. im Visier des Geheimdienstes ?”, *Blick*, 15 mai 2010, <http://www.blick.ch/news/politik/islamischer-zentralrat-blancho-co-im-visier-des-geheimdienstes-id49861.html>, dernière mise à jour du 14 janvier 2012, consulté le 9 septembre 2015 (en allemand).
12. Imad Iddine Habib, entretien avec l’auteur à Casablanca, le 16 juin 2013.
13. *Ibid.*

1. “Europol Warnt vor 5000 Potenziellen Terroristen”, *Focus Magazin*, 14 janvier 2015, http://www.focus.de/politik/ausland/islamischer-staat/is-terror-im-news-ticker-kleiner-is-junge-erschiesst-russische-spione_id_4400498.html, consulté le 9 septembre 2015 (en allemand).
2. Lamya Kaddor, entretien avec l’auteur à Berlin le 5 août 2013.
3. Pierre Vogel, “Wer Juden und Christen nicht zu Ungläubigen erklärt, ist selber ein Kafir !”, vidéo YouTube, 15:23, postée par “PierreVogelDe” le 16 décembre 2013, <https://www.youtube.com/watch?v=JIFaAyt9beM>, consultée le 9 septembre 2015 (en allemand).
4. Abu Ishaq al-Heweny, vidéo YouTube, 2:49, postée par “ONtv” le 5 août 2014, <https://www.youtube.com/watch?v=orQQcqGmV48>, consultée le 9 septembre 2015 (en arabe).
5. *Ibid.*
6. “Anjem Choudary on *Charlie Hebdo* – Christian/Jewish/Muslim Debate on Terrorism and Sharia in Europe”, vidéo YouTube, 56:50, postée par “StraightForward - LevantTV” le 17 janvier 2015, https://www.youtube.com/watch?v=V71gTKzH0_w, consultée le 9 septembre 2015 (en anglais).

Chapitre 11

Hygiène identitaire et division – Quand Sarraazin et Erdoğan jouent les pourvoyeurs de sens

1. Comité pour la Protection des Journalistes, “Turkey’s Press Freedom Crisis”, 22 octobre 2012, <https://cpj.org/reports/2012/10/turkeys-press-freedom-crisis-the-kurdish-cases.php>, consulté le 9 septembre 2015 (en anglais) ; “Reporter ohne Grenzen veröffentlicht aktuelle Rangliste der Pressefreiheit”, *Reporter ohne Grenzen*, 12 février 2014, <https://www.reporter-ohne-grenzen.de/pressemitteilungen/meldung/reporter-ohne-grenzen-veroeffentlicht-aktuelle-rangliste-der-pressefreiheit/>, consulté le 9 septembre 2015 (en allemand).

Chapitre 12

Islam, islamisme, État islamique – Carte mentale du terrorisme

1. “Mehrheit der Muslime Weltweit für Anwendung der Scharia”, *Die Welt*, 30 avril 2013, <http://www.welt.de/newsticker/news1/article115754530/Mehrheit-der-Muslime-weltweit-fuer-Anwendung-der-Scharia.html>, consulté le 9 septembre 2015 (en allemand) ; Patrick Hennessy et Melissa Kite, “Poll Reveals 40% of Muslims Want Sharia Law in UK”, *Telegraph*, 19 février 2006, <http://www.telegraph.co.uk/news/uknews/1510866/Poll-reveals-40pc-of-Muslims-want-sharia-law-in-UK.html>, consulté le 9 septembre 2015 (en anglais) ; “Poll of U.S. Muslims Reveals Ominous Levels of Support for Islamic Supremacists’ Doctrine of Shariah, Jihad”, Center for Security Policy, communiqué de presse du 23 juin 2015, <http://www.centerforsecuritypolicy.org/2015/06/23/nationwide-poll-of-us-muslims-shows-thousands-support-shariah-jihad/>, consulté le 9 septembre 2015 (en anglais).

2. Abul Taher, “Evil ISIS Leader Abu Bakr al-Baghdadi Makes First Public Appearance in Chilling Video Calling on All Muslims to Obey Him”, *Daily Mail*, 5 juillet 2014, <http://www.dailymail.co.uk/news/article-2681694/Evil-ISIS-leader-Abu-Bakr-al-Baghdadi-makes-public-appearance-chilling-video-calling-Muslims-obey-him.html>, mis à jour le 6 juillet 2014, consulté le 9 septembre 2015 (en anglais).
3. Daniel Egiegba, “Boko Haram and the Ongoing Campaign of Terror in Northern Nigeria : The End in Sight ?”, *Africa Policy Journal*, 3 juillet 2013, <http://apj.fas.harvard.edu/boko-haram-and-the-ongoing-campaign-of-terror-in-northern-nigeria-the-end-in-sight/>, consulté le 9 septembre 2015 (en anglais).
4. “Iraqi Christian Woman Speaks about Tragic Situation of Christians in Mosul”, vidéo YouTube, 2:28, mise en ligne par “Mideast ChristianNews” le 22 juillet 2014, <https://www.youtube.com/watch?v=6bCAb2N5TKk>, consultée le 9 septembre 2015.
5. Jim Sciutto, Jamie Crawford et Chelsea J. Carter, “ISIS Can ‘Muster’ between 20,000 and 31,500 Fighters, CIA Says”, CNN, 12 septembre 2014, <http://edition.cnn.com/2014/09/11/world/meast/isis-syria-iraq/>, consulté le 9 septembre 2015.
6. Yahya ibn Sharaf al-Nawawi, *Sahih Muslim*, éd. Wahba al-Ruheli (Beyrouth, Dar al-Kutub al-’Ilmiya, 1996) hadith 1767 (en arabe).
7. Michael Ipgrave, *Justice and Rights : Christian and Muslim Perspectives* (Washington DC, Georgetown University Press, 2009), p. 58.
8. Nicodème Daoud Matta, interview diffusée sur Russia Today le 26 décembre 2014, http://arabic.rt.com/prg/telecast/769238-%D8%A7%D9%84%D9%85%D8%B7%D8%B1%D8%A7%D9%86-%D9%85%D8%A7%D8%B1-%D9%86%D9%8A%D9%82%D9%88%D8%AF%D9%8A%D9%85%D9%88%D8%B3--%D9%88%D8%B2%D8%A7%D8%B1%D8%A9-%D8%A7%D9%84%D9%85%D9%87%D8%AC%D8%B1%D9%8A%D9%86-%D9%81%D9%8A-%D8%A7%D9%84%D8%B9%D8%B1%D8%A7%D9%82-%D8%A8%D8%B9%D8%AB%D8%AA-%D9%84%D9%85%D8%B3%D9%8A%D8%AD%D9%8A%D9%8A-%D8%A7%D9%84%D9%85%D9%88%D8%B5%D9%84-%D8%B4%D8%A7%D8%AD%D9%86%D8%A9-%D9%85%D9%84%D9%8A%D8%A6%D8%A9-%D8%A8%D8%A7%D9%84%D9%81%D8%A6%D8%B1%D8%A7%D9%86-, consulté le 9 septembre 2015 (en arabe).
9. Abd al-Malik ibn Hisham, *Sirat an-nabi* (Tanta, Égypte, Dar al-Sahaba, 1995), volumes 2 et 3.

1. Coran 49:13 [NDT].
2. Coran 2:120.
3. Abu Dawūd al-Hafez Sulaiman al-Sijistani, *Sahih Sunan abi Dawūd*, éd. Mohamed Nasser al-Albani (Riyad, Maktabat al-Ma'arif lil-Nashr wa-al-Tawzī, 1998), hadith 4297 (en arabe).
4. Karl Pfeifer, “Der Antisemitismus der Nazis : Kampf gegen die ‘Jüdische Weltverschwörung’”, recension du livre *Kampf gegen die “Jüdische Weltverschwörung”* de Wolfram Meyer zu Utrup, 2003, <http://antisemitismus.net/shoah/verschwoerung.htm>, consulté le 9 septembre 2015 (en allemand).
5. Platon, *The Republic*, traduit par Benjamin Jowett, <https://www.gutenberg.org/files/1497/1497-h/1497-h.htm>, publié le 27 août 2008, actualisé le 5 novembre 2012, consulté le 9 septembre 2015.
6. Malika Zeghal, *Gardiens de l’Islam. Les Oulémas d’Al-Azhar dans l’Égypte Contemporaine* (Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1996), pp. 329-337.
7. Olaf Köndgen, “Die Kodifikation des islamischen Strafrechts im Sudan seit Beginn der 80er Jahre”, in *Wuqūf 7–8. Beiträge zur Entwicklung von Staat und Gesellschaft in Nordafrika* de Sigrid Faath et Hanspeter Mattes (Hambourg, Hanspeter Mattes Verlag, 1993), pp. 229 (en allemand).
8. “Der Islam ist krank”, interview de Brigitte Kols et Barbara Mauersberg, *Frankfurter Rundschau*, 7 décembre 2002, <http://www.fr-online.de/spezials/das-gespraech--der-islam-ist-krank-,1472610,2884014.html>, consulté le 9 septembre 2015 (en allemand).
9. Coran 15:6.
10. Coran 25:5.
11. Pape Benoît XVI, “Foi, raison et université : souvenirs et réflexions”, discours à l’Université de Ratisbonne, 12 septembre 2006, http://w2.vatican.va/content/benedict-xvi/fr/speeches/2006/september/documents/hf_ben-xvi_spe_20060912_university-regensburg.html, consulté le 9 décembre 2016.
12. “‘Muhammad’ Teddy Teacher Arrested”, BBC News, 26 novembre 2007, <http://news.bbc.co.uk/2/hi/africa/7112929.stm>, consulté le 9 septembre 2015.
13. Johannes Nitschmann, “Der Prophet auf Schalke”, *Süddeutsche Zeitung*, 17 mai 2010, <http://www.sueddeutsche.de/sport/fussball-bundesliga-der-prophet-auf-schalke-1.178014>, consulté le 9 septembre 2015 (en allemand).
14. Archie Bland, “‘South Park’ Censored after Death Threats from Islamists”, *Independent*, 23 avril 2010, <http://www.independent.co.uk/arts-entertainment/tv/news/south-park-censored-after-death-threats-from-islamists-1951971.html>, consulté le 9 septembre 2015 (en anglais).

1. Francis Fukuyama, entretien avec l’auteur le 6 septembre 2013, à Berlin.

[2.](#) Mohamed Abdel-Rasoul, entretien au Caire avec l'auteur, le 4 avril 2013.

SOURCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Abdel-Samad, Hamed, *Der Untergang der islamischen Welt. Eine Prognose*, Munich, Droemer Verlag, 2010.
- Akhavi, Shahrough, *Religion and Politics in Contemporary Iran*, Albany, State University of New York Press, 1980.
- Amin, Ahmed, *Fajr al-Islam*, Beyrouth, Dar al-Kutub al-'Ilmiya, 2004.
- , *Duha al-Islam*, Le Caire, Al-Haya'a al-Masriya al-A'ama lil-Kitab, 1997.
- Arendt, Hannah, *Les Origines du totalitarisme : Sur l'antisémitisme*, Paris, Le Seuil, 1973 (Points Essais, 2005), *L'Impérialisme*, Paris, Le Seuil, 1982 (Points Essai, 2006), *Le Système totalitaire*, Paris, Le Seuil, 1972 (Points Essais, 2005).
- Ashmawi, Ali, *Al-Tarikh al-Sirri li-Jama'at al-Ikhwan al-Muslimin*, Le Caire, Markaz Ibn Khaldun (centre ibn Khaldoun), 2006.
- Aslan, Reza, *Kein Gott außer Gott. Der Glaube der Muslime von Muhammad bis zur Gegenwart*, Munich, Piper Verlag, 2008 [*No god but God. The Origins, Evolution and Future of Islam*, New York, Random House, 2005].
- Banna, Hassan, al-, *Majmua'at Rasael al-Imam al-Shahid Hassan al-Banna*, Le Caire, 1999.
- , *Rasa'el al-Imam al-Shahid Hassan al-Banna*, Le Caire, Dar al-Daa'wa, 2008.
- Benz, Wolfgang, *Geschichte des Dritten Reiches*, Munich, Deutscher Taschenbuch Verlag, 2003.
- Blaker, Carmen, *Japanese Enlightenment. A Study of the Writings of Fukuzawa Yukichi*, University of Cambridge Oriental Publications, n° 10, Cambridge, Cambridge University Press, 1964.
- Brenner, Michael, *Geschichte des Zionismus*, Munich, C. H. Beck Verlag, 2002.
- , *Kleine jüdische Geschichte*, Munich, C. H. Beck Verlag, 2008.
- Brynjar, Lia, *Society of the Muslim Brothers in Egypt. The Rise of an Islamic Mass Movement. 1928-1942*, Reading (UK), Garnet Publishing, 1999.
- Bukhari, Mohamed Ibn Ismael al-, *Sahih al-Bukhari*, Beyrouth, 1982.
- Ceylan, Rauf et Kiefer, Michael, *Salafismus. Fundamentalistische Strömungen und Radikalisierungsprävention*, Wiesbaden, Springer VS, 2013.
- Chehabi, Houchang E., *Iranian Politics and Religious Modernism. The Liberation Movement of Iran*, Ithaca (NY), Cornell University Press, 1990.

- Constable, Olivia R., *Medieval Iberia. Readings from Christian, Muslim, and Jewish Sources*, Philadelphie, University of Pennsylvania Press, 1997.
- Courbage, Youssef et Todd, Emmanuel, *Le Rendez-vous des civilisations*, Paris, Le Seuil, 2007.
- Denon, Dominique Vivant, *Voyages dans la Basse et la Haute Égypte pendant les campagnes de Bonaparte en 1798 et 1799*, Ch. Taylor, 1817.
- Diner, Dan, *Versiegelte Zeit. Über den Stillstand der islamischen Welt*, Berlin, List TB, 2007.
- Eco, Umberto, *Cinq questions de morale*, Paris, Grasset, 2002.
- Eichner, Heidrun (éd.), *Averroes. Mittlerer Kommentar zu Aristoteles' « De generatione et corruptione »*, Paderborn, Schöningh, 2005.
- Fromm, Erich, *La Peur de la liberté*, Parangon, 2007.
- Göbel, Karl-Heinrich, *Moderne schiitische Politik und Staatsidee Staatsidee. Nach Islamic Fascism Taufiq al-Fukaikī, Muhammad Gawād Muḡnīya, Rūhullāh Humainī (Kohmeyni)*, Schriften des Deutschen Orientinstituts, Leske + Budrich, 1984.
- Habermas, Jürgen, *Foi et Savoir. L'avenir de la nature humaine. Vers un eugénisme libéral ?*, Paris, Gallimard, 2002.
- Haikal, Mohamed Hussein, *Muthakkerat fi al-Siyasa al-Masria 1937-1952*, vol 2, Le Caire, 2000.
- Hariri, Abu Musa, al-, *Qass wa Nabi, Bahth fi Nasha'at al-Islam*, Beyrouth, 2001.
- Heggy, Tariq, *Suguun al-Fikr al-Arabi*, Le Caire, Dar Merit, 2010.
- Herf, Jeffrey, *Hitler, la propagande et le monde arabe*, Paris, Calmann-Lévy, 2012.
- Himpele, Klemens, *Antisemitismus in arabischen Staaten. Eine Einführung*, Sarrebrucke, VDM Verlag Dr. Müller, 2008.
- Hottinger, Arnold, *Bonaparte in Ägypten. Aus der Chronik des Abdelrahman Al-Gabarti*, Munich, Piper Verlag, 1989.
- Ibn Hishām, *Abd al-Malik, Sirat an-Nabi*, vol. 2 et 3, Tanta (Égypte), Dar al-Sahaba, 1995.
- Ibn Ishaq, Muhammad, *Vie du Prophète Muhammad*, Ozoir-la-Ferrière, Al Bouraq, 2006.
- Ibn Khaldoun*, Le Livre des exemples, Paris, Gallimard, 2002.
- Ibn Majah, *Al-Hafiz Abi Abdullah, Sunan Ibn Majah, Kitab an-Nikah*, Beirouth, Dar al-Ma'rifah, 1996.
- Ipgrave, Michael, *Justice and Rights. Christian and Muslim Perspectives*, Washington, DC, Georgetown University Press, 2009.
- Jarrar, Hussein, *Al-Hajj Amin al-Husseini Raed Jihad wa Batal Qadiyya*, Amman, Dar al-Dia', 1984.
- Jawzi, Abdul Rahman al-, *Al-Muntazim fi Tarikh al-Umam wal-Muluuk*, vol. 3, Beyrouth, 1995, 2^e éd.
- Jonker, Gerdien et Hecker, Pierre, *Muslimische Gesellschaften in der Moderne. Ideen, Geschichten, Materialien*, Vienne, Studien Verlag, 2007.
- Kamal, Ahmed Adel, *Al-Nuqat Fawq al-Huruf. Al-Ikhwan al-Muslimin wan-Nizam al-Khas*, Le Caire, 1989.
- Kepel, Gilles, *Jihad, Expansion et déclin de l'islamisme*, Paris, Gallimard, 2003 (rééd.).

- , *Le Prophète et Pharaon. Les Mouvements islamistes dans l'Égypte contemporaine*, Paris, Gallimard, 2012 (rééd.).
- Khirbawi, Tharwat, al-, *Qalb al-Ikhwān*, Le Caire, Dar Nahdet Masr, 2010.
- , *Sirr al-Maa'bad*, Le Caire, Dar Nahdet Masr, 2012.
- Khomeyni (Ayatollah), *Der islamische Staat, Islamkundliche Materialien 9*, Berlin, Schwarz, 1983.
- Krämer, Gudrun, *Hasan al-Banna (Makers of the Muslim World)*, Oxford, Oneworld Publications, 2009.
- Krebs, Gerhard, *Das moderne Japan 1868-1952. Von der Meiji Restauration bis zum Vertrag von San Francisco*, Berlin, Oldenburg Verlag, 2009.
- Kuhn, Axel, *Die Französische Revolution*, Leipzig, Reclam Verlag, 1999.
- Kurzman, Charles, *The Unthinkable Revolution in Iran*, Cambridge (MA), Harvard University Press, 2004.
- Lewis, Bernard, *L'Islam en crise*, Paris, Gallimard, 2003.
- Luxenberg, Christoph, *Die Syro-aramäische Lesart des Koran. Ein Beitrag zur Entschlüsselung der Koransprache*, Berlin/Tübingen, Hans Schiler, 2007, 3^e éd.
- McGregor, Andrew James, *A Military History of Modern Egypt from the Ottoman Conquest to the Ramadan War*, Westport (CT), Praeger Security International, 2006.
- Mallmann, Klaus M. et Cüppers, Martin, *Croissant fertile et Croix gammée. Le III^e Reich, les Arabes et la Palestine*, Lagrasse (Aude), Verdier, 2009.
- Matussek, Carmen, *Der Glaube an eine « jüdische Weltverschwörung ». Die Rezeption der « Protokolle der Weisen von Zion » in der arabischen Welt*, Berlin, Lit Verlag, 2012.
- Maul, Thomas, *Sex, Djihad and Despotie*, Fribourg en-Brigau, Ça ira Verlag, 2010.
- Meddeb, Abdelwahab, *La Maladie de l'islam*, Paris, Le Seuil, 2002.
- et Stora, Benjamin, *Histoire des relations entre juifs et musulmans des origines à nos jours*, Paris, Albin Michel, 2013.
- Mohamed, Hassan, *Man Qatala Hassan al-Banna ?*, Le Caire, Dar al-Shorouk, 1987.
- Moin, Baqer, *Khomeini. Life of the Ayatollah*, New York, Thomas Dunne Books, 2000.
- Nagel, Tilman, *Die islamische Welt bis 1500*, Berlin, Oldenburg Verlag, 1998.
- Nannam, Hilmy, al-, *Hassan al-Banna Allathi la Yaa'rifuhu Ahad*, Le Caire, Madbouli, 2011.
- Nawawi, Yahia ibn Sharaf, al-, *Sahih Muslim*, Beyrouth, Dar al-Kutub al-'Ilmiya, 1996.
- Nirumand, Bahman, *Mit Gott für die Macht*, Berlin, Rowohlt Verlag, 1989.
- Nolte, Ernst, *Das 20. Jahrhundert. Die Ideologien der Gewalt*, Munich, Herbig, 2008.
- , *Le Fascisme dans son époque*, vol. 3 : *L'Action française, Le Fascisme italien, Le National-Socialisme*, Paris, Julliard, 1970.
- , *Die dritte radikale Widerstandsbewegung. Der Islamismus*, Berlin, Landt Verlag, 2009.
- Plessner, Helmuth, *Die verspätete Nation. Über die politische Verführbarkeit bürgerlichen Geistes*, Francfort-sur-le-Main, Suhrkamp, 2001.
- Qahtani, Muhammad al-, *Al-Walaa wal-Baraa fil-Islam*, Le Caire, An-Nur al-Islamiyah, 1998.

- Qutb, Sayyid, *Al-mustaqbal lihatha al-Din*, Le Caire, Al-Shorouk, 2005.
- , *Ma'alim fi at-Tariq*, Le Caire, Al-Shorouk, 1973.
- Ramadan, Tariq, *Islam, La réforme radicale. Éthique et libération*, Paris, Presses du Châtelet, 2008.
- Rasafi, Marouf, al-, *Al-Shakhsiyya al-Muhammadiyya*, Berlin/Tubingen, Verlag Hans Schiler/Al-Kamel, 2002.
- Reich, Wilhelm, *La Psychologie de masse du fascisme*, Paris, Petite Bibliothèque Payot, 1998.
- Roy, Olivier, *L'Échec de l'islam politique*, Paris, Le Seuil, 1992.
- , *L'Islam mondialisé*, Paris, Le Seuil, 2004.
- Sadat, Anwar, al-, *Al-Bahth a'n al-Dhat*, Le Caire, Al-Maktab al-Masri al-Hadith, 1978 [*In Search of Identity. An Autobiography*, New York, Harper and Row, 1977, 1978].
- Saiid, Reafaat al-, *Al-Irhab al-Mutaa'slim. Hassan al-Banna al-Musallah*, vol. 2, Le Caire, 2004.
- Sansal, Boualem, *Gouverner au nom d'Allah. Islamisation et soif de pouvoir dans le monde arabe*, Paris, Gallimard, 2013.
- Sartre, Jean-Paul [1943], *L'Être et le Néant*, Paris, Gallimard, Tel, 1976.
- Schieder, Wolfgang, *Der italienische Faschismus. 1919-1945*, Munich, C. H. Beck Verlag, 2010.
- Schulze, Reinhard, *A Modern History of the Islamic World*, Londres, Tauris, 2002.
- Sijistani, Abu Dawūd al-Hafez Sulaiman al-, *Sahih Sunan abi Dawūd*, Riad, Maktabat al-Ma'arif lil-Nashr wa-al-Tawzī, 1998.
- Suyuti, Jalaluddin al-, *Al-Itqan fi Ulum al-Qur'an*, vol. 2., Riad, 2005.
- Tabari, Abi Ja'far Muhammad ibn Jarir, al-, *Tarikh al-Umam wal-Muluk*, vol. 1, 2 et 3, Beyrouth, Mu'assassa al-Alani, 1988.
- Taheri, Amir, *Khomeiny*, Paris, Balland, 1988.
- , *The Persian Night. Iran under the Khomeynist Revolution*, New York, Encounter Books, 2010.
- Tibi, Bassam, *Vom Gottesreich zum Nationalstaat. Islam und panarabischer Nationalismus*, Francfort-sur-le-Main, Suhrkamp TB Wissenschaft, 1987.
- Tirmidhi, Mohamed ibn Isa ibn Sura al-, *Al-Jami'i al-Sahih, Sunan al-Tirmidhi*, Beyrouth, Dar al-Kutub al-'Ilmiya, 1978.
- Waisi, Abd al-Fattah al-, *The Muslim Brothers and the Palestinian Question. 1938-1947*, Londres, Tauris Academic Studies, 1998.
- Waldmann, Peter, *Determinanten des Terrorismus*, Weilerswist, Velbrück Verlag, 2005.
- Watt, W. Montgomery, *Muhammad. Prophet and Statesman*, Londres, Oxford University Press, 1961.
- Wezler, Harald, *Les Guerres du climat. Pourquoi on tue au XXI^e siècle*, Paris, Gallimard, Folio, 2012.
- Wolf, Christian, *Die ägyptische Muslimbruderschaft. Von der Utopie zur Realpolitik*, Hambourg, Diplomica Verlag, 2008.

Zeghal, Malika, *Gardiens de l'Islam. Les Oulémas d'Al-Azhar dans l'Égypte contemporaine*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1996.

Le Coran, édition arabe, Médine, 2009.

Le Coran, traduit et présenté par André Chouraqui, Paris, Robert Laffont, 1991.

Le Coran, traduit et annoté par Denise Masson, Paris, Gallimard, 1967.

Le Figaro, 14 octobre 1978.

Spiegel Geschichte, n° 2, 2010.

REMERCIEMENTS

Mes remerciements vont à ma relectrice, Heike Gronemeier, pour son travail remarquable ; Alexander Simon et Stefan Ulrich Meyer pour les nombreuses discussions et questions enrichissantes. J'adresse également un grand merci à mes interlocuteurs en Égypte, en Tunisie, au Maroc, au Liban, en Allemagne, en Grande-Bretagne et en Suisse.

Enfin, je souhaiterais en particulier remercier : Mohamed Abdel-Rasoul, Mo'men Abdrabbo, Mariam Abdullah, Khaled al-Berry, Mo'men al-Muhammadi, Kacem el-Gazzali, Hani Fahs, Imad Iddine Habib, Lamyia Kaddor, Frank A. Meyer, Shahin Najafi, Said Nashid, Hazem Saghiya, Waddah Sharara, Adel Taouil, Nadya Zarrougi.

*L'édition originale de cet ouvrage a été publiée par Droemer Verlag,
en 2014, sous le titre :*

DER ISLAMISCHE FASCHISMUS. EINE ANALYSE

ISBN numérique : 978-2-246-81242-5

© Droemersche Verlagsanstalt, 2014.

Une maison de Verlagsgruppe Droemer Knaur Nachf. GmbH & Co. KG,
Munich, Allemagne.

Cet ouvrage a été proposé à l'éditeur français
par l'agence Editio Dialog, Michael Wenzel, Lille.

© *Éditions Grasset & Fasquelle, 2017, pour la traduction française
et la présente édition.*

Table

[Couverture](#)

[Page de titre](#)

[Dédicace](#)

[AVANT-PROPOS : « Wanted Dead »](#)

[CHAPITRE 1 – Fascisme et islamisme – un couple mal assorti ?](#)

[CHAPITRE 2 – Les Frères musulmans – réformateurs ou représentants de l’islamisme fasciste ?](#)

[CHAPITRE 3 – D’Abraham à Sayyid Qutb – les racines du fascisme dans l’histoire islamique](#)

[CHAPITRE 4 – Son combat, notre combat – l’antisémitisme arabe](#)

[CHAPITRE 5 – De Gutenberg à Zuckerberg – monopole de l’information et dictature islamique](#)

[CHAPITRE 6 – Heil Oussama ! États défailants, terroristes triomphants](#)

[CHAPITRE 7 – Djihad et pornotopie du paradis](#)

[CHAPITRE 8 – La bombe islamique : le fascisme chiite](#)

[CHAPITRE 9 – Le soulèvement des infidèles : cinq athées du monde musulman témoignent](#)

[CHAPITRE 10 – Salafistes et djihadistes : le fascisme islamique en Europe](#)

[CHAPITRE 11 – Hygiène identitaire et division – Quand Sarrazin et Erdoğan jouent les pourvoyeurs de sens](#)

[CHAPITRE 12 – Islam, islamisme, État islamique – Carte mentale du terrorisme](#)

[CHAPITRE 13 – Sacro-sainte paranoïa – la complaisance dans l’outrage](#)

[POSTFACE : La dernière bataille – « Victoire finale » ou déclin de l’islamisme ?](#)

[NOTES](#)

[SOURCES BIBLIOGRAPHIQUES](#)

[REMERCIEMENTS](#)

[Page de copyright](#)

[Table](#)